

2007 Rapport

Activités et Résultats

HUMAN
RIGHTS
HUMAN RIGHTS



Nations Unies
Droits de l'homme

HAUT COMMISSARIAT AUX DROITS DE L'HOMME

Rapport 2007

Activités et Résultats



Nations Unies
Droits de l'homme

HAUT COMMISSARIAT AUX DROITS DE L'HOMME

Table des matières

Avant-propos de la Haut-Commissaire	5
I. Résumé.....	7
II. Rapport du HCDH pour l'année 2007.....	13
A propos du HCDH	14
Appui au Conseil des droits de l'homme et aux organes de suivi des traités	20
Appui aux procédures spéciales	27
Défis thématiques	33
Communication et mobilisation	50
Planification, gestion et appui aux programmes	56
Le HCDH sur le terrain	60
Introduction	60
Afrique	65
Asie et Pacifique	87
Europe, Amérique du Nord et Asie centrale	104
Amérique latine et Caraïbes	113
Moyen-Orient et Afrique du Nord	129
Intervention rapide	136
III. Fonds humanitaires	139
IV. Etats financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2007	145
V. Financement et profil des donateurs	153
Annexes	
1. Organigramme	187
2. Synthèse des produits et résultats obtenus en 2007	188

Avant-propos de la Haut-Commissaire aux droits de l'homme



Le Rapport 2007 est le dernier né d'une série de documents de gestion qui guident l'approche opérationnelle du Haut-Commissariat et orientent ses relations avec la communauté des donateurs et des parties prenantes depuis 2005. Associé au Plan d'action que j'ai élaboré en 2005 et au Plan de gestion stratégique à deux ans, le rapport offre une vue d'ensemble de nos activités et de nos stratégies. Ces trois instruments présentent donc toutes les étapes du cycle de gestion du HCDH, de la conception et de l'action à l'évaluation et au bilan, en passant par la prise de décisions et l'établissement des budgets. À la différence des deux autres publications, qui sont orientées vers l'avenir, le rapport 2007 est par nature rétrospectif.

Cette année, cet examen rétrospectif a une résonance particulière, puisque ce rapport 2007 sera le dernier document de cette nature publié sous mon mandat. Lorsque je pense à ces quatre années passées à la tête du Haut-Commissariat, j'éprouve un sentiment de satisfaction et de fierté à l'idée du travail accompli par un personnel compétent et dévoué, et de gratitude à l'égard de ceux qui, toujours plus nombreux, soutiennent et financent notre action. De fait, mes collègues et moi-même avons eu le privilège de gérer la plus forte expansion que le Haut-Commissariat ait jamais connue ; nous nous sommes vu accorder, grâce au doublement de notre budget opérationnel global sur une période de quatre ans, les ressources nécessaires pour demeurer fidèles à nos engagements et soutenir nos efforts sur un nombre croissant de fronts.

Le HCDH s'est donné les moyens de poursuivre cette entreprise en consolidant ses systèmes de gestion et en exécutant certains des éléments du programme de réforme lancé en 2005. Comme je l'ai souvent affirmé par le passé, la mise en œuvre des normes relatives aux droits de l'homme doit être le principe directeur et l'objectif de toutes les composantes du dispositif institutionnel de défense des droits de l'homme, tant au niveau national qu'international. En gardant cet objectif à l'esprit, le HCDH a étoffé ses présences sur le terrain et développé ses opérations; il a mieux fait connaître son rôle d'impulsion et renforcé ses capacités d'assistance auprès du Conseil des droits de l'homme, lequel s'apprête, au moment où ce rapport est rédigé, à s'engager dans l'examen périodique universel (EPU), l'un des éléments les plus ambitieux de la réforme institutionnelle. Le premier cycle de l'EPU – un bilan de la situation des droits de l'homme qui concernera, à terme, tous les Etats membres de l'ONU – débute en avril 2007. Moyennant une mobilisation exceptionnelle de ressources et de collaborateurs, le Haut-Commissariat a préparé la première série de documents qui serviront de point de départ à l'examen. À mesure que le processus de l'EPU progressera, nous devons veiller à ce que tous les pays, y compris les moins développés, puissent y participer pleinement et à ce qu'ils mettent tous en œuvre les recommandations qui leur seront faites.

La participation active de l'ensemble des États membres enverra également un signal fort, indiquant une volonté d'honorer tant l'esprit que la lettre des objectifs et des ambitions de la Déclaration universelle des droits de l'homme, dont le 60^e anniversaire sera célébré en décembre 2008. À cette fin, le Secrétaire général a lancé en décembre dernier une campagne d'une année dans l'ensemble du

système. Le HCDH a pris la tête de cette campagne, afin d'optimiser l'aide et les initiatives de toutes les autres composantes de l'ONU.

La commémoration du 60^e anniversaire nous rappellera également qu'en dépit de progrès indéniables dans la connaissance des normes relatives aux droits de l'homme et de leur application, et malgré notre meilleure capacité à affûter nos outils et à apporter notre aide, les défis auxquels nous sommes confrontés sont aussi redoutables qu'auparavant. La pauvreté, les discriminations, les conflits, les déficits démocratiques, la dégradation de l'environnement et la violence continueront à déterminer le combat des institutions, des dirigeants individuels, des détenteurs d'obligations et des parties prenantes au cours des années à venir.

Personne ne peut ni s'offrir le luxe de se reposer sur ses lauriers après avoir remporté des batailles en faveur des droits de l'homme, ni invoquer son impuissance face à des abus répétés. J'ai appris que ce qui nourrit et définit les projets les plus nobles et les plus durables, c'est bel et bien la capacité à ne pas se laisser distraire par les succès et la ferme volonté de ne pas céder au découragement devant les échecs.

A stylized, handwritten signature in black ink, consisting of a large, sweeping initial 'L' followed by a series of connected, fluid strokes.

Louise Arbour
Haut-Commissaire aux droits de l'homme

Avril 2008

Résumé

“Nous devons nous attacher à définir les moyens de combler le fossé entre la noble rhétorique sur les droits de l’homme qui prévaut dans les couloirs de l’ONU et les dures réalités du terrain.”

Plan d’action de la Haut-Commissaire pour la période 2005-2011

Le rapport que nous vous présentons fait le point sur l’action du Haut-Commissariat aux droits de l’homme (HCDH) en 2007, en décrivant les nombreuses initiatives et activités entreprises au cours de l’année et en présentant une évaluation des résultats obtenus et des difficultés rencontrées. Le rapport offre aux États membres des Nations Unies et à leurs ressortissants, qui sont tous concernés par le travail du HCDH, ainsi qu’aux donateurs, dont les contributions financent un si grand nombre d’activités, une évaluation très complète de l’exécution du programme de travail du Haut-Commissariat, tel qu’il est exposé dans le Plan de gestion stratégique pour l’exercice biennal 2006-2007. Il contient également des informations détaillées sur les sources de financement et les dépenses, y compris les états financiers de l’exercice clos au 31 décembre 2007.

L’année 2007 a été la deuxième d’un exercice biennal caractérisé par une croissance rapide de l’organisation et par une réforme interne, conformément à la vision exposée dans le Plan d’action de 2005, où la Haut-Commissaire proposait de développer le programme des Nations Unies pour les droits de l’homme et de le rendre plus opérationnel.

Les investissements consentis en début d’exercice pour recruter des collaborateurs et consolider les capacités du Haut-Commissariat dans certains secteurs fondamentaux ou relevant de la gestion ont commencé à porter leurs fruits en 2007, puisque le niveau d’activité, les résultats et la visibilité n’ont cessé d’augmenter.

Ces activités supplémentaires ont en majorité été menées sur le terrain, secteur où s’est concentrée en très grande partie la croissance observée au cours de l’exercice passé. L’expansion du HCDH au cours des deux dernières années repose en effet sur un déplacement léger mais significatif du centre de gravité de l’institution, qui est passé du siège au terrain. Sur les 303 collaborateurs supplémentaires recrutés entre le 1^{er}

janvier 2006 et le 31 décembre 2007, près des deux tiers ont été affectés à des postes sur le terrain, ce qui témoigne de l’importance accordée au renforcement du travail opérationnel de défense des droits de l’homme à l’échelon des pays.

Parmi les autres secteurs qui ont connu une forte croissance en 2007, citons celui de la recherche sur les thèmes liés aux droits de l’homme. Certains groupes créés en 2006, chargés des droits des femmes et de l’égalité des sexes, des objectifs du Millénaire pour le développement et du droit au développement, sont devenus pleinement opérationnels en 2007. Le HCDH a également recruté des collaborateurs pour appuyer le travail toujours plus important du Conseil des droits de l’homme, des organes de suivi des traités et des détenteurs de mandats au titre des procédures spéciales, de même que pour renforcer ses capacités de communication et de liaison avec la société civile, ainsi que d’autres fonctions essentielles relevant de la gestion, concernant notamment les finances, les ressources humaines, la planification et l’évaluation.

Le lecteur trouvera, au fil des pages de ce rapport, de nombreux exemples montrant comment les efforts du HCDH ont produit des résultats. La nature de ces résultats varie considérablement : il y a des cas, les plus concrets, où l’intervention du HCDH a contribué à l’adoption de nouvelles lois améliorant la protection des droits de l’homme, conduit à la création de nouvelles institutions de défense des droits de l’homme ou abouti au renforcement des procédures de nomination des magistrats. Moins tangibles, mais non moins importants, sont les résultats obtenus auprès des innombrables soldats, fonctionnaires de police, juges, procureurs et législateurs qui ont bénéficié de stages de formation assurés par le personnel du Haut-Commissariat à travers le monde pour améliorer la connaissance et la compréhension des principes relatifs aux droits de l’homme et du système de défense des droits de l’homme des Nations Unies. Bien souvent, les résultats des efforts du HCDH ne sont sensibles que dans le travail d’autres intervenants : c’est le cas pour l’intégration des droits de l’homme dans l’ensemble du système des Nations Unies, par laquelle on s’assure que l’ensemble des départements, des agences et des programmes de l’ONU incorporent une dimension « droits de l’homme » dans leurs activités de planification et d’exécution des programmes.



Un collaborateur du HCDH à Parsa (Népal)

Le HCDH sur le terrain

À la fin de l'année 2007, le HCDH disposait de 11 bureaux de pays et de neuf bureaux régionaux ; il avait déployé 13 conseillers pour les droits de l'homme au sein d'équipes de pays des Nations Unies et appuyait en outre les composantes droits de l'homme de 17 missions de paix. Au cours de l'année 2008, quatre autres bureaux régionaux devraient commencer leurs opérations en Asie centrale, en Asie du Sud-Ouest, en Afrique de l'Ouest et en Afrique du Nord ; un centre de formation et de documentation sur les droits de l'homme pour l'Asie du Sud-Ouest et la région arabe devrait également ouvrir ses portes au Qatar, conformément à la requête formulée par l'Assemblée générale dans la résolution 60/153 du 16 décembre 2005.

En 2007, des effectifs supplémentaires ont été affectés à des bureaux de pays existants, situés en Angola, au Cambodge, au Népal, en Ouganda, dans le territoire palestinien occupé et au Togo, ainsi qu'à des bureaux régionaux opérant à partir d'Addis-Abeba, de Bangkok, de Beyrouth, de Pretoria et de Suva. Un bureau de pays a été ouvert en Bolivie et un nouveau bureau régional pour l'Amérique latine implanté à Panama. Le nombre de conseillers chargés d'appuyer l'action des équipes des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme a augmenté pour atteindre 13 à la fin de l'année, de nouveaux conseillers étant déployés en Équateur, en Géorgie, au Guyana, en Indonésie, au Kirghizistan, en ex-République yougoslave de Macédoine, aux Maldives, au Nicaragua, au Rwanda, en Serbie et en Somalie. Leurs

efforts pour intégrer la dimension des droits de l'homme dans le travail de leurs partenaires onusiens ont été couronnés de succès : le nombre de Plans-cadres des Nations Unies incorporant les droits de l'homme, à la fois comme un thème multidisciplinaire et comme une catégorie d'activités, en témoigne. Parallèlement, le Haut-Commissariat a continué à soutenir les composantes droits de l'homme de 17 missions de paix des Nations Unies, prêtant son concours pour le recrutement, offrant des conseils et des compétences spécialisées et contribuant au financement d'activités.

La capacité du HCDH à faire face promptement à des situations critiques en matière de droits de l'homme s'est améliorée en 2007, grâce au travail du Groupe d'appui aux missions de paix et d'intervention rapide, constitué en 2006. En 2007, le HCDH a dépêché des missions ou mobilisé des renforts temporaires pour appuyer des bureaux de pays ou des bureaux régionaux, ainsi que des équipes de pays ou des missions de paix des Nations Unies déployées en Guinée, en Afghanistan, en Somalie, au Népal, en Thaïlande, au Togo et dans le territoire palestinien occupé. Le Haut-Commissariat a également envoyé des effectifs d'urgence pour faciliter le travail du Groupe d'experts chargé par le Conseil des droits de l'homme d'enquêter sur la situation des droits de l'homme au Darfour et pour épauler le Rapporteur spécial du Conseil sur la situation des droits de l'homme au Myanmar dans ses efforts pour enquêter sur les violations des droits de l'homme pendant la répression des manifestations d'août-septembre 2007.

En 2007, l'action du HCDH sur le terrain a contribué, entre autres, aux résultats suivants :

- ▶ Rédaction ou adoption de lois relatives aux droits de l'homme en Afghanistan, en Angola, au Burundi, au Cambodge, en Colombie, en Ethiopie, en Guinée-Bissau, au Guatemala, au Kosovo (Serbie), au Mexique, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, en Sierra Leone, à Sri Lanka et au Tadjikistan.
- ▶ Introduction de mesures de prévention de la torture au Cambodge, au Guatemala, en Iraq, au Kazakhstan, au Kirghizistan, en Macédoine, aux Maldives, en Ouganda et en Thaïlande.
- ▶ Création de deux institutions des droits de l'homme au Soudan et en Sierra Leone, et mesures de renforcement des capacités des institutions existantes en Azerbaïdjan, en Côte d'Ivoire, en Ethiopie, en Indonésie, à Madagascar, en Ouganda et au Timor-Leste.
- ▶ Amélioration des conditions de détention dans les prisons suite aux interventions du HCDH en Colombie, en Haïti, au Népal, en Ouganda et en République démocratique du Congo ; libération de plusieurs personnes détenues illégalement au Burundi et au Soudan ; examen de nombreuses affaires de violations des droits de l'homme, commises par des membres de la police nationale, en cours au Timor-Leste.
- ▶ Prévention de la violence dans de nombreuses régions du Népal où des spécialistes des droits de l'homme du Haut-Commissariat étaient présents, ce qui a permis aux défenseurs nationaux des droits de l'homme de mener leur action dans de meilleures conditions de sécurité.
- ▶ Les formations dispensées à des membres de l'administration pénitentiaire, à des fonctionnaires de police, à des soldats et à des juges dans plus de 30 pays en 2007 ont contribué à sensibiliser aux droits de l'homme le personnel des prisons, ainsi que les membres des services de police nationale, de l'armée et du système judiciaire, et à améliorer leurs connaissances dans ce domaine.
- ▶ Sensibilisation de l'opinion publique aux principes des droits de l'homme et meilleure connaissance du système international de défense des droits de l'homme dans un grand nombre des pays où le HCDH a diffusé activement des informations auprès de la population et a prêté son soutien à des campagnes d'éducation civique, notamment dans des régions isolées de l'Afghanistan, de la Colombie, d'Haïti, du Népal, de la République démocratique du Congo et du Soudan.
- ▶ Inscription de l'éducation aux droits de l'homme au programme des écoles en Angola, en Côte d'Ivoire, au Libéria, en République démocratique du Congo, au Tadjikistan et au Timor-Leste.

Défis thématiques

Le programme de recherche thématique et d'élaboration de méthodologies a été plus actif que jamais et s'est penché sur un éventail plus vaste de thèmes en rapport avec les droits de l'homme, à la suite des efforts déployés en 2006 pour renforcer les compétences fondamentales dans certains domaines, notamment les droits des femmes et l'égalité des sexes, les objectifs du Millénaire pour le développement et le droit au développement. En 2007, les recherches thématiques et les travaux méthodologiques du HCDH ont contribué, entre autres, aux résultats suivants :

- ▶ Perfectionnement des directives sur la conduite des missions d'établissement des faits et des enquêtes relatives aux droits de l'homme, ce qui permettra d'orienter avec plus d'efficacité les travaux à venir.
- ▶ Renforcement de la capacité des équipes de pays des Nations Unies à intégrer les droits de l'homme dans leur travail, moyennant le déploiement d'un plus grand nombre de conseillers, la diffusion d'un module de formation interorganisations et des activités de formation.
- ▶ Meilleure connaissance des mécanismes internationaux de défense des droits de l'homme chez les législateurs de neuf pays africains, après que le HCDH ait organisé des ateliers de formation à l'intention des parlementaires.
- ▶ Adoption de la Déclaration sur les droits des peuples autochtones par l'Assemblée générale.
- ▶ Ouverture à la signature de la Convention relative aux droits des personnes handicapées et de son Protocole facultatif.
- ▶ Adoption par le Conseil des droits de l'homme d'une résolution relative à l'intégration des questions sexospécifiques et des droits des femmes dans ses travaux.
- ▶ Diffusion de directives destinées à améliorer le signalement des violences sexuelles auprès des missions de paix des Nations Unies.

Appui aux mécanismes de défense des droits de l'homme des Nations Unies

Des mesures supplémentaires ont été prises pour renforcer l'appui que le HCDH dispense aux mécanismes clefs du système international de défense des droits de l'homme. Le Haut-Commissariat s'est employé à soutenir le Conseil des droits de l'homme tout au long de son processus d'édification institutionnelle, qui touche maintenant à sa fin ; le HCDH a notamment facilité l'examen des mandats des experts indépendants chargés, au titre des procédures spéciales, d'enquêter sur des atteintes aux droits de l'homme en rapport avec un thème ou un pays particulier. Le Haut-Commissariat a

également renforcé l'assistance qu'il prodigue à des détenteurs de mandats individuels, apportant si nécessaire un soutien supplémentaire en matière de recherches, encourageant les détenteurs à multiplier les initiatives communes et facilitant une meilleure coordination de leurs travaux. À la fin de l'année 2007, le HCDH était activement impliqué dans les préparatifs relatifs au nouvel examen périodique universel, qui consiste à analyser le bilan de chaque État membre en matière de droits de l'homme et à en débattre à intervalles réguliers dans l'enceinte du Conseil des droits de l'homme. Deux facteurs conjugués – la fréquence accrue des sessions du Conseil et le lancement de l'examen périodique universel – ont engendré une charge de travail supplémentaire pour le Haut-Commissariat, que seule une augmentation de la taille du secrétariat du Conseil permettra de gérer.

De même, le HCDH a continué à prêter un appui solide aux organes de suivi des traités internationaux, invitant les États membres à signer et à ratifier les traités auxquels ils n'avaient pas encore adhéré, coopérant avec les États afin de les encourager à remettre les rapports en retard destinés aux organes de suivi des traités, assurant des formations sur la préparation de ces rapports, et s'employant à rationaliser et à harmoniser, dans la mesure du possible, les méthodes de travail et les règles d'établissement des rapports appliquées par les différents organes de suivi.

En 2007, l'appui que le HCDH a apporté au Conseil des droits de l'homme, aux procédures spéciales et au système des organes de suivi des traités a contribué, entre autres, aux résultats suivants :

- ▶ Le maintien des procédures spéciales en tant qu'élément essentiel du dispositif de défense des droits de l'homme des Nations Unies. Avec le concours du HCDH, les différents détenteurs de mandats coordonnent de plus en plus leurs efforts et travaillent davantage à des initiatives communes.
- ▶ L'adoption en juin 2008, à l'issue d'une année de discussions au sein du Conseil des droits de l'homme, d'une résolution exposant ses futures méthodes de travail, structures et procédures, avec notamment la mise en place d'un nouvel organe consultatif d'experts, d'une nouvelle procédure pour les plaintes individuelles et de l'examen périodique universel, au titre duquel le bilan de chaque pays, en matière de droits de l'homme, sera examiné tous les quatre ans par le Conseil.
- ▶ L'intégration plus poussée du système des organes de suivi des traités, grâce au transfert du Comité pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, qui a quitté New York, où il bénéficiait des services du Département des affaires économiques et sociales,

pour Genève, où il reçoit l'appui du HCDH depuis janvier 2008.

- ▶ L'introduction et l'utilisation d'un document de base commun pour l'établissement des rapports destinés aux organes de suivi des traités, ce qui a permis de rationaliser le travail de compte rendu auprès des organes et d'améliorer le respect des règles relatives à l'établissement des rapports.
- ▶ Les débuts prometteurs des travaux du nouveau Sous-Comité pour la prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Communication et mobilisation

En sa qualité de représentante officielle des Nations Unies pour les questions touchant aux droits de l'homme, la Haut-Commissaire joue un rôle d'impulsion unique, aidant à repérer les problèmes de droits de l'homme et proposant des moyens d'y remédier, soit par des contacts privés avec des membres des gouvernements concernés, soit par une action de mobilisation de l'opinion publique. En 2007, la Haut-Commissaire s'est rendue dans 24 pays et a prononcé plus de 30 discours inauguraux lors de diverses conférences. Elle s'est également adressée au Conseil des droits de l'homme à l'occasion de chacune de ses sessions et a pris part à des réunions bilatérales avec les ambassadeurs de 24 pays, ainsi qu'à des réunions au niveau ministériel avec les représentants de 46 pays.

La Section des communications, qui a été créée à la fin du premier semestre 2006 et qui est devenue



La Haut-Commissaire, Louise Arbour, s'adresse à l'Assemblée générale des Nations Unies en mars 2008.

pleinement opérationnelle en 2007, a orchestré les efforts visant à améliorer les méthodes de communication et à étendre la portée des activités de sensibilisation du Haut-Commissariat. Les liens avec la société civile ont été consolidés, un nouveau Groupe chargé des relations avec la société civile aidant désormais les ONG et les autres intervenants à se familiariser avec le fonctionnement des mécanismes de défense des droits de l'homme des Nations Unies et à y accéder. Des ressources supplémentaires ont été consacrées au bureau de New York, qui assure une liaison tout à fait essentielle avec les nombreux organes décisionnels siégeant dans cette ville.

- Le nombre de références à l'action du Haut-Commissariat dans les médias électroniques et dans les journaux nationaux et internationaux a augmenté d'environ 15 pour cent.
- Les articles dans lesquels la Haut-Commissaire exprimait son opinion sur des sujets d'actualité en rapport avec les droits de l'homme ont été publiés dans les journaux de 60 pays.
- Le nombre de visites uniques sur le site web du HCDH (www.ohchr.org) a augmenté de 31 pour cent, passant d'1,9 million en 2006 à 2,5 millions en 2007, ce qui témoigne de l'intérêt accru du public pour l'action du Haut-Commissariat.
- La participation des ONG aux sessions du Conseil des droits de l'homme est demeurée élevée, 110 à 179 ONG prenant part à chaque session.

Planification, gestion et appui aux programmes

La croissance du Haut-Commissariat au cours du précédent exercice biennal a mis à rude épreuve ses capacités administratives, qui ont été progressivement renforcées pour parer aux difficultés associées à la gestion d'une organisation plus importante, plus dynamique et davantage axée sur les opérations. Pendant la seule année 2007, le HCDH a géré 143 recrutements afin de pourvoir des postes existants ou nouvellement créés, en réduisant de 51 jours la durée moyenne du processus d'embauche. Les mesures appliquées en 2006 pour élargir le bassin de recrutement et accroître la diversité géographique au sein du personnel ont commencé à produire des résultats non négligeables, le pourcentage de collaborateurs originaires d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine, des Caraïbes et d'Europe de l'Est augmentant, tandis que la proportion de membres du personnel originaires d'Europe occidentale accusait une nette diminution. Des dispositions ont également été prises pour renforcer l'appui administratif aux présences sur le terrain et pour dispenser des formations au personnel administratif local, ceci afin de lui permettre de se familiariser avec le Haut-Commissariat, les politiques et les procédures internes, ainsi qu'avec les

règlements des Nations Unies. À l'issue de plusieurs années de discussions avec le bureau du Contrôleur de l'ONU, une nouvelle délégation de pouvoir a été obtenue pour la gestion des biens et des ressources extrabudgétaires et entrera en vigueur en 2008.

Le Haut-Commissariat a continué à progresser régulièrement dans ses efforts pour améliorer et systématiser son approche en matière de planification, d'exécution, d'évaluation et de prise en compte des enseignements. Un processus de planification biennal, fiable et rationalisé, a été institué ; dans le même temps, des plans stratégiques individuels ont été élaborés et adoptés pour toutes les présences sur le terrain, ainsi que pour les services, sections et groupes du siège. Un nombre limité de réalisations escomptées ont été définies pour l'ensemble du HCDH et ont remplacé les réalisations par service qui figuraient dans le Plan de gestion stratégique 2006-2007. Un ensemble de 16 indicateurs à l'échelon national et de 22 indicateurs à l'échelon international a été adopté, ce qui permettra de déterminer avec plus de précision les progrès accomplis sur le terrain par rapport aux huit objectifs fixés. Le Plan de gestion stratégique 2008-2009, lancé par la Haut-Commissaire en janvier 2008, intègre les résultats de ces travaux.

Appui des donateurs

Le HCDH a continué à s'appuyer sur ses donateurs, lesquels ont contribué pour près des deux tiers au financement de son budget total en 2007. Le soutien des donateurs s'est manifesté par une augmentation globale des contributions volontaires, qui sont passées de 85,3 à 95,7 millions de dollars E.-U., et du pourcentage des fonds non liés, qui est passé de 37 à 43 pour cent du montant total reçu. Le nombre de bailleurs de fonds institutionnels a également progressé – de 65 à 72 – le HCDH bénéficiant en 2007 de l'appui d'un nombre record d'États membres, d'organisations internationales et de fondations.

La poursuite de la récente tendance à la hausse des contributions, l'obtention d'une proportion plus importante de fonds non réservés à un usage précis et une augmentation ultérieure du nombre de donateurs seront autant de priorités au cours du prochain exercice biennal, car le HCDH entend consolider sa récente croissance et élargir l'éventail des entités qui soutiennent son action. En 2008, année durant laquelle le monde célèbrera le 60^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, le HCDH invitera tous les États membres à manifester leur attachement aux idéaux qu'elle exprime, par une contribution financière, fût-elle symbolique, au programme des Nations Unies pour les droits de l'homme.



Personnel du HCDH au Népal

Rapport du HCDH pour l'année 2007



À propos du HCDH

Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), qui fait partie du Secrétariat des Nations Unies, est responsable au premier chef de l'exécution du programme des Nations Unies en faveur des droits de l'homme. Dirigé par le Haut-Commissaire aux droits de l'homme, un poste créé par l'Assemblée générale en 1993, le HCDH est mandaté pour promouvoir et protéger les droits de l'homme à travers le monde. Le Haut-Commissariat s'emploie à améliorer la connaissance et le respect des droits de l'homme, en donnant aux individus les moyens de revendiquer leurs droits et en aidant les États à garantir ces droits. Le HCDH, qui siège à Genève, est représenté à New York et dispose d'un réseau de 20 bureaux – régionaux ou nationaux – couvrant les cinq continents.

Mandat du Haut-Commissaire aux droits de l'homme

En vertu de la résolution 48/141 de l'Assemblée générale, le Haut Commissaire aux droits de l'homme est le fonctionnaire des Nations Unies auquel incombe, « à titre principal », la responsabilité des activités menées par les Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme. Il a les fonctions suivantes :

- promouvoir et protéger les droits de l'homme de chacun ;
- adresser aux organes des Nations Unies compétents des recommandations visant à améliorer la promotion et la défense de tous les droits de l'homme ;
- promouvoir et protéger le droit au développement ;
- apporter une assistance technique afin d'appuyer les activités menées dans le domaine des droits de l'homme ;
- coordonner les programmes des Nations Unies relatifs à l'éducation et à l'information dans le domaine des droits de l'homme ;
- contribuer activement à écarter les obstacles qui entravent la réalisation des droits de l'homme ;
- contribuer activement à empêcher que les violations des droits de l'homme ne persistent ;
- engager un dialogue avec les gouvernements afin de garantir le respect des droits de l'homme ;
- renforcer la coopération internationale ;
- coordonner les activités touchant la promotion et la protection des droits de l'homme dans l'ensemble du système des Nations Unies ;
- rationaliser, adapter, renforcer et harmoniser les mécanismes de défense des droits de l'homme des Nations Unies.

Méthode

La Haut-Commissaire, Madame Louise Arbour, qui a été nommée à ce poste en juillet 2004, a défini les priorités du HCDH dans un Plan d'action à six ans, portant sur la période 2006-2011. Au premier plan des priorités dégagées dans ce document, citons un engagement accru auprès des pays, qui s'accompagne d'une étroite collaboration avec les partenaires du HCDH au niveau régional, national et local, indispensable pour garantir l'application des normes internationales relatives aux droits de l'homme sur le terrain, le renforcement du rôle d'impulsion de la Haut-Commissaire et le resserrement des partenariats avec les représentants de la société civile, ainsi qu'avec les institutions des Nations Unies.

L'action du HCDH comprend trois volets : définition de normes relatives aux droits de l'homme, surveillance et mise en œuvre sur le terrain. Le Haut-Commissariat s'efforce d'offrir le meilleur appui possible, en termes de compétences, de soutien technique et de services administratifs aux divers organismes onusiens chargés des droits de l'homme lorsque ceux-ci s'acquittent de leurs fonctions d'établissement de normes et de surveillance. En premier lieu, le HCDH assure les services de secrétariat du Conseil des droits de l'homme. Composé de 47 États membres, le Conseil est le principal organe intergouvernemental chargé des droits de l'homme au sein des Nations Unies. Il s'attaque aux violations, examine le bilan des États en matière de droits de l'homme, s'emploie à prévenir les atteintes aux droits de l'homme, intervient en cas d'urgence, fait office de tribune internationale pour le débat sur les droits de l'homme et formule des recommandations sur le perfectionnement du droit international des droits de l'homme à l'intention de l'Assemblée générale. Le HCDH soutient également le travail des « procédures spéciales » - ces individus ou groupes d'experts chargés par le Conseil de surveiller la situation des droits de l'homme dans différents pays, ou les problèmes qui se posent dans des domaines spécifiques. Le Haut-Commissariat prête main-forte à ces experts indépendants lorsque ceux-ci se rendent sur le terrain, reçoivent et examinent les plaintes des individus dont les droits ont été bafoués et interviennent en leur nom auprès des gouvernements.

Les aspects « définition de normes » et « surveillance » du travail du HCDH s'illustrent également dans l'appui qu'il offre, sous forme d'analyses juridiques et de services administratifs, aux organes de suivi des traités fondamentaux. Composés d'experts indépendants, ces

comités vérifient si les États respectent les obligations qu'ils ont contractées en adhérant à ces traités. Les comités se réunissent régulièrement pour examiner les rapports que leur soumettent les États et formulent des recommandations. Certains comités, comme le Comité des droits de l'homme, qui surveille l'application du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, examinent également les plaintes déposées par des particuliers pour dénoncer la violation des dispositions des traités. Ces décisions contribuent à établir et à enrichir la jurisprudence du droit international des droits de l'homme. Les « commentaires généraux » publiés par les organes de suivi étoffent également le corpus d'interprétations concernant les traités internationaux de protection des droits de l'homme.

Au fil des ans, le HCDH a renforcé sa présence sur le terrain. Les bureaux extérieurs et les effectifs de terrain du HCDH jouent un rôle capital, décelant les atteintes aux droits de l'homme, les mettant en lumière et élaborant des stratégies pour y remédier en étroite coopération avec les gouvernements, le système des Nations Unies et la société civile. Ces stratégies consistent notamment à assurer une surveillance, à publier des rapports et à exécuter des projets de formation et d'appui technique, destinés à faciliter l'exercice de la justice, la refonte des législations, la ratification des traités relatifs aux droits de l'homme et l'éducation dans le domaine des droits de l'homme. Ces programmes sont conçus en coopération avec les États membres.

Historique du Programme en faveur des droits de l'homme



Eleanor Roosevelt tenant une affiche de la Déclaration universelle des droits de l'homme (1949)

Le programme des Nations Unies en faveur des droits de l'homme s'est considérablement étoffé depuis ses débuts modestes, il y a une soixantaine d'années. Du point de vue organisationnel, il a d'abord pris la forme d'une petite division au siège de l'ONU à New York dans les années 1940. La division a ensuite déménagé à Genève et pris de l'importance, devenant le Centre pour les droits de l'homme dans les années 1980. Lors de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme de 1993, les États membres ont décidé de créer une institution de défense des droits de l'homme plus solide. Plus tard dans l'année, l'Assemblée générale a voté une résolution créant le poste de Haut-Commissaire aux droits de l'homme, doté d'un vaste mandat, et transformant le Centre pour les droits de l'homme en Haut-Commissariat aux droits de l'homme. Douze ans plus tard, à l'occasion du Sommet de l'ONU de 2005, des chefs d'État du monde entier se sont engagés en faveur d'une expansion sans précédent du programme des Nations Unies pour les

droits de l'homme et ont reconnu la nécessité d'assurer la prise en compte systématique des droits de l'homme dans tous les aspects du travail du système des Nations Unies.

Le développement des activités des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme témoigne de la montée en puissance du mouvement international en faveur des droits de l'homme depuis que l'Assemblée générale a adopté la Déclaration universelle des droits de l'homme, le 10 décembre 1948. Se voulant l'expression de « l'idéal commun à atteindre par tous les peuples et toutes les nations », la Déclaration énonce les droits fondamentaux – civils, politiques, économiques, sociaux et culturels – dont tous les êtres humains doivent jouir. Au fil du temps, cette affirmation sans précédent des droits de l'homme a généré un consensus de plus en plus large, s'imposant comme la norme à laquelle tous les gouvernements devraient adhérer. La Journée internationale des droits de l'homme, le 10 décembre, est de fait observée dans le monde entier. En 2008, le HCDH soutiendra une campagne internationale en l'honneur du soixantième anniversaire de la Déclaration. La Déclaration universelle, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, ainsi que ses deux Protocoles facultatifs, et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, forment la « Charte internationale des droits de l'homme ».

À mesure que le droit international des droits de l'homme prenait corps, un certain nombre d'organes ont été constitués au sein des Nations Unies pour faire face à l'évolution des problèmes dans ce domaine. Ces organes, qui comptent sur l'appui fonctionnel et administratif du HCDH, sont tantôt issus de la Charte (organes politiques composés de représentants des États et dont les fonctions ont été définies par la Charte des Nations Unies), tantôt issus de traités (comités composés d'experts indépendants, institués en vertu de traités internationaux sur les droits de l'homme et mandatés pour s'assurer que les États respectent les obligations découlant de l'adhésion à ces traités). La Commission des droits de l'homme, créée en 1946 et relevant du Conseil économique et social, était le principal organe intergouvernemental chargé des droits de l'homme au sein des Nations Unies jusqu'à ce qu'elle soit remplacée, en 2006, par le Conseil des droits de l'homme. Le Conseil nouvellement créé, qui rend directement compte de ses travaux à l'Assemblée générale, est chargé de formuler des recommandations sur le perfectionnement du droit international des droits de l'homme à l'intention de l'Assemblée générale et d'entreprendre un examen périodique universel pour juger de la manière dont chaque État respecte ses obligations et ses engagements en matière de droits de l'homme. Le HCDH apporte un soutien fonctionnel et administratif au Conseil.

Personnel

Au 31 décembre 2007, le HCDH employait pour s'acquitter de sa mission 942 personnes, dont 484 (51 pour cent) sur le terrain, 442 (47 pour cent) à Genève et 16 (deux pour cent) à New York. Le Haut-Commissariat soutenait également un effectif supplémentaire composé de plus de 420 spécialistes internationaux des droits de l'homme, déployés auprès de 17 missions de consolidation de la paix, et de 13 conseillers pour les droits de l'homme travaillant sur le terrain, au sein des équipes de pays des Nations Unies.

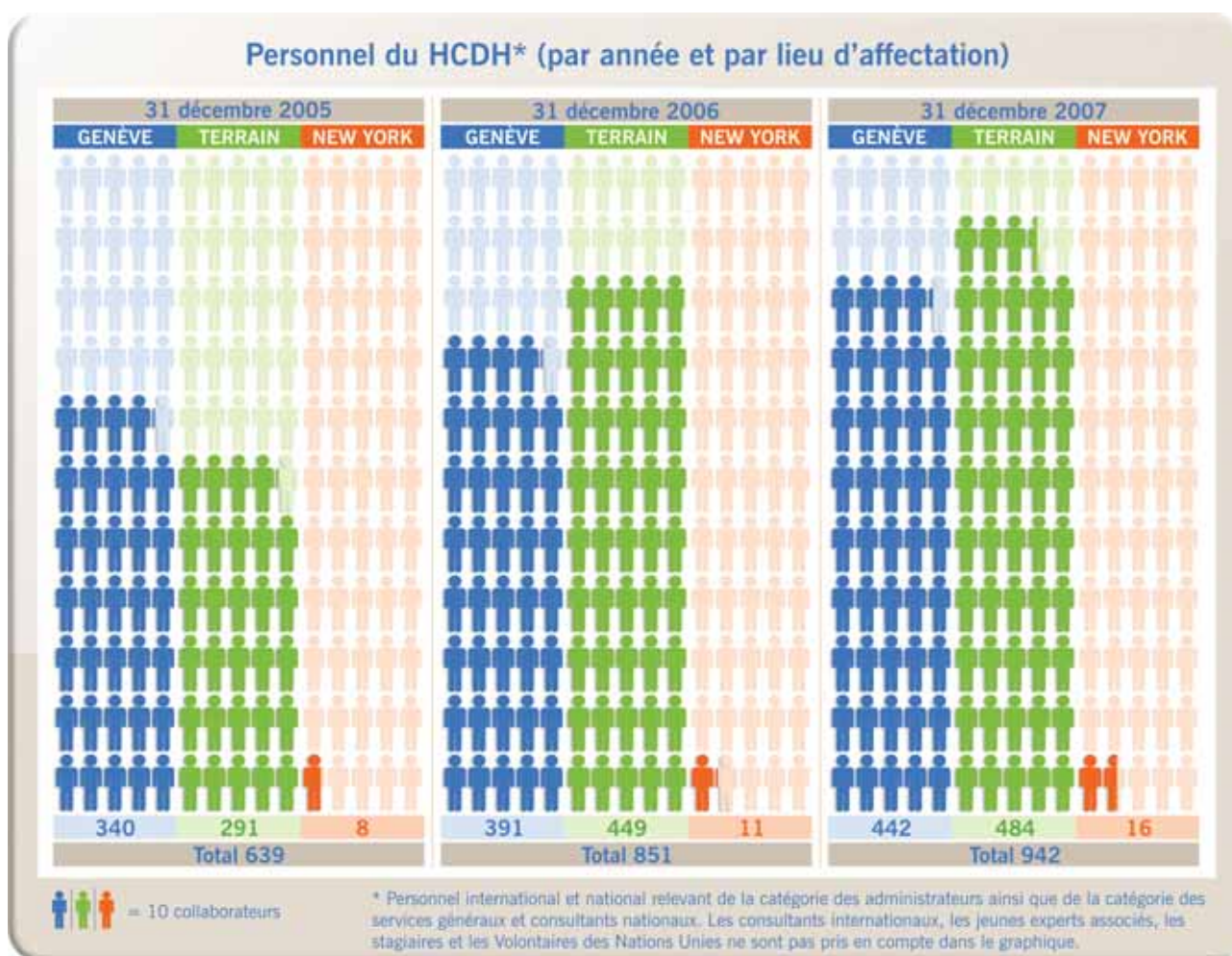
En 2007, 91 collaborateurs supplémentaires se sont joints au personnel du HCDH, ce qui porte à 303 le nombre de nouveaux postes pourvus depuis le début de l'exercice biennal. Les nouvelles recrues de la période 2006-2007 ont été réparties comme suit : 193 (64 pour cent) sur le terrain, 102 (34 pour cent) à Genève et huit (trois pour cent) à New York.

Structure

Le HCDH, qui siège à Genève, dispose en outre d'un bureau au siège de l'ONU à New York et, au 31 décembre

2007, de neuf bureaux régionaux et de 11 bureaux de pays (cf. carte pp. 18-19). Trois bureaux régionaux supplémentaires devraient être ouverts en 2008.

Au début de l'année 2008, le Haut-Commissariat a fait l'objet d'une restructuration organisationnelle : les quatre grands services organiques ont été requalifiés en divisions, lesquelles seront placées chacune sous la supervision de directeurs une fois le processus de recrutement achevé. Ces quatre divisions sont les suivantes : la Division du Conseil des droits de l'homme et des traités, qui offre un appui technique et administratif au Conseil des droits de l'homme, aux organes de suivi des traités et à divers groupes de travail ; la Division des procédures spéciales, qui facilite les travaux des experts indépendants auxquels le Conseil a confié des mandats relatifs à des thèmes ou à des pays spécifiques (titulaires de mandats au titre des procédures spéciales) ; la Division des opérations sur le terrain et de la coopération technique, chargée de la supervision et de l'exécution des activités hors siège ; et la Division de la recherche et du droit au développement, qui mène des recherches thématiques sur certaines questions en rapport avec les droits de l'homme et dispense des conseils spécialisés. Les fonctions fondamentales ayant trait à l'administration, à la planification, à la coordination, aux relations extérieures et



à la communication sont gérées séparément par des sections spécialisées, placées sous la supervision directe de la Haut-Commissaire adjointe. Pour plus de détails sur l'organigramme du HCDH, veuillez vous reporter à la page 186.

Financement du HCDH

Le HCDH est financé par le budget ordinaire des Nations Unies, lequel fournit, si l'on inclut le Programme ordinaire de coopération technique, à peine plus du tiers des ressources nécessaires à l'exécution du programme de travail du Haut-Commissariat ; les autres ressources proviennent de contributions volontaires, principalement versées par des États membres. Les dernières années ont été marquées par une forte tendance à la hausse, sensible aussi bien dans le montant provenant du budget ordinaire que dans le volume des contributions volontaires. Dans le cadre du programme du Haut-Commissariat pour l'exercice 2008-2009, les ressources au titre du budget ordinaire ont augmenté de 70 pour cent par rapport à la période 2004-2005 (hors ressources supplémentaires destinées à financer de nouvelles activités en rapport avec la création du Conseil des droits de l'homme, l'Examen périodique universel et le déménagement du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, qui quittera le Département des Affaires économiques et sociales pour venir au HCDH à Genève en 2008). Les contributions volontaires ont augmenté de plus de 40 pour cent au cours des trois dernières années, cette hausse prenant le plus souvent la forme de contributions non liées, lesquelles sont passées de 25 pour cent du total reçu en 2005 à 45 pour cent en 2007.

Pour de plus amples informations sur les donateurs, les principales évolutions et les difficultés en matière de financement, veuillez vous reporter aux pages 154-164 pour plus de détails sur le profil des donateurs institutionnels, veuillez consulter les pages 165-183.

Emploi des fonds

Le montant total des dépenses, englobant les dépenses au titre du budget ordinaire et les dépenses extrabudgétaires, a encore augmenté en 2007 pour atteindre un nouveau record de 134,8 millions de dollars E.-U. Cette hausse a suivi plusieurs années de croissance soutenue, car le HCDH s'est efforcé de faire progresser ses plans pour mettre en place un programme de protection des droits de l'homme plus ambitieux et plus opérationnel. Les dépenses devraient augmenter encore, quoique à un rythme un peu plus lent, pendant l'exercice biennal 2008-2009.

Si l'on ne tient pas compte des dépenses relatives à trois fonds humanitaires distribuant des subventions,



administrés par le HCDH, environ 52,8 pour cent des dépenses totales de l'année 2007 ont été consacrées à des actions sur le terrain, principalement des projets de renforcement des capacités et des activités de surveillance de la situation des droits de l'homme, essentiellement financées au moyen de contributions volontaires. Environ 10,8 pour cent des dépenses ont été dévolues à la recherche thématique et à l'intégration des droits de l'homme, 9,6 pour cent à l'appui aux organes de suivi des traités, au Conseil des droits de l'homme et à ses divers organes subsidiaires, et 6,8 pour cent au soutien des détenteurs de mandats au titre des procédures spéciales du Conseil. Les dépenses restantes ont été affectées à l'appui au programme (7,5 pour cent), à la direction exécutive et à la gestion, et aux activités de collecte de fonds et de communication (6,7 pour cent).

Les comptes financiers de l'exercice, arrêtés au 31 décembre 2007, assortis d'informations sur la ventilation des dépenses et l'allocation des contributions volontaires, sont présentés dans la IV^e partie, pp. 146-151.

Le HCDH dans le monde





Moyen-Orient, Afrique du Nord

- Moyen-Orient – depuis Beyrouth
- Afrique du Nord – sera gérée par un nouveau bureau régional dont l'ouverture est prévue en 2008 – le lieu d'implantation de ce bureau est à l'étude

Europe, Amérique du Nord, Asie centrale

- Asie centrale – depuis Bichkek (actuellement gérée par un délégué régional – Ouverture d'un bureau régional prévue en 2008)

Amérique latine, Caraïbes

- Amérique latine – depuis Panama

Nbre de collaborateurs au 31 décembre 2007

La carte indique exclusivement le nombre de collaborateurs au siège, au bureau de New York, dans les bureaux régionaux et dans les bureaux de pays

Appui au Conseil des droits de l'homme et aux organes de suivi des traités

Le Conseil des droits de l'homme et les organes de suivi des traités sont deux éléments centraux du dispositif international de défense des droits de l'homme. Au sein du HCDH, la Division des traités et du Conseil (Service des traités et du Conseil jusqu'au 31 décembre 2007) appuie les sessions ordinaires et extraordinaires, les commissions d'enquête et les missions d'établissement des faits du Conseil, ainsi que les travaux des organes de suivi des traités en aidant ces derniers à examiner des rapports périodiques, à adresser des recommandations aux États membres, à étudier les plaintes déposées par des particuliers, à mener des enquêtes et à entreprendre des visites. Conformément à la conception stratégique exposée dans le Plan d'action de la Haut-Commissaire, la Division collabore avec d'autres composantes du HCDH pour intégrer le travail des organes à l'action de surveillance et de renforcement des capacités que le Haut-Commissariat mène à l'échelon des pays. La Division est également responsable du traitement de tous les documents établis par le Haut-Commissariat et prête son concours au Fonds de contributions volontaires pour les victimes de la torture, ainsi qu'à l'Expert indépendant chargé par le Secrétaire général de diriger l'étude sur la violence contre les enfants.

Contexte

Conseil des droits de l'homme

Le 15 mars 2006, l'Assemblée générale a remplacé la Commission des droits de l'homme par le Conseil des droits de l'homme (résolution 65/251). Le 18 juin 2007, soit un an après sa première réunion et à l'issue de longues discussions sur ses méthodes de travail et sur son architecture institutionnelle, le Conseil a adopté la résolution 5/1, qui établit la structure, les mécanismes et les procédures destinés à guider son action à venir. Entre autres choses, la résolution préserve le système des procédures spéciales et prévoit la création d'un organe consultatif spécialisé, le Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme, qui remplace la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme. La résolution prévoit également la mise en place d'un mécanisme d'examen périodique universel et le remplacement de la procédure 1503 de présentation des plaintes par une nouvelle procédure confiant l'examen des plaintes confidentielles au Groupe de travail des communications et au Groupe de travail des situations.

Organes de suivi des traités

Les organes de suivi des traités sont des comités d'experts indépendants, élus par les États signataires,



La quatrième session du Conseil des droits de l'homme, organisée à Genève en mars 2007

qui surveillent l'application des principaux traités relatifs aux droits de l'homme et de leurs protocoles facultatifs. En 2007, le HCDH a soutenu par son travail sept des huit organes de suivi des traités, à savoir :

- ▶ le **Comité des droits économiques, sociaux et culturels** (CESR), qui surveille l'application du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels ;
- ▶ le **Comité des droits de l'homme**, qui surveille l'application du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et de ses protocoles facultatifs ;
- ▶ le **Comité pour l'élimination de la discrimination raciale** (CERD), qui surveille l'application de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale ;
- ▶ le **Comité contre la torture** (CAT), qui surveille l'application de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ;
- ▶ le **Sous-Comité pour la prévention de la torture**, qui effectue des visites préventives dans des lieux où des personnes sont ou pourraient être privées de liberté, situés sur le territoire des États signataires du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ;
- ▶ le **Comité des droits de l'enfant** (CRC), qui surveille l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant et de ses protocoles facultatifs ;
- ▶ le **Comité des travailleurs migrants** (MWC), qui surveille l'application de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille.

Le septième organe, le seul qui ne bénéficiait pas des services du HCDH jusqu'à une date récente, est le **Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes** (CEDAW), qui surveille l'application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. En octobre, le Secrétaire général a décidé de transférer au HCDH la responsabilité de l'appui technique et de fond au Comité, jusqu'alors confiée au Département des affaires économiques et sociales à New York, en vue de placer les droits des femmes au cœur d'un dispositif intégré de défense des droits fondamentaux.

En décembre 2006, l'Assemblée générale a adopté la Convention relative aux droits des personnes handicapées et son Protocole facultatif, ainsi que la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées. L'application de ces Conventions sera contrôlée par de nouveaux organes de suivi, qui bénéficieront de l'appui du HCDH.

Les organes de suivi des traités se sont réunis régulièrement tout au long de l'année pour examiner les rapports soumis par les États signataires et formuler des

recommandations à leur intention. Quatre organes de suivi des traités, à savoir le Comité des droits de l'homme, le Comité contre la torture, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale et le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, examinent également, au titre de leurs Protocoles facultatifs, les plaintes adressées par des particuliers. Le Comité contre la torture et le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes peuvent mener des enquêtes lorsqu'ils reçoivent des renseignements dignes de foi indiquant qu'un État signataire se livre à des violations graves ou systématiques des conventions.

Activités

Conseil des droits de l'homme

Le Haut-Commissariat a :

- ▶ Appuyé pendant six semaines les réunions officielles des groupes de travail intergouvernementaux chargés du renforcement institutionnel, réunions qui ont abouti à l'adoption de la résolution 5/1 du Conseil.
- ▶ Dispensé, dix semaines durant, un appui technique et fondamental aux différentes réunions du Conseil, dont les sessions ordinaires et extraordinaires du Conseil, ses réunions d'organisations et les réunions de ses organes subsidiaires.
- ▶ Contribué au bon déroulement d'un débat de haut niveau, qui a eu lieu lors de la quatrième session ordinaire en mars 2007 et auquel plus de 82 hauts dignitaires ont participé.
- ▶ Facilité la présentation des rapports des détenteurs de mandats au titre des procédures spéciales et le dialogue avec ces derniers, ainsi que la présentation des rapports du Secrétaire général et de la Haut-Commissaire.
- ▶ Facilité l'organisation de débats thématiques consacrés à la violence contre les enfants et à la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées, ainsi qu'une discussion sur l'intégration des questions sexospécifiques dans les travaux du Conseil, avec la participation de hauts représentants.



Réunion du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes à Genève



Appareil de vote utilisé pendant les sessions du Conseil des droits de l'homme à Genève

- ▶ Entrepris des travaux préparatoires en vue de l'élection des membres du Comité consultatif, consistant notamment à dresser et à mettre à jour une liste de candidatures, reçues conformément à la résolution 5/1 du Conseil.
- ▶ Suite à l'adoption par le Conseil de directives générales sur la préparation des informations destinées à l'examen périodique universel, le HCDH a commencé à établir des compilations et des résumés des informations émanant des parties prenantes aux fins de l'examen des 16 premiers États en avril 2008.
- ▶ Soutenu le processus de sélection de nouveaux détenteurs de mandats au titre des procédures spéciales et les réunions du groupe consultatif ; au cours de ces réunions, la liste de candidats répondant aux critères requis, établie et mise à jour par le HCDH, a été examinée par le Groupe consultatif et par le Président du Conseil des droits de l'homme.
- ▶ Appuyé la « procédure 1503 » et la nouvelle procédure de requête instituée par le Conseil. Quelque 2 244 plaintes ont été reçues dans le cadre de ce mécanisme en 2007. Le Groupe de travail des communications a examiné 10 167 communications relevant de la nouvelle procédure de requête.
- ▶ Soutenu la création et la conduite de missions d'enquête mandatées par le Conseil pour examiner la situation des droits de l'homme au Darfour (Soudan) et au Myanmar.

Organes de suivi des traités

Le HCDH a :

- ▶ Appuyé 14 sessions des organes de suivi des traités organisées à Genève (la durée d'une session étant comprise entre une et quatre semaines), à l'occasion desquelles 97 rapports ont été examinés. Le Comité des droits de l'enfant s'est scindé en deux chambres, à titre de mesure exceptionnelle et temporaire, afin de liquider l'arriéré de rapports à examiner. Environ 120 rapports d'États signataires ont été soumis au HCDH en 2007.
- ▶ Examiné 7 646 pièces de correspondance, enregistré 230 nouvelles affaires et examiné 122 communications, en adoptant les décisions finales y afférentes.

- ▶ Entrepris des travaux qui ont abouti à l'adoption de commentaires généraux par le Comité des droits économiques, sociaux et culturels, le Comité contre la torture et le Comité des droits de l'homme.
- ▶ Organisé et facilité les visites du Sous-Comité pour la prévention de la torture à Maurice et aux Maldives.
- ▶ Soutenu la préparation d'une nouvelle procédure sur la présentation de réponses à une liste de questions avant l'établissement des rapports et l'adoption de cette procédure par le Comité contre la torture.
- ▶ Animé huit ateliers sur l'établissement des rapports destinés aux organes de suivi des traités et sur la mise en œuvre de leurs recommandations à l'intention de 350 participants ; et mis à disposition des collaborateurs, qui sont intervenus en tant que spécialistes dans diverses activités de formation menées par des partenaires extérieurs, dont l'Organisation internationale de la Francophonie et l'Union interparlementaire.
- ▶ Organisé, en collaboration avec le Comité international de la Croix-Rouge, deux sessions de formation à l'intention de membres du Sous-Comité pour la prévention de la torture.
- ▶ Détaché pendant trois mois un collaborateur auprès du bureau du coordonnateur résident des Nations Unies à Sri Lanka afin d'aider le Gouvernement à s'acquitter de ses obligations en matière de présentation de rapports aux organes de suivi des traités.
- ▶ Organisé, de concert avec les autorités suisses, une session informelle du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes à Genève.
- ▶ Organisé une journée de débat général avec le Comité des droits de l'enfant.
- ▶ Encouragé l'harmonisation et l'uniformisation des travaux des organes de suivi, notamment en appuyant le groupe de travail sur l'harmonisation, ainsi que le groupe de travail sur les réserves, et en organisant la sixième réunion inter-comités des organes de suivi des traités relatifs aux droits de l'homme, de même que la 19^e réunion des présidents de comités.
- ▶ Animé des formations sur l'application des directives relatives au document de base commun en Angola, en République démocratique du Congo, au Panama et au Nicaragua et offert une assistance technique à différents États, dont l'Afghanistan, l'Éthiopie, la Géorgie, le Guyana, les Maldives, la Thaïlande et Sri Lanka, afin de faciliter l'établissement des rapports destinés aux organes de suivi des traités. Le HCDH a également soutenu l'élaboration et l'adoption de directives sur l'établissement des rapports relatifs à des traités spécifiques ; ces directives seront utilisées par le Comité pour l'élimination de la discrimination, en conjonction avec les directives sur le document de base commun.

CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME : RÉSULTATS DES SESSIONS TENUES EN 2007

SESSIONS	RÉSULTATS
4 ^e session (12-30 mars)	<p>Le Conseil a adopté des résolutions et des décisions sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> les droits économiques, sociaux et culturels ; le report de la date-limite de présentation des contributions pour la version provisoire du manuel des procédures spéciales ; le suivi des missions au Darfour et dans le territoire palestinien occupé ; les droits de l'homme et les mesures coercitives unilatérales ; le droit au développement ; l'amélioration de la coopération internationale dans le domaine des droits de l'homme ; la mondialisation et ses effets sur la pleine jouissance des droits de l'homme ; le renforcement du HCDH ; le statut juridique du Comité des droits économiques, sociaux et culturels ; la lutte contre la diffamation des religions ; l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la croyance la justice transitionnelle
5 ^e session (11-18 juin)	<p>Par résolution, le Conseil est parvenu à un accord sur l'ensemble de mesures visant à consolider ses institutions et a adopté un texte présentant la structure de base de son nouveau dispositif institutionnel, notamment le mécanisme de l'examen périodique universel, les procédures spéciales, le Comité consultatif et la procédure d'examen de plaintes.</p>
1 ^{ère} session d'organisation (19-22 juin)	<p>Le Conseil a adopté des résolutions et des décisions sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> le suivi du rapport de la commission d'enquête sur le Liban ; le suivi des missions au Darfour et dans le territoire palestinien occupé..
6 ^e session (10-28 septembre et 10-14 décembre)	<p>Le Conseil a adopté des résolutions et des décisions sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> la protection des droits et des biens culturels en cas de conflit armé ; les droits de l'homme et la solidarité internationale ; les droits culturels de tous et le respect de la diversité culturelle ; les droits de l'homme et les mesures coercitives unilatérales ; les droits de l'homme et l'accès équitable à l'eau potable et à l'assainissement ; le développement des activités d'information dans le domaine des droits de l'homme ; la Déclaration des Nations Unies sur l'éducation et la formation aux droits de l'homme ; la protection du patrimoine culturel ; le Forum social ; le Forum sur les questions relatives aux minorités ; la création d'un fonds pour l'examen périodique universel ; le suivi des missions au Darfour et dans le territoire palestinien occupé ; les droits religieux et culturels dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est ; les arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme ; l'élaboration de normes internationales complémentaires à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale ; l'action concrète contre la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée ; les préparatifs de la Conférence d'examen de Durban ; le Programme mondial d'éducation dans le domaine des droits de l'homme ; la coopération régionale pour la protection et la promotion des droits de l'homme dans la région de l'Asie et du Pacifique ; la définition d'objectifs volontaires dans le domaine des droits de l'homme, à lancer lors de la célébration du sixième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme ; la prise en compte des droits fondamentaux des femmes dans tous les organismes du système des Nations Unies ; la requête, adressée au Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Myanmar, d'entreprendre une mission de suivi dans ce pays ; le groupe d'experts sur la situation des droits de l'homme au Darfour ; l'organisation d'une réunion informelle chargée de déterminer les mécanismes les plus appropriés pour poursuivre les travaux relatifs aux populations autochtones ; la création d'un mécanisme d'experts pour les droits des peuples autochtones ; l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la croyance ; l'invitation faite au Haut Représentant pour l'Alliance des civilisations de s'exprimer devant le Conseil ;

<p>6^e session (10-28 septembre et 10-14 décembre)</p>	<ul style="list-style-type: none"> la prorogation des mandats de la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme au Soudan, de l'experte indépendante sur la situation des droits de l'homme au Libéria, de l'expert indépendant chargé d'examiner la situation des droits de l'homme au Burundi ; la prorogation des mandats au titre des procédures spéciales suivantes : Groupe de travail sur la détention arbitraire ; Rapporteur spécial sur le logement convenable en tant qu'élément du droit à un niveau de vie suffisant ; Rapporteur spécial sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste ; Rapporteur spécial sur le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible ; Représentant du Secrétaire général pour les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays ; Rapporteur spécial sur la protection, la promotion et la réalisation universelle du droit à la liberté de religion ou de conviction ; Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation ; Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des peuples autochtones ; la nomination d'un Rapporteur spécial sur les formes contemporaines d'esclavage, pour remplacer le Groupe de travail des formes contemporaines d'esclavage ; le suivi de la Résolution 5/1 du Conseil des droits de l'homme ; la prorogation du mandat du Groupe de travail des communications de l'ancienne procédure 1503 jusqu'à ce que soit constitué le Groupe de travail de la nouvelle procédure de présentation de plaintes ; la prévention du génocide ; le rapport du Comité chargé de préparer la Conférence d'examen de Durban ; la justice transitionnelle ; l'amélioration de la coopération internationale dans le domaine des droits de l'homme. Le Conseil a également approuvé des déclarations du Président sur : <ul style="list-style-type: none"> la situation des droits de l'homme en Haïti ; le vingtième anniversaire de l'entrée en vigueur de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.
<p>5^e session extraordinaire (2 octobre)</p>	<p>Le Conseil a adopté par consensus une résolution déplorant vivement la répression violente exercée contre des manifestants qui protestaient pacifiquement, et exhortant le Gouvernement du Myanmar à ne plus user de violence contre des manifestants pacifiques et à remettre en liberté les personnes arrêtées dans le cadre de manifestations pacifiques, ainsi que tous les prisonniers politiques.</p>

Étude du Secrétaire général sur la violence contre les enfants

Le HCDH a :

- Distribué l'étude sur la violence contre les enfants sous forme de document imprimé et de CD-ROM ; aidé à finaliser et à diffuser deux publications de suivi, en coopération avec l'Organisation mondiale de la santé et l'UNICEF.

Résultats

- Au terme d'une année de débats, le Conseil des droits de l'homme a adopté, en juin 2007, une résolution exposant ses futures méthodes de travail, structures et procédures ; le texte prévoit notamment la mise en place d'un nouvel organe

consultatif d'experts, d'une nouvelle procédure d'examen des plaintes individuelles et d'un mécanisme d'examen périodique universel (EPU), en vertu duquel le Conseil analysera tous les quatre ans le bilan de chaque pays en matière des droits de l'homme. Le Conseil a également entrepris de revoir et de rationaliser les mandats existants, relatifs à des pays ou à des thèmes.

- Le HCDH a contribué à une augmentation du taux de participation des institutions nationales des droits de l'homme, des ONG et des médias aux travaux des organes de suivi des traités. Grâce à des ateliers sur la préparation des rapports destinés aux organes de suivi, organisés notamment au Guyana, en Indonésie et aux Philippines en 2007, l'établissement de rapports a figuré en bonne place sur la liste des priorités nationales en matière de



Scènes de la 6^e session du Conseil des droits de l'homme



droits de l'homme dans les pays concernés ; en outre, ces ateliers ont encouragé les participants à prêter une aide directe aux travaux des organes de suivi des traités et des procédures spéciales, ainsi qu'aux préparatifs relatifs à la mise en place du mécanisme d'EPU du Conseil.

- ▶ Le Haut-Commissariat a aidé à orienter l'attention, au niveau national, sur la mise en œuvre des recommandations des organes de suivi des traités. Au cours de l'année, le HCDH a distribué plus de 6 000 exemplaires d'un DVD de formation, relatifs aux travaux des organes de suivi des traités, à des gouvernements, à des ONG, à des présences sur le terrain et à des entités des Nations Unies. Des ateliers sous-régionaux, organisés au Burkina Faso pour traiter des recommandations du Comité des droits de l'enfant et au Kirghizistan pour débattre des recommandations du Comité des droits économiques, sociaux et culturels, ont permis d'insister sur l'importance de la mise en œuvre.
- ▶ Les règles relatives aux rapports que les États signataires sont tenus de soumettre aux organes de suivi des traités ont été rationalisées et le respect de ces règles s'est amélioré grâce à une utilisation accrue du document de base commun. L'acceptation, par les présidents des organes de suivi, des directives relatives au document de base commun, a représenté une étape importante. Tous les États signataires ont été informés de la nécessité d'appliquer ces directives lors de l'élaboration des rapports.
- ▶ Les règles et règlements concernant la documentation destinée au Conseil des droits de l'homme et aux organes de suivi des traités ont été bien respectés par le HCDH. En collaboration avec

la Division des services de conférence de l'Office des Nations Unies à Genève, le Haut-Commissariat a continué à répondre aux besoins des organes de suivi des traités, du Conseil des droits de l'homme et de ses groupes de travail en matière de documentation. La consultation des documents relatifs à chaque session du Conseil des droits de l'homme a été facilitée moyennant leur mise à disposition sur une page prévue à cet effet sur le site web du HCDH. Pour réduire encore les délais occasionnés par la traduction des textes, les versions révisées de certains documents ont été mises en ligne à l'avance, en attendant leur diffusion dans toutes les langues.

Défis et enseignements

- ▶ Si la proposition de la Haut-Commissaire, concernant la création d'un organe unifié et permanent de suivi des traités, n'a pas été acceptée, elle a néanmoins incité tous les organes à déployer davantage d'efforts pour harmoniser leurs méthodes de travail et encouragé les États membres à rationaliser la présentation de leurs rapports en appliquant les directives relatives au document de base commun.
- ▶ Les recommandations des organes de suivi des traités sont toujours critiquées pour leur caractère trop vague. Une réunion des membres du conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires pour la coopération technique, des membres des organes de suivi des traités, des représentants des bureaux hors siège du HCDH et de partenaires des Nations Unies a été organisée en novembre 2006 pour débattre des moyens qui permettraient d'améliorer l'application des



Appui aux organes de suivi des traités : performance en 2007

Indicateurs clefs (PGS 2006-2007)	Progrès en 2007
Participation plus large des institutions nationales des droits de l'homme, des ONG et des médias aux activités des organes de suivi des traités et au processus général d'établissement de rapports.	<ul style="list-style-type: none"> ► Moyennant des cycles d'ateliers, poursuite des activités visant à encourager les acteurs nationaux à s'impliquer dans les processus d'application des traités et de compte rendu sur leur mise en œuvre. ► Mise au point et distribution d'un DVD de formation, facile à utiliser et illustré de nombreux exemples. ► Nouvelle page web et nouvelle brochure sur les bonnes pratiques en cours d'élaboration.
Réduction du délai entre la présentation d'une plainte et son examen par un comité.	<ul style="list-style-type: none"> ► Le délai moyen entre le dépôt d'une plainte et la décision finale a été réduit dans le cas du Comité pour la torture ; il n'en va pas de même au Comité des droits de l'homme, où le nombre de plaintes reçues et enregistrées a sensiblement augmenté. Le nombre de dossiers en attente étant peu élevé au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale et au Comité pour l'élimination de la discrimination contre les femmes, les plaintes y sont promptement examinées et le délai qui s'écoule entre l'enregistrement de la plainte et la décision finale est relativement court.
Rationalisation du travail de compte rendu des États membres par un recours accru au document de base commun, qui facilite le respect des règles relatives à la présentation des rapports.	<ul style="list-style-type: none"> ► La version définitive des directives sur le document de base commun a été adoptée lors de la réunion des présidents des organes de suivi des traités relatifs aux droits de l'homme. ► Les organes de suivi ont entrepris de préparer des rapports propres à chaque traité et le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale a adopté ses nouvelles directives en matière de présentation de rapports. ► Un plus grand nombre d'États, dont l'Angola, les Maldives, la Région administrative spéciale de Hong Kong, la République démocratique du Congo, Sri Lanka et la Turquie, ont entrepris de préparer ou préparé des documents de base communs et des rapports propres à des traités particuliers en se conformant aux nouvelles directives. ► Des documents de base communs ont été reçus de l'Australie, de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo et du Timor-Leste.
Respect des règles en matière de présentation des rapports par les États signataires et augmentation du nombre d'États qui adoptent le document de base commun à des fins de présentation des rapports.	Le HCDH a reçu des rapports en retard (de cinq à 10 ans) de l'Algérie (CAT), du Bhoutan (CRC), de la Bulgarie (CRC), du Costa Rica (CAT), de Chypre (ICESCR), de Djibouti (CRC), de la France (ICCPR), de l'ex-République yougoslave de Macédoine (CAT), de l'Inde (ICESCR), du Kenya (CAT), de la Lettonie (ICESCR), de Madagascar (ICESCR), du Malawi (CRC), de la Mauritanie (CRC), de la Namibie (ICERD), du Nicaragua (ICCPR, ICESCR et ICERD), du Niger (CRC), du Panama (ICCPR), de la RDC (CRC, ICESCR), du Rwanda (ICCPR), de la Sierra Leone (CRC), de la Slovaquie (CAT), du Tchad (CRC, ICCPR, ICESCR) et du Togo (ICERD).
Respect des règles et règlements relatifs à la documentation, notamment en ce qui concerne la qualité et la diffusion en temps voulu.	<ul style="list-style-type: none"> ► Grâce à une étroite coopération avec le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences (New York) le nombre de documents soumis en temps utile à l'Assemblée générale a doublé.

recommandations des organes à l'échelon national. Les organes de suivi examinent actuellement les recommandations formulées à l'issue de cette réunion et leur mise en œuvre.

- Il a été reconnu que la préparation des documents destinés à l'examen périodique universel relevait de la responsabilité de l'ensemble des entités du Haut-Commissariat et une coopération intersectorielle a été instaurée pour lui permettre de s'acquitter de cette tâche. Cependant, l'examen de 48 pays dans le cadre de l'EPU en 2008 posera des

problèmes considérables au HCDH, compte tenu de la nécessité de préparer la documentation nécessaire et d'appuyer les sessions des groupes de travail institués au titre de l'EPU.

- La prise en charge des besoins croissants du Conseil des droits de l'homme et des organes de suivi des traités en matière de documentation suscite d'incessantes difficultés ; pour répondre à ces besoins, il faudra apporter des améliorations ultérieures au processus de préparation et de diffusion des documents.

Appui aux procédures spéciales

Qu'est-ce que les « procédures spéciales » ?

L'expression « procédures spéciales » désigne le système d'experts indépendants mandatés par le Conseil des droits de l'homme – ou par l'entité qui l'a précédé, la Commission des droits de l'homme – pour enquêter sur des atteintes aux droits de l'homme en rapport avec un thème ou un pays particulier, et pour en rendre compte. Les procédures spéciales s'appliquent à toutes les catégories de droits, notamment aux droits civils, culturels, économiques, politiques et sociaux.

Les personnes qui détiennent un mandat – rapporteurs spéciaux, représentants spéciaux, experts indépendants ou membres de groupes de travail – agissent à titre personnel. Ils ne font pas partie du personnel des Nations Unies et ne reçoivent aucun salaire, ni aucune autre forme de rémunération financière, en échange de leurs services. L'indépendance de ces experts est absolument essentielle, en ce qu'elle garantit leur impartialité dans l'exercice de leurs fonctions. Les détenteurs de mandat entretiennent fréquemment des relations avec les victimes réelles ou potentielles, et établissent un lien unique entre les gouvernements, les institutions nationales et les organisations de la société civile.

En 2007, le HCDH a appuyé 40 mécanismes au titre des procédures spéciales (28 concernant des thèmes particuliers et 12 s'appliquant à des pays spécifiques), ainsi que le Comité de coordination des procédures spéciales. Les détenteurs de mandats répondent à des plaintes individuelles, réalisent des études et se rendent dans des pays, offrent des conseils, font campagne sur les sujets relevant de leur compétence, s'attachent à sensibiliser l'opinion et travaillent en partenariat avec des ONG. Ils rédigent régulièrement des communications écrites à l'intention de gouvernements spécifiques, afin d'attirer l'attention sur des cas individuels d'atteintes présumées aux droits de l'homme ou pour lancer un appel urgent en faveur de victimes présumées d'atteintes aux droits de l'homme.

Au sein du HCDH, la Division des procédures spéciales (précédemment Service des procédures spéciales) appuie directement la plupart des procédures spéciales portant sur des thèmes particuliers et travaille en étroite collaboration avec les entités du Haut Commissariat qui prêtent leur concours aux titulaires de mandats par pays et aux autres procédures spéciales. La Division met à

Les procédures spéciales en 2007 : Faits et Chiffres

En 2007, avec l'appui du HCDH, les détenteurs de mandats au titre des procédures spéciales ont :

- mené 62 missions d'établissement des faits dans 51 pays
- soumis 135 rapports, soit 67 rapports annuels et 48 rapports sur des visites dans des pays, au Conseil des droits de l'homme
- soumis 20 rapports à l'Assemblée générale
- publié 125 communiqués de presse, dont 20 pour cent rédigés par deux détenteurs de mandats ou plus
- envoyé 1 003 communications à 128 pays. Ces communications traitaient des cas de 2 294 individus, dont 13 pour cent de femmes. Les Gouvernements ont répondu à 32 pour cent des communications et 10 pour cent de l'ensemble des communications ont fait l'objet d'un suivi par des détenteurs de mandat.

disposition ses compétences juridiques, politiques, thématiques ou relatives à l'établissement des faits, mène des travaux de recherche et d'analyse, et offre une aide pour les questions administratives et logistiques.

Contexte

Conseil a créé en 2006 un groupe de travail chargé de passer en revue l'ensemble des mandats existants et de formuler des recommandations sur les changements jugés nécessaires. Les détenteurs de mandat ont participé au processus et la Division des procédures spéciales a prêté une assistance constante au groupe de travail, notamment en soumettant des documents de synthèse.

Le 18 juin 2007, le Conseil a adopté deux résolutions : la résolution 5/1, relative à son propre cadre d'édification institutionnelle et la résolution 5/2, traitant du code de conduite des détenteurs de mandats au titre de procédures spéciales. Ces résolutions instituent de nouvelles procédures de sélection et de nomination des détenteurs de mandat, énoncent les principes qui régissent l'examen, la rationalisation et l'amélioration des mandats individuels et contiennent des éléments destinés à guider les détenteurs de mandats dans l'exercice de leurs fonctions. Tous les mandats thématiques existants ont été prorogés jusqu'à la date à laquelle le Conseil doit les examiner, conformément à son programme de travail, et tous les mandats par pays reconduits, à l'exception de deux. Le processus d'examen entrepris par le Conseil lors de ses sixième et septième sessions (septembre et

décembre 2007 et mars 2008) a abouti au renouvellement de tous les mandats thématiques et mandats par pays évalués jusqu'alors, à l'exception du mandat relatif à la République démocratique du Congo ; parallèlement, deux mandats supplémentaires, portant respectivement sur l'accès à l'eau potable et à l'assainissement et sur les formes contemporaines d'esclavage ont été institués. L'examen a également entraîné la modification de quelques intitulés de mandats (le Représentant spécial du Secrétaire général pour les défenseurs des droits de l'homme a ainsi été prié de poursuivre ses travaux sous le titre de Rapporteur spécial). En conséquence, les détenteurs de mandats qui avaient précédemment été désignés en qualité de Rapporteurs spéciaux sont désormais nommés par le Conseil et non pas par le Secrétaire général ou par la Haut-Commissaire.

En 2007, les détenteurs de mandats ont continué d'appliquer une approche coordonnée pour s'acquitter de leur mandat, en publiant des communications et des déclarations communes lorsque c'était opportun et, parfois, en se rendant ensemble dans des pays et en soumettant des rapports conjoints. Le Comité de coordination des procédures spéciales, mis sur pied en 2005, a joué un rôle important, en contribuant à l'examen des mandats mené par le Conseil des droits de l'homme et en facilitant les initiatives communes. En 2008, la Division des procédures spéciales tirera parti de ces forces et se consacrera à la mise en œuvre des résolutions du Conseil sur l'édification institutionnelle. En particulier, la Division accordera la priorité à l'examen des mandats, à la sélection de nouveaux titulaires de mandats et à l'harmonisation des méthodes de travail du système des procédures spéciales dans son ensemble.

Le Haut-Commissariat met l'accent sur la pertinence et le renforcement des liens entre le travail des procédures spéciales, l'action d'autres mécanismes de défense des droits de l'homme et les activités que le HCDH mène au niveau national. Les bureaux de pays et les bureaux régionaux du Haut-Commissariat s'emploient à soutenir les visites dans les pays, à suivre la mise en œuvre des recommandations adressées aux gouvernements, à nouer et à entretenir des relations avec les représentants de la société civile et les victimes réelles ou potentielles d'atteintes aux droits de l'homme. Les informations résultant des travaux des procédures spéciales sont indispensables pour déceler, évaluer et traiter les insuffisances dans la mise en œuvre des droits de l'homme au niveau des pays et sont citées en référence par le HCDH pour garantir un respect accru des normes dans ce domaine. En outre, bon nombre de titulaires de mandats et la Division des procédures spéciales coopèrent étroitement avec les organes de suivi des traités pour veiller à ce que les observations finales des organes fassent référence, chaque fois que c'est opportun, aux recommandations formulées par les titulaires de mandats.



Le Rapporteur spécial sur les exécutions extra-judiciaires, Philip Alston, rencontre une parente de victimes, tuées lors de violences dans une « favela » de Rio de Janeiro (Brésil).

Activités

Le HCDH a :

- ▶ Dispensé un appui technique et administratif à des détenteurs de mandats au titre des procédures spéciales pour faciliter leurs missions d'établissement des faits dans des pays.
- ▶ Aidé des détenteurs de mandats à rédiger et à soumettre des rapports au Conseil des droits de l'homme et à l'Assemblée générale.
- ▶ Aidé des détenteurs de mandats à rédiger des communiqués de presse et contribué à l'organisation d'interviews et de conférences de presse.
- ▶ Aidé des détenteurs de mandats à préparer des communications (exposés écrits, notamment des lettres et des appels urgents) ; plus d'un millier de communications ont été envoyées en 2007.
- ▶ Encouragé les détenteurs de mandats à mener davantage d'activités conjointes et coordonnées, notamment en ce qui concerne les missions, les rapports, les communications et les communiqués de presse.
- ▶ Assuré des contacts réguliers entre les détenteurs de mandats et les représentants de la société civile, notamment dans le cadre de visites dans des pays et de discussions au Conseil des droits de l'homme (rien que pendant la quatrième session du Conseil, les détenteurs de mandat ont participé à plus de 80 réunions avec des acteurs de la société civile).
- ▶ Soutenu les travaux des six détenteurs de mandats sélectionnés par le Conseil des droits de l'homme pour faire partie du Groupe d'experts sur la situation au Darfour, en vertu de la résolution 4/8 du 30 mars 2007. Le Groupe a soumis son rapport final au Conseil en décembre 2007.
- ▶ Organisé un certain nombre de séminaires et de consultations avec des détenteurs de mandats, notamment des réunions consultatives sur les inégalités d'accès à la médecine à travers le monde avec le Rapporteur spécial sur le droit de chacun à jouir du

meilleur état de santé physique et mentale possible ; sur les mécanismes régionaux de protection des droits des minorités avec l'expert indépendant sur les questions relatives aux minorités ; sur la réglementation des activités des milices et des sociétés de surveillance privées, avec la participation du Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires ; sur la protection des femmes et des jeunes filles contre la torture avec le Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ; et enfin sur la protection des droits de l'homme lorsque l'état d'urgence a été déclaré, avec le Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats.

- ▶ Pris des mesures pour renforcer la collaboration entre les détenteurs de mandats au titre des procédures spéciales et les organes de suivi des traités. Les détenteurs de mandats et les membres des organes de suivi ont cité leurs conclusions et recommandations respectives dans leurs rapports et ont en outre intensifié leurs échanges d'informations, notamment à l'occasion de briefings. Par exemple, le Comité des droits de l'enfant et le Rapporteur spécial sur le droit à un logement convenable en tant qu'élément du droit à un niveau de vie suffisant ont organisé une journée commune de discussion sur la protection des droits de l'enfant.

Visites de suivi dans des pays

En 2007, le HCDH a prêté son appui à trois détenteurs de mandats qui sont retournés dans des pays précédemment visités afin de suivre la mise en œuvre de leurs recommandations, renforçant ainsi l'impact des procédures spéciales à l'échelon des pays.

- La Représentante spéciale du Secrétaire général pour la situation des défenseurs des droits de l'homme s'est rendue dans l'ex-République yougoslave de Macédoine afin d'assurer le suivi de sa visite précédente, effectuée en 2003.
- Le Représentant spécial du Secrétaire général pour les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays a entrepris une mission en Côte d'Ivoire afin de juger de la mise en œuvre des recommandations formulées lors de sa précédente mission, en avril 2006.
- Le Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires s'est rendu au Brésil pour assurer le suivi de la mission menée par son prédécesseur en octobre 2003.

Résultats

- ▶ Les détenteurs de mandats au titre des procédures spéciales ont accompli davantage de visites dans des pays en 2007 (62 visites, contre 48 en 2006).
- ▶ Un pays supplémentaire a remis une invitation permanente à des détenteurs de mandats thématiques, ce qui porte à 57 le nombre total de pays ayant adressé des invitations permanentes.

- ▶ Du fait du renforcement de la coopération avec les équipes de pays des Nations Unies, pour l'organisation et la conduite des visites dans les pays, un certain nombre de détenteurs de mandats ont formulé des recommandations spécifiquement adressées aux équipes de pays, à des fins de suivi.
- ▶ Les détenteurs de mandats ont soumis un plus grand nombre de rapports au Conseil des droits de l'homme (135, contre 100 présentés à l'ex-Commission des droits de l'homme en 2006).
- ▶ Les détenteurs de mandats ont pris davantage d'initiatives conjointes : en particulier, trois visites communes ont été menées dans des pays (contre une en 2006), 49 pour cent des communications ont été envoyées au nom de deux détenteurs de mandat ou plus (contre 48 pour cent en 2006) et 25 communiqués de presse communs ont été publiés (contre 19 en 2006).
- ▶ Les contributions de fond apportées aux débats du Conseil des droits de l'homme lors de l'examen des mandats et du code de conduite des procédures spéciales ont donné lieu à une résolution qui a permis aux détenteurs de mandats au titre des procédures spéciales de continuer à exercer la plupart des activités relevant de leur mandat actuel.
- ▶ La coordination plus efficace des activités des détenteurs de mandats, due au travail du Comité de coordination, a abouti à une amélioration de la communication et de la mobilisation en faveur du système des procédures spéciales et à des mesures visant à faciliter l'application du code de conduite des procédures spéciales, notamment la mise en place d'une procédure consultative interne. Une équipe de travail examinera la version révisée du projet de manuel des procédures spéciales pour s'assurer de sa conformité avec le code de conduite adopté par le Conseil.
- ▶ Les organes de suivi des traités ont fait un plus grand usage des procédures spéciales : ainsi, au moins dix observations finales formulées par certains organes (Comité des droits de l'enfant, Comité contre la torture, Comité des droits de l'homme) font référence à des recommandations, à des conclusions ou à d'autres activités des procédures spéciales.
- ▶ Grâce à la collaboration avec les institutions nationales des droits de l'homme, les visites des détenteurs de mandats dans des pays ont bénéficié d'un appui plus solide : par exemple, l'institution bolivienne des droits de l'homme (*Defensoria del Pueblo*) a aidé à organiser et a soutenu la visite du Rapporteur spécial sur les peuples autochtones en Bolivie.
- ▶ L'accès du grand public aux informations sur les procédures spéciales a été amélioré, grâce à la mise en service d'une page web plus conviviale, à la publication d'une synthèse annuelle plus complète, intitulée « Faits et Chiffres », et à la diffusion d'un bulletin trimestriel sur les travaux des procédures spéciales.

Les procédures spéciales dans la pratique

Côte d'Ivoire

Le Représentant spécial du Secrétaire général pour les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays s'est rendu en Côte d'Ivoire en avril 2006, à l'époque où le pays était encore en proie à un conflit. Dans les recommandations formulées au terme de son rapport, le Représentant soulignait la nécessité d'adopter une nouvelle stratégie pour protéger les déplacés internes. Les dispositions de l'Accord de paix de Ouagadougou, conclu en mars 2007, ont traité cette question. Depuis, le Représentant est retourné dans le pays pour débattre avec les autorités et d'autres

partenaires des moyens les plus efficaces pour défendre les droits des déplacés internes et des déplacés qui ont regagné leur localité d'origine.

Maldives

À l'issue de la mission entreprise par le Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des magistrats aux Maldives en février 2007, le Gouvernement a décidé d'appliquer une des recommandations du Rapporteur, qui visait à remédier aux discriminations sexistes dans la magistrature, en nommant en juillet 2007, pour la première fois dans l'histoire du pays, des femmes à des postes de juges.

Suède

Le Rapporteur spécial sur la santé s'est rendu en Suède en janvier 2006. Dans son rapport, il a exhorté le Gouvernement à promouvoir et à protéger les droits des personnes souffrant de handicaps psychosociaux et à débloquer des crédits suffisants à cet effet. Par la suite, le Gouvernement a fait part de son intention de consacrer 750 millions de couronnes suédoises (environ 120 millions de dollars E.-U.) à l'amélioration des soins de santé mentale au cours des trois prochaines années.

Défis et enseignements

- ▶ Les travaux du Conseil, relatifs à l'examen, à la rationalisation et à l'amélioration des mandats, se poursuivront en 2008. La plupart des mandats évalués jusqu'à présent ont été prorogés ; il se pourrait que de nouveaux mandats soient créés en 2008, notamment dans le domaine économique, social et culturel.
- ▶ L'adoption du Code de conduite des procédures spéciales par le Conseil pourrait susciter des controverses entre les détenteurs de mandats et les États membres, si certaines dispositions du code donnaient lieu à des interprétations divergentes.
- ▶ Une nouvelle procédure de sélection des détenteurs de mandats est actuellement mise en place. Il est, de l'avis du HCDH, indispensable que les futurs détenteurs de mandats conservent une grande indépendance, si l'on veut préserver l'intégrité du système des procédures spéciales.
- ▶ Tout en comprenant que les détenteurs de mandat souhaitent conserver leurs propres méthodes pour s'acquitter de leurs fonctions respectives, le HCDH continuera à souligner la nécessité d'un renforcement de la coordination et, le cas échéant, de la collaboration.

Procédures spéciales : performance en 2007

Indicateurs clefs (PGS 2006-2007)	Progrès en 2007
Nombre de références aux procédures spéciales et à leurs recommandations dans les principaux rapports relatifs aux droits de l'homme, les projets de coopération technique de l'ONU et les plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement.	▶ L'ONU-Habitat, l'Organisation mondiale de la santé, le Comité permanent interorganisations et la Commission de consolidation de la paix ont fait référence aux travaux et aux recommandations de détenteurs de mandats dans des publications de toute première importance.
Nombre d'ONG et d'organisations de la société civile ayant recours aux mécanismes des procédures spéciales.	▶ En 2007, des détenteurs de mandats ont envoyé des communications fondées sur des informations fournies par 62 ONG (contre 56 ONG en 2006).
Nombre d'actions communes menées par des détenteurs de mandats au titre des procédures spéciales, notamment déclarations, missions, communications et références mutuelles dans les rapports.	<ul style="list-style-type: none"> ▶ 49% des communications ont été envoyées par deux détenteurs de mandats ou plus. ▶ 20% des communiqués de presse ont été publiés conjointement en 2007. ▶ Trois missions communes ont été organisées.
Nombre de références à des procédures spéciales et à leurs recommandations dans les résolutions du Conseil de sécurité et les documents des organes de suivi des traités.	▶ Au moins dix observations finales formulées par des organes de suivi des traités (Comité des droits de l'enfant, Comité contre la torture, Comité des droits de l'homme) ont fait référence à des recommandations, des conclusions ou d'autres activités des procédures spéciales.

DÉTENTEURS DE MANDAT AU TITRE DES PROCÉDURES SPÉCIALES – 2007

Mandat	Institué en	Détenteur de mandat
Mandats par pays		
Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Bélarus	2004*	M. Adrian SEVERIN (<i>Roumanie</i>)
Expert indépendant chargé d'examiner la situation des droits de l'homme au Burundi	2004	M. Akich OKOLA (<i>Kenya</i>)
Représentant spécial du Secrétaire général pour les droits de l'homme au Cambodge	1993	M. Yash GHAI (<i>Kenya</i>)
Représentante personnelle de la Haut-Commissaire aux droits de l'homme sur la situation des droits de l'homme à Cuba	2003*	Mme Christine CHANET (<i>France</i>)
Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République démocratique populaire de Corée	2004	M. Vitit MUNTARBHORN (<i>Thaïlande</i>)
Expert indépendant chargé d'examiner la situation des droits de l'homme en République démocratique du Congo	2004	M. Titinga Frédéric PACÉRÉ (<i>Burkina Faso</i>)
Expert indépendant chargé par le Secrétaire général d'examiner la situation des droits de l'homme en Haïti	1995	M. Louis JOINET (<i>France</i>)
Expert indépendant chargé de la coopération technique et des services consultatifs au Libéria	2003	Mme Charlotte ABAKA (<i>Ghana</i>)
Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Myanmar	1992	M. Paulo Sergio PINHEIRO (<i>Brésil</i>)
Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967	1993	M. John DUGARD (<i>Afrique du Sud</i>)
Expert indépendant chargé par le Secrétaire général d'examiner la situation des droits de l'homme en Somalie	1993	M. Ghanim ALNAJJAR (<i>Koweït</i>)
Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Soudan	2005	Mme Sima SAMAR (<i>Afghanistan</i>)
Mandats thématiques		
Rapporteur spécial sur le logement convenable en tant qu'élément du droit à un niveau de vie suffisant	2000	M. Miloon KOTHARI (<i>Inde</i>)
Groupe de travail sur les personnes d'ascendance africaine	2002	M. Peter Lesa KASANDA (<i>Zambie</i>) M. Joe FRANS (<i>Suède</i>) M. George N. JABBOUR (<i>République arabe syrienne</i>) Mme Irina ZLATESCU (<i>Roumanie</i>)
Groupe de travail sur la détention arbitraire	1991	Mme Leila ZERROUGUI (<i>Algérie</i>) M. Tamás BÁN (<i>Hongrie</i>) Mme Manuela CARMENA CASTRILLO (<i>Espagne</i>) M. Seyyed Mohammad HASHEMI (<i>République islamique d'Iran</i>) Mme Soledad VILLAGRA DE BIEDERMANN (<i>Paraguay</i>)
Rapporteur spécial sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants	1990	M. Juan Miguel PETIT (<i>Uruguay</i>)
Rapporteur spécial sur le droit à l' éducation	1998	M. Vernor MUÑOZ VILLALOBOS (<i>Costa Rica</i>)
Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires	1980	M. Santiago CORCUERA (<i>Mexique</i>)
Rapporteur spécial sur les exécutions extra-judiciaires, sommaires ou arbitraires	1982	M. Philip ALSTON (<i>Australie</i>)
Expert indépendant sur les effets des politiques de réforme économique et de la dette extérieure	2000	M. Bernard Andrew NIAMWAYA MUDHO (<i>Kenya</i>)



Mandate	Institué en	Détenteur de mandat
Expert indépendant sur la question des droits de l'homme et de l' extrême pauvreté	1998	M. Arjun SENGUPTA (<i>Inde</i>)
Rapporteur spécial sur le droit à l' alimentation	2000	M. Jean ZIEGLER (<i>Suisse</i>)
Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression	1993	M. Ambeyi LIGABO (<i>Kenya</i>)
Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction	1986	Mme Asma JAHANGIR (<i>Pakistan</i>)
Rapporteur spécial sur le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible	2002	M. Paul HUNT (<i>Nouvelle-Zélande</i>)
Représentante spéciale du Secrétaire général pour la question des défenseurs des droits de l'homme	2000	Mme Hina JILANI (<i>Pakistan</i>)
Rapporteur spécial sur l' indépendance des juges et des avocats	1994	M. Leandro DESPOUY (<i>Argentine</i>)
Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des peuples autochtones	2001	M. Rodolfo STAVENHAGEN (<i>Mexique</i>)
Représentant du Secrétaire général pour les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays	2004	M. Walter KÄLIN (<i>Suisse</i>)
Expert indépendant sur les droits de l'homme et la solidarité internationale	2005	M. Rudi Muhammad RIZKI (<i>Indonésie</i>)
Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires comme moyen d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes	2005	Mme Amada BENAVIDES DE PÉREZ (<i>Colombie</i>) Mme Najat AL-HAJJAJI (<i>Jamahiriya arabe libyenne</i>) M. José GÓMEZ DEL PRADO (<i>Espagne</i>) M. Alexander Ivanovich NIKITINE (<i>Fédération de Russie</i>) Mme Shaista SHAMEEM (<i>Fidji</i>)
Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants	1999	M. Jorge A. BUSTAMANTE (<i>Mexique</i>)
Expert indépendant sur les questions relatives aux minorités	2005	Mme Gay MCDOUGALL (<i>États-Unis d'Amérique</i>)
Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme , de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée	1993	M. Doudou DIÈNE (<i>Sénégal</i>)
Rapporteur spécial sur la promotion et la protection des droits de l'homme dans la lutte antiterroriste	2005	M. Martin SCHEININ (<i>Finlande</i>)
Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants	1985	M. Manfred NOWAK (<i>Autriche</i>)
Rapporteur spécial sur les conséquences néfastes des mouvements et déversements illicites de produits et déchets toxiques et nocifs pour la jouissance des droits de l'homme	1995	M. Okechukwu IBEANU (<i>Nigéria</i>)
Rapporteuse spéciale sur la traite des êtres humains , en particulier des femmes et des enfants	2004	Mme Sigma HUDA (<i>Bangladesh</i>)
Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises	2005	M. John RUGGIE (<i>États-Unis d'Amérique</i>)
Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes , ses causes et ses conséquences	1994	Mme Yakin ERTÜRK (<i>Turquie</i>)

* Dans le cadre du réexamen des mandats par le Conseil des droits de l'homme, ce mandat n'a pas été reconduit en juin 2007.

Défis thématiques

Le HCDH dispense des conseils juridiques et politiques et entreprend des recherches fondamentales sur un vaste éventail de questions thématiques en rapport avec les droits de l'homme, allant de l'État de droit et de l'administration de la justice à une série de problèmes touchant à la pauvreté, au développement, à la discrimination et aux droits de divers groupes vulnérables. Les programmes thématiques du HCDH sont mis en œuvre par la Division de la recherche et du droit au développement (précédemment Service de la recherche et du droit au développement), composée de sept groupes organisés par thèmes et d'un groupe spécialisé dans la méthodologie, l'éducation, la formation et les ressources relatives aux droits de l'homme. Chaque groupe mène des recherches sur des questions essentielles dans le domaine des droits de l'homme, met au point des outils méthodologiques et des ressources didactiques et coopère avec divers acteurs, diffusant les conclusions de ses études, offrant des conseils et des formations, réalisant des évaluations de besoins, concevant des projets de renforcement des capacités au niveau des pays et aidant à leur mise en œuvre.

Démarche

La Division s'est fixé trois grands objectifs :

- ▶ intégrer les droits de l'homme et leur dimension sexospécifique dans les programmes et les activités du système des Nations Unies ayant trait au développement, à l'aide humanitaire, à la paix et à la sécurité et à l'État de droit ;
- ▶ intégrer la promotion et la protection du droit au développement dans les partenariats forgés à travers le monde pour favoriser le développement ;
- ▶ parfaire la connaissance et la compréhension des problèmes thématiques relatifs aux droits de l'homme par des activités de recherche et d'analyse, par l'élaboration d'outils méthodologiques et par la formation, en vue de renforcer la promotion et la protection des droits à l'échelon des pays et de soutenir les organes de défense des droits de l'homme.

Le travail de la Division est fondé sur des recherches et des analyses menées en interne, avec le concours d'experts extérieurs lorsque le besoin s'en fait sentir. La Division entreprend chaque année toute une série de projets de recherche, allant d'opérations d'évaluation destinées à déceler les tendances qui se dessinent en

matière de droits de l'homme, à des analyses juridiques des législations et des dispositions institutionnelles visant à remédier aux problèmes de droits de l'homme, en passant par le recensement des pratiques optimales dans l'application des droits de l'homme.

Les résultats de ces travaux alimentent la planification et la programmation du HCDH à plusieurs niveaux. Les membres de la Division de la recherche et du droit au développement travaillent en étroite liaison avec les responsables de secteurs géographiques au siège et avec le personnel en poste dans les bureaux nationaux et régionaux, communiquant leurs connaissances et les appliquant à un contexte local, menant des évaluations de besoins et participant à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies d'engagement auprès des pays. De même, ils coopèrent avec des collègues pour appuyer le Conseil des droits de l'homme, les procédures spéciales et les organes de suivi des traités. La Division produit une gamme d'outils méthodologiques et de modules de formation destinés à être utilisés dans les pays et au siège pour renforcer les capacités des institutions nationales, des représentants de la société civile et d'autres partenaires. Ainsi, le travail de la Division a un impact direct sur les efforts plus amples que le Haut Commissariat déploie pour obtenir des pays qu'ils coopèrent au traitement des problèmes de droits de l'homme. Le personnel de la Division collabore en outre avec d'autres entités des Nations Unies afin de favoriser une meilleure compréhension des droits de l'homme dans l'ensemble du système et de veiller à ce que la dimension des droits de l'homme soit de plus en plus intégrée aux programmes exécutés par les institutions et programmes de l'ONU.

État de droit et démocratie

Une équipe spécialisée, composée de 11 collaborateurs du HCDH, s'emploie à renforcer les compétences relatives aux droits de l'homme dans le domaine de la bonne gouvernance. Le Groupe chargé de l'État de droit et de la démocratie coopère avec les États membres pour cerner les aspects des législations nationales qui n'obéissent pas aux normes internationales bien établies, conseille les États membres quant aux réformes législatives et politiques nécessaires pour renforcer les systèmes de protection nationaux et procure les outils méthodologiques et les formations requises pour renforcer la capacité et l'efficacité des institutions publiques. Au sein du



Container servant de structure de détention au Soudan

HCDH, le groupe offre des conseils juridiques à la direction, aux détenteurs de mandats au titre des procédures spéciales, aux opérations du Haut-Commissariat sur le terrain et à des partenaires des Nations Unies. Il contribue également aux travaux de l'Équipe spéciale de la lutte contre le terrorisme en dirigeant le Groupe de travail sur la protection des droits de l'homme dans la lutte contre le terrorisme.

Activités

Le groupe a :

- ▶ Élaboré et distribué un manuel relatif aux commissions d'enquête internationales et à la définition de principes et de pratiques optimales pour les commissions d'enquête nationales.
- ▶ Dispensé un appui juridique au secrétariat de la mission d'établissement des faits survenus à Beit Hanoun, instituée en vertu de la résolution S-3/1 du Conseil des droits de l'homme, moyennant le détachement d'un conseiller juridique auprès de la mission.
- ▶ Dans le domaine de la justice transitionnelle, pour lequel le HCDH assume la fonction de chef de file au sein du système des Nations Unies, le groupe a encouragé l'utilisation opérationnelle des normes existantes et des documents d'orientation sur l'État de droit, notamment en dispensant une formation sur le contrôle des systèmes judiciaires au personnel de terrain en Afghanistan, en animant un séminaire sur le droit aux recours et aux réparations des victimes, en organisant une table ronde sur « Les institutions nationales des droits de l'homme et la justice transitionnelle » et en assurant un stage de « formation des instructeurs » sur la justice transitionnelle dans la région des Grands Lacs.
- ▶ Fait progresser la promotion des droits de l'homme dans la justice transitionnelle en mettant au point des outils sur les amnisties ainsi que sur les consultations nationales relatives à la justice transitionnelle et en étudiant les implications de la justice économique et sociale pour l'État de droit dans les pays en transition ; aidé des gouvernements à organiser des consultations nationales sur la justice transitionnelle et offert des conseils aux présences du HCDH sur le terrain, notamment en Afghanistan, au Burundi, en Côte d'Ivoire, en Colombie, en Iraq, au Népal, en Ouganda et au Timor-Leste.
- ▶ Offert des conseils spécialisés et techniques sur des projets en rapport avec la démocratie et l'État de droit au Fonds des Nations Unies pour la démocratie (FNUD).
- ▶ Dispensé des formations sur les normes, les procédures et les mécanismes en matière de droits de l'homme à des législateurs, représentant des comités parlementaires chargés des droits de l'homme et des droits légaux dans neuf pays d'Afrique australe.
- ▶ Formé le Groupe judiciaire de la Haut-Commissaire, composé de juges siégeant dans de hautes instances nationales.
- ▶ Contribué à des dossiers soumis en qualité de consultant extraordinaire (*amicus curiae*) à des audiences de la Cour suprême des États-Unis pour examiner des problèmes en rapport avec l'article 9 du Pacte international sur les droits civils et politiques, ainsi qu'au Haut Tribunal iraquien pour traiter de l'application de la peine de mort lors du procès de Taha Yassine Ramadan.
- ▶ Élaboré des manuels et des directives pour aider les États membres à renforcer la protection des droits de l'homme dans le cadre des mesures de lutte antiterroriste, ainsi qu'une fiche d'information sur

les droits de l'homme, le terrorisme et la lutte contre le terrorisme, fournissant des conseils pratiques sur ces sujets.

- Prodigué des conseils juridiques au HCDH et aux composantes droits de l'homme des missions de maintien de la paix ; ces conseils portaient notamment sur l'autorité des Nations Unies, sur les privilèges et immunités du personnel du HCDH et des détenteurs de mandats au titre des procédures spéciales, sur les responsabilités relatives à la protection des droits fondamentaux des populations locales et sur diverses mesures transitionnelles.

Résultats

- Les futures missions d'établissement des faits et commissions d'enquête bénéficieront des orientations diffusées par le HCDH, sur la base des pratiques optimales et des enseignements tirés des expériences précédentes.
- Les effectifs du HCDH déployés sur le terrain, les autres acteurs onusiens et les intervenants nationaux connaîtront mieux les normes et politiques actuelles en matière de justice transitionnelle et les utiliseront davantage.
- Dix-neuf membres des commissions parlementaires des droits de l'homme et des droits légaux de neuf pays d'Afrique australe ont amélioré leur connaissance des procédures et des mécanismes internationaux de protection des droits de l'homme. Une série de recommandations visant à renforcer le rôle des parlementaires dans le développement des droits de l'homme ont été adoptées en vue de leur mise en œuvre dans la région de l'Afrique australe.
- L'appui à l'exercice de la justice a été renforcé dans certains pays après qu'un réseau de juges issus de hautes instances ait été formé pour faciliter l'échange d'informations et le partage des expériences.
- La communauté internationale a pris conscience de la nécessité de protéger une série de droits fondamentaux dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, notamment en élaborant des législations et des politiques anti-terroristes qui respectent les droits de l'homme.

Défis et enseignements

- Il importe de mieux former le personnel du HCDH, les collaborateurs d'autres organismes des Nations Unies et les acteurs nationaux à l'utilisation des neuf instruments de justice transitionnelle pour en garantir l'application effective.
- La Stratégie mondiale de lutte contre le terrorisme du Secrétaire général s'est avérée efficace pour rallier les acteurs étatiques et onusiens. Cependant, une prise en compte systématique des droits de l'homme au

sein de tous les groupes de travail composant l'Équipe spéciale de la lutte contre le terrorisme et un renforcement de la coordination avec le Comité contre le terrorisme et sa Direction exécutive seront nécessaires pour atteindre les objectifs fixés.

Lutte contre la discrimination

L'égalité et la non-discrimination sont des principes fondamentaux, consacrés par l'article 2 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, selon lequel « chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés proclamés dans la présente Déclaration, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation ».

Au sein des Nations Unies, le HCDH est le chef de file des activités visant à lutter contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée et à promouvoir le principe d'égalité et de non-discrimination.

Activités

Le groupe a :

- Entrepris des préparatifs en vue de la Conférence d'examen de Durban, qui doit se tenir en 2009. L'objet de cette conférence est de faire le point sur la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, adoptés à l'issue de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, organisée en 2001. À cet effet, le groupe a assuré des services auprès du Bureau et de la session d'organisation du Comité préparatoire, tout en menant des recherches techniques sur divers thèmes, mécanismes et mesures en rapport avec la lutte contre la discrimination.
- Aidé les cinq experts sur les normes complémentaires à préparer une étude sur les lacunes des normes actuelles en matière de droits de l'homme. L'étude a été soumise au Groupe de travail intergouvernemental sur l'application effective de la Déclaration et du Programme d'action de Durban afin de lui permettre d'élaborer des normes complémentaires.
- Conseillé des États membres sur diverses initiatives de lutte contre la discrimination, dont un projet de loi contre la discrimination en Colombie, une stratégie destinée à lutter contre le racisme et la discrimination au Népal et des plans d'action nationaux, mis au point par les gouvernements uruguayen et chilien pour combattre la discrimination.
- Participé à sept séminaires et ateliers interinstitutions organisés à l'échelle régionale pour consolider les

efforts conjointement déployés par les Nations Unies pour lutter contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée.

- ▶ Aidé six institutions nationales et 40 ONG de défense des droits de l'homme implantées en Afrique de l'Ouest à intégrer le programme de Durban dans leur travail au niveau national. Le HCDH a également aidé des organisations de la société civile en Amérique du Nord et en Amérique latine à préparer leur participation à la Conférence d'examen de Durban.
- ▶ Dispensé des services de fond et techniques au Groupe de travail intergouvernemental et au Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine.

Résultats

- ▶ Les références aux instruments universels relatifs à l'élimination de la discrimination raciale ont été plus nombreuses dans les publications, les ateliers, les séminaires et les supports de formation des partenaires régionaux du HCDH.
- ▶ Les bureaux extérieurs du HCDH sont désormais mieux armés pour se comporter en partenaires fiables lorsqu'ils aident les États membres et d'autres acteurs à lutter contre le racisme et à promouvoir les principes d'égalité et de non-discrimination.
- ▶ En Afrique de l'Ouest, en Amérique du Nord et en Amérique latine, les organisations de la société civile ont une vision plus précise de leur rôle dans le processus de préparation à la mise en œuvre du programme de Durban et à la Conférence d'examen de Durban. Un réseau de coordination des ONG d'Afrique de l'Ouest a été créé et s'efforcera d'élargir le réseau non gouvernemental qui mène une action contre la discrimination au sein des pays de la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest).

Défis et enseignements

- ▶ En 2007, des dissensions politiques croissantes ont fait perdre de vue et dans une certaine mesure entravé les travaux préparatoires relatifs à la Conférence de suivi de Durban, certains États membres s'opposant sur la forme, les modalités et les thèmes de la conférence. Soucieux de s'acquitter de ses obligations, le HCDH aidera les États membres et les représentants de la société civile à se préparer à la conférence et veillera à ce que la manifestation bénéficie de tous les services nécessaires. Cependant, l'issue de ce processus et son impact dépendront de la capacité des États membres à surmonter leurs divergences et à s'entendre sur la voie à suivre.



Peuples autochtones et minorités

Les peuples autochtones sont souvent victimes de discriminations et figurent parmi les franges les plus pauvres de la population dans bon nombre de pays. Au sein du HCDH, le Groupe des peuples autochtones et des minorités s'emploie à améliorer la protection des droits fondamentaux des peuples autochtones et des minorités à l'échelon international et national. Le groupe se charge d'intégrer les thèmes relatifs aux minorités et aux peuples autochtones au sein du Haut-Commissariat et de coopérer avec des réseaux interinstitutions pour soutenir la prise en compte systématique de ces thèmes dans l'ensemble des Nations Unies. Il travaille avec les États membres et la société civile, ainsi qu'avec les populations minoritaires et autochtones et leurs représentants.

Activités

Le groupe a :

- ▶ Préparé ou contribué à des directives, des notes et des publications traitant de diverses questions en rapport avec les droits des populations autochtones et minoritaires, dont : une note d'information sur les minorités à l'intention du personnel des Nations Unies, des directives ainsi qu'une publication sur la situation des peuples autochtones vivant dans un isolement volontaire, une publication sur les peuples autochtones vivant en milieu urbain, un article sur les peuples autochtones, la pollution et les droits de l'homme, recensant les recours administratifs et judiciaires disponibles en vertu des mécanismes internationaux existants, des notes de synthèse sur les peuples autochtones et le secteur privé, ainsi que sur les changements climatiques et les peuples autochtones, et enfin une série d'articles sur la police et les minorités.
- ▶ Appuyé la mise en œuvre de projets visant à traiter les problèmes des peuples autochtones et des minorités dans neuf pays. Ainsi, un administrateur du Haut-Commissariat a coopéré avec le PNUD à Quito et à la Paz pour exécuter un programme en faveur des droits des peuples autochtones et des

personnes d'ascendance africaine en Bolivie, en Équateur et au Pérou. Au Népal, une mission d'évaluation des besoins a été entreprise afin de proposer des méthodes susceptibles de favoriser une meilleure intégration des préoccupations des populations autochtones et minoritaires dans les programmes du Haut-Commissariat.

- ▶ Organisé deux séminaires d'experts sur les peuples autochtones vivant en milieu urbain en coopération avec l'ONU-Habitat, ainsi qu'un séminaire de même nature sur la prise en compte du point de vue des minorités dans les activités de maintien de l'ordre et de police.
- ▶ Appuyé la formation de 28 boursiers membres de communautés minoritaires ou autochtones, originaires du Bangladesh, des Philippines, du Cameroun, d'Ukraine, de Finlande, du Mexique, du Chili, du Panama, de l'Équateur, du Tchad, du Maroc, du Canada, d'Algérie, de République du Congo et de la Fédération de Russie. Des boursiers membres de groupes minoritaires originaires du Laos, de la Fédération de Russie, du Nigéria, du Canada, d'Iraq et du plateau du Golan ont participé à ces activités.
- ▶ Coopéré avec plus de 30 organisations et institutions régionales ou issues du système des Nations Unies. En coopération avec l'Organisation internationale du travail, l'UNICEF et le secrétariat de l'Instance permanente sur les questions autochtones, le HCDH a joué un rôle clé dans l'élaboration de directives sur l'intégration des questions relatives aux peuples autochtones dans les programmes de pays des Nations Unies. Les directives, approuvées par le Groupe des Nations Unies pour le développement au début de l'année 2008, aideront les équipes de pays des Nations Unies à intégrer les questions autochtones dans leur travail de programmation.

Résultats

- ▶ L'Assemblée générale a adopté la Déclaration sur les droits des peuples autochtones le 13 septembre 2007.
- ▶ Un dialogue permanent s'est instauré entre la Commission africaine, les peuples autochtones, diverses ONG et des entités de l'ONU implantées en Afrique pour débattre des moyens de renforcer la protection des droits fondamentaux des peuples autochtones.
- ▶ En coopération avec le coordonnateur résident en Bolivie, le HCDH a créé un forum national pour faciliter le dialogue entre les peuples autochtones et l'équipe de pays des Nations Unies, ceci afin d'améliorer la prise en compte des besoins et des points de vue des peuples autochtones dans la planification, l'exécution et l'évaluation des programmes des Nations Unies dans le pays. D'autres pays seront encouragés à suivre cet exemple.

- ▶ Les questions relatives aux peuples autochtones et aux minorités sont examinées de manière plus systématique dans les travaux des organes de suivi des traités et des mécanismes des procédures spéciales, suite aux efforts de sensibilisation menés auprès des ONG. Aujourd'hui, les trois quarts des demandes de mesures urgentes en vertu de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale sont présentées par des organisations autochtones.
- ▶ Vingt-huit boursiers issus de communautés minoritaires ou autochtones ont été formés et sont désormais en mesure d'utiliser les mécanismes de défense des droits de l'homme des Nations Unies. Six membres du groupe sont partis travailler comme boursiers nationaux dans des services extérieurs de l'Organisation internationale du travail et du HCDH au Cameroun, au Chili, en Équateur, au Mexique, au Panama et aux Philippines.

Défis et enseignements

- ▶ Les informations sur les droits des minorités et des peuples autochtones devraient être plus amplement diffusées par l'intermédiaire des services hors siège du Haut-Commissariat, à plus forte raison depuis l'adoption de la Déclaration sur les droits des peuples autochtones.
- ▶ L'adoption de la Déclaration ainsi que la création de l'Instance sur les questions autochtones et du mécanisme thématique sur les droits des peuples autochtones fourniront un nouveau cadre à l'action du HCDH dans ce domaine en 2008.

La Déclaration sur les droits des peuples autochtones

À l'issue de plus de 20 années de discussions et de négociations, menées sous les auspices du programme des Nations Unies en faveur des droits de l'homme, l'Assemblée générale adoptait la Déclaration sur les droits des peuples autochtones en septembre 2007. La Déclaration reconnaît le droit des peuples autochtones à fixer leurs propres priorités en matière de développement, à posséder et exploiter leurs territoires traditionnels et à maintenir et développer leurs organisations sociales et politiques. La Déclaration invite les États à remédier aux problèmes d'exclusion et de discrimination par des mesures concrètes dans le domaine économique et social. Elle offre aux Gouvernements et aux peuples autochtones un cadre de réconciliation, fondé sur des principes qui ont obtenu le soutien d'États membres. Du fait de l'approbation de nouvelles directives destinées aux équipes de pays et fondées sur la Déclaration, le système des Nations Unies a désormais la possibilité de s'engager à l'échelon des pays pour aider les autorités à appliquer des politiques et des programmes bénéfiques pour les peuples autochtones.



Des jeunes filles assistent à un cours dans une école aménagée dans un camp au Tchad

Droits des femmes et égalité des sexes

Les violations des droits fondamentaux motivées par l'appartenance sexuelle, notamment les discriminations, les violences sexuelles et physiques et d'autres formes de mauvais traitements continuent de poser de très graves problèmes à travers le monde. Dans son plan de gestion stratégique pour la période 2006-2007, la Haut-Commissaire s'est engagée à placer l'égalité des sexes et les droits des femmes au cœur du travail du HCDH et à la fin de l'année 2006, un Groupe des droits des femmes et de l'égalité des sexes a été créé et chargé de veiller à ce que les préoccupations sexospécifiques soient prises en compte dans tous les programmes du Haut-Commissariat et dans la programmation des autres entités des Nations Unies.

Activités

Le groupe a :

- ▶ Organisé deux réunions de groupes d'experts sur les poursuites contre les personnes ayant commis des violences sexuelles pendant ou à l'issue d'un conflit. Ces travaux ont contribué à la rédaction d'un exposé de principe sur la jurisprudence relative aux poursuites engagées contre des auteurs de viols en vertu du droit humanitaire international et du droit international relatif aux droits de l'homme.
- ▶ Réuni un groupe d'experts pour étudier la possibilité de recourir à des mesures spéciales temporaires, consistant par exemple à assurer l'accès à l'emploi, aux soins médicaux, à l'alimentation et à d'autres droits économiques et sociaux, pour garantir l'accès des victimes de viols à la justice dans les pays qui sortent d'un conflit. Cette analyse a contribué à un exposé de position juridique sur les liens entre les droits économiques et sociaux et l'accès des femmes aux mécanismes de la justice institutionnelle.
- ▶ Commandé une étude sur les lois discriminatoires afin de faciliter et d'orienter le processus intergouvernemental visant à définir la marche à suivre pour éliminer la discrimination *de jure* à l'encontre des femmes.
- ▶ Assuré des formations sur les droits des femmes et les mécanismes de protection des Nations Unies à l'intention de défenseurs des droits palestiniens.
- ▶ Offert une assistance relative aux questions sexospécifiques aux services du HCDH et à ses présences sur le terrain ; le bureau du HCDH en Colombie a notamment bénéficié d'une formation

sur les compétences et les méthodes nécessaires pour enquêter sur les affaires de violence sexuelle et pour mettre au point une stratégie intégrée d'égalité des sexes.

- ▶ Dispensé une assistance à plusieurs détenteurs de mandats au titre des procédures spéciales et communiqué des informations pour appuyer l'examen des droits des femmes mené par des organes de suivi des traités.
- ▶ Organisé des débats relatifs à l'intégration d'une perspective sexospécifique dans l'action du Conseil des droits de l'homme, des organes de suivi des traités et des procédures spéciales ; le groupe a notamment organisé, à l'occasion de la sixième session du Conseil, une discussion durant laquelle un groupe d'experts a examiné les moyens d'assurer la prise en compte des préoccupations relatives à l'égalité des sexes dans les travaux du Conseil des droits de l'homme.
- ▶ Participé à diverses initiatives interinstitutions, portant notamment sur la formation des futurs conseillers pour l'égalité des sexes auprès des coordonnateurs humanitaires ; sur un projet d'appui aux victimes de violences sexuelles dans les zones touchées par des conflits, conjointement élaboré avec l'UNICEF, l'Organisation mondiale de la santé et le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme ; et sur la Campagne des Nations Unies contre la violence sexuelle en temps de conflit.

Résultats

- ▶ Deux exposés de principes à caractère juridique, traitant de l'accès des victimes de violences sexuelles à la justice, ont été rédigés, en envisageant différents aspects de la question ; ces deux documents appuieront l'élaboration de directives et de ressources éducatives en 2008.
- ▶ Après avoir reçu un nombre considérable de recommandations du HCDH à ce sujet, en décembre 2007, le Conseil des droits de l'homme a adopté une résolution par consensus sur l'intégration des préoccupations sexospécifiques et des droits de la femme dans son travail.

Défis et enseignements

- ▶ Des activités de renforcement des capacités, associées à de nouvelles analyses juridiques, à des recherches et à l'élaboration de ressources éducatives dans les domaines prioritaires seront nécessaires si l'on veut susciter des changements significatifs dans le domaine de l'égalité des sexes et des droits de la femme.

S'élever contre la pénalisation des victimes de violences sexuelles

À la fin du premier semestre 2006, une jeune fille de dix-neuf ans a été victime d'une agression et d'un viol collectif dans la ville de Qatif, située dans la province orientale de l'Arabie saoudite. L'année suivante, sept hommes ont été déclarés coupables de viol par la Cour générale de Qatif et condamnés à des peines de prison allant de dix mois à cinq ans. La victime a également été sanctionnée, la cour ayant établi qu'elle méritait de recevoir un châtiment physique pour s'être trouvée en compagnie d'hommes qui ne faisaient pas partie de sa famille. Le 14 novembre, une cour d'appel a doublé la peine de prison infligée aux violeurs et alourdi celle de la victime, condamnée à 200 coups de fouet et six mois de prison pour avoir, selon les juges, tenté d'influencer le verdict en racontant son histoire aux médias. La Haut-Commissaire, de concert avec d'autres acteurs, est intervenue auprès des autorités au sujet de cette affaire ; la victime a finalement été graciée par le roi d'Arabie saoudite.

Objectifs du Millénaire pour le développement et droit au développement

Dans son Plan d'action de 2005, la Haut-Commissaire s'engageait à resserrer la collaboration du HCDH avec les autres entités du système des Nations Unies, de sorte que l'interdépendance entre les droits de l'homme et le développement soit largement reconnue et prise en compte dans toute la gamme des activités que les partenaires onusiens et nationaux du Haut-Commissariat mènent dans le domaine du développement et dans des domaines apparentés, notamment dans les domaines des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), de la réduction de la pauvreté, de la traite des êtres humains, du VIH/sida, de la corruption et du commerce.

Activités

Intégration des droits de l'homme

Le groupe a :

- ▶ Dirigé la mise en œuvre du Programme mondial interinstitutions Action 2, destiné à doter les équipes de pays des Nations Unies de capacités plus solides pour intégrer les préoccupations liées aux droits de l'homme dans leurs activités de programmation et pour aider leurs partenaires nationaux à relever les défis dans ce domaine. En 2007, le Programme a aidé 47 équipes de pays à travers le monde, en mettant des compétences à disposition et offrant des formations, dont le module de formation

interinstitutions sur l'intégration des droits de l'homme dans la programmation. Grâce à des fonds procurés en partie par le Programme mondial Action 2, le Haut-Commissariat a déployé des spécialistes des droits de l'homme auprès de cinq équipes de pays (Rwanda, Indonésie, Maldives, Kirghizistan et Nicaragua) à la demande des coordonnateurs résidents.

- ▶ Contribué à un nouveau programme d'initiation destiné aux coordonnateurs résidents, aux chefs d'organismes et aux administrateurs hors classe, en partenariat avec l'École des cadres du système des Nations Unies et le Bureau du Groupe des Nations Unies pour le développement, et lancé à titre expérimental un programme de formation aux droits de l'homme, spécialement destiné aux cadres supérieurs, auprès de hauts fonctionnaires des Nations Unies en poste au Kirghizistan, ainsi que des modules de perfectionnement à l'approche fondée sur les droits de l'homme auprès du personnel chargé de l'élaboration des programmes.
- ▶ Participé à la révision, en 2007, des Directives relatives aux bilans communs de pays et au Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, du module de formation en ligne sur la programmation conjointe, mis au point par le Groupe des Nations Unies pour le développement, et du document d'orientation pragmatique du Comité d'aide au développement (Organisation de coopération et de développement économiques) sur les droits de l'homme et le développement.

Droits de l'homme et réduction de la pauvreté

Le groupe a :

- ▶ Offert aux équipes de pays des Nations Unies des conseils sur l'intégration des droits de l'homme dans les stratégies de réduction de la pauvreté et entrepris des missions d'évaluation de la pauvreté au Guatemala, au Libéria et au Népal pour déterminer comment les agents de terrain présents dans ces pays pouvaient renforcer leur engagement auprès de leurs homologues nationaux à des fins de protection des droits de l'homme et de réduction de la pauvreté.
- ▶ Produit ou contribué à un certain nombre de publications destinées à aider les praticiens du développement à intégrer les principes et les méthodologies en rapport avec les droits de l'homme dans le travail relatif aux OMD ; citons notamment « *Claiming the MDGs : A Human Rights Approach* » (à paraître en 2008), « *Human Rights and the Millenium Development Goals : Making the Link* » (PNUD, 2007) et des directives sur les droits de l'homme, la santé et les stratégies de réduction de la pauvreté (en collaboration avec l'Organisation mondiale pour la santé, 2008). En Amérique latine, le Haut-Commissariat a également appuyé un atelier

régional relatif à l'intégration des droits de l'homme dans les rapports nationaux sur les OMD, organisé avec le Fonds des Nations Unies pour la population, l'UNICEF et le Programme des Nations Unies pour le développement.

- ▶ Organisé une série de consultations auprès des États membres, des représentants de la société civile, des organes internationaux de défense des droits de l'homme sur le projet de principes directeurs pour « L'application des normes et critères relatifs aux droits de l'homme dans le contexte de la lutte contre l'extrême pauvreté » et rendu compte des résultats au Conseil des droits de l'homme, conformément à la résolution 2/2 adoptée par ce même Conseil en 2007.
- ▶ Assuré des services pour faciliter la consultation d'experts menée par l'Expert indépendant sur les effets des politiques de réforme économique et de la dette extérieure sur la jouissance effective de tous les droits de l'homme, en particulier des droits économiques, sociaux et culturels, conformément aux résolutions 2004/8 et 2005/19 de la Commission des droits de l'homme, ainsi que la consultation entre l'Expert indépendant sur l'extrême pauvreté, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international.

Droit au développement

Le groupe a :

- ▶ Offert un appui technique et administratif à l'Équipe spéciale de haut niveau sur la mise en œuvre du droit au développement et au Groupe de travail à composition non limitée sur le droit au développement, notamment en ce qui concerne





l'organisation des missions techniques menées par l'Équipe de haut niveau pour tester les critères d'évaluation du huitième objectif du Millénaire pour le développement, la participation à ces missions et l'établissement des rapports correspondants.

- ▶ Entamé un dialogue sur les partenariats mondiaux pour le développement avec des acteurs clés, afin d'intégrer les droits de l'homme et en particulier le droit au développement dans leurs politiques et leurs activités opérationnelles.
- ▶ Dispensé un appui administratif à l'Expert indépendant sur la solidarité internationale, dont le mandat inclut la coopération internationale, l'action mondiale face aux catastrophes naturelles, aux maladies et aux parasites agricoles, et les droits de troisième génération, y compris le droit au développement.
- ▶ Rédigé un chapitre d'un ouvrage consacré à l'OMC et à la gouvernance mondiale, qui examine les relations entre les politiques commerciales internationales et les droits de l'homme et tire parti des rapports du HCDH sur la libéralisation des échanges dans le secteur des services, sur les investissements étrangers directs et sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent aux services.
- ▶ Entrepris des recherches et rédigé une publication sur les questions fréquemment posées au sujet du commerce et des droits de l'homme.

Lutte contre le VIH/sida et droits de l'homme

Le groupe a :

- ▶ Dispensé des conseils d'expert sur la stratégie de lutte contre le VIH fondée sur les droits, à l'intention des services du HCDH et des partenaires des Nations Unies.
- ▶ Participé à l'Équipe spéciale du Comité permanent interorganisations sur le VIH.
- ▶ Mis au courant les organes de suivi des traités et les procédures spéciales de certains problèmes de droits de l'homme en rapport avec le VIH et le sida.
- ▶ Encouragé les institutions nationales des droits de l'homme à jouer un rôle plus actif dans la promotion d'une stratégie de lutte contre le VIH/sida fondée sur les droits de l'homme, notamment en publiant un manuel sur le VIH et les institutions nationales et en organisant un colloque intitulé « *Unlocking the Barriers to Universal Access : The Role of Nations Human Rights Institutions* » avec l'ONUSIDA et le Programme des Nations Unies pour le développement dans le cadre du huitième congrès international sur le sida en Asie et dans le Pacifique, qui s'est tenu à Sri Lanka.
- ▶ Publié des communiqués de presse et des déclarations de la Haut-Commissaire sur le VIH et les droits de l'homme, notamment à l'occasion de la journée mondiale de lutte contre le sida (1^{er} décembre 2007).

Traite des êtres humains

Le groupe a :

- ▶ Organisé trois consultations d'experts sur des méthodologies de recherche en rapport avec la traite, en collaboration avec le Centre Innocenti de l'UNICEF.
- ▶ Réalisé une analyse des interventions contre la traite menées en Europe et en Asie, en les étudiant sous l'angle des droits de l'homme.
- ▶ Dispensé une aide relative aux mesures de lutte contre la traite aux autorités népalaises, notamment en organisant deux consultations avec des représentants du gouvernement national et des gouvernements locaux, en offrant une formation aux membres de la Commission népalaise des droits de l'homme et du Gouvernement népalais, et en appuyant un projet de recherche sur la traite et la vulnérabilité sexospécifique au Népal de l'Ouest.
- ▶ Participé aux travaux du Comité directeur interorganisations de l'Initiative mondiale des Nations Unies contre la traite des êtres humains et veillé à ce que la dimension droits de l'homme de la lutte contre la traite des êtres humains soit adéquatement prise en compte lors du Forum contre la traite des êtres humains qui doit se tenir à Vienne en 2008.
- ▶ Coordonné les activités du Groupe interorganisations sur la traite et le trafic de migrants et oeuvré, avec l'Équipe d'experts chargée de la coordination de l'Alliance de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, à l'établissement d'un programme commun de coopération régionale pour lutter contre la traite dans les pays d'Asie centrale, ainsi qu'à la préparation du Forum de Vienne contre la traite des êtres humains.

Initiatives de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption

- ▶ Publié un manuel sur les pratiques nationales de bonne gouvernance qui favorisent la promotion des droits de l'homme, analysant les relations entre ces domaines et illustrant des initiatives de réforme positives au travers de 21 études de cas.

Résultats

- ▶ Une nouvelle norme internationale, relative à l'application d'une approche fondée sur les droits de l'homme, a été établie grâce à la finalisation du module de formation interorganisations.
- ▶ Les organes de suivi des traités et les procédures spéciales ont constaté de manière croissante l'interdépendance entre la pauvreté et les droits de l'homme, comme en témoigne l'augmentation du nombre de références à ce sujet dans les commentaires généraux et les observations finales des organes de suivi, ainsi que dans les rapports des détenteurs de mandats.
- ▶ Les conclusions et les recommandations du Groupe de travail sur le droit au développement et de son Équipe de haut niveau, concernant les critères d'évaluation périodique des partenariats mondiaux de développement, ont été adoptées par le Conseil des droits de l'homme et ont servi de point de départ à l'élaboration d'un plan de travail sur trois ans.
- ▶ La capacité à appliquer une méthodologie axée sur les droits de l'homme dans les programmes de développement a été renforcée dans l'ensemble du système des Nations Unies grâce au module de formation commun.



Un garde-côtes intercepte un bateau de pêche traditionnel chargé de migrants, au large des îles Canaries

Défis et enseignements

- ▶ Depuis 2003, une attention accrue est accordée à l'intégration des droits de l'homme dans les cadres de programmation communs des Nations Unies ; de ce fait, la demande de formations ou de conseils sur l'approche axée sur les droits de l'homme au niveau national et en rapport avec des thèmes spécifiques, comme le VIH, a considérablement augmenté. Il est donc nécessaire de renforcer les compétences du personnel du HCDH dans ce domaine et en particulier celles des collaborateurs qui s'engagent directement auprès des pays.
- ▶ La protection des droits fondamentaux des victimes de la traite demeure un problème clé en raison de la primauté accordée à la prévention de la criminalité dans les initiatives de lutte contre la traite. Des liens structurels et organisationnels avec l'action relative aux migrations doivent également être établis à tous les niveaux des organisations travaillant sur cette question.

Questions économiques et sociales

Le Groupe des droits de l'homme et des questions économiques et sociales dispense, dans l'ensemble du Haut-Commissariat, une aide relative à trois secteurs distincts : droits économiques, sociaux et culturels, handicap et droits de l'homme, et le monde des affaires et droits de l'homme.



Réfugiés du Myanmar au nord de la Thaïlande

Activités

Droits économiques, sociaux et culturels

Le groupe a :

- ▶ Appuyé une session du Groupe de travail sur le protocole facultatif du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, ainsi que des activités connexes, facilitant notamment des consultations informelles, prêtant son concours au Président lors de la rédaction du protocole facultatif et aidant à préparer une consultation régionale qui doit se tenir en 2008.
- ▶ Soumis une étude sur les droits de l'homme et l'accès à l'eau et à l'assainissement au Conseil des droits de l'homme.



Une femme tricote devant sa maison dans l'Ituri, en République démocratique du Congo

- ▶ Aidé des collègues à intégrer les droits économiques sociaux et culturels au manuel de monitoring du HCDH et dans sa base de données sur les violations des droits, et formé le personnel de terrain à la surveillance relative aux droits de l'homme à Addis-Abeba en novembre 2007.
- ▶ Analysé les conséquences des changements climatiques sur les droits de l'homme dans un discours, prononcé par la Haut-Commissaire adjointe à la Conférence de Bali en décembre 2007.
- ▶ Aidé les services extérieurs du HCDH à intégrer les droits économiques, sociaux et culturels dans leur travail, notamment en organisant un séminaire régional sur la justifiabilité de ces droits à Santiago du Chili en décembre 2007 et en y participant.
- ▶ Publié un manuel sur la restitution des logements et des biens des réfugiés et des déplacés internes (en anglais) et achevé la Fiche d'information n° 31 sur le droit à la santé.
- ▶ Mis au point une stratégie interne pour renforcer l'action du HCDH dans le domaine des droits économiques, sociaux et culturels.

Handicap et droits de l'homme

Le groupe a :

- ▶ Formé un secrétariat interdépartemental pour la Convention relative aux droits des personnes handicapées, au sein duquel le HCDH et le Département des affaires économiques et sociales peuvent unir leurs forces.
- ▶ Coprésidé avec le Département des affaires économiques et sociales la première réunion du Groupe interorganisations d'appui à la Convention, qui réunit des départements, des fonds, des programmes, des organismes spécialisés des Nations Unies et la Banque mondiale.
- ▶ Publié, en collaboration avec l'Union interparlementaire et le Département des affaires économiques et sociales, un « Guide à l'usage des parlementaires sur les droits des personnes handicapées » qui servira de point de départ à des activités régionales de formation des parlementaires organisées en 2008 pour promouvoir la ratification du traité.
- ▶ Assisté à d'importantes conférences mondiales sur l'invalidité, qui ont renforcé ses partenariats avec les organisations s'occupant des personnes handicapées.
- ▶ Soutenu l'intégration des droits des personnes handicapées dans les travaux des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme, en organisant un séminaire d'experts pour le Rapporteur spécial sur la torture.
- ▶ Fait approuver par la Haut-Commissaire six engagements destinés à promouvoir le droit des collaborateurs actuels ou futurs du HCDH souffrant de handicaps à des conditions de travail décentes,

présentant ainsi aux autres entités des Nations Unies une norme à suivre.

Le monde des affaires et droits de l'homme

Le groupe a :

- ▶ Animé, à l'intention du Représentant spécial du Secrétaire général, une consultation en Colombie sur les obligations sociales que les entreprises doivent assumer dans le cadre de leurs activités ; un grand nombre de parties prenantes, notamment des peuples indigènes, ont eu la possibilité d'y faire entendre leur voix.
- ▶ Organisé une consultation multipartite à Genève, pour traiter des devoirs des entreprises en matière de respect des droits de l'homme ; il est apparu à cette occasion que les groupes d'entreprises et les ONG avaient davantage conscience de leurs devoirs en matière de respect des droits de l'homme, et que ce respect est une norme fondamentale.
- ▶ Lancé un outil de formation en ligne, destiné à élargir les connaissances des entreprises dans le domaine des droits de l'homme.
- ▶ Commencé à faire le point sur le contenu et l'envergure des obligations des États quant à la protection des droits de l'homme dans le cadre des activités des entreprises ; cette étude a contribué au renforcement des travaux du Représentant spécial et du Conseil des droits de l'homme dans ce domaine.
- ▶ Diffusé une publication sur les droits de l'homme et l'entreprise, intitulée « *Embedding Human Rights in Business Practices (Volume II)* ».

Résultats

- ▶ Les droits économiques, sociaux et culturels sont de mieux en mieux intégrés aux activités planifiées et exécutées par d'autres entités des Nations Unies, dont l'Organisation mondiale pour la santé, l'ONU-Habitat, le Département des affaires économiques et sociales, le Bureau du Pacte mondial et l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture.
- ▶ Après qu'un appui considérable ait été apporté à l'élaboration des deux textes, la Convention relative aux droits des personnes handicapées et son Protocole facultatif ont été ouverts à la ratification le 30 mars 2007.
- ▶ Suite aux travaux du Haut-Commissariat sur la protection des droits des personnes handicapées, le Rapporteur spécial sur le droit à l'éducation et le Rapporteur spécial sur la torture ont intégré ces droits à leur travail thématique et à leurs activités de suivi des pays. Le rapport du Rapporteur sur le droit à l'éducation, consacré à la question du droit à l'éducation des personnes handicapées, a suscité des commentaires très élogieux de la part des membres du Conseil.

- Les entreprises, les institutions des Nations Unies et les organisations de la société civile œuvrant à la promotion des principes du Pacte mondial ont fait preuve d'un intérêt croissant pour les principes des droits de l'homme, comme le montrent les déclarations faites à leurs réunions annuelles et les requêtes en augmentation pour des conseils, de l'aide d'où des informations.
- Les groupes d'entreprises et les ONG reconnaissent davantage que l'entreprise est tenue de respecter les droits de l'homme et considèrent cette obligation comme une norme de base.

Défis et enseignements

- Si l'appui à la mise en œuvre des droits économiques, sociaux et culturels, a progressé, le Haut-Commissariat doit poursuivre son travail de recensement des bonnes pratiques, en répertoriant les mesures législatives, politiques et budgétaires prises au niveau national qui pourraient servir d'exemples à d'autres États.

Méthodologies, éducation et formation

Il est indispensable de disposer d'outils de qualité, aptes à soutenir l'élaboration de programmes, l'éducation et la formation dans le domaine des droits de l'homme si l'on veut faire progresser la protection et la promotion des droits de l'homme. Au sein du HCDH, le Groupe des méthodologies, de l'éducation et de la formation met au point des outils de ce type pour faciliter l'évaluation et la planification, la surveillance et l'investigation, l'éducation et la formation dans le domaine des droits de l'homme, ainsi que la protection des droits de l'homme dans les opérations de paix. Il offre également un appui méthodologique général adapté à l'évolution des besoins et améliore la connaissance des droits grâce à son programme de publications et à une bibliothèque proposant des services d'information et de documentation.

Activités

Évaluation et planification relatives aux droits de l'homme

Le groupe a :

- Mis au point une méthodologie, utilisable dans l'ensemble du HCDH, pour élaborer des stratégies d'engagement auprès des pays.
- Dirigé le travail d'élaboration de directives destinées à guider la préparation des rapports du HCDH dans le cadre de l'examen périodique universel.



- Fait le point sur l'expérience du HCDH, concernant l'aide à la conception et à la mise en œuvre de plans d'action nationaux de défense des droits de l'homme, afin de cerner les problèmes et les facteurs de réussite. Les résultats ont été documentés et diffusés auprès du personnel du Haut-Commissariat et de ses partenaires extérieurs.
- Examiné le Cadre d'évaluation des besoins de protection des déplacés internes, élaboré par l'équipe spéciale du Comité permanent interorganisations, qui guidera l'analyse des déficits de protection et la recherche de solutions dans les situations de déplacement interne.

Surveillance et enquêtes relatives aux droits de l'homme

Le groupe a :

- Mis au point, actualisé et testé différents outils d'orientation destinés aux bureaux extérieurs du HCDH et aux composantes droits de l'homme des missions de paix et traitant de : l'analyse des informations relatives aux droits de l'homme et des acteurs intervenant dans ce domaine ; l'élaboration de stratégies de protection des droits de l'homme ; la collaboration avec les autorités nationales, les institutions de défense des droits de l'homme et la société civile.
- Élaboré et validé les « Orientations du HCDH sur les missions d'établissement des faits et les commissions



Session de formation animée par le personnel du HCDH en Ouganda

d'enquête internationales », un document fondé sur les dix années d'expérience acquises par le Haut-Commissariat dans ce domaine et qui s'inspire des meilleures pratiques pour fournir des directives détaillées sur la gestion et la conduite de ces missions.

- ▶ Constitué une base de données spécialisée, d'une part pour permettre aux bureaux extérieurs d'enregistrer de manière sûre, cohérente et systématique des informations sur les atteintes aux droits de l'homme et de produire des statistiques et des rapports ; et d'autre part pour aider à professionnaliser et à harmoniser le travail du Haut-Commissariat dans ce domaine. La base de données a été mise en service à titre expérimental dans trois bureaux extérieurs et composantes droits de l'homme d'opérations de maintien de la paix.
- ▶ Réalisé une évaluation post-mission de la Mission de haut niveau sur la situation des droits de l'homme au Darfour (instituée par la résolution S-4/101 du Conseil des droits de l'homme, adoptée le 13 décembre 2006), qui a dégagé d'importants enseignements et recensé des pratiques optimales pour contribuer aux futures commissions d'enquête et missions d'établissement des faits.
- ▶ Mis au point et dispensé une formation sur les stratégies et les compétences nécessaires pour surveiller et protéger les droits de l'homme à l'intention de 89 collaborateurs internationaux et nationaux du HCDH, notamment des agents des services extérieurs, des agents prêts au déploiement en cas d'urgence, et des administrateurs chargés d'assister les détenteurs de mandats au titre des procédures spéciales.

Éducation et formation aux droits de l'homme

Le groupe a :

- ▶ Entrepris des compilations des bonnes pratiques en matière d'éducation aux droits de l'homme, appliquées par des systèmes scolaires en Asie et en Europe.

- ▶ Soutenu la mise en œuvre de 161 projets d'éducation et de formation aux droits de l'homme dans 45 pays, dans le cadre de la cinquième phase du Projet « Aider les communautés tous ensemble » (ACT) ; cette initiative, conjointement menée avec le Programme des Nations Unies pour le développement, fournit de petites subventions aux ONG nationales et locales pour les aider à mener des projets communautaires d'éducation et de formation aux droits de l'homme.
- ▶ Prodigué des conseils d'expert pour faciliter la planification, l'organisation et l'exécution de plus de 30 initiatives nationales d'éducation et de formation aux droits de l'homme, destinées notamment à des écoles, à des fonctionnaires de police, à des agents des administrations pénitentiaires et à des militaires.
- ▶ Continué d'assurer la coordination, à l'échelle mondiale, des activités menées au titre de la première phase du Programme mondial pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme pendant la période 2005-2009 (A/HRC/RES/6/24), qui vise à intégrer l'éducation aux droits de l'homme dans les systèmes d'enseignement primaire et secondaire ; le groupe a notamment réuni le Comité interorganisations pour l'éducation aux droits de l'homme dans le système scolaire, composé de 12 entités des Nations Unies, et participé à ses activités.
- ▶ Continué à enrichir le fonds de ressources documentaires sur l'éducation et la formation aux droits de l'homme, un fonds spécialisé de la bibliothèque du Haut-Commissariat.

Les droits de l'homme dans les opérations de maintien de la paix

Le groupe a :

- ▶ Élaboré ou contribué à des orientations politiques et méthodologiques sur les droits de l'homme dans les opérations de paix pour veiller à ce que les questions de droits de l'homme soient

adéquatement prises en compte dans les politiques formulées par le Département des opérations de maintien de la paix des Nations Unies.

- ▶ Achievé de configurer la section consacrée aux droits de l'homme sur l'intranet du Département des opérations de maintien de la paix ; cette section présente aujourd'hui une centaine de documents ou autres supports d'orientation et de référence sur les droits de l'homme.
- ▶ Offert des conseils et une aide pédagogique à 18 programmes de formation aux droits de l'homme organisés par des États membres et des opérations de paix des Nations Unies pour perfectionner les connaissances du personnel chargé du maintien de la paix, et en particulier celles des agents assurant des fonctions militaires ou de police.
- ▶ Dispensé un appui fondamental au Projet interorganisations de renforcement des capacités de la Mission de l'Union africaine au Soudan, qui a organisé quatre stages de formation des instructeurs d'une durée de huit jours à l'intention de 42 agents de la police civile et de 72 militaires, ainsi que des sessions de sensibilisation et de formation auprès de 98 militaires et de 1 096 agents de la police civile.

Appui méthodologique général

Le groupe a :

- ▶ Mis la dernière main à un document décrivant les enseignements tirés de l'expérience et les bonnes pratiques du HCDH concernant certaines questions, comme l'assainissement des services de police et les politiques de lutte contre la discrimination.
- ▶ Contribué, en partenariat avec trois instituts de recherche, à un projet visant à documenter l'expérience acquise par les spécialistes des droits de l'homme déployés sur le terrain dans des situations de conflit et à rassembler les normes et les pratiques pertinentes, notamment en participant à trois consultations d'experts.
- ▶ Actualisé un CD-ROM contenant des matériels d'orientation et de référence, destinés au personnel déployé dans des missions récemment mises en place ou dans de nouveaux bureaux.

Références et publications

Le groupe a :

- ▶ Distribué plus de 120 000 exemplaires des publications du HCDH dans 115 pays.
- ▶ Continué à proposer des informations bibliographiques et en ligne provenant de la bibliothèque du HCDH ; diffusé neuf nouvelles publications et 31 traductions de documents de référence sur les droits de l'homme.

Résultats

Le groupe a :

- ▶ Aidé à déceler des insuffisances courantes dans la mise en œuvre des plans d'action nationaux de défense des droits de l'homme ; ces travaux ont contribué à l'élaboration des politiques du Conseil de l'Europe et du Commonwealth, notamment d'un plan d'action type dans le domaine des droits de l'homme, applicable dans les pays du Commonwealth.
- ▶ Renforcé l'expérience institutionnelle au sein du HCDH, moyennant le regroupement des directives sur les missions d'établissement des faits et les commissions d'enquête internationales, l'analyse des informations relatives aux droits de l'homme, la coopération avec des partenaires clés à des fins de protection des droits de l'homme et l'élaboration de stratégies de protection.
- ▶ Renforcé l'approche du HCDH visant à documenter les atteintes aux droits de l'homme, à en rendre compte et à mener une action de mobilisation de manière systématique et professionnelle, moyennant la création d'une base de données sur les violations des droits de l'homme.
- ▶ Élaboré et piloté avec succès une approche plus systématique pour répertorier les enseignements et les pratiques optimales concernant les activités de surveillance, d'établissement des faits et d'investigation relatives aux droits de l'homme à la suite de la Mission d'enquête de haut niveau sur la situation des droits de l'homme au Darfour.
- ▶ Contribué à l'harmonisation des méthodologies, à la mise en commun des expériences et au renforcement des capacités en matière de surveillance et de protection des droits de l'homme, moyennant la formation d'agents de terrain et d'autres catégories de personnel.
- ▶ Renforcé l'appui coordonné de l'ONU aux intervenants nationaux et l'action commune des Nations Unies pour promouvoir l'éducation aux droits de l'homme dans le système scolaire.
- ▶ Mis des matériels d'orientation et de référence sur les droits de l'homme à la disposition de toutes les composantes des opérations de paix sur l'intranet du Département des opérations de maintien de la paix. À présent, la problématique des droits de l'homme est régulièrement abordée dans les formations dispensées à la direction des opérations de paix.
- ▶ Les supports pédagogiques mis au point par le HCDH à l'intention du personnel militaire et du personnel des services de police ont été intégrés aux formations assurées par des partenaires des Nations Unies et des États membres.

Défis et enseignements

- ▶ Lors de l'élaboration d'une méthodologie pour l'examen périodique universel, l'une des difficultés, et non des moindres, a consisté à trouver comment impliquer un grand nombre de collaborateurs du HCDH et de tirer le meilleur de toute l'expérience et de toutes les compétences à disposition. Le processus sera évalué après la première série d'examens d'avril 2008, afin de perfectionner la méthodologie.
- ▶ La formation dispensée au personnel du Haut-Commissariat a illustré la nécessité d'harmoniser davantage les approches méthodologiques. Dans le même temps, la somme d'expériences acquises par le personnel du HCDH, d'une grande diversité, doit être mise en commun et documentée de manière plus efficace et plus systématique, afin d'accroître au maximum les possibilités d'apprentissage institutionnel.
- ▶ Les demandes de formation ou de conseil sur des questions essentielles, comme la surveillance ou l'éducation relatives aux droits de l'homme, dépassent les capacités du Groupe des méthodologies, de l'éducation et de la formation, tel qu'il se présente actuellement. Des efforts plus systématiques seront déployés pour étoffer l'équipe d'experts et de formateurs susceptibles d'être mobilisés pour répondre à ces demandes, tant internes qu'externes.
- ▶ Certaines différences dans la dynamique et dans la perception des organisations sur les besoins de formation dans le domaine des droits de l'homme ont compliqué l'exécution du projet entrepris avec la mission de l'Union africaine au Soudan et empêché l'application pleine et entière des concepts définis par le HCDH.

Indicateurs relatifs aux droits de l'homme

En 2007, le HCDH a continué à travailler à la mise au point d'indicateurs, essentiellement pour répondre à des requêtes formulées lors de la réunion intercomités des organes de suivi des traités ; à cette occasion, les organes de suivi avaient prié le Haut-Commissariat de les aider à analyser les données statistiques figurant dans les rapports des États parties pour évaluer l'application des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme.

Les travaux menés en 2007 se sont appuyés sur le cadre conceptuel et méthodologique de définition des indicateurs, élaboré en 2006 en consultation avec un panel d'experts, réunissant notamment des membres des organes de suivi des traités, des détenteurs de mandats au titre des procédures spéciales, des représentants d'institutions et des membres d'organisations de la société civile. Une esquisse de ce cadre a été présentée dans le rapport soumis à la réunion intercomités des organes de suivi des traités en juin 2006 (HRI/MC/2006/7). En 2007, des listes d'exemples d'indicateurs pour plusieurs droits ont été établies, puis perfectionnées et validées au cours d'une série d'ateliers régionaux organisés en Asie et en Afrique de l'Est, puis lors d'un atelier national qui s'est tenu au Brésil et, enfin, à l'occasion d'une consultation spécialisée qui a réuni d'importants intervenants internationaux à Genève.

À l'issue de ces activités, le HCDH a dressé des listes d'exemples d'indicateurs pour certains droits de l'homme, couvrant aussi bien les droits civils et politiques que les droits économiques, sociaux et culturels. En 2008, le Haut-Commissariat continuera à améliorer et à valider le cadre conceptuel et méthodologique, ainsi que les listes d'indicateurs, au travers d'autres consultations et ateliers. Un rapport sur ces travaux sera présenté lors de la réunion intercomités des organes de suivi des traités en juin 2008. Un manuel de l'utilisateur sera élaboré sur la base de ces travaux.

Défis thématiques : performance en 2007

Indicateurs clefs (PGS 2006-2007)	Progrès en 2007
Nombre de références aux positions et aux observations du HCDH par les organes et les organismes des Nations Unies concernés, ainsi que dans les documents d'orientation et de planification, les campagnes de la société civile et les principaux rapports consacrés aux droits de l'homme.	▶ Deux directives générales sur les droits de l'homme ont été rédigées par le HCDH et adoptées par des partenaires des Nations Unies, ce qui porte à 11 le nombre total de directives adoptées pendant l'exercice biennal (contre trois pendant la période 2004-2005).
Nombre de programmes communs de pays (PNUAD) et de documents de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP) intégrant une approche du développement fondée sur les droits de l'homme.	▶ 11 PNUAD et DSRP élaborés en 2007 intégraient une approche du développement fondée sur les droits de l'homme, ce qui porte à 29 le nombre de documents de ce type préparés en 2006-2007 (contre 30 pendant l'exercice 2004-2005).

Indicateurs clefs (PGS 2006-2007)	Progrès en 2007
<p>Meilleure connaissance de la problématique des droits de l'homme chez les coordonnateurs résidents et coordonnateurs de l'action humanitaire, chez les Représentants spéciaux du Secrétaire général et au sein des équipes de pays des Nations Unies.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▶ 24 coordonnateurs résidents et 17 équipes de pays ont été formés en 2007. Le nombre de coordonnateurs résidents bénéficiant des formations du HCDH est passé de dix pendant l'exercice 2004-2005 à 40 pendant la période 2006-2007. ▶ Le HCDH a participé à quatre stages de formation destinés à des Représentants spéciaux et à de hauts responsables des opérations de paix, contre deux en 2006. ▶ Les travaux d'élaboration d'un système d'initiation et de formation destiné aux coordonnateurs résidents ont débuté sous la houlette du Bureau pour la coordination des affaires humanitaires (BCAH). ▶ Le Comité interorganisations de coordination pour l'éducation aux droits de l'homme, auprès duquel le HCDH assure des services de secrétariat, a mené des activités conjointes pour sensibiliser les équipes de pays des Nations Unies au Plan d'action du Programme mondial pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme. ▶ Les supports de formation élaborés par le HCDH à l'intention du personnel militaire et de police des opérations de maintien de la paix ont été intégrés à un certain nombre de stages de formation organisés par les Nations Unies, des États membres et des instituts de formation.
<p>Attention accrue aux droits de l'homme lors des débats des comités exécutifs et autres organes des Nations Unies (tels que la Commission de consolidation de la paix) et renforcement des liens avec d'autres institutions des Nations Unies.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Le HCDH a participé aux travaux et aux réunions périodiques du Comité des politiques, du Comité permanent interorganisations, des quatre Comités exécutifs (paix et la sécurité, affaires humanitaires, développement, affaires économiques et sociales) et de leurs dix sous-groupes ; ainsi qu'aux travaux et réunions de 31 groupes interinstitutions traitant de questions en rapport avec des thèmes ou des pays particuliers. ▶ Le Haut-Commissariat a contribué aux travaux des quatre organes intergouvernementaux siégeant à New York (Assemblée générale, Conseil économique et social, Conseil de sécurité et Commission de consolidation de la paix).
<p>Plus grande cohérence méthodologique dans l'exécution des activités du HCDH.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Le HCDH a produit ou actualisé 13 manuels, modules de formation et autres outils en 2007, ce qui porte à 25 le nombre total de supports pédagogiques revus ou élaborés en 2006-2007 (contre 16 pendant l'exercice 2004-2005). ▶ Des directives méthodologiques, portant à la fois sur les procédures et sur le contenu, destinées à guider la préparation des rapports du HCDH dans le cadre de l'examen périodique universel (EPU) ont été élaborées et utilisées pendant le premier cycle d'analyses au titre de l'EPU. ▶ Des directives sur la surveillance et les enquêtes relatives aux droits de l'homme ont été mises au point et rassemblées. ▶ Une base de données sur les atteintes aux droits de l'homme a été constituée et testée dans deux pays pilotes. La base de données est destinée à harmoniser la collecte des données et à faciliter le stockage et le transfert sécurisés des données. Un manuel de l'utilisateur a été rédigé et une formation dispensée au personnel dans les pays pilotes.
<p>Importance de l'appui fourni à des mécanismes en rapport avec le droit au développement.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▶ À la fin de l'année 2007, le HCDH avait satisfait ou aidé à satisfaire la totalité des requêtes relatives au droit au développement formulées par le Conseil des droits de l'homme et le Groupe de travail sur le droit au développement. ▶ Le HCDH a soutenu le Groupe de travail sur le droit au développement et son Équipe spéciale de haut niveau, notamment en aidant à appliquer, perfectionner et développer les critères adoptés pour évaluer les partenariats mondiaux de développement, tels que définis dans le huitième objectif du Millénaire pour le développement.

Communication et mobilisation

La capacité de la Haut-Commissaire à contribuer au débat international sur les questions de droits de l'homme et à l'orienter exige un engagement incessant auprès des États membres, des médias, de la société civile et des partenaires du HCDH au sein du système des Nations Unies. Si toutes les composantes du Haut-Commissariat participent peu ou prou à cet effort, cinq groupes organisationnels, dépendant tous du Service de la Direction exécutive et de la gestion, jouent un rôle particulièrement important : il s'agit du Bureau exécutif de la Haut-Commissaire et de la Haut-Commissaire adjointe, de la Section des relations extérieures et de la liaison avec les donateurs, de la Section des communications, du Groupe de la société civile et du bureau de New York.

Rôle d'impulsion de la Haut-Commissaire

En sa qualité de représentante officielle des Nations Unies pour les droits de l'homme, la Haut-Commissaire a un important rôle d'impulsion à jouer, en contribuant à sensibiliser l'opinion aux problèmes de droits de l'homme et à stimuler la discussion sur les meilleurs moyens d'y remédier. La Haut-Commissaire et son Adjointe sont secondées dans leurs tâches par un petit bureau exécutif composé de six administrateurs et de six collaborateurs des services généraux, qui prodiguent des conseils sur les orientations fondamentales et un appui administratif, et coordonnent les suggestions et les communications provenant d'autres entités du Haut-Commissariat.



La Haut-Commissaire à Goma (République démocratique du Congo)

Activités

En 2007, la Haut-Commissaire a :

- ▶ Entrepris 17 missions officielles dans différents pays – à savoir l'Afghanistan, la Bolivie, le Brésil, le Burundi, la Colombie, l'Indonésie, l'Irlande, le Japon, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Népal, la République démocratique du Congo, le Panama, le Rwanda, Sri Lanka, le Tadjikistan et le Turkménistan – et s'est également rendue au Canada, aux États-Unis d'Amérique, en France, en Italie, en Norvège, aux Pays-Bas et en République islamique d'Iran pour y participer à des réunions.
- ▶ Pris la parole devant le Conseil des droits de l'homme à chacune de ses sessions, y compris lors d'un débat interactif de neuf heures organisé les 14 et 15 mars 2007, et prononcé 31 autres discours à l'occasion de diverses réunions, en s'exprimant notamment sur la pauvreté à l'Université fédérale de Rio de Janeiro, sur la responsabilité de protéger au Trinity College de Dublin, sur la diversité culturelle lors de la Conférence du Mouvement des pays non alignés à Téhéran et sur l'état des droits de l'homme et de la démocratie en Europe devant l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe à Strasbourg. La Haut-Commissaire adjointe a fait un discours sur les droits de l'homme et le dérèglement climatique lors de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et au Protocole de Kyoto, qui a eu lieu à Bali.
- ▶ Rédigé neuf articles destinés à paraître dans les rubriques « Débats » de la presse et des médias électroniques afin d'exprimer son point de vue sur la pauvreté, l'impunité en cas de crimes de guerre, la responsabilité de protéger, l'apatridie, la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Convention relative aux droits de l'enfant, la Convention relative aux droits des personnes handicapées et la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées.
- ▶ Déposé un mémoire auprès de la Haute Cour iraquienne le 8 février, en faisant valoir qu'une condamnation à mort prononcée contre l'ancien vice-président iraquien, Taha Yassine Ramadan, serait en infraction avec le droit international ; et présenté le 24 août des conclusions en tant que consultant extraordinaire (*amicus curiae*) à la Cour suprême des États-Unis d'Amérique, exposant les droits des personnes détenues dans la base militaire américaine de Guantanamo Bay (Cuba) au regard du droit international des droits de l'homme.

- ▶ Continué à communiquer de manière régulière et confidentielle avec des États membres, afin de débattre de problèmes particuliers en matière de droits de l'homme, concernant des questions générales ou des affaires individuelles.

Résultats

- ▶ L'augmentation du nombre de missions officielles entreprises par la Haut-Commissaire dans des pays (17 en 2007 contre 11 en 2006) a contribué à attirer l'attention sur l'action des Nations Unies en faveur des droits de l'homme et sur des problèmes spécifiques se posant dans ce domaine dans un plus grand nombre de pays.
- ▶ Les interventions de la Haut-Commissaire auprès des autorités nationales compétentes ont facilité le règlement d'un certain nombre d'affaires individuelles et favorisé des modifications politiques et législatives visant à renforcer les systèmes nationaux de protection des droits de l'homme.
- ▶ Les discours, les articles parus dans les pages « Débats » des journaux et les communiqués de presse ont contribué à attirer l'attention des gouvernements, des institutions nationales, de la société civile et de la population en général sur un certain nombre de questions prioritaires, comme l'impunité, la pauvreté et l'importance de la Déclaration universelle des droits de l'homme.
- ▶ La visibilité globale de la Haut-Commissaire et du HCDH a continué à augmenter dans les médias, un nombre croissant d'organes de la presse audiovisuelle ou écrite citant le HCDH et sollicitant des interviews avec la Haut-Commissaire et d'autres hauts fonctionnaires.

Défis et enseignements

- ▶ Les médias ont inégalement relayé les missions de la Haut-Commissaire. À l'avenir, il importera de mieux les préparer, en mettant au point un plan de communication pour chaque grande mission afin de diffuser des messages clefs.
- ▶ Il convient d'améliorer la coordination entre le siège et le terrain, si l'on veut que les efforts de mobilisation et de sensibilisation de la Haut-Commissaire soient renforcés par des initiatives sur le terrain.
- ▶ Il importe de prendre des mesures supplémentaires pour renforcer le bureau de New York, qui est toujours débordé en dépit de l'augmentation récente de ses effectifs. La Haut-Commissaire continuera de plaider en faveur d'une revalorisation du poste de directeur et le transfert de hauts fonctionnaires actuellement en poste à Genève sera envisagé.



La Haut-Commissaire adjointe au Népal

Relations extérieures et liaison avec les donateurs

La Section des relations extérieures et de la liaison avec les donateurs s'emploie, en étroite coopération avec la Haut-Commissaire et son Adjointe, à diffuser des informations sur l'action du HCDH en faveur des droits de l'homme auprès de tous les États membres et de la communauté des donateurs dans son ensemble, et à rallier un ample appui en faveur de cette action. L'un des aspects essentiels du travail de la section a trait à la mobilisation de fonds, principalement mais non exclusivement auprès d'États membres. Comme le budget ordinaire de l'ONU procure un peu plus d'un tiers du montant total requis pour exécuter le programme d'action du HCDH, le Haut-Commissariat compte sur ses donateurs pour fournir de manière volontaire les fonds supplémentaires qui lui sont nécessaires. Le montant des contributions volontaires a rapidement augmenté ces dernières années, puisqu'il a plus que doublé depuis 2003 ; il faut néanmoins que cette hausse se poursuive au cours du prochain exercice biennal si l'on veut réaliser les objectifs fixés par la Haut-Commissaire dans son Plan de gestion stratégique pour la période 2008-2009.

En 2007, la section s'est attachée à établir des relations et à consolider ses liens avec les missions diplomatiques d'un plus grand nombre d'États membres, maintenant à la hausse le montant global des contributions volontaires et augmentant la proportion des contributions non liées.

Activités

La section a :

- ▶ Mis sur pied un programme de séances d'information à Genève, afin d'instruire plus systématiquement l'ensemble des États membres de l'exécution des programmes du HCDH.

- ▶ Entretenu des relations régulières avec les représentants des donateurs à Genève, entrepris des missions dans certaines capitales et organisé des réunions plus officielles de consultations annuelles avec les délégations des grands pays donateurs.
- ▶ Appelé de nombreux donateurs à accroître leurs contributions, ainsi que la part de leurs financements non liée à un usage précis.
- ▶ Sollicité des contributions auprès de certains donateurs potentiels.
- ▶ Produit divers documents pour appuyer ses demandes de financement, et publié l'édition 2006 du Rapport annuel du HCDH.
- ▶ Lancé, en décembre 2007, une campagne universelle d'une durée de 12 mois, visant à convaincre le plus grand nombre possible d'États membres de commémorer le 60^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme en 2008 en rejoignant les rangs des donateurs du HCDH.
- ▶ Amorcé, quoique de manière toujours limitée, un dialogue et une coopération avec des donateurs privés, notamment des fondations, en vue d'élargir l'éventail des donateurs non gouvernementaux.

Results

- ▶ Le montant total des contributions est passé de 85,3 millions de dollars E.-U. en 2006 à 95,7 millions en 2007, ce qui représente une augmentation de 10,4 millions de dollars, ou de 12,1 pour cent.
- ▶ Le montant des fonds non liés est passé de 31,8 millions de dollars E.-U. (37 pour cent des contributions totales) en 2006 à 40,9 millions (ou 43 pour cent) en 2007, soit une hausse de plus de 9 millions de dollars.
- ▶ Le nombre des bailleurs de fonds institutionnels est passé de 65 à 72 et un nombre record d'États membres, d'organisations internationales et de donateurs privés ont contribué au financement du HCDH en 2007. Des mesures ont été prises pour élargir encore la base de financement en 2008 : des contacts ont été noués avec des gouvernements ne

figurant pas parmi les donateurs et la campagne universelle de mobilisation de fonds de la Haut-Commissaire a été lancée.

- ▶ Les États membres et en particulier les représentants diplomatiques en poste à Genève ont obtenu une idée plus précise de l'action, des plans et des priorités du HCDH, grâce à une série de séances d'information organisées au dernier trimestre 2007 (et qui se poursuivront jusqu'à la fin de l'année 2008).

Défis et enseignements

- ▶ L'absence de délégation de pouvoir pour les affaires financières, en particulier la nécessité de solliciter l'approbation du Secrétariat avant de conclure des accords avec des donateurs et d'autres entités des Nations Unies, ou avant d'accepter et d'allouer des contributions, a continué à engendrer des retards dans le cycle de collecte de fonds en 2007. La décision du Contrôleur de l'ONU d'accorder une délégation limitée de pouvoir à compter du 1^{er} janvier 2008 devrait aider à résoudre une partie de ces problèmes à l'avenir.
- ▶ Les tentatives pour obtenir davantage de financements auprès des fondations n'ont été que partiellement couronnées de succès en 2007, d'une part en raison de l'insuffisance des effectifs disponibles en interne pour rechercher des sources potentielles de financement, et d'autre part à cause du peu d'enthousiasme manifesté par certaines fondations à l'idée de financer des organisations intergouvernementales. Le montant relativement élevé des coûts d'appui aux programmes, fixé globalement pour l'ensemble du Secrétariat de l'ONU, s'est également avéré dissuasif pour certains donateurs privés.
- ▶ Si la collecte de fonds sur le terrain peut appuyer et compléter les efforts dirigés au niveau central, elle demande à être coordonnée avec soin, afin d'éviter que les financements obtenus localement ne privent le HCDH de fonds qui lui auraient autrement été accordés dans les capitales.



Une voix pour les droits de l'homme au Siège de l'ONU à New York

Les 16 membres du personnel en poste au bureau du Haut-Commissariat à New York sont chargés de veiller à ce que les droits de l'homme soient systématiquement pris en compte dans les débats de haut niveau qui ont lieu au Siège de l'ONU à New York et, de manière plus générale, transcrits dans l'action de tous les partenaires du HCDH au sein du système des Nations Unies. Si le bureau de New York assure une fonction de liaison importante, il accomplit également un travail de fond dans le domaine des droits de l'homme, avec le concours d'administrateurs spécialistes de la paix et de la sécurité, du développement, des affaires humanitaires, des affaires économiques et sociales, de l'État de droit, ainsi que de l'égalité des sexes et des droits des femmes, entre autres sujets. Au cours de l'exercice 2006-2007, les effectifs du bureau ont doublé : le nombre d'administrateurs est passé de huit à 16, dont cinq nommés en 2007.

Activités

Le bureau de New York a :

- Offert un appui et des conseils à la Troisième Commission de la 62^e Assemblée générale, qui a tenu 54 réunions et adopté 60 résolutions en 2007, ainsi qu'à la Cinquième Commission et au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB).
- Suivi les travaux de l'Assemblée générale et des organes chargés des affaires économiques et sociales, dont le Conseil économique et social et ses commissions fonctionnelles ; ainsi que les travaux de divers mécanismes interorganisations, notamment le groupe d'appui interorganisations à la Convention relative aux droits des personnes handicapées, qui a adopté une Déclaration commune d'engagement visant à soutenir l'application des clauses de la Convention.
- Suivi les travaux du Conseil de sécurité et participé à la planification de nouvelles missions

intégrées au Tchad et en République centrafricaine et au Darfour-Soudan, ainsi qu'à la préparation d'une mission en République démocratique du Congo pour évaluer l'ampleur des violences sexuelles.

- Apporté ses compétences en matière d'égalité des sexes, notamment en participant au 51^e Comité de la condition de la femme, à la Campagne des Nations Unies contre la violence sexuelle en temps de conflit, au Groupe de travail interorganisations sur la violence à l'égard des femmes et au Fonds d'affectation spéciale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, ainsi qu'aux travaux des Équipes spéciales formées par le Comité exécutif pour la paix et la sécurité et par le Comité exécutif pour les affaires humanitaires afin de lutter contre l'exploitation et les abus sexuels.
- Mis à disposition son expertise pour les questions ayant trait à l'État de droit et à la justice transitionnelle, contribuant aux travaux du Groupe de coordination et de conseil sur l'État de droit et collaborant avec d'autres départements des Nations Unies, notamment en ce qui concerne le projet « indicateur État de droit », conjointement mené par le HCDH et le Département des opérations de maintien de la paix.
- Présidé le Groupe consultatif pour les programmes du Fonds des Nations Unies pour la démocratie et participé au Conseil consultatif du Fonds.
- Accueilli dans ses locaux le secrétariat du programme Action 2 et présidé les réunions de l'équipe spéciale interorganisations constituée pour en superviser la mise en œuvre.

Résultats

- La Cinquième Commission a fini par approuver le budget-programme de l'organisation pour l'exercice 2008-2009, destiné à financer l'augmentation des postes et d'autres dépenses. Elle a également approuvé le budget sollicité par le

Conseil des droits de l'homme pour soutenir la mise en œuvre de son processus d'édification institutionnelle. La dimension des droits de l'homme a été intégrée à des directives, des politiques et des outils clefs, élaborés par le Groupe des Nations Unies pour le développement à l'intention des équipes de pays.

- Les efforts déployés par le HCDH dans le domaine de l'égalité des sexes et des droits des femmes ont trouvé une illustration concrète dans les directives adressées aux missions de paix pour améliorer les rapports sur les violences sexuelles et dans des dispositions spécifiques incluses dans les mandats à l'occasion de leur reconduction. L'Assemblée générale a adopté une stratégie d'assistance aux victimes, élaborée en consultation avec le Haut-Commissariat et sous les auspices du Comité exécutif pour la paix et la sécurité et du Comité exécutif pour les affaires humanitaires.
- Les instruments d'orientation du HCDH sur la justice transitionnelle et l'État de droit ont été de plus en plus utilisés par ses partenaires onusiens à New York et pris en compte dans les stratégies relatives à l'État de droit adoptées par l'ensemble du système des Nations Unies.
- Avec la participation du bureau, quelque 200 projets en rapport avec la démocratie ont été sélectionnés pour bénéficier des premières subventions dispensées par le Fonds pour la démocratie en 2006.
- Le programme Action 2 était pleinement opérationnel en 2007. Il a appuyé 47 équipes de pays des Nations Unies moyennant un module de formation commun, le déploiement de cinq spécialistes des droits de l'homme (le déploiement de six spécialistes supplémentaires a été approuvé pour 2008) et des mises de fonds initiales destinées à faciliter les activités communes de programmation et de renforcement des capacités.



Manifestation pour les droits de l'homme au Cambodge, en décembre 2007. Les participants ont défilé de Psar Chas à Wat Phnom, à Phnom Penh.

Communication

En 2007, le HCDH a mis en place les derniers éléments nécessaires au renforcement de sa capacité de communication, inscrit au nombre des priorités dans le Plan de gestion stratégique 2006-2007. La Section de la communication, créée en 2006 et totalement dotée en effectifs à la fin de l'année 2007, a élaboré une stratégie fondée sur une étroite coopération avec ses partenaires de communication, parmi lesquels figurent d'autres entités des Nations Unies, des institutions nationales des droits de l'homme, des organisations de la société civile et des éducateurs. Une série de supports d'information ont été produits et d'autres outils élaborés pour permettre au Haut-Commissariat de faire entendre ses messages essentiels. En 2007, la campagne visant à célébrer le 60^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme a été mise au point et lancée. À la fin de l'année, la visibilité accrue du HCDH dans les médias, l'augmentation du nombre de visites sur son site web, et un engagement accentué avec les partenaires, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du système des Nations Unies, témoignaient de l'impact de l'action de communication menée par le Haut-Commissariat.

Activités

La Section a :

- ▶ Élaboré et diffusé des supports d'information sur un éventail de sujets, notamment le 60^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme (dossier d'information, affiches, bulletins, logo, calendrier dans les six langues des Nations Unies), le premier anniversaire du Conseil des droits de l'homme (fiche d'information), les femmes, les peuples autochtones, la discrimination, les entreprises et les droits de l'homme, et la violence contre les enfants (fiches d'information, brochures, prospectus, rubriques sur le web).
- ▶ Publié 82 communiqués de presse sur une série de questions relatives aux droits de l'homme, d'événements en cours et de missions entreprises par la Haut-Commissaire dans des pays.
- ▶ Organisé, ou contribué à, de nombreuses manifestations, dont le lancement de la campagne pour le 60^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme et l'inauguration d'un monument à la mémoire des victimes de l'attentat de 2003 contre le siège des Nations Unies en Iraq.
- ▶ Supervisé la reconfiguration du site web du HCDH et préparé de nouveaux contenus.

- ▶ Produit un petit film vidéo en anglais sur l'action et la mission du HCDH (des versions dans les autres langues des Nations Unies sont en cours de réalisation).
- ▶ Animé 77 séances d'information sur le dispositif de protection des droits de l'homme des Nations Unies à l'intention de 1 900 visiteurs. Une présentation harmonisée a également été distribuée à de nombreuses entités de l'ONU pour répondre à leurs besoins en matière d'information du public.

Résultats

- ▶ Visibilité accrue dans la presse écrite et dans les médias électroniques (le service interne de suivi du Haut-Commissariat a relevé 3 800 références au HCDH en 2007, contre 3 300 en 2006).
- ▶ Augmentation de 31 pour cent du nombre de visites uniques sur le site web du HCDH – 1,9 million de visites en 2006, contre 2,5 millions en 2007.
- ▶ La campagne destinée à marquer, tout au long de l'année, le 60^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, dirigée par le Secrétaire général et impliquant l'ensemble du système des Nations Unies, a suscité l'engagement de gouvernements, de représentants de la société civile et d'autres intervenants, et bon nombre d'entre eux ont élaboré leurs propres projets pour célébrer l'anniversaire en 2008.

Défis et enseignements

- ▶ Les retours d'information indiquent que les partenaires souhaitent obtenir davantage de matériel fournissant des informations fiables et factuelles sur les droits de l'homme et définissant et décrivant le rôle du Haut-Commissariat dans le dispositif international de protection des droits de l'homme. La Section de la communication entend répondre à ce besoin, moyennant des outils d'information qui seront produits en 2008.

Liaison avec la société civile

Le renforcement des partenariats avec la société civile était l'un des objectifs prioritaires dégagés par la Haut-Commissaire dans son Plan d'action (2005) et dans son Plan de gestion stratégique pour l'exercice 2006-2007. À la fin de l'année 2006, il a été décidé de créer un groupe spécialisé, placé sous la supervision de la Haut-Commissaire adjointe, pour permettre au HCDH de coopérer de manière plus systématique avec la société civile et de faciliter l'accès des acteurs de la société civile, en particulier des ONG, au système international de défense des droits de l'homme. La mise en place du groupe a transmis un signal – fort apprécié – à la communauté non gouvernementale, indiquant que le Haut-Commissariat jugeait ce secteur d'une importance vitale ; les États membres ont également réagi positivement à la création du groupe. Il convient néanmoins de remarquer que pendant la plus grande partie de l'année 2007, le groupe a fonctionné avec un seul administrateur, en attendant l'arrivée d'un nouveau chef de groupe.

Activités

Le Groupe a :

- ▶ Constitué une base de données très complète, répertoriant à la fois les ONG internationales et les ONG locales/autochtones, qui a servi à diffuser des informations hebdomadaires sur les faits nouveaux relatifs au Conseil des droits de l'homme et aux autres mécanismes de défense des droits de l'homme.
- ▶ Prodigué des conseils logistiques et techniques aux ONG désireuses de participer à des sessions ordinaires et extraordinaires du Conseil des droits de l'homme.
- ▶ Facilité de nombreuses réunions, avant, pendant et après les sessions du Conseil, entre des groupes d'ONG et le Président et le Bureau du Conseil, ainsi qu'avec le Secrétaire du Conseil.
- ▶ Élaboré et publié, dans cinq des six langues des Nations Unies, une série préliminaire de directives pour aider les acteurs de la société civile à contribuer au nouveau processus d'examen périodique universel mis en place par le Conseil des droits de l'homme.
- ▶ Organisé la traduction de la version anglaise du manuel pour les ONG dans d'autres langues, disponibles en ligne, et réalisé une enquête auprès des utilisateurs en vue de réviser et d'actualiser le manuel en 2008.

Résultats

- ▶ L'accès de centaines d'acteurs de la société civile, notamment de défenseurs des droits de l'homme, au système des Nations Unies pour les droits de l'homme, a été facilité, comme en témoigne la participation des ONG aux sessions du Conseil des

droits de l'homme (179 ONG à la première session du Conseil, 110 à la cinquième et 151 à la sixième).

- ▶ Les informations sur le système international des droits de l'homme, en particulier sur les travaux du Conseil des droits de l'homme, ont été plus amplement mises à disposition et distribuées ; ainsi, le manuel du HCDH pour les ONG et son bulletin électronique hebdomadaire ont été amplement diffusés.
- ▶ Le point de vue et les besoins de la société civile sont pris en compte toujours plus systématiquement dans les travaux de planification et les activités du HCDH.

Défis et enseignements

- ▶ Au cours de l'année dernière, la demande d'informations concrètes sur le fonctionnement du Conseil des droits de l'homme, l'examen périodique universel et d'autres aspects du système de protection des droits de l'homme a augmenté chez les acteurs de la société civile et en particulier au sein de la communauté des ONG.
- ▶ La création du Groupe de liaison avec la société civile a suscité, chez les ONG, des attentes auxquelles il sera peut-être difficile de répondre en l'état actuel des ressources et des effectifs. En conséquence, le groupe s'attachera à apporter une plus-value, notamment en diffusant des informations sur le Conseil des droits de l'homme et l'examen périodique universel et en facilitant l'accès au Conseil ; ce faisant, il ciblera les acteurs de la société civile qui interviennent dans des régions géographiques ou des secteurs sous-représentés.

Communication et mobilisation : performance en 2007

Indicateurs clefs (PGS 2006-2007)	Progrès en 2007
L'opinion est davantage sensibilisée au programme des Nations Unies en matière de droits de l'homme et l'action du HCDH bénéficie d'un appui plus important.	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Plus de 3 800 articles mentionnant le HDCH (contre 3 300 en 2006 et 2 100 en 2005) ont été relevés en utilisant des outils de recherche sur le web. ▶ 31 discours prononcés par la Haut-Commissaire et 45 conférences de presse, séances d'information et interviews assurées par la Haut-Commissaire. ▶ Des articles d'opinion de la Haut-Commissaire ont été publiés dans 75 journaux paraissant dans plus de 60 pays (articles parus dans 84 journaux de 45 pays en 2006). ▶ Augmentation de 31 pour cent du nombre de visites uniques sur le site web du HCDH (de 1,9 million de visites en 2006 à 2,5 millions en 2007).
Davantage d'initiatives sont mises en œuvre en vue de renforcer le pouvoir d'action des acteurs de la société civile ou de les protéger.	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Mise en ligne d'un manuel destiné à faciliter la coopération et le dialogue des ONG avec les organes et les mécanismes de défense des droits de l'homme des Nations Unies, disponible en anglais, en arabe et en espagnol. ▶ Des directives et conseils sur la participation à l'examen périodique universel ont été diffusés auprès de plus d'un millier d'acteurs de la société civile à travers le monde. ▶ 10 séances d'orientation sur l'examen périodique universel ont été organisées à l'intention d'ONG.
Des ressources financières sont fournies de manière prévisible et avec souplesse, en début d'année et sur une base pluriannuelle, avec une grande proportion peu ou pas du tout liée.	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Les contributions volontaires sont passées de 85,3 à 95,7 millions de dollars E.-U. ▶ Le volume de ressources mises à disposition au travers d'accords de financement pluriannuels a augmenté. ▶ Le montant des financements non liés est passé de 31,8 millions de dollars (37 pour cent du montant total des contributions) en 2006 à 40,7 millions en 2007. ▶ La proportion de contributions reçues au premier semestre est passée de 45 pour cent en 2006 à 58 pour cent en 2007. ▶ Un donateur supplémentaire a accordé des financements sur la base d'accords pluriannuels en 2007.

Planification, gestion et appui aux programmes

La transcription des idées exposées dans le Plan d'action de la Haut-Commissaire dans la réalité et la mise en œuvre des propositions plus détaillées figurant dans le Plan de gestion stratégique pour la période 2006-2007 ont nécessité un investissement soutenu, en termes de ressources financières et humaines, et une volonté constante d'améliorer les procédures internes et les processus de gestion. Au cours de l'exercice biennal 2006-2007, le Haut-Commissariat a mis en œuvre un programme de réforme interne destiné à renforcer des fonctions de gestion essentielles et à améliorer la planification et la coordination dans l'ensemble de l'organisation. Les capacités administratives ont été consolidées, notamment dans le domaine des finances et du budget, de la gestion des ressources humaines, des technologies de l'information et de l'appui aux présences sur le terrain. Une Section spécialisée, chargée des politiques, de la planification, du suivi et de l'évaluation, a été créée afin d'épauler les cadres dans leurs efforts pour effectuer, dans le domaine de la planification, de la gestion et de l'évaluation, des progrès qui doivent être mesurés à l'aune des résultats obtenus et non simplement en fonction des activités exécutées.

Politiques, planification, suivi et évaluation

La Section des politiques, de la planification, du suivi et de l'évaluation travaille, en coopération avec les autres services du HCDH à la mise en œuvre de la vision stratégique de la Haut-Commissaire ; elle veille à ce qu'elle se traduise par des priorités concrètes et des procédures et des plans opérationnels, à ce que l'exécution des activités fasse l'objet d'un suivi adéquat, à ce que des enseignements soient dégagés et les résultats régulièrement évalués. La section est également chargée de déceler les éventuelles lacunes dans les politiques du HCDH, aussi bien en ce qui concerne les questions internes que les défis thématiques en matière de droits de l'homme, et d'aider le cas échéant à définir des positions politiques. En 2007, la section s'est attachée en priorité à diriger le processus de planification pour l'exercice biennal 2008-2009 et à préparer le deuxième Plan de gestion stratégique de la Haut-Commissaire.

Activités

La section a :

- ▶ Coordonné un processus de définition des priorités et de planification à l'échelle du Haut-Commissariat, travaillant en étroite coopération avec les présences sur le terrain, les services, les sections et les groupes à la mise au point de nouveaux plans stratégiques biennaux, ainsi que de plans de travail et de plans de coûts annuels.
- ▶ Préparé le Plan de gestion stratégique (PGS) pour l'exercice 2008-2009.
- ▶ Lancé l'élaboration du cadre de suivi du PGS avec l'adoption d'une série de 22 indicateurs internationaux et d'un ensemble commun de 16 indicateurs applicables au niveau national, dont huit surveillés principalement par les présences sur le terrain.
- ▶ Élaboré une série de directives pour préciser et appuyer les processus de planification, de suivi et de compte rendu et dispensé une aide spécifique aux collègues qui en faisaient la demande.
- ▶ Organisé des activités de formation à la planification, à la gestion et à l'évaluation axées sur les résultats, à l'intention de cadres et d'autres catégories de personnel dans l'ensemble des services.
- ▶ Réalisé un examen à mi-parcours de la gestion.
- ▶ Élaboré un plan d'évaluation applicable à l'ensemble du HCDH pour 2007, comprenant cinq examens et évaluations au niveau des projets, une évaluation de l'impact des activités menées par le bureau de pays en Colombie, une évaluation thématique de la performance du HCDH, concernant l'intégration des droits de l'homme au sein des Nations Unies à l'échelon national (2003-2007), et trois examens portant sur des questions d'organisation et de gestion interne.
- ▶ Assuré des services lors de 30 réunions de l'Équipe de direction de la Haut-Commissaire, fournissant des exposés sur des problèmes de fond, ainsi que des conseils sur une série de problèmes de gestion, et coordonnant les contributions relatives à certaines problématiques de fond en rapport avec les droits de l'homme.

Résultats

- ▶ Un processus rationalisé et fiable de planification à deux ans a été mis en place ; dans le même temps, des plans stratégiques individuels ont été élaborés et adoptés pour l'ensemble des présences sur le terrain, ainsi que pour les services, sections et groupes du siège.
- ▶ Un nombre limité de résultats escomptés ont été définis et adoptés pour l'ensemble du Haut-Commissariat, remplaçant ainsi les résultats escomptés par service qui figuraient dans le Plan de gestion stratégique 2006-2007.
- ▶ Un ensemble commun de 16 indicateurs au niveau national et de 22 indicateurs au niveau international a été adopté, ce qui permet de cerner avec plus de précision l'impact des activités sur le terrain, mesuré sur la base des huit résultats escomptés.

L'élaboration du Plan de gestion stratégique 2008-2009

L'actuel Plan de gestion stratégique est le résultat d'une opération de définition des priorités et de planification qui a impliqué toutes les présences sur le terrain, ainsi que les services, les sections et les groupes du siège pendant plusieurs mois au deuxième semestre 2007. Le processus a été dirigé par la Section des politiques, de la planification, du suivi et de l'évaluation. Voici quelles en ont été les principales étapes :

- Séminaire réunissant les membres de la direction, au cours duquel les priorités stratégiques et opérationnelles ont été définies sur la base du Cadre stratégique du HCDH pour la période 2008-2009.
- Formation à la gestion axée sur les résultats, dispensée à 74 collaborateurs du HCDH en poste au siège ou sur le terrain, dont 22 fonctionnaires à l'échelon P-5 ou supérieur ; élaboration d'une stratégie plus large, visant à renforcer la capacité du Haut-Commissariat dans ce domaine au cours de l'année prochaine.
- Définition d'une série intégrée de neuf résultats escomptés, valables pour l'ensemble du HCDH, sur la base desquels les Services et les bureaux extérieurs ont élaboré leurs plans stratégiques pour 2008-2009.
- Élaboration d'un ensemble commun de 16 indicateurs au niveau national et de 22 indicateurs au niveau international, qui serviront au suivi et à l'évaluation de la performance en 2008-2009.
- Examen technique de tous les projets de plans stratégiques, suivi d'une analyse réalisée par le Conseil d'examen des programmes et des budgets.
- Rédaction et publication du Plan de gestion stratégique 2008-2009, en consultation avec les services.

Défis et enseignements

- ▶ L'expérience a montré que les processus de gestion devaient souvent être réajustés, en fonction du type de présence sur le terrain et des processus de planification et d'établissement de rapports des partenaires onusiens avec lesquels le HCDH partage fréquemment la responsabilité de la supervision.
- ▶ L'adoption d'un nombre limité de résultats escomptés pour l'ensemble du Haut-Commissariat a représenté une étape importante en direction d'une plus grande cohésion car les services et les présences sur le terrain seront conjointement responsables de la progression en direction des résultats. La contribution des services à ces résultats globaux sera directement mesurée conformément aux résultats que leurs activités sont censées produire. Il faudra pour cela coordonner de manière plus systématique la mise en œuvre du PGS, notamment la planification des interventions dans les pays à partir du siège et l'appui aux présences sur le terrain.
- ▶ Des efforts supplémentaires devront être déployés pour améliorer la connaissance que le personnel a des critères d'évaluation, si l'on veut que les activités d'évaluation produisent des résultats optimaux. Les activités d'évaluation menées en 2007 n'ont pas toujours permis de dégager des enseignements utiles ou fourni des informations exploitables pour appliquer des mesures de gestion. En 2008, le HCDH insistera sur le suivi et l'évaluation des résultats afin de rationaliser le processus et de renforcer les capacités du personnel dans ce domaine.
- ▶ Il faut trouver des méthodes plus efficaces pour gérer le riche potentiel de connaissances du personnel du HCDH et pour assurer un partage systématique des expériences dans l'ensemble de l'organisation.

Gestion et appui aux programmes

Le Service de la gestion et de l'appui aux programmes supervise des fonctions administratives essentielles et appuie l'exécution de tous les programmes, notamment sur le terrain. Le service, qui employait 62 collaborateurs à la fin de l'année 2007, est divisé en quatre sections respectivement chargées des finances, des ressources humaines (notamment du perfectionnement du personnel), des technologies de l'information et des services généraux (voyages, logistique, achats, tenue des registres). En 2007, les efforts ont été axés sur le renforcement et la systématisation de fonctions administratives essentielles, sur l'amélioration de l'appui au terrain et sur des préparatifs en vue de la délégation de pouvoir accrue qui a été accordée au HCDH et qui entrera en vigueur au mois de janvier 2008.

Activités

Le service a :

- ▶ Géré 143 recrutements, afin de pourvoir des postes existants ou de nouveaux postes.
- ▶ Révisé et au besoin rationalisé des procédures et des pratiques internes relatives aux finances, à l'établissement de budgets, aux achats et à la passation de marchés, au recrutement et au perfectionnement du personnel.
- ▶ Obtenu des numéros d'identification pour tous les collaborateurs du HCDH, y compris pour les collaborateurs nationaux en poste dans les bureaux extérieurs, ce qui a facilité leur accès à des formations en ligne.
- ▶ Mis au point de nouvelles méthodologies et de nouveaux outils pour la planification extrabudgétaire et la budgétisation.
- ▶ Entrepris des missions sur le terrain afin de prêter main-forte au personnel pour des questions relevant de l'administration générale, des ressources humaines, des finances et du budget, de la logistique et des achats, et de l'informatique.
- ▶ Organisé un stage de formation d'une semaine à Genève à l'intention du personnel administratif des bureaux régionaux et des bureaux de pays.
- ▶ Apporté des améliorations à l'intranet du HCDH, facilitant l'accès du personnel aux informations relatives aux procédures internes et aux affaires administratives.
- ▶ Entrepris d'élaborer un guide administratif qui codifiera toutes les directives et procédures administratives intéressant les bureaux sur le terrain.
- ▶ Resserré ses relations avec d'autres organisations des Nations Unies intervenant sur le terrain afin de tirer le meilleur parti des ressources disponibles, en particulier dans les situations d'urgence.

Résultats

- ▶ En 2007, 91 personnes au total ont rejoint les effectifs du HCDH (qui sont passés de 851 personnes au 31 décembre 2006 à 942 personnes au 31 décembre 2007).
- ▶ Le délai moyen de recrutement s'est raccourci de 51 jours par rapport à 2006.
- ▶ La diversité géographique a augmenté au sein du personnel, suite à l'introduction de nouvelles mesures.
- ▶ L'appui administratif aux présences sur le terrain a été renforcé et une formation dispensée au personnel administratif local afin de le familiariser avec le Haut-Commissariat, les politiques et les procédures internes, et les règles des Nations Unies.
- ▶ Une délégation de pouvoir supplémentaire, concernant la gestion des ressources

extrabudgétaires et la gestion des biens, a été obtenue et entrera en vigueur en 2008.

- ▶ Un programme de bourses, destiné aux jeunes gens originaires des pays les moins avancés, a été mis en place avec l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche.
- ▶ À l'issue de négociations avec le Contrôleur de l'ONU à New York et de discussions avec des États membres lors de l'examen législatif du budget-programme du Haut-Commissariat, des progrès importants ont été accomplis en vue du doublement de la part allouée au HCDH dans les ressources budgétaires ordinaires des Nations Unies, conformément à la résolution de l'Assemblée générale figurant dans le document final du Sommet mondial de 2005. Le Haut-Commissariat a également obtenu par la suite que des ressources soient débloquées pour soutenir le mécanisme d'examen périodique universel et les réunions plus fréquentes du Conseil des droits de l'homme.

Accroître la diversité géographique au sein du personnel

La Haut-Commissaire s'est engagée à accroître la diversité géographique au sein de son personnel, reconnaissant que par le passé, certaines régions étaient sur-représentées. La précédente Commission des droits de l'homme et, plus récemment, le Conseil des droits de l'homme, ont souligné la nécessité de mieux équilibrer la composition du personnel et cette question a également fait l'objet de plusieurs rapports du Corps commun d'inspection.

L'année 2007 a été marquée par des progrès sensibles en direction d'une plus grande diversité par régions. Au 31 décembre 2007, 13,1 pour cent de l'ensemble des administrateurs du HCDH étaient originaires d'Afrique (contre 11,1 pour cent un an auparavant), 12,6 pour cent originaires d'Asie (contre 11,9 pour cent), 11,9 pour cent originaires du Groupe Amérique latine et Caraïbes (contre 9,6 pour cent), 4,8 pour cent originaires d'Europe de l'Est (contre 3,3 pour cent) et 57,5 pour cent originaires de pays appartenant au groupe Europe de l'Ouest et autres (contre 64,1 pour cent). La diminution dans la proportion d'administrateurs originaires de pays occidentaux est particulièrement frappante et témoigne des efforts soutenus déployés à travers le HCDH afin d'élargir le bassin de recrutement, pour des postes à tous les niveaux.

Le HCDH continuera d'appliquer les procédures lancées par la Haut-Commissaire pour diversifier et équilibrer la composition du personnel. Cette évolution positive devrait se poursuivre au cours de l'exercice 2008-2009, car le Haut-Commissariat entend tirer pleinement parti de l'occasion que lui donne sa croissance soutenue pour accroître la diversité géographique.

Gestion et appui aux programmes : Performance du HCDH en 2007

Indicateurs clefs (PGS 2006-2007)	Progrès en 2007
Les stratégies d'évaluation par pays et de collaboration avec les pays sont utilisées dans toute l'institution.	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Projets de directives élaborés pour les évaluations par pays. ▶ Évaluations élaborées pour cinq pays pilotes. ▶ Exposés de missions relatifs aux stratégies d'engagement auprès des pays élaborés pour des équipes de pays. ▶ Projets de stratégies d'engagement élaborés pour les cinq pays pilotes. ▶ Initiatives communes entreprises par les bureaux extérieurs, les responsables de secteurs géographiques et les mécanismes des droits de l'homme, au travers du groupe de travail du HCDH sur l'engagement auprès des pays. ▶ Sélection de pays pilotes supplémentaires différée jusqu'à ce que les cinq premiers pays pilotes aient été évalués.
Les enseignements tirés sont transcrits dans la conception et dans la mise en œuvre des projets et programmes.	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Le nombre d'évaluations réalisées en 2007 étant très limité, il est trop tôt pour rendre compte des progrès accomplis à l'aune de cet indicateur.
Approche globale pour les évaluations mises en place.	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Un plan d'évaluation pour 2007, utilisable dans l'ensemble du HCDH, a été élaboré au travers d'un processus de consultation.
Délai de recrutement et de déploiement du personnel d'une manière sûre et rationnelle.	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Délai moyen de recrutement : 216 jours (contre 267 jours en 2006).
Taux de vacance des postes et de renouvellement du personnel	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Le taux de vacance a été de 14 pour cent pour les postes financés par le budget ordinaire, de 19 pour cent pour les postes financés par des ressources extrabudgétaires. Absence de données sur le taux de renouvellement du personnel.
Nombre de bureaux dotés d'un appui logistique suffisant et de fonctions de base avant l'arrivée des fonctionnaires	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Tous les nouveaux bureaux ont reçu un appui dès le stade initial et les chefs de bureaux ont été informés avant leur déploiement. Un séminaire a également été organisé à l'intention d'agents de terrain assurant des fonctions clés dans 17 bureaux extérieurs à des fins de formation, d'orientation et de diffusion des meilleures pratiques.

Défis et enseignements

- ▶ Les bureaux sur le terrain ont besoin d'un soutien plus étroit dès le stade initial ; les bureaux existants doivent bénéficier d'une aide pour améliorer et harmoniser leurs systèmes administratifs.
- ▶ Il importe de dispenser des orientations claires, par écrit, sur tout l'éventail des questions administratives.
- ▶ Il est nécessaire de mettre au point des cours d'initiation et de préparation plus complets pour les nouvelles recrues.
- ▶ Si l'on veut réduire encore les délais de recrutement des nouveaux collaborateurs et le taux de vacance

des postes, il faut que les gestionnaires de programmes prennent plus rapidement des mesures pour pourvoir les postes sur la base de contrats à long terme, sans recourir à des nominations temporaires.

- ▶ Il importera de déployer des efforts supplémentaires pour obtenir une délégation de pouvoir pour la gestion des ressources humaines ; ceci améliorera l'efficacité du recrutement, notamment en cas d'urgence en la matière.
- ▶ Des mesures supplémentaires sont nécessaires pour améliorer la connectivité informatique des bureaux sur le terrain.

Le HCDH sur le terrain

Introduction

Notre conception de l'action sur le terrain

L'action que le HCDH mène sur le terrain a une importance déterminante pour la promotion et la protection des droits de l'homme. En s'engageant auprès des pays, le Haut-Commissariat se propose d'aider à combler les déficits sur lesquels le Plan d'action a mis le doigt : déficits de connaissances, de capacités, d'engagement et de sécurité.

La Division des opérations sur le terrain et de la coopération technique (Service du renforcement des capacités et des opérations sur le terrain jusqu'au 31 décembre 2007) orchestre la mise en œuvre de la stratégie d'engagement auprès des pays, en coopérant avec d'autres composantes du Haut-Commissariat et en impliquant ses partenaires au sein de l'ONU, les groupes issus de la société civile, les acteurs gouvernementaux et les institutions nationales des droits de l'homme pour faire en sorte que :

- ▶ les autorités nationales soient mieux informées des normes internationales relatives aux droits de l'homme et de la manière optimale de les transposer en lois, réglementations et politiques ;
- ▶ les fonctionnaires et les représentants de la société civile soient mieux armés pour parer aux problèmes de droits de l'homme ;
- ▶ les autorités de l'État soient conscientes de leurs obligations en matière de droits de l'homme et définissent des remèdes efficaces, afin de supprimer les entraves à l'exercice des droits de l'homme ;

- ▶ les détenteurs de droits soient mieux protégés des politiques qui mettent leur sécurité personnelle en danger ;
- ▶ le HCDH dispose de moyens plus efficaces pour répondre, sur le terrain, aux besoins qui se présentent dans le domaine des droits de l'homme.

L'implantation de présences sur le terrain est l'un des moyens dont dispose le HCDH pour s'engager auprès des pays. Cependant, le travail à partir du siège et des bureaux régionaux et le recours aux mécanismes de défense des droits de l'homme jouent également un rôle essentiel dans la collaboration avec les partenaires nationaux. Il s'agit donc, pour le Haut-Commissariat, de déterminer dans quels pays il est plus avantageux d'implanter une présence, en tenant compte de la gravité de la situation des droits de l'homme, de l'action menée par les partenaires sur le terrain, de la volonté politique des gouvernements concernés, de l'impact et des résultats potentiels et de l'engagement des partenaires nationaux.

En 2007, le HCDH a renforcé sa présence sur le terrain, en étoffant ses effectifs dans plusieurs bureaux existants, en implantant un bureau de pays en Bolivie ainsi qu'un bureau régional pour l'Amérique centrale à Panama, et en déployant des conseillers supplémentaires en Équateur, en Géorgie, au Guyana, en Indonésie, au Kirghizistan, en ex-République yougoslave de Macédoine, aux Maldives, au Nicaragua, au Rwanda, en Somalie et en Serbie. Le Haut-Commissariat a continué à soutenir les composantes droits de l'homme des missions de maintien de la paix des Nations Unies. À la fin de l'année, le HCDH gérait ou appuyait au total 47 présences sur le terrain.



Types de présences sur le terrain

La décision de s'engager auprès d'un pays en implantant une présence sur le terrain est fondée sur une évaluation qui tient compte des conditions de sécurité, de la situation politique, des ressources humaines et financières disponibles, des arrangements administratifs et de l'étendue des activités à entreprendre. Les présences du HCDH sur le terrain ne mènent des opérations qu'avec l'accord des pays concernés et toutes les activités de coopération technique sont planifiées avec les autorités et les parties prenantes compétentes.

Bureaux de pays

Pour établir un bureau de pays, le HCDH négocie avec le gouvernement du pays hôte un mandat complet, portant à la fois sur la protection et la promotion des droits de l'homme. Les activités englobent habituellement l'observation de la situation des droits de l'homme, la présentation de rapports publics, l'assistance technique et la mise au point d'initiatives visant à renforcer les capacités nationales de protection des droits de l'homme. Les mandats des bureaux de pays sont négociés directement avec le gouvernement concerné, à l'initiative du Haut-Commissariat, ou définis par des résolutions de l'ex-Commission des droits de l'homme ou du Conseil des droits de l'homme. Les domaines d'intervention spécifiques de chaque bureau de pays sont déterminés en coopération avec les gouvernements et fondés sur une évaluation des problèmes en matière de droits de l'homme, des acteurs nationaux et internationaux menant un travail dans ce domaine et des moyens les plus efficaces dont dispose le HCDH pour remédier aux déficits constatés dans la réalisation des droits de l'homme. Des rapports sur le travail des bureaux de pays et sur la situation des droits de l'homme dans les pays hôtes sont régulièrement présentés au Conseil des droits de l'homme, pour que celui-ci examine plus avant les problèmes exposés et envisage d'autres mesures.

À la fin de l'année 2007, le Haut-Commissariat disposait de 11 bureaux de pays, situés en Angola, en Bolivie, au Cambodge, en Colombie, au Guatemala, au Kosovo (Serbie), au Mexique, au Népal, en Ouganda, dans le territoire palestinien occupé et au Togo. Comme prévu dans le Plan de gestion stratégique de la Haut-Commissaire pour l'exercice 2006-2007, le HCDH a fermé ses bureaux en Bosnie-Herzégovine et en Serbie (Belgrade) à la fin du premier semestre 2007.

Bureaux régionaux

Les bureaux régionaux s'occupent des pays où le HCDH ne dispose d'aucune autre présence sur le terrain et complètent, dans la mesure du possible, les compétences des bureaux de pays en leur offrant un

appui sur des questions institutionnelles et thématiques, assorti si nécessaire d'un soutien pour des problèmes spécifiques. Ils contribuent également à l'élaboration et à la mise en œuvre des stratégies d'engagement du HCDH à l'échelon national et régional, en collaborant étroitement avec les organisations intergouvernementales à vocation régionale ou sous-régionale.

À la fin de l'année 2007, le Haut-Commissariat disposait de bureaux régionaux en Afrique de l'Est (Addis-Abeba), en Afrique australe (Pretoria), en Asie du Sud-Est (Bangkok), dans le Pacifique (Suva), au Moyen-Orient (Beyrouth), en Amérique centrale (Panama) et en Amérique latine (Santiago du Chili), ainsi que d'un centre régional pour l'Afrique centrale (Yaoundé) et d'un représentant régional pour l'Asie centrale (Bichkek). Un nouveau bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest a ouvert ses portes à Dakar au début de 2008 et d'autres bureaux régionaux devraient devenir opérationnels en Asie centrale, en Asie du Sud-Ouest et en Afrique du Nord au cours de l'année ; de même, un centre de formation et de documentation sur les droits de l'homme, couvrant la région arabe et l'Asie du Sud-Ouest, ouvrira au Qatar, conformément à la résolution 60/153 adoptée par l'Assemblée générale le 16 décembre 2005.

Composantes droits de l'homme des missions de paix

De concert avec ses partenaires des Nations Unies, le HCDH s'emploie à renforcer l'action que les missions de paix intégrées mènent en faveur des droits de l'homme, en vertu du principe selon lequel toutes les entités de l'ONU sont chargées d'assurer la protection et la promotion des droits de l'homme dans leurs opérations. Le HCDH, en tant qu'organisme « chef de file » pour les questions relatives aux droits de l'homme, doit jouer un rôle central en dispensant un appui et des conseils spécialisés. Les composantes droits de l'homme des missions de paix intégrées ont une double chaîne hiérarchique : elles sont responsables devant le chef de la mission et devant la Haut-Commissaire.

Les composantes droits de l'homme des missions de paix s'attachent à :

- ▶ mener des activités de surveillance, de collecte d'informations, d'investigation et de compte rendu concernant la situation des droits de l'homme ;
- ▶ veiller à ce que les processus de paix favorisent la justice et l'équité ;
- ▶ prévenir et réparer les atteintes aux droits de l'homme ;
- ▶ renforcer les capacités et les institutions de protection des droits de l'homme ;

Appui aux institutions nationales des droits de l'homme

L'aide aux institutions nationales des droits de l'homme est un élément central de la stratégie d'engagement du HCDH auprès des pays. Le Haut-Commissariat collabore, à travers le monde, avec une centaine d'institutions nationales et de réseaux régionaux regroupant des institutions nationales ; en outre, il aide et conseille les gouvernements qui envisagent de créer des institutions nationales ou de les renforcer. Les initiatives dans ce domaine sont menées par le Groupe des institutions nationales, qui dépend de la Division des opérations sur le terrain et de la coopération technique.

En 2007, le HCDH a conseillé 16 pays afin d'aider à la création d'institutions nationales conformes aux Principes de Paris ou au renforcement du cadre juridique des institutions existantes. En collaboration avec le Comité international de coordination des institutions nationales de promotion et de protection des droits de l'homme, le Haut-Commissariat a examiné 30 institutions nationales afin de déterminer si les Principes de Paris étaient respectés. La procédure d'accréditation a été très sensiblement renforcée, gagnant en rigueur et en transparence.

Le HCDH a soutenu ou organisé d'importantes réunions à caractère régional ou international, dont : la 6^e Conférence des Institutions nationales africaines de défense des droits de l'homme (Rwanda, 8-10 octobre 2007), la 12^e réunion annuelle du Forum Asie-Pacifique des institutions nationales de protection des droits de l'homme (Australie, 24-27 septembre 2007), un atelier national sur la mise en place d'institutions nationales en Asie (Philippines, 15-17 octobre 2007), une conférence sur le rôle des institutions nationales dans la promotion de l'indépendance du pouvoir judiciaire dans la région arabe (Maroc, 12-14 novembre 2007) et une table ronde sur la justice transitionnelle, avec la participation de représentants d'institutions nationales (Afrique du Sud, 23-25 novembre 2007).

Avec le concours de partenaires, le HCDH a organisé deux programmes de formation à la prévention de la torture, à l'intention de 47 membres de 23 institutions nationales des droits de l'homme travaillant en Afrique et dans les Amériques. La moitié des personnes qui ont participé à ces programmes étaient des femmes. Vingt-huit personnes, appartenant à 12 institutions nationales situées en Afrique, ont été formées à la prévention des conflits.

Avec le soutien du Haut-Commissariat, un Secrétariat africain permanent pour les institutions nationales des droits de l'homme a été créé en 2007 afin d'encourager la participation des institutions originaires de cette région et de coordonner leurs activités. Avant 2007, l'Afrique était la seule région qui ne disposait pas d'un secrétariat permanent opérationnel.

En avril 2007, tous les coordonnateurs résidents se sont vu distribuer un guide décrivant à grands traits les mesures pratiques que les équipes de pays des Nations Unies peuvent prendre pour faciliter la mise en place ou le renforcement d'une institution nationale crédible pour la défense des droits de l'homme. Les équipes de pays sont des points d'appui idéaux pour les efforts que le Haut-Commissariat déploie à l'échelon des pays, en particulier dans les pays où il n'est pas présent sur le terrain. Le fait de travailler avec les institutions nationales ou de mener une action par leur intermédiaire peut favoriser la prise en main et la viabilité à long terme des programmes des Nations Unies destinés à encourager la bonne gouvernance et le respect de la légalité. En décembre 2007, une note d'orientation a été publiée à l'intention du personnel du Haut-Commissariat : ce document insistait également sur le rôle des institutions nationales en tant qu'indicateurs de résultats, essentiels pour juger de la mise en place de systèmes solides de protection des droits de l'homme et donc déterminants pour le succès des stratégies de retrait du HCDH.

Avec l'appui du Haut-Commissariat, les institutions nationales se sont engagées plus activement dans les travaux du Conseil des droits de l'homme et ont renforcé leur coopération avec les organes de suivi des traités. Le HCDH a continué à souligner la nécessité de consulter les institutions nationales lors de la rédaction des instruments relatifs aux droits de l'homme. Cette initiative a trouvé son aboutissement en 2007, lors de l'adoption de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, rédigée avec la participation très active de représentants d'institutions nationales des droits de l'homme. Le Réseau des institutions nationales des Amériques, soutenu par le HCDH, a organisé une table ronde au Mexique en octobre 2007 afin de renforcer la capacité des institutions nationales de la région à surveiller l'application de la Convention récemment adoptée, comme prévu à l'article 33 du texte. Les conclusions de ce débat sont actuellement publiées sous la forme de directives sur la surveillance, en vue de leur diffusion auprès des institutions nationales.

Des ateliers ont été organisés en Indonésie, aux Philippines et au Guyana afin de former des membres d'ONG et d'institutions nationales, ainsi que des journalistes, au processus des organes de suivi des traités : il s'agissait en premier lieu d'améliorer les mesures de suivi et la mise en œuvre effective des conclusions et des recommandations des organes au niveau national.

Afin de renforcer ses activités auprès des organes de défense des droits de l'homme, le Comité international de coordination des institutions nationales de promotion et de protection des droits de l'homme a décidé de se doter d'une représentation permanente à Genève. Un représentant par intérim est arrivé à la fin du premier semestre 2007 et a commencé à collaborer avec le Conseil des droits de l'homme et les organes de suivi des traités au nom du Comité international de coordination, ainsi que des institutions nationales accréditées avec le statut A.

- intégrer les droits de l'homme dans l'ensemble des activités et des programmes des Nations Unies.

À la fin du mois de décembre 2007, 17 missions de paix menaient une action de protection et de promotion des droits de l'homme dans le cadre de leur mandat. La présentation périodique de rapports internes et publics était institutionnalisée et harmonisée en Iraq, en République démocratique du Congo, au Soudan et au Timor-Leste. Le HCDH a prêté une assistance technique, parfois accompagnée d'un appui financier, aux missions de paix intégrées. Le Haut-Commissariat prend également part aux missions interdépartementales d'évaluation technique préalables à la définition des opérations de paix et à leur mise en place.

Conseillers pour les droits de l'homme auprès des équipes de pays

Les conseillers pour les droits de l'homme aident le coordonnateur résident, les chefs des institutions des Nations Unies et les équipes de pays à intégrer les droits de l'homme dans les stratégies relatives aux programmes et dans leur mise en œuvre. Les conseillers sont déployés à la demande des coordonnateurs résidents et s'acquittent généralement des fonctions suivantes :

- conseiller le coordonnateur résident et l'équipe de pays des Nations Unies sur les stratégies à adopter pour constituer des capacités nationales de défense des droits de l'homme ou pour les renforcer ;
- conseiller et former les institutions nationales indépendantes de protection des droits de l'homme ;
- conseiller les détenteurs d'obligations sur les meilleures méthodes pour promouvoir les valeurs normatives des Nations Unies ;
- créer des réseaux avec des acteurs issus de l'ensemble de la société civile et leur offrir un appui concret ;
- suivre et analyser la situation des droits de l'homme et soumettre des évaluations relatives à des thèmes ou à des questions spécifiques au HCDH et au coordonnateur résident ;
- offrir un appui opérationnel aux activités de formation et/ou de renforcement des capacités nationales dans le domaine des droits de l'homme, y compris aux activités menées au titre d'Action 2.

Au 31 décembre 2007, 13 conseillers pour les droits de l'homme étaient déployés en Équateur, en Géorgie, au Guyana, en Indonésie, au Kirghizistan, au Nicaragua, au Pakistan, aux Maldives, en ex-République yougoslave de Macédoine, au Rwanda, en Serbie, en Somalie et à Sri Lanka.

Appui du siège aux opérations sur le terrain

En 2007, 15 collaborateurs supplémentaires ont été recrutés au sein de la Division des opérations sur le terrain et de la coopération technique, au siège, afin de renforcer l'appui que le siège dispense aux services extérieurs. Cette croissance a permis au Haut-Commissariat d'améliorer son appui aux opérations et de suivre de plus près les évolutions qui se produisent sur le terrain, en particulier dans les secteurs où il ne dispose d'aucune présence. La coordination interne sur les initiatives menées dans les pays a encore été renforcée, notamment avec les organes de suivi des traités, les procédures spéciales et le Conseil des droits de l'homme. Des procédures opérationnelles uniformisées ont été élaborées afin de garantir davantage de précision et de cohérence entre le siège et les opérations sur le terrain.

Coopération avec les organisations humanitaires

Le HCDH participe aux activités de la communauté humanitaire par son travail au sein du Comité permanent interorganisations (CPI), du Comité exécutif pour les affaires humanitaires, du Groupe de travail du module global de protection, du « Groupe des coordonnateurs humanitaires », du Comité directeur du Projet de renforcement des capacités de protection (ProCap) et du Sous-groupe de travail du CPI sur les mesures préalables et la planification des mesures d'urgence. Le HCDH est chargé de convoquer le Groupe de référence du CPI sur les droits de l'homme et l'action humanitaire. Le Haut-Commissariat s'efforce d'intégrer les droits de l'homme dans la programmation et les politiques relatives aux activités humanitaires en participant aux mécanismes interorganisations, ainsi qu'au travail des modules de protection sur le terrain. En 2007, le HCDH a soutenu l'élaboration de divers instruments d'orientation, dont le manuel pour la protection des déplacés internes, un guide sur la restitution des biens et des logements des réfugiés et des déplacés internes, un document intitulé « *When Displacement Ends : A Framework for Durable Solutions* » et une version récemment actualisée des directives sur les interventions contre le VIH/sida en situation d'urgence.

Sur le terrain, le personnel du HCDH se consacre de plus en plus à l'intégration des droits de l'homme dans les activités d'aide humanitaire menées à la suite de catastrophes naturelles, ainsi qu'à la préparation et à la mise en œuvre des Plans d'action humanitaire communs et des procédures d'appel global. La participation du HCDH aux procédures d'appel global a été facilitée par l'appui plus coordonné du siège et par la rationalisation résultant de l'alignement sur le processus de planification budgétaire.

Le HCDH sur le terrain : performance en 2007

Indicateurs clefs (PGS 2006-2007)	Progrès en 2007
<p>Nombre accru de modifications/développements de politique générale ou d'ordre législatif et institutionnel adoptés au niveau national avec l'appui ou à l'initiative du programme des Nations Unies en faveur des droits de l'homme pour combler les déficits de mise en œuvre.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Des lois relatives aux droits de l'homme ont été rédigées, améliorées ou adoptées en Afghanistan, en Angola, au Burundi, au Cambodge, en Colombie, en Éthiopie, au Guatemala, au Kosovo (Serbie), au Mexique, aux Philippines, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, en Sierra Leone, à Sri Lanka et au Tadjikistan. ▶ Des mesures ont été prises au Cambodge, au Guatemala, en Iraq, au Kazakhstan, au Kirghizistan, en ex-République yougoslave de Macédoine, aux Maldives, en Ouganda et en Thaïlande pour prévenir la torture. ▶ Une loi sur la procédure pénale est en cours d'examen au Congrès populaire national de la République populaire de Chine ; une loi relative à la justice pour mineurs est débattue en Iran. ▶ Deux institutions nationales de défense des droits de l'homme ont été créées et sept autres renforcées. ▶ À la fin de l'année 2007, 60 institutions nationales des droits de l'homme étaient accréditées par le CIC, avec le statut A (conformité totale aux Principes de Paris). Ce nombre est identique à celui relevé en 2006, mais la composition du groupe a changé à l'issue des examens effectués par les sous-commissions du CIC en mars et en octobre 2007. ▶ La charte de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) a été adoptée et les dirigeants de l'ASEAN se sont engagés à créer un organisme de protection des droits de l'homme au sein de l'Association. ▶ Au Népal, de nouveaux commissaires ont été nommés à la Commission nationale des droits de l'homme, après un intervalle de 14 mois. ▶ Au Guyana, un Partenariat national pour les droits de l'homme a été institué et un service des droits de l'homme créé au sein de la Présidence. ▶ À Sri Lanka, un service d'assistance et de protection des témoins a été créé afin d'appuyer le travail de la Commission d'enquête. ▶ Au Timor-Leste, une stratégie de redressement national, centrée sur les solutions durables pour les déplacés internes, a été adoptée.
<p>Nombre accru de programmes de formation et d'éducation aux droits de l'homme introduits au niveau national avec l'appui ou à l'initiative du programme des Nations Unies en faveur des droits de l'homme.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Une formation a été dispensée à des défenseurs des droits de l'homme et à des représentants de la société civile, dont des ONG, des journalistes et des enseignants, dans plus de 35 pays. ▶ Des fonctionnaires et des magistrats ont bénéficié d'une formation aux droits de l'homme dans plus de 30 pays. ▶ Des membres de l'administration pénitentiaire, des services de police et de l'armée ont bénéficié d'une formation aux droits de l'homme dans plus de 30 pays. ▶ Des ateliers de formation, consacrés aux rapports destinés aux organes de suivi des traités et à la mise en œuvre de leurs recommandations, ont été organisés à l'intention de participants provenant d'une vingtaine de pays. ▶ Les droits de l'homme ont été inscrits au programme des écoles en Angola, en Côte d'Ivoire, au Libéria, en République démocratique du Congo, au Tadjikistan et au Timor-Leste.
<p>Mise en place d'une capacité d'intervention rapide, permettant de déployer des spécialistes des droits de l'homme dans les plus brefs délais.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Un fichier interne de candidats au déploiement, composé de 58 spécialistes des droits de l'homme en poste à Genève ou sur le terrain, a été constitué et utilisé à quatre reprises. ▶ Des missions d'intervention rapide ont été déployées et/ou des renforts mobilisés pour soutenir temporairement les bureaux de pays du HCDH au Népal, en Ouganda et au Togo, le bureau régional du HCDH à Bangkok (en raison de la crise au Myanmar), les équipes de pays des Nations Unies intervenant en Guinée, aux Philippines et en Somalie, et la mission de paix des Nations Unies en Afghanistan. ▶ Le HCDH a participé à six missions d'évaluation technique menées par le Département des opérations de maintien de la paix au Darfour, en République centrafricaine et au Tchad, en République démocratique du Congo, en Somalie, en Sierra Leone et au Libéria, et aidé à mettre en place le secrétariat du Groupe d'experts sur le Darfour, institué par le Conseil des droits de l'homme. ▶ Un fonds de réserve pour imprévus d'un montant d'un million de dollars E.-U. a été maintenu pour financer les dépenses liées aux activités d'intervention rapide.

Le HCDH sur le terrain

Le HCDH en Afrique



Type de présence	Localisation
Bureaux de pays	<ul style="list-style-type: none"> Angola Ouganda Togo
Bureaux et centres régionaux	<ul style="list-style-type: none"> Afrique centrale (Yaoundé, Cameroun) Afrique de l'Est (Addis-Abeba, Éthiopie) Afrique australe (Pretoria, Afrique du Sud) Afrique de l'Ouest (Dakar, Sénégal)
Composantes droits de l'homme des missions de paix des Nations Unies	<ul style="list-style-type: none"> Burundi Côte d'Ivoire Éthiopie/Érythrée Guinée-Bissau Libéria République centrafricaine République démocratique du Congo Sierra Leone Soudan
Conseillers pour les droits de l'homme auprès d'équipes de pays des Nations Unies	<ul style="list-style-type: none"> Rwanda Somalie

L'année 2007 a été marquée par quelques évolutions institutionnelles positives, contrebalancées par de violentes perturbations dans un certain nombre de pays et par l'absence de progrès dans le traitement de problèmes de droits de l'homme chroniques et profonds sur le terrain. La Cour africaine des droits de l'homme et des peuples a été créée et le Secrétariat permanent des institutions nationales africaines de défense des droits de l'homme établi, avec un siège à Nairobi (Kenya). Un certain nombre d'États ont déployé des efforts importants pour achever des rapports en souffrance, destinés aux organes de suivi des traités, et pour transposer les normes internationales relatives aux droits de l'homme dans leurs législations nationales. En dépit des progrès observés dans la mise en œuvre des normes et du renforcement de certains mécanismes de protection des droits de l'homme, l'instabilité politique et l'insécurité ont persisté dans un certain nombre de pays. La poursuite des conflits au Soudan, en Somalie et dans la région située à l'est de la République démocratique du Congo a favorisé une intensification de la violence.

sexiste et provoqué des déplacements massifs de population. Au Zimbabwe, l'incessante dégradation du climat politique et économique a eu des effets très négatifs sur les droits de l'homme, notamment une aggravation spectaculaire de la pauvreté, ainsi que le harcèlement, la détention arbitraire et la torture de membres des partis d'opposition, de défenseurs des droits de l'homme et de journalistes.

En 2007, le HCDH disposait de bureaux de pays en Angola, en Ouganda et au Togo, ainsi que de bureaux régionaux à Addis-Abeba (Afrique de l'Est), à Pretoria (Afrique australe) et à Yaoundé (Afrique centrale) ; le Haut-Commissariat a également dispensé une aide aux missions de maintien de la paix des Nations Unies déployées au Burundi, en Côte d'Ivoire, en Éthiopie/Érythrée, en Guinée-Bissau, au Libéria, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo et en Sierra Leone, ainsi qu'au Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest. Un groupe composé de 13 fonctionnaires internationaux et de quatre collaborateurs administratifs s'occupe du continent depuis le siège, surveillant les situations préoccupantes, établissant des notes de synthèse et dispensant un appui administratif et fonctionnel aux présences sur le terrain. En outre, le Haut-Commissariat a continué à soutenir les travaux des Experts indépendants chargés d'examiner la situation des droits de l'homme au Burundi, en Somalie et en République démocratique du Congo, de l'Expert indépendant chargé de la coopération technique et des services consultatifs au Libéria et du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Soudan. En décembre, le HCDH et le Gouvernement du Sénégal ont conclu un accord établissant un bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest à Dakar.

Bureaux de pays

Angola

Date d'ouverture	2003
Effectif au 31 décembre 2007	19 pers.
Dépenses en 2007	3 263 021 dollars E.-U.

À l'issue de 27 années de guerre civile, auxquelles un accord de paix a mis fin en 2002, l'Angola bénéficie d'une paix relative depuis cinq ans. Un grand nombre d'Angolais font, pour la première fois, l'expérience d'une vie sans conflit armé, ce qui témoigne des progrès accomplis dans le domaine des droits de l'homme. Plusieurs initiatives visant à réformer la législation, notamment le code pénal et la loi sur la détention préventive, sont en cours ; cependant,

l'adoption et l'application des nouveaux textes progressent avec lenteur. La liberté de la presse et la liberté d'expression sont limitées et des affaires de détention à caractère politique ont été signalées. L'accès à la justice est difficile et l'impunité, généralisée. En dépit des abondantes ressources minières du pays et de sa croissance économique spectaculaire, la très grande majorité de la population vit dans la misère et le droit à la santé, à l'éducation, à la terre, à l'alimentation et à un logement adéquat demeure une abstraction pour de nombreux Angolais.

Le HCDH œuvre, de concert avec le Gouvernement angolais, à l'amélioration du cadre juridique national de protection des droits de l'homme, et aide les autorités à s'acquitter de leurs obligations internationales et régionales à cet égard. Le Haut-Commissariat mène différentes activités pour sensibiliser les détenteurs de droits et les débiteurs d'obligations à la problématique des droits de l'homme et aide les institutions des Nations Unies présentes en Angola à intégrer une méthodologie de développement axée sur les droits de l'homme dans leurs programmes.

Activités

Le HCDH a :

- ▶ Formé des responsables de l'application des lois aux normes en matière de droits de l'homme, organisant notamment une formation relative aux droits de l'homme et à la démocratie à l'intention de 450 agents de police issus de 10 municipalités, un stage de cinq jours pour des policiers de la province d'Huambo et un stage de deux jours destiné à renforcer le rôle des femmes dans la police, auquel 50 femmes représentant sept divisions de police ont participé.
- ▶ Organisé, en collaboration avec le Bureau du Procureur général, des programmes de formation à l'intention d'observateurs des droits de l'homme dans six provinces et huit municipalités. Ces programmes visaient à créer une structure de suivi et de protection plus efficace dans les provinces.
- ▶ Formé des dirigeants locaux aux principes fondamentaux de l'État de droit et des droits de l'homme.
- ▶ Ouvert deux centres d'assistance juridique, l'un situé dans la province de Lunda Norte et l'autre, établi avec le concours de l'ONG Mãos Livres, au Cabinda.
- ▶ Organisé une conférence de suivi sur l'accès à la justice en collaboration avec l'association du barreau, afin de faire le point sur les progrès accomplis depuis la conférence de 2005 et de recommander d'autres mesures.
- ▶ Appuyé les visites du Groupe de travail sur la détention arbitraire et du Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction et entrepris des

activités pour informer les acteurs concernés de ces visites et des mandats des titulaires.

- ▶ Élaboré deux guides relatifs à l'éducation en matière de droits de l'homme à l'intention des enseignants, le premier pour les écoles primaires et le deuxième pour les écoles secondaires.
- ▶ Offert des conseils aux autorités pour les aider à établir le document de base commun et le rapport sur la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.
- ▶ Continué à prôner l'intégration des droits de l'homme dans la programmation auprès des chefs et des cadres supérieurs des institutions des Nations Unies présentes en Angola, tout en dispensant des formations à ce sujet.

- ▶ Grâce à l'ouverture de centres d'assistance juridique, des Angolais disposent désormais de lieux pour obtenir des conseils juridiques et régler des différends.
- ▶ L'Angola a intensifié sa coopération avec le système de protection des droits de l'homme des Nations Unies, accueillant des détenteurs de mandats au titre des procédures spéciales et devenant membre du Conseil des droits de l'homme.
- ▶ L'équipe de pays a accepté d'adopter une approche axée sur les droits lors de l'élaboration du prochain Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement ; un Groupe de travail technique sur la protection, réunissant des représentants des institutions onusiennes présentes en Angola, a été créé afin de favoriser la coordination interinstitutions pour les questions en rapport avec les droits de l'homme et la protection.

Résultats

- ▶ À la suite des activités de sensibilisation et de conseil du bureau, des mesures ont été prises pour créer des mécanismes de médiation et d'arbitrage au sein du système judiciaire angolais.

Défis et enseignements

- ▶ Dans un pays où la répartition des ressources est l'une des plus inégalitaires du monde, ce sont la pauvreté et ses répercussions sur les droits de l'homme qui posent

Le HCDH en Angola : performance en 2007

Indicateurs clefs (PGS 2006-2007)	Progrès en 2007
Augmentation du nombre d'instruments internationaux et régionaux ratifiés, ayant fait l'objet de rapports ou transposés dans les lois, réglementations et politiques nationales.	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Aucun instrument essentiel relatif aux droits de l'homme n'a été ratifié ; les autorités ont néanmoins réaffirmé leur engagement et des efforts ont été déployés pour accélérer les processus de ratification. Le Haut-Commissariat continue de faire pression pour que le pays ratifie les principaux instruments, régionaux ou internationaux, de protection des droits de l'homme.
Acceptation d'autres mécanismes de règlement des conflits, qui seraient mis à la disposition d'un nombre croissant de personnes, notamment les habitants des régions où il n'existe pas de procédure judiciaire institutionnalisée.	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Une loi sur l'arbitrage a été adoptée, une loi sur la médiation et la réconciliation est en cours de rédaction. ▶ Deux centres d'assistance juridique ont été ouverts, l'un par l'Association du barreau angolais dans la province de Lunda Norte, l'autre par l'ONG de défense des droits de l'homme Mãos Livres au Cabinda.
Exécution clairement axée sur les droits du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement 2005-2008, au titre duquel le HCDH travaille en étroite collaboration avec d'autres institutions des Nations Unies en Angola.	<ul style="list-style-type: none"> ▶ L'équipe de pays des Nations Unies a approuvé la mise en œuvre d'une méthodologie de programmation axée sur les droits de l'homme. Les travaux préparatoires en vue du prochain Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (2009-2013) ont été entrepris en utilisant cette méthodologie. ▶ Le HCDH-Angola a facilité une série de sessions de formation destinées au personnel chargé des programmes des Nations Unies dans le pays. ▶ Le HCDH-Angola a joué un rôle actif dans l'élaboration d'une proposition de l'équipe de pays des Nations Unies dans le domaine de la gouvernance économique, concernant l'approvisionnement en eau et l'assainissement, soumise au Fonds espagnol pour la réalisation des OMD.
Augmentation du nombre de programmes de sensibilisation spécialement adaptés aux groupes vulnérables.	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Les droits de l'homme ont été intégrés au programme officiel des écoles primaires et secondaires moyennant l'élaboration de deux guides de l'enseignant sur l'éducation dans le domaine des droits de l'homme ▶ Le HCDH a coopéré avec la station de radio d'IRIN pour produire des émissions populaires, orientées sur les communautés et présentant une composante « droits de l'homme » plus importante.

les problèmes les plus graves. Il a donc été nécessaire d'inclure dans le programme de travail du HCDH des activités axées sur les droits socio-économiques et sur la prise en compte systématique des droits au sein de l'équipe de pays des Nations Unies.

- Il importe de conserver une certaine souplesse durant la préparation des activités en Angola ; ceci permet de faire face aux retards, annulations et modifications qui surviennent fréquemment lorsqu'on travaille avec des institutions angolaises et de tirer parti d'occasions politiques inattendues pour faire progresser les droits de l'homme.

Angola : Dépenses en 2007

	Dépenses au titre du budget ordinaire (dollars E.-U.)	Dépenses extrabudgétaires (dollars E.-U.)
Dépenses de personnel	-	1 151 830
Consultants	-	-
Voyages officiels	-	173 273
Services contractuels	-	74 796
Dépenses générales de fonctionnement	-	634 263
Fournitures et achats	-	192 631
Séminaires, subventions et contributions	-	662 178
Sous-total	-	2 888 972
Coûts d'appui au programme	-	374 049
TOTAL	-	3 263 021

Togo

Date d'ouverture	2006
Effectif au 31 décembre 2007	5 pers.
Dépenses en 2007	1 099 978 dollars E.-U.

Pour la première fois depuis près de 20 ans, le parti d'opposition a participé aux élections législatives qui se sont tenues au Togo en octobre 2007, et les observateurs ont déclaré que le scrutin avait été équitable et ouvert. L'année dernière, la jouissance des droits civils et politiques, en particulier du droit à la liberté d'expression, s'est améliorée et le nombre de cas de détention arbitraire signalés a diminué. Cependant, l'impunité perdure, notamment en ce qui concerne les actes de violence perpétrés lors des élections de 2005, l'administration de la justice est lente et le pays continue à souffrir d'une pauvreté généralisée et d'inégalités sociales criantes. Si l'on a assisté à des évolutions positives dans la

protection législative des femmes et des enfants, la mise en œuvre de ces lois demeure problématique.

Depuis sa mise en place en novembre 2006, le bureau du HCDH au Togo s'est efforcé de doter les autorités et les institutions nationales de capacités plus solides pour s'acquitter de leurs obligations en matière de droits de l'homme, notamment la mise en œuvre des 22 engagements relatifs à la démocratie et aux droits de l'homme, pris auprès de l'Union européenne en avril 2004, ainsi que l'application des recommandations formulées par la mission d'établissement des faits du HCDH en 2005. Le bureau s'emploie également à aider les membres de la société civile togolaise et d'autres détenteurs de droits à revendiquer leurs droits, et accompagne l'équipe de pays des Nations Unies dans ses efforts pour intégrer une méthodologie axée sur les droits de l'homme dans ses activités de programmation.

Activités

Le HCDH a :

- Mené, avant les élections, une campagne de lutte contre la violence et l'impunité, lancée par le Président en juillet 2007.
- Formé, en partenariat avec la Commission nationale des droits de l'homme, 500 jeunes gens à travers le pays au respect des droits de l'homme lors des processus électoraux.
- Formé 103 dirigeants traditionnels et administrateurs régionaux aux normes internationales relatives aux droits de l'homme, compte tenu de leur rôle et de leurs responsabilités dans la protection des droits de l'homme pendant les élections.
- Formé 49 agents de police et gendarmes au respect des droits de l'homme dans le cadre des activités de maintien de l'ordre, en prévision des élections.
- Assuré une formation aux activités de sensibilisation et de promotion, ainsi qu'aux techniques d'investigation et de surveillance, à l'intention de 50 représentants d'organisations locales de défense des droits de l'homme, de journalistes, de magistrats et de membres de partis politiques.
- Organisé plusieurs campagnes d'information et de sensibilisation, en fournissant des instruments et des documents sur l'éducation dans le domaine des droits de l'homme, la Commission nationale des droits de l'homme, le système judiciaire et la société civile.
- Entrepris de déterminer les besoins de la Commission nationale des droits de l'homme et d'évaluer cette dernière, tout en mettant en œuvre un programme de perfectionnement des compétences à l'intention de son personnel.
- Suivi, en collaboration avec le Haut Commissariat pour les réfugiés, le retour des réfugiés togolais en provenance du Bénin et du Ghana, notamment en

organisant des séances d'information à l'intention des réfugiés.

- Appuyé la première mission d'un détenteur de mandat au titre des procédures spéciales dans le pays depuis 1999, à savoir la visite du Rapporteur spécial sur la torture en avril 2007.

Résultats

- Les initiatives de mobilisation et d'information ont sensibilisé la population à la problématique des droits de l'homme.
- Les activités menées par le HCDH pendant la période qui a précédé les élections, en particulier sa campagne pré-électorale contre l'impunité et la violence, ont contribué à faire régner un climat paisible pendant toute la durée des élections et après le scrutin.
- Un plan et un programme d'action national en faveur des droits de l'homme ont été adoptés en mai 2007.
- Une méthodologie axée sur les droits de l'homme a été intégrée dans le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement relatif à la période 2008-2012.

Défis et enseignements

- Il a été difficile de gérer toutes les attentes suscitées par ce bureau, de dimensions modestes et relativement nouveau. Malgré de récentes améliorations, le Togo continue à subir les conséquences d'un passé d'oppression politique et de problèmes tenaces dans le domaine des droits de l'homme, dont le traitement exigera du temps et des efforts soutenus.

Togo : Dépenses en 2007		
	Dépenses au titre du budget ordinaire (dollars E.-U.)	Dépenses extrabudgétaires (dollars E.-U.)
Dépenses de personnel	-	247 948
Consultants	-	56, 76
Voyages officiels	-	270 060
Services contractuels	-	45 041
Dépenses générales de fonctionnement	-	108 649
Fournitures et achats	-	51 512
Séminaires, subventions et contributions	-	193 600
Sous-total	-	973 487
Coûts d'appui au programme	-	126 491
TOTAL	-	1 099 978

Ouganda

Date d'ouverture	2005
Effectif au 31 décembre 2007	45
Dépenses en 2007	2 733 229 dollars E.-U.

Une amélioration de la situation des droits de l'homme et des conditions de sécurité a été observée dans les zones touchées par le conflit au nord et au nord-est de l'Ouganda, à l'issue des pourparlers de paix menés par l'Armée de résistance du Seigneur (*Lord's Resistance Army*) et le Gouvernement à Juba. Au nord de l'Ouganda, notamment dans les sous-régions d'Acholiland et de Lango, environ 500 000 déplacés internes ont regagné leurs localités d'origine en 2007, quelque 843 000 de leurs semblables (estimations) demeurant dans des camps. Les institutions chargées d'assurer la justice et de maintenir l'ordre public se sont lentement mais progressivement mises en place au nord de l'Ouganda et l'on a observé davantage de modération dans l'usage de la force militaire au Karamoja. Les violations des droits de l'homme dénoncées dans ce secteur étaient systématiquement liées au processus de désarmement forcé en cours. Au niveau national, les problèmes en matière de droits de l'homme, dus à l'absence de séparation entre les pouvoirs exécutif, judiciaire et législatif, ont subsisté. Le recours à la torture et à d'autres formes de mauvais traitements, ainsi que la détention arbitraire dans des « lieux clandestins » et des structures militaires n'ayant pas d'existence officielle, ont perduré, tout comme la pratique consistant à harceler des personnes en raison de la perception que l'on avait de leur orientation ou de leur identité sexuelle.

Le bureau du HCDH en Ouganda a été ouvert en juillet 2005, essentiellement pour protéger les populations des zones touchées par le conflit au nord de l'Ouganda et pour renforcer leur autonomie. À la fin de l'année 2007, le HCDH disposait, en plus de son siège situé à Kampala, de six bureaux sous-régionaux ou de district à Gulu, Pader, Kitgum (Acholiland), Lira (Lango), Soroti (Teso) et Morota (Karamoja), complétés par un bureau de liaison à Kotido (Karamoja). En 2007, le HCDH-Ouganda a réorienté ses activités, précédemment axées sur le suivi et l'établissement de rapports, pour insister davantage sur la sensibilisation et renforcement de capacités, en raison de la stabilisation de la situation sécuritaire au nord de l'Ouganda.

Activités

Le HCDH a :

- Entretenu un dialogue privé sur la problématique des droits de l'homme avec les représentants du Gouvernement, à l'échelon national et local.



Formation de la police assurée par le HCDH en Ouganda

- ▶ Mené 64 initiatives de formation et de renforcement des capacités, touchant plus de 3 400 agents de police, soldats, fonctionnaires des administrations locales et représentants de la société civile.
- ▶ Organisé 105 réunions de sensibilisation aux droits de l'homme et d'autres activités sur les normes internationales dans ce domaine, au bénéfice de membres d'organisations de la société civile, de l'administration publique des districts et des organes chargés de l'application de la loi.
- ▶ Entrepris 48 missions de suivi sur le terrain et 96 visites dans des prisons au cours de l'année, observant en outre 21 procès civils et militaires.
- ▶ Dispensé des conseils techniques et des orientations de politique générale à des représentants de populations marginalisées, parmi lesquelles figurent les personnes handicapées, les gais, les lesbiennes et les membres d'autres minorités sexuelles.
- ▶ Intensifié les activités de compte rendu, de suivi et de formation menées de concert avec la Commission ougandaise des droits de l'homme.
- ▶ Présenté quatre rapports publics, quatre commentaires techniques et une étude sur différentes questions, à savoir la justice transitionnelle, l'accès à la justice, les droits fonciers et les recours légaux face à la violence sexiste.
- ▶ Appuyé la visite du Rapporteur spécial sur le droit à la santé en février, en coopération avec l'Organisation mondiale de la santé.

Le HCDH en Ouganda : performance en 2007

Indicateurs clefs (PGS 2006-2007)	Progrès en 2007
Mise en place d'opérations de contrôle dans les districts touchés.	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Ouverture de six bureaux auxiliaires, dotés des effectifs prévus et totalement opérationnels. ▶ Ouverture de quatre centres de coopération entre les civils et les militaires au nord de l'Ouganda. ▶ 30 collaborateurs des centres de coopération militaro-civile ont bénéficié d'une formation à la surveillance du respect des droits de l'homme, ainsi qu'à l'établissement de rapports et aux investigations dans ce domaine.
Diffusion régulière d'informations sur la situation des droits de l'homme dans les zones de conflit, à l'intention des décideurs.	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Achèvement de recherches thématiques sur les droits fonciers et sur l'accès à la justice. ▶ Diffusion de quatre rapports publics et de huit communiqués de presse. ▶ Échange régulier d'informations sur les droits de l'homme dans des forums politiques, au niveau national.

Indicateurs clefs (PGS 2006-2007)	Progrès en 2007
Création d'un réseau opérationnel de défenseurs des droits de l'homme.	<ul style="list-style-type: none"> ► Mise en place d'un réseau de signalement et d'orientation des cas à des fins de protection des droits de l'homme, y compris pour les défenseurs des droits de l'homme.
Conseils municipaux dotés de coordonnateurs dûment formés, spécifiquement chargés des droits de l'homme.	<ul style="list-style-type: none"> ► En collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement et les Volontaires des Nations Unies, le HCDH a formé tous les coordonnateurs chargés des droits de l'homme au sein des administrations municipales et régionales et continué à offrir un appui à l'échelon des districts. ► 120 conseillers municipaux ont été formés à la prise en compte systématique des droits de l'homme et 54 membres de tribunaux municipaux ont été formés à l'application des normes relatives aux droits de l'homme dans leur travail.
Groupes locaux et nationaux de protection des droits de l'homme dotés de capacités renforcées en matière d'organisation et de sensibilisation.	<ul style="list-style-type: none"> ► 26 sessions de formation aux droits de l'homme et à la sensibilisation ont été organisées auprès d'ONG locales, au profit de 345 personnes. ► Sur la base d'une série de réunions régionales financées par le HCDH, des organisations issues de la société civile ont collaboré afin de publier un document commun de sensibilisation, prônant l'établissement des responsabilités et la réconciliation.
Évaluation des mécanismes aptes à administrer la justice en période de transition et susceptibles de faciliter l'établissement des responsabilités, ainsi que la réconciliation.	<ul style="list-style-type: none"> ► Près de 1 700 victimes ont pris part à 68 discussions de groupe et à 39 entretiens sur la justice transitionnelle. ► Le HCDH a continué à coordonner des groupes de discussion réguliers avec des partenaires intervenant dans le domaine de la justice transitionnelle au nord de l'Ouganda. ► Quatre documents de sensibilisation et commentaires juridiques sur la justice transitionnelle ont été publiés en vue des négociations de paix. ► Une étude sur la justice transitionnelle a été publiée, ce qui a facilité la diffusion du point de vue des victimes du conflit.
Élaboration d'un plan d'action afin d'aider les autorités à mettre en œuvre les recommandations et les observations du Comité des droits de l'enfant et du Comité contre la torture.	<ul style="list-style-type: none"> ► Des autorités locales et des organisations de la société civile ont adopté trois plans d'action régionaux à l'issue d'ateliers régionaux traitant des observations finales du Comité des droits de l'enfant, du Comité contre la torture, du Comité pour l'élimination de toutes les formes de discrimination contre les femmes et du Comité des droits de l'homme.
Respect par le Gouvernement de ses obligations d'établissement de rapports auprès des organes de suivi des traités, en particulier en ce qui concerne le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.	<ul style="list-style-type: none"> ► Un processus national de collecte d'informations et de sensibilisation a été lancé en vue de la rédaction du rapport de l'Ouganda sur la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. ► Le Gouvernement s'est engagé à rédiger un rapport en retard, destiné au Comité des droits économiques, sociaux et culturels.
Exécution de programmes conjoints avec l'équipe de pays des Nations Unies.	<ul style="list-style-type: none"> ► Un programme conjoint sur le droit à la santé, incluant la création d'un Comité de direction pour la santé et les droits de l'homme, a été mené avec l'Organisation mondiale de la santé. ► Un programme conjoint, relatif à la mise en œuvre de la résolution 1612 du Conseil de sécurité sur la question des enfants dans les conflits armés, a été exécuté avec l'UNICEF. ► L'équipe des Nations Unies chargée de la lutte contre le VIH/sida a inscrit la mise en place d'un « environnement politique et législatif tenant compte des spécificités sexuelles et des droits de l'homme » au nombre de ses interventions prioritaires. ► En collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement et les Volontaires des Nations Unies, le HCDH a offert un appui aux coordonnateurs des questions en rapport avec les droits de l'homme à l'échelon des districts.



Commémoration de la journée internationale des droits des personnes handicapées à Soroti, dans la région de Teso, au nord-est de l'Ouganda

Résultats

- ▶ Les activités de formation du HCDH ont eu pour effet direct d'accroître la connaissance institutionnelle des droits de l'homme et les procédures disponibles pour remédier aux atteintes aux droits de l'homme ont été utilisées de manière plus uniforme au sein de la police, de l'armée et du système judiciaire.
- ▶ Dans certaines communautés, une diminution du recours à la torture, aux mauvais traitements et à la corruption au sein de la police a été signalée.
- ▶ Quatre-vingt-quinze pour cent des auxiliaires de police formés par le HCDH avaient organisé des réunions de suivi avec la population pour l'informer de leur rôle et de leur mandat concernant la protection des droits de l'homme.
- ▶ À la suite des interventions du Haut-Commissariat, 11 délinquants juvéniles incarcérés avec des adultes mis en détention provisoire ou reconnus coupables ont été déférés au tribunal pour enfants et leurs cas ont été traités au travers du système de justice pour les mineurs.
- ▶ Après que le HCDH ait fait campagne contre le surpeuplement des prisons, de petits délinquants ont été condamnés à des travaux d'intérêt général, ce qui a contribué à réduire le problème.

- ▶ Le Gouvernement a rédigé un plan d'action contre l'utilisation et le recrutement d'enfants dans des conflits armés.
- ▶ À l'issue de modifications intervenues dans l'engagement opérationnel de l'armée, le nombre d'atteintes aux droits de l'homme a diminué.
- ▶ Le renforcement des capacités et la sensibilisation de la population ont été accrus dans le domaine de la justice transitionnelle, de l'accès à la justice, des droits fonciers et des recours légaux contre la violence sexiste.
- ▶ Des représentants de populations marginalisés ont amélioré leur accès aux processus nationaux de prise de décisions et d'élaboration des lois.

Défis et enseignements

- ▶ Le vaste mandat du HCDH en Ouganda, reflété par un accord juridique global conclu avec le Gouvernement, a été un élément clef du succès du bureau. L'accord porte à la fois sur la protection et la promotion des droits de l'homme ; de ce fait, le bureau a été en mesure de présenter des rapports publics critiques, lesquels ont abouti à un dialogue constructif avec les pouvoirs publics.

Ouganda : Dépenses en 2007

	Dépenses au titre du budget ordinaire (dollars E.-U.)	Dépenses extrabudgétaires (dollars E.-U.)
Dépenses de personnel	-	1 829 908
Consultants	-	-
Voyages officiels	-	57 170
Services contractuels	-	21 577
Dépenses générales de fonctionnement	-	170 132
Fournitures et achats	-	28 301
Séminaires, subventions et contributions	-	311 698
Sous-total	-	2 418 787
Coûts d'appui au programme	-	314 442
TOTAL	-	2 733 229

Bureaux régionaux**Centre sous-régional pour les droits de l'homme et la démocratie en Afrique centrale (Yaoundé, Cameroun)**

Date d'ouverture	2001
Effectif au 31 décembre 2007	6 pers.
Dépenses en 2007	956 806 dollars E.-U.

En Afrique centrale, le respect des droits de l'homme et la démocratie souffrent toujours de graves insuffisances, dont l'ampleur varie en fonction du stade de développement politique du pays. Il existe dans certaines parties de la région une société civile dynamique, où les organisations de défense des droits de l'homme jouent un rôle actif, alors que dans d'autres secteurs les restrictions qui pèsent sur les organisations de la société civile entravent la promotion et la protection des droits universels. La pauvreté et la discrimination dont sont victimes les peuples autochtones et les minorités continuent de poser de graves problèmes, tout comme la violence exercée à l'encontre des femmes et de certains groupes vulnérables, comme les déplacés internes et les réfugiés.

L'impunité et l'absence de système judiciaire fonctionnant convenablement sont des éléments caractéristiques de la situation des droits de l'homme dans la plupart des pays d'Afrique centrale ; parallèlement, certaines parties de la région sont toujours en proie à de violents conflits. Bien que la plupart des États aient ratifié les principaux traités internationaux relatifs aux droits de l'homme, l'intégration de ces obligations internationales dans les législations nationales n'a pour l'heure que faiblement progressé. Si des élections ont eu lieu dans la majorité des pays, il reste encore beaucoup à faire pour s'assurer la participation de toutes les catégories de la population et pour garantir des résultats crédibles.



Fillettes participant à un jeu traditionnel en République centrafricaine

À la requête de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, l'Assemblée générale a institué en 2001 le Centre sous-régional des Nations Unies pour les droits de l'homme et la démocratie en Afrique centrale. Le Centre, qui mène ses activités sous l'égide du HCDH à Yaoundé, s'emploie à sensibiliser les détenteurs de droits à leurs droits fondamentaux, y compris les droits économiques, sociaux et culturels, à éliminer la discrimination, en particulier à l'encontre des femmes et des groupes minoritaires, et à consolider l'État de droit, ainsi que les institutions œuvrant à la protection des droits de l'homme.

Activités

Le HCDH a :

- Organisé un atelier au Gabon pour traiter des problèmes auxquels sont confrontées les personnes touchées par le VIH/sida ; plus de 50 personnes, issues du gouvernement, du parlement, du monde universitaire, de la société civile et du corps diplomatique, y ont participé.
- Dispensé une formation à des responsables de l'application des lois originaires de neuf pays d'Afrique centrale, parmi lesquels figuraient des officiers de police judiciaire, des gendarmes et des directeurs d'équipes d'enquête qui allaient être déployées dans des opérations de maintien de la paix. Les sessions ont traité des moyens de reconnaître les situations où les droits de l'homme peuvent être menacés et des obligations internationales en matière de droits de l'homme.
- Organisé un atelier à l'intention de formateurs aux droits de l'homme, dispensant à 16 spécialistes une formation sur des questions et des concepts clés en matière de justice transitionnelle, afin de constituer une équipe de réserve, formée d'experts susceptibles d'être mobilisés rapidement pour prêter main-forte à des gouvernements, des ONG et d'autres acteurs aux prises avec des problèmes de justice transitionnelle.
- Animé un premier atelier sur l'établissement des rapports destinés aux organes de suivi des traités et sur la rédaction de ces documents, au profit de participants originaires de République du Congo, du Gabon, de Guinée équatoriale et du Cameroun.
- Préparé, de concert avec la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, des recommandations sur les élections dans les États membres, prévoyant notamment la création d'un groupe d'appui aux élections et l'adoption d'un guide de l'observateur des élections.
- Organisé une conférence sur la Convention relative aux droits des personnes handicapées au Cameroun.

Résultats

- À l'issue d'une réunion d'experts sur les peuples autochtones, organisée par le Centre, le HCDH a été prié de travailler avec le Gouvernement de la République du Congo à la rédaction d'un projet de loi sur les droits de ces peuples.
- Un réseau sous-régional de spécialistes des droits des femmes a été mis en place et un groupe de formateurs et d'experts pour les questions d'égalité des sexes en Afrique centrale constitué à la suite de sessions de formation régionales.
- Plus d'un millier de visiteurs ont utilisé les services de documentation et la bibliothèque d'ouvrages de référence du Centre en 2007.

Défis et enseignements

- Le Centre doit adopter une démarche souple et novatrice lors de la conception et de l'exécution des programmes, compte tenu des énormes disparités observées dans la situation des divers pays de la région, sur le plan politique, économique et des droits de l'homme.

Centre sous-régional pour les droits de l'homme et la démocratie en Afrique centrale : Dépenses en 2007

	Dépenses au titre du budget ordinaire (dollars E.-U.)	Dépenses extrabudgétaires (dollars E.-U.)
Dépenses de personnel	347 992	91 225
Consultants	18 000	15 492
Voyages officiels	73 220	73 594
Services contractuels	10 970	25 000
Dépenses générales de fonctionnement	61 118	49 080
Fournitures et achats	8 784	19 452
Séminaires, subventions et contributions	38 166	78 862
Sous-total	558 251	352 704
Coûts d'appui au programme	-	45 852
TOTAL	558 251	398 555

Bureau régional pour l'Afrique de l'Est (Addis-Abeba, Éthiopie)

Date d'ouverture	2001
Effectif au 31 décembre 2007	6 pers.
Dépenses en 2007	875 267 dollars E.-U.

En Afrique de l'Est, les droits de l'homme ont continué à subir les effets de violents conflits, de la faiblesse des institutions et de l'instabilité politique. En 2007, la dégradation de la situation en Somalie, l'aggravation du conflit frontalier entre l'Éthiopie et l'Érythrée et la crise qui troublait l'Ogaden ont contribué à des violations des droits de l'homme, notamment des détentions arbitraires, des tortures, des exécutions extrajudiciaires, des activités de traite des êtres humains et des déplacements massifs de population à l'intérieur des pays. La situation est aggravée par l'extrême faiblesse des organisations de la société civile et des mécanismes de protection des droits de l'homme dans la sous-région, si ce n'est par leur absence totale.

Le bureau régional d'Addis-Abeba gère les pays situés en Afrique orientale et dans la Corne de l'Afrique, en se consacrant en priorité à l'Éthiopie, à l'Érythrée, à Djibouti, au Kenya et à la Tanzanie, où le HCDH n'est pas représenté. Le bureau s'attache à constituer des capacités régionales et nationales de protection des droits de l'homme, sensibilise l'opinion à cette problématique et coopère avec les équipes de pays et les bureaux des Nations Unies implantés dans la région afin de les aider à adopter une démarche axée sur les droits dans leurs activités de programmation.

Activités

Le HCDH a :

- ▶ Organisé, en coopération avec la Commission éthiopienne des droits de l'homme et le ministère des Affaires étrangères, une conférence nationale sur la situation de l'Éthiopie, concernant la présentation de ses rapports aux organes de suivi des traités. La conférence a été suivie par 120 participants, représentant les pouvoirs publics et la société civile.
- ▶ Animé deux ateliers sur l'établissement des rapports destinés aux organes de suivi des traités en Éthiopie, à l'intention de 60 participants.
- ▶ Coopéré avec l'Union africaine et la Commission africaine des droits de l'homme dans le cadre du programme décennal de renforcement des capacités mis en place par l'Union africaine et l'ONU, organisant une réunion de consultation qui a permis de définir les priorités de la coopération dans le

domaine des droits de l'homme, de la justice et de la réconciliation pour la période 2008-2009.

- ▶ Organisé, de concert avec l'Union africaine, un atelier sur l'application des décisions de l'Union concernant les droits de l'homme.
- ▶ Élaboré, à l'intention de la Commission éthiopienne des droits de l'homme, un plan d'action global à cinq ans, visant à doter cette dernière de capacités plus solides pour surveiller la situation des droits de l'homme et enquêter sur les violations, et pour respecter les Principes de Paris.
- ▶ Accueilli, en coopération avec Minority Rights Group International, un séminaire international sur la paix, les droits de l'homme et l'intégration au Soudan. Trente-huit participants, dont le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Soudan et des représentants des pouvoirs publics soudanais, y ont assisté.
- ▶ Étroitement coopéré avec l'équipe des Nations Unies en Éthiopie, en veillant à ce que les droits de l'homme soient systématiquement pris en compte dans les activités de l'équipe et dans le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement de l'Éthiopie.
- ▶ Préconisé avec succès l'intégration d'une composante « droits de l'homme » dans la mission menée par l'équipe de pays des Nations Unies dans la région de l'Ogaden.

Résultats

- ▶ Le bureau régional a mieux fait connaître le système de défense des droits de l'homme des Nations Unies, en particulier les obligations relatives à la présentation de rapports sur l'application des traités internationaux relatifs aux droits de l'homme.
- ▶ En Éthiopie, en Tanzanie et à Djibouti, les efforts du HCDH ont contribué à renforcer la détermination des pouvoirs publics et à accroître l'intérêt de la société civile pour collaborer plus activement avec les mécanismes de protection des droits de l'homme.

Défis et enseignements

- ▶ L'élaboration de stratégies d'engagement auprès des pays où le HCDH ne dispose d'aucune présence physique s'est avérée particulièrement délicate, tout comme la redéfinition de l'ordre de priorité des activités planifiées, rendue nécessaire par l'apparition de situations inédites ou par l'évolution de certaines situations.

Bureau régional pour l'Afrique de l'Est : Dépenses en 2007

	Dépenses au titre du budget ordinaire (dollars E.-U.)	Dépenses extrabudgétaires (dollars E.-U.)
Dépenses de personnel	-	522 774
Consultants	-	-
Voyages officiels	-	38 000
Services contractuels	-	9 373
Dépenses générales de fonctionnement	-	65 278
Fournitures et matériels	-	65 741
Séminaires, subventions et contributions	-	73 406
Sous-total	-	774 572
Coûts d'appui au programme	-	100 694
TOTAL	-	875 267

Bureau régional pour l'Afrique australe (Pretoria, Afrique du Sud)

Date d'ouverture	1998
Effectif au 31 décembre 2007	5 pers.
Dépenses en 2007	516 466 dollars E.-U.

La plupart des États d'Afrique australe sont de jeunes démocraties, dotées d'une presse libre et ouverte, d'une société civile active et d'institutions nationales très récentes. Si la région possède quelques-uns des mécanismes de promotion et de protection des droits de l'homme les plus solides d'Afrique, l'on observe encore des déficits de mise en œuvre, qu'il importera de combler avec une assistance et des conseils techniques si l'on veut que les progrès se poursuivent.

Le bureau régional du HCDH, situé à Pretoria, suit l'évolution de la situation en Afrique du Sud, au Botswana, aux Comores, au Lesotho, à Madagascar, au Malawi, à Maurice, au Mozambique, en Namibie, aux Seychelles, au Swaziland, en Zambie et au Zimbabwe. Le bureau s'engage auprès des gouvernements, des organisations régionales et sous-régionales et des représentants de la société civile pour répondre aux besoins institutionnels dans le domaine des droits de l'homme, prodiguer des conseils et une assistance et sensibiliser ses interlocuteurs aux principes en matière de droits de l'homme. Dans l'ensemble de la région, le HCDH

s'emploie, en étroite coopération avec les équipes de pays des Nations Unies, à intégrer la dimension des droits de l'homme dans les programmes de développement et à mobiliser un appui et une aide plus solides pour l'action de renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme.

Activités

Le HCDH a :

- ▶ Organisé et accueilli, de concert avec le Forum parlementaire de la Communauté de développement de l'Afrique australe, un séminaire de trois jours sur les droits de l'homme à l'intention de parlementaires ; la réunion, à laquelle 19 députés originaires de neuf pays ont assisté, a été consacrée au rôle de contrôle des parlementaires, concernant le respect des droits de l'homme.
- ▶ Organisé, en collaboration avec la Commission sud-africaine des droits de l'homme, une table ronde internationale qui a débattu pendant trois jours du « Rôle des institutions nationales dans la justice transitionnelle ». Quelque 39 experts représentant des institutions nationales y ont participé.
- ▶ Animé, en collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies, un atelier consacré aux droits de l'homme dans le contexte de la propagation et du traitement du VIH/sida, à l'intention de parlementaires du Lesotho.
- ▶ Dispensé une formation sur les droits de l'homme à des membres de l'administration pénitentiaire, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement à Maurice.
- ▶ Organisé une formation sur l'établissement des rapports destinés aux organes de suivi des traités à l'intention de fonctionnaires et d'ONG, ainsi qu'une formation sur le rôle des mécanismes de défense des droits de l'homme des Nations Unies auprès d'une quarantaine de représentants d'ONG.
- ▶ Prodigué des conseils et une assistance à des pays qui mettent en place des institutions nationales, ainsi qu'à ceux qui réexaminent et modernisent des institutions existantes.
- ▶ Facilité les missions du Rapporteur spécial sur le droit à un logement convenable et du Rapporteur spécial sur la protection des droits de l'homme dans la lutte antiterroriste.
- ▶ Coopéré avec des institutions régionales et nationales en vue d'organiser, au cours de l'année prochaine, des initiatives communes de renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme.

Résultats

- Les activités menées en 2007 ont contribué à attirer l'attention sur les droits de l'homme dans la région et permis de renouer des partenariats avec des pays qui ne coopéraient plus avec le bureau régional depuis quelque temps, notamment la Namibie et le Malawi.
- Les personnes ayant participé à la table ronde internationale sur « Le rôle des institutions nationales dans la justice transitionnelle » ont adopté un ensemble très complet de recommandations afin de guider l'action des institutions dans le domaine de la justice transitionnelle.
- Les personnes ayant participé au séminaire du Forum parlementaire de la Communauté de développement de l'Afrique australe ont adopté une série de recommandations pour renforcer la fonction de contrôle des parlements dans la région de la CDAA.

Défis et enseignements

- En 2007, des changements de personnel ont retardé certaines activités. Cependant, à la fin de l'année, le bureau avait renoué plusieurs partenariats essentiels en Afrique du Sud et dans la sous-région.

Le bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest (Dakar, Sénégal)

Le 3 décembre 2007, le HCDH et le Gouvernement sénégalais ont conclu un accord établissant un nouveau bureau régional, situé à Dakar et couvrant le Bénin, le Burkina Faso, le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Libéria, le Mali, le Niger, le Nigéria, le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo. Le travail accompli par le bureau viendra compléter celui des présences du HCDH existant dans la région, à savoir le bureau de pays implanté au Togo et les composantes droits de l'homme des missions de paix déployées en Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau, au Libéria et en Sierra Leone.

Dans un premier temps, le nouveau bureau régional se consacrera au renforcement des capacités des composantes droits de l'homme des missions de paix et à l'instauration de relations de coopération avec des pays où le HCDH ne dispose d'aucune présence, notamment le Bénin, le Burkina Faso et le Cap-Vert. Le bureau s'emploiera, en collaboration avec des gouvernements, des organisations intergouvernementales, des organisations non gouvernementales et des partenaires onusiens, à définir et à exécuter des stratégies et des programmes pour appuyer la promotion et la protection des droits de l'homme dans la région. Un processus de recrutement est en cours afin de doter le bureau en effectifs.

Bureau régional pour l'Afrique australe : Dépenses en 2007

	Dépenses au titre du budget ordinaire (dollars E.-U.)	Dépenses extrabudgétaires (dollars E.-U.)
Dépenses de personnel	-	375 042
Consultants	-	-
Voyages officiels	-	32 620
Services contractuels	-	318
Dépenses générales de fonctionnement	-	25 387
Fournitures et matériels	-	10 866
Séminaires, subventions et contributions	-	12 817
Sous-total	-	457 050
Coûts d'appui au programme	-	59 416
TOTAL	-	516 466

Appui aux missions de paix des Nations Unies

Bureau intégré des Nations Unies au Burundi

Le bureau du HCDH au Burundi, ouvert en 1995, a fusionné avec le Bureau intégré des Nations Unies dans ce pays en 2007. La nouvelle composante droits de l'homme, connue sous le nom de Bureau des droits de l'homme et de la justice, travaille avec le Gouvernement burundais pour prôner des réformes juridiques, lutter contre l'impunité et rendre le système judiciaire plus efficace et plus crédible. Le bureau emploie 22 personnes.

Activités

Le bureau a :

- Observé la situation des droits de l'homme dans les 17 provinces du pays, en y entreprenant des visites régulières, en général en compagnie de membres du bureau du procureur.
- Suivi des affaires de détention au travers de réunions hebdomadaires avec des représentants des organes chargés de l'application des lois, de l'administration et d'ONG nationales et internationales, pour veiller à ce que des enquêtes soient menées et des poursuites engagées, les prisonniers injustement détenus, libérés, et les prisonniers malades, soignés.



Réfugiés au Burundi

- ▶ Organisé plus de 20 initiatives de sensibilisation et de formation destinées à des représentants des forces de l'ordre ou à des catégories de population spécifiques, comme les femmes, les journalistes et les syndicalistes, ainsi qu'à la population dans son ensemble.
- ▶ Dispensé une formation sur les normes internationales relatives aux droits de l'homme à 284 magistrats et 127 auxiliaires de justice.
- ▶ Offert un appui à l'expert indépendant chargé d'examiner la situation des droits de l'homme au Burundi lors de ses missions dans le pays.
- ▶ Organisé une campagne d'information de 16 jours sur la violence contre les femmes et appuyé un réseau national de responsables femmes en assurant des formations sur la surveillance et la défense des droits fondamentaux.
- ▶ Encouragé la mise en place de mécanismes de justice transitionnelle, en collaboration avec les autorités.
- ▶ La refonte du code pénal et du code de procédure pénale s'est poursuivie en 2007 et devrait être achevée en 2008.
- ▶ Après que le bureau ait dispensé des conseils et une assistance à ce sujet, un Comité de direction tripartite a été créé et chargé d'organiser les consultations nationales qui se tiendront en 2008, avant la mise en place d'une Commission vérité et réconciliation.
- ▶ Les interventions du bureau dans des affaires de détention ont entraîné la libération immédiate de plusieurs dizaines de détenus qui avaient été victimes d'arrestations illégales et ont facilité, avec le soutien de membres du système judiciaire, le transfert de détenus malades dans des centres médicaux.

Défis et enseignements

Résultats

- ▶ Une nouvelle loi, instituant la Commission nationale des droits de l'homme, a été rédigée en novembre 2007.

- ▶ Le système judiciaire manque toujours d'indépendance et les atteintes les plus graves aux droits de l'homme sont demeurées impunies. Cependant, des réunions régulières avec les autorités ont maintenu cette question au premier plan des préoccupations, ce qui permet d'espérer que les affaires graves seront, à terme, traitées.

Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine

La section chargée des droits de l'homme au sein du Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine (BONUCA), qui est soutenue par le HCDH, surveille la situation des droits de l'homme, offre une assistance juridique aux victimes de violations et aide à renforcer les capacités de promotion et de protection des droits de l'homme des institutions nationales. La Section des droits de l'homme dispose d'un bureau à Bangui, complété par trois bureaux régionaux situés à Bambari, Bossangoa et Bouar. Elle est composée de 15 personnes.

Activités

La section a :

- ▶ Participé, avec l'équipe de pays des Nations Unies, à cinq missions d'observations conjointes dans des régions situées à l'extérieur de la capitale ; une mission a notamment été menée à Sam Ouandja, au nord-est du Tchad, pour évaluer les conditions de vie de 15 000 réfugiés originaires du Soudan.
- ▶ Assuré 47 sessions de formation sur les droits de l'enfant, des femmes, des détenus et des peuples autochtones, ainsi que sur les droits économiques, sociaux et culturels, au bénéfice de 500 participants issus des services de police, de groupes de jeunes et d'organisations féminines.
- ▶ Entrepris des visites hebdomadaires dans des prisons et des centres de détention, suivant des affaires individuelles avec les autorités locales et nationales, rendant compte de ses conclusions, prônant le respect des lois nationales et des normes internationales relatives aux droits de l'homme et recommandant des mesures correctives pour améliorer la situation.
- ▶ Prêté une assistance au Représentant du Secrétaire général pour les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays lors de la mission de ce dernier en République centrafricaine en février.
- ▶ Dispensé des conseils aux autorités pour faciliter l'élaboration d'une nouvelle loi sur le travail.

Résultats

- ▶ Les autorités ont promulgué une nouvelle loi sur le travail, ainsi qu'une loi sur la répression des violences et des abus sexistes.
- ▶ Les autorités se sont montrées plus disposées à coopérer avec le BONUCA et le HCDH sur les questions de protection des droits de l'homme, notamment en ce qui concerne des affaires spécifiques de violation des droits de l'homme.

- ▶ Le Gouvernement a invité deux détenteurs de mandats au titre des procédures spéciales, le Représentant spécial du Secrétaire général pour les personnes déplacées dans leur propre pays et le Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires à se rendre dans le pays.
- ▶ Les activités relatives aux droits de l'homme ont été davantage intégrées au travail des institutions des Nations Unies, en particulier au travers du module de protection.

Défis et enseignements

- ▶ Afin d'accroître l'impact de l'action menée par la Section des droits de l'homme, le HCDH a dispensé une formation pour renforcer la capacité de surveillance et d'établissement de rapports de la Section et pris des dispositions pour augmenter son appui dans le secteur de la logistique et des communications.

Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire

L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), instituée en 2004, doit, en vertu de son mandat, faciliter l'application de l'Accord de paix de Linas-Marcoussis et d'autres accords pertinents signés par les parties ivoiriennes. Le HCDH appuie la Division des droits de l'homme de l'ONUCI, chargée d'entreprendre des activités de formation, de plaidoyer et de sensibilisation, en prodiguant en outre une assistance technique, pour remédier aux principaux défis dans le domaine des droits de l'homme, notamment l'impunité et le respect des droits des femmes et des enfants. La division emploie 22 spécialistes internationaux des droits de l'homme et Volontaires des Nations Unies, ainsi que 10 collaborateurs nationaux, en poste au siège d'Abidjan et dans les neuf bureaux régionaux implantés à travers le pays.

Activités

La Division a :

- ▶ Animé 20 ateliers de renforcement des capacités, respectivement destinés à des militants de la société civile et au personnel de l'armée et des services de police, traitant dans le premier cas de la surveillance, des enquêtes et de l'établissement de rapports concernant les droits de l'homme, et dans le deuxième de la protection des droits de l'homme dans les situations de conflit.

- ▶ Organisé un stage de formation d'une durée de sept semaines à l'intention de 30 membres du ministère de la Justice et des droits de l'homme.
- ▶ Aidé le ministère de la Justice et des droits de l'homme à mettre en place la Commission nationale des droits de l'homme.
- ▶ Appuyé la participation de la Commission nationale des droits de l'homme à la sixième Conférence des institutions nationales africaines des droits de l'homme, qui s'est déroulée les 8 et 9 octobre à Kigali.
- ▶ Mis au point un stage de formation spécialisé sur l'application d'une approche axée sur les droits de l'homme à l'intention du ministère de la Planification et du Développement.
- ▶ Animé 36 séminaires de sensibilisation aux droits de l'homme auprès d'enseignants et d'élèves dans plus de 50 écoles réparties dans neuf régions, produit 3 000 affiches sur quatre thèmes relatifs aux droits de l'homme, publié des supports de formation, des ouvrages de référence et des prospectus, et organisé deux émissions de télévision consacrées aux droits de l'homme.
- ▶ Organisé un atelier national sur la surveillance, les enquêtes et les rapports en matière de droits de l'homme à Abidjan.
- ▶ Enquêté sur toute une série de violations commises à travers le pays et présenté des rapports publics sur la situation des droits de l'homme.

Résultats

- ▶ La Commission nationale des droits de l'homme a été créée en janvier 2007.
- ▶ Les campagnes d'information menées par la Division des droits de l'homme, associées à ses initiatives en direction des enseignants et des élèves des établissements scolaires, ont contribué à sensibiliser l'opinion publique aux droits de l'homme. À ce jour, plus de 53 clubs de protection des droits de l'homme ont été créés dans différentes écoles à travers le pays.

Défis et enseignements

- ▶ L'instabilité politique et des problèmes de sécurité ont retardé la mise en œuvre du programme et aggravé les difficultés qui existaient déjà dans le domaine des droits de l'homme. Si les milices et l'armée ne sont pas démobilisées et désarmées, des violations des droits de l'homme continueront vraisemblablement d'être perpétrées en toute impunité.

Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo

Le bureau du HCDH en République démocratique du Congo (RDC) a été intégré à la Division des droits de l'homme de la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo et est désormais connu sous le nom de Bureau intégré des Nations Unies pour les droits de l'homme en RDC. Depuis la fusion, la Division des droits de l'homme s'est attachée à dispenser une assistance technique au travers d'activités de formation et de sensibilisation visant à lutter contre l'impunité, notamment en ce qui concerne la violence sexuelle. Le bureau en RDC emploie au total 30 personnes, dont 27 collaborateurs nationaux.

Activités

La Division a :

- ▶ Animé six ateliers à l'intention de plus de 250 députés, afin de traiter du rôle du parlement dans la promotion et dans la protection des droits de l'homme, de la création d'une institution nationale des droits de l'homme et de la nécessité d'offrir une protection législative aux personnes affectées par le VIH/sida.
- ▶ Organisé 20 sessions de formation pour 200 dirigeants traditionnels et 70 associations locales afin de renforcer leur rôle d'intermédiaires, dans les villages, auprès des victimes de violences sexuelles et sexistes. En outre, 250 membres d'associations de femmes ont reçu une formation relative à la nouvelle législation visant à réduire l'incidence alarmante de la violence sexuelle en RDC.
- ▶ Assuré six ateliers sur l'intégration des droits de l'homme dans les programmes scolaires à l'intention d'enseignants, d'administrateurs et de directeurs d'écoles.
- ▶ Organisé des ateliers sur la surveillance, les enquêtes et l'établissement de rapports, ainsi que sur la création d'une institution nationale des droits de l'homme, à l'adresse de 50 membres d'ONG de défense des droits de l'homme.
- ▶ Aidé à mettre en place cinq antennes juridiques et à dispenser à leur personnel une formation relative à l'assistance aux victimes de violences sexuelles. Entrepris, avec le Département des opérations de maintien de la paix et le Programme des Nations Unies pour le développement, des travaux préparatoires en vue d'un exercice conjoint de synthèse, dirigé par le HCDH ; cet exercice est destiné à documenter les violations graves du droit international relatif aux droits de l'homme et du droit international humanitaire commises en République démocratique du Congo entre mars

1993 et juin 2003. Au 31 décembre 2007, un certain nombre de donateurs – l’Autriche, la Belgique, le Canada, la République de Corée, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse – s’étaient engagés à financer l’opération à hauteur de plus de 2 millions de dollars E.-U., les fonds devant être versés par l’intermédiaire du Programme des Nations Unies pour le développement.

Résultats

- ▶ À l’issue des activités de sensibilisation et de conseil menées par la Division des droits de l’homme, le Parlement a adopté deux lois importantes pour les droits de l’homme en 2007, la première portant sur le statut de l’opposition et la seconde sur la mise en place du Conseil supérieur de la magistrature.
- ▶ Les droits de l’homme ont été intégrés à un nouveau programme d’éducation civique destiné aux écoles élémentaires et secondaires, programme où ils occupent une place importante.
- ▶ Grâce à l’observation des conditions de détention et à des activités régulières de suivi, la situation dans la prison centrale de Goma se serait améliorée.
- ▶ Un réseau des « parlementaires pour les droits de l’homme » a été créé et un appui a été mobilisé en faveur d’un projet de loi visant à constituer une institution nationale des droits de l’homme.

Défis et enseignements

- ▶ Une profonde méconnaissance des principes fondamentaux des droits de l’homme a entraîné une grande tolérance vis-à-vis de l’impunité en RDC. Afin de susciter une prise de conscience, des spécialistes des droits de l’homme se sont rendus dans des régions reculées du pays pour distribuer de la documentation sur les droits de l’homme et des exemplaires de la nouvelle législation sur la violence sexuelle.

Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée

En raison du conflit frontalier entre l’Éthiopie et l’Érythrée, des civils ont été victimes de graves violations de leurs droits fondamentaux, notamment la séparation des familles, le déplacement de personnes à l’intérieur de leur pays, des enlèvements et des disparitions. Le HCDH aide le Bureau des droits de l’homme de la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée à s’acquitter de son mandat, qui est de surveiller la zone de sécurité temporaire et les zones adjacentes, en enquêtant sur les allégations relatives à des violations des droits de l’homme et des incidents transfrontaliers et en présentant des rapports à ce sujet.

Le bureau oriente en priorité ses activités sur les populations vulnérables touchées par le conflit, en particulier sur les populations qui vivent dans les zones frontalières, où la situation est tendue.

Activités

Le bureau a :

- ▶ Animé des ateliers et des séminaires sur les droits de l’homme à l’intention de responsables de l’administration pénitentiaire, des autorités judiciaires, d’étudiants et d’organisations de la société civile.
- ▶ Organisé un atelier sur les droits de l’homme et l’application de la loi à l’intention de 375 policiers nouvellement recrutés à Mekelle (Éthiopie), en faisant découvrir aux participants les concepts fondamentaux des droits de l’homme et les aspects essentiels du code pénal, de la procédure pénale et de la constitution éthiopienne.
- ▶ Animé deux ateliers à l’intention de 50 membres de la police fédérale et régionale éthiopienne, afin de traiter des normes internationales relatives aux droits de l’homme et de leur incidence sur la manière dont la police gère les questions en rapport avec les droits de l’homme.
- ▶ Donné une série de conférences sur les droits de l’homme à l’Université de Mekelle, au profit de 200 étudiants et membres du personnel.
- ▶ Organisé un séminaire de deux jours sur les droits de l’homme à l’intention de députés de l’État du Tigré.
- ▶ Entrepris, en coopération avec l’Union nationale des femmes érythréennes et l’Organisation de la jeunesse érythréenne, des activités de sensibilisation aux droits fondamentaux dans des écoles et des maisons des femmes.

Résultats

- ▶ Dans l’État du Tigré, une version révisée du code de la famille a été adoptée et est entrée en vigueur en février 2007, grâce aux efforts de plaidoyer et aux activités de formation menées par le bureau du Tigré pour promouvoir les droits fondamentaux et l’égalité entre les sexes.

Défis et enseignements

- ▶ En raison de la réduction de la présence militaire des Nations Unies au cours de l’année 2006-2007, le bureau a perdu une source importante d’information sur la situation des droits de l’homme sur le terrain dans les zones évacuées par la composante militaire. Il a donc été nécessaire d’élaborer une nouvelle stratégie opérationnelle pour la mise en oeuvre des droits de l’homme.

Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau

Le Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau a été créé en 1999. Le HCDH prête son soutien à la composante droits de l'homme, qui se consacre à la surveillance et au travail d'enquête, à l'éducation aux droits de l'homme, à la coopération technique et à l'intégration des droits de l'homme dans le travail de ses partenaires au sein des Nations Unies.

Activités

La composante des droits de l'homme a :

- ▶ Organisé quatre ateliers sur la justice transitionnelle, traitant notamment des questions d'égalité entre les sexes, dans le cadre de débats relatifs à la révision d'une loi d'amnistie, à l'intention de 50 parlementaires et membres de la société civile.
- ▶ Animé huit sessions de formation sur l'application des normes relatives aux droits de l'homme dans l'administration de la justice, en traitant en particulier du code de conduite et des règles concernant l'usage de la force, et sur la problématique de l'égalité des sexes, au bénéfice de 240 fonctionnaires de police. Ces formations revêtent une importance particulière, en raison de l'absence d'école de police dans le pays.
- ▶ Aidé le Gouvernement à élaborer une stratégie pour mettre fin à la pratique des mutilations génitales féminines, en collaboration avec des institutions des Nations Unies.
- ▶ Dispensé à l'équipe de pays des Nations Unies des conseils sur la prise en compte systématique des droits de l'homme dans les activités de programmation.

Résultats

- ▶ Des membres des services de police ont mieux saisi leurs responsabilités en matière de respect des droits de l'homme et de prévention des violations.
- ▶ Les échanges entre des parlementaires et des membres de la société civile au sujet du projet de loi d'amnistie, facilités par la composante droits de l'homme, ont abouti à la modification du texte et à son adoption par le Parlement.

Mission des Nations Unies au Libéria

La Mission des Nations Unies au Libéria a été instituée en septembre 2004. La Section des droits de l'homme et de la protection, qui bénéficie de l'appui du HCDH, participe aux efforts internationaux de promotion et de protection des droits de l'homme dans le pays. La section surveille la situation des droits de l'homme et présente des rapports publics, mène des activités de sensibilisation auprès de la population et œuvre à la mise en place et au renforcement d'institutions nationales. Ces activités sont effectuées en étroite partenariat avec d'autres institutions des Nations Unies, des organismes gouvernementaux et des organisations non gouvernementales, en accordant une attention particulière aux groupes vulnérables, notamment les réfugiés, les réfugiés rapatriés, les déplacés internes, les femmes, les enfants et les enfants soldats démobilisés. La section emploie 47 spécialistes nationaux et internationaux des droits de l'homme.

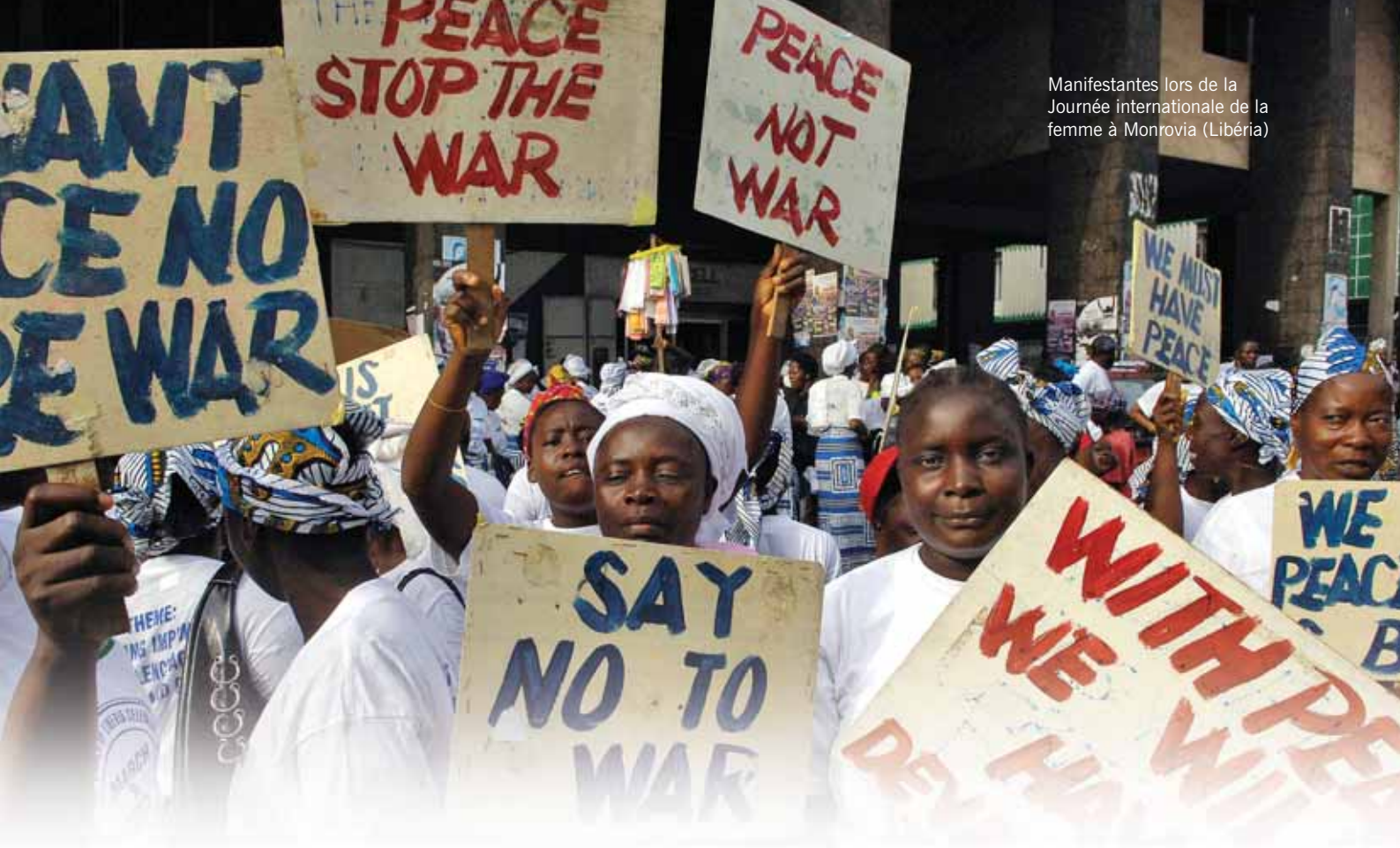
Activités

La section a :

- ▶ Observé la situation des droits de l'homme et présenté trois rapports publics, dont un rapport thématique sur le respect des droits fondamentaux dans les orphelinats.
- ▶ Organisé des formations sur les droits de l'homme à l'intention de policiers, de magistrats, de fonctionnaires, de commissaires et de collaborateurs de la Commission vérité et réconciliation, d'étudiants et de représentants de la société civile, en collaboration avec des ONG et des partenaires des Nations Unies.
- ▶ Distribué des matériels sur les droits de l'homme à des représentants des forces de l'ordre et aux nouvelles recrues de l'armée libérienne, à des membres de l'appareil judiciaire et à des représentants de la société civile.
- ▶ Conçu et lancé un programme d'instruction civique et d'éducation aux droits de l'homme et à la paix dans les écoles de l'ensemble du pays, en collaboration avec le ministère de l'Éducation et des institutions des Nations Unies.
- ▶ Entrepris des activités pour faire progresser la mise en place de la Commission nationale indépendante des droits de l'homme et l'élaboration d'un plan d'action national pour les droits de l'homme.

Results

- ▶ Les médias nationaux et locaux ont accordé une attention accrue aux problèmes de droits de l'homme.
- ▶ Les violences sexuelles et sexistes ont été davantage signalées aux services de police.



- Le ministère de la Santé et de la Protection sociale a diffusé et entériné des directives sur les normes minimales relatives à la gestion des institutions d'aide sociale, dont les orphelinats.
- La Commission vérité et réconciliation a adopté la version finale de ses règles de procédure.

Défis et enseignements

- La mise en place de la Commission nationale indépendante a progressé avec lenteur, faute de soutien politique. La Section des droits de l'homme a rallié un meilleur appui à la création d'une commission, en travaillant avec des acteurs coopératifs au sein du Gouvernement et de la société civile et en favorisant ainsi une meilleure compréhension des fonctions que remplirait une telle institution.

Bureau intégré des Nations Unies en Sierra Leone

Le Bureau intégré des Nations Unies en Sierra Leone (BINUSIL) a été mis en place en janvier 2006, à la suite du retrait de la Mission des Nations Unies en Sierra Leone. Le BINUSIL aide les pouvoirs publics à créer les conditions d'une paix, d'une sécurité et d'un développement durables. Au nombre des priorités dans le domaine des droits de l'homme, citons la création d'une Commission nationale des droits de l'homme, la mise en œuvre des recommandations de la Commission vérité et réconciliation, la consolidation de l'État de droit, notamment de l'indépendance du pouvoir

judiciaire, et le renforcement des capacités de la police et de l'administration pénitentiaire.

Activités

Le HCDH a :

- Organisé, en collaboration avec la Commission des droits de l'homme et le BINUSIL, une conférence consultative sur le rapport de la Commission vérité et réconciliation ; 165 personnes, représentant le Gouvernement, la société civile, les partenaires internationaux et des associations de victimes, y ont assisté.
- Organisé la production et la distribution d'un CD musical, afin de diffuser, dans une forme accessible à tous, les conclusions et recommandations contenues dans le rapport de la Commission vérité et réconciliation. Plus de 7 000 disques ont été fabriqués et 5 000 distribués ; en outre, quelque 2 500 cassettes audio, illustrant les mêmes thèmes, ont été produites.
- Entrepris une évaluation nationale des prisons et publié un rapport.
- Assuré quatre programmes de formation auprès de 200 responsables de l'administration pénitentiaire et élaboré un manuel, assorti de modules de formation, sur les normes nationales et internationales relatives aux prisons.
- Animé des sessions de formation sur une méthodologie de développement axée sur les droits de l'homme, à l'intention de 218 personnes, représentant l'équipe de pays des Nations Unies, les pouvoirs publics et la société civile.

Résultats

- ▶ Les règles de procédure et les modalités de fonctionnement de la Commission nationale des droits de l'homme ont été fixées et la Commission a commencé à travailler.
- ▶ Trois projets de lois sur la discrimination à l'égard des femmes, ainsi qu'un projet de loi sur les droits de l'enfant, ont été promulgués. La loi sur les droits de l'enfant a mis la législation existante relative à l'enfance en conformité avec la Convention relative aux droits de l'enfant.
- ▶ Deux lois nationales, portant respectivement sur les droits de l'enfant et l'égalité des sexes, ont été amendées en vue d'assurer leur conformité avec les normes internationales.
- ▶ Une cour a été constituée pour juger les affaires en retard et a traité 281 cas impliquant des personnes qui étaient en détention provisoire prolongée en attendant leur procès.

Défis et enseignements

- ▶ Certaines priorités politiques contradictoires, un taux d'analphabétisme élevé, l'existence de pratiques traditionnelles et culturelles profondément ancrées et le manque de moyens des institutions publiques sont autant d'obstacles à une amélioration plus substantielle de la situation générale des droits de l'homme.
- ▶ Les pratiques traditionnelles et culturelles qui entravent la jouissance d'un certain nombre de

droits civils, politiques et sociaux ne pourront être modifiées que de manière progressive. Si la législation peut jeter les bases nécessaires au changement, il importera néanmoins de déployer des efforts concertés de sensibilisation pendant un certain temps.

Mission des Nations Unies au Soudan

En mars 2005, par la résolution 1590, le Conseil de sécurité a institué la Mission des Nations Unies au Soudan (MINUS) pour appuyer l'Accord de paix global conclu par le Gouvernement soudanais et le Mouvement/Armée populaire de libération. La mission est mandatée pour surveiller l'application de l'Accord, ainsi que pour enquêter sur les violations des droits de l'homme et pour en rendre compte. Le bureau des droits de l'homme de la MINUS mène des enquêtes sur le terrain et conduit des visites localisées, interroge les témoins et les victimes, et rencontre des représentants du Gouvernement du Soudan et du Gouvernement du Sud-Soudan, des dirigeants politiques et tribaux, des représentants des institutions des Nations Unies et de la Mission de l'Union africaine au Soudan, et d'autres parties prenantes. Le bureau coopère avec des responsables au niveau local, régional et national, en soumettant les problèmes en matière de droits de l'homme à leur attention, en recommandant des mesures correctives et préventives, et en menant des activités d'assistance technique.



Des femmes attendent la livraison de l'eau dans un camp de déplacés internes à El Facher, au Darfour

Activités

Le bureau a :

- Organisé dix ateliers sur les droits de l'homme à l'intention de représentants des forces de l'ordre à Khartoum et distribué des matériels de promotion, à 10 000 exemplaires, pour les services de police.
- Animé un atelier de quatre jours sur l'harmonisation des lois nationales avec les traités internationaux relatifs aux droits de l'homme, à l'intention de parlementaires et de représentants de la société civile.
- Organisé un atelier sur les rapports dus au titre du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et mené des activités de sensibilisation, distribuant, à 70 000 exemplaires, des documents de promotion sur les traités relatifs aux droits de l'homme.
- Entrepris des activités visant à éliminer la violence à l'égard des femmes, notamment en menant une campagne intitulée « 16 journées de mobilisation contre la violence sexiste », en distribuant du matériel de promotion en rapport avec les violences faites aux femmes et en organisant deux ateliers sur la modification des dispositions législatives relative à la violence sexuelle contre les femmes.
- Formé des ONG du Sud-Soudan à la surveillance du respect des droits de l'homme et à l'établissement des rapports correspondants, tout en soutenant la mise en place de réseaux composés d'acteurs de la société civile pour défendre les droits fondamentaux et les droits des femmes à Juba, Wau et Malakal.
- Travaillé en étroite coopération avec la Commission sud-soudanaise des droits de l'homme, en dispensant des formations, des conseils techniques et un appui logistique.
- Offert des conseils techniques et des formations au ministère des Affaires juridiques et du Développement constitutionnel.
- Prôné la libération ou le transfert des personnes victimes d'arrestations arbitraires et illégales auprès des autorités du Sud-Soudan.
- Offert au Groupe d'experts sur le Darfour, créé par le Conseil des droits de l'homme pour suivre la mise en œuvre de ses résolutions et recommandations sur le Darfour, un appui

Appui aux victimes de viols et d'agressions sexuelles au Darfour

Il est particulièrement difficile de faire face au nombre élevé de viols et d'agressions sexuelles dont sont victimes les femmes dans les camps de déplacés internes du Darfour. La conjonction de différents facteurs – manque d'informations, attitudes culturelles discriminatoires à l'égard des femmes, déresponsabilisation – dans le contexte d'un conflit grave a entraîné de très nombreuses violences sexistes, dont la plupart ne sont ni signalées ni traitées. Avec l'appui du HCDH, la Mission des Nations Unies au Soudan a dispensé des formations pour créer un réseau de spécialistes de la violence sexiste dans les camps. Ce réseau a eu un effet multiplicateur, car les individus formés ont mobilisé un soutien supplémentaire au sein de leurs communautés. Voici l'histoire de quelques individus formés dans le cadre du projet.

Eizzeldin Youssef Ibrahim, Cheikh (chef communautaire), El Geneina

Le Cheikh Eizzeldin est un chef communautaire désigné par le droit coutumier et dirige une communauté de plus d'un millier de personnes

dans la région d'El Geneina. Le Cheikh jouit d'un grand respect, tant au sein de sa communauté que du Gouvernement, et le fait qu'il prenne part à l'atelier a transmis un message important aux autres participants. Depuis qu'il s'est inscrit à l'atelier, Eizzeldin est devenu l'un des principaux défenseurs des droits des femmes. « Il n'y a pas de différence entre les gens » dit-il. « Tout le monde devrait bénéficier des mêmes droits – les femmes comme les hommes ». En qualité de chef communautaire, Eizzeldin est fréquemment sollicité pour donner des conseils sur différentes questions, comme les relations familiales, l'éducation et la santé. Du fait de sa formation, il s'attache maintenant à promouvoir les droits des femmes lorsqu'il dispense des conseils, recommandant aux familles d'envoyer leurs filles à l'école, et dirige des débats communautaires visant à dissuader les hommes de battre leurs femmes. Il offre un soutien aux victimes de viols et veille à ce que les membres de la communauté les respectent.

Hawa Adam Bakhit, auxiliaire juridique, camp de déplacés internes de Durty

Hawa travaille comme auxiliaire juridique pour le Justice and Confidence Centre, une ONG d'aide juridique. Le Centre, qui s'adresse en grande partie à des femmes battues et violées, dispense des formations sur les droits des femmes et offre des conseils juridiques et des services de médiation pour régler les différends. Forte des compétences acquises lors de la formation dispensée par la MINUS, Hawa a changé de méthode pour conseiller les femmes victimes de violences et obtenir des informations auprès d'elles. Grâce à une meilleure connaissance des droits fondamentaux et des techniques d'entretien, Hawa adopte une démarche plus nuancée, qui donne aux victimes les moyens de chercher les remèdes les plus appropriés. Elle informe les victimes des recours possibles, consistant notamment à porter plainte auprès de la police et à solliciter un traitement médical. En encourageant davantage de femmes à demander des soins dans les trois jours qui suivent le viol, il est possible de réduire le nombre de grossesses non désirées, ainsi que l'incidence des MST et du VIH/sida.

administratif et fonctionnel, et prêté son concours technique au Gouvernement soudanais pour faciliter l'application des recommandations.

- ▶ Mis en place des techniques améliorées pour assurer une surveillance régulière des violations des droits de l'homme au Darfour, et maintenu des relations étroites avec les autorités du Darfour afin de donner systématiquement suite aux affaires individuelles d'atteintes aux droits de l'homme.
- ▶ Créé, dans l'ensemble des camps de déplacés internes situés au Darfour, un réseau local d'instructeurs, de défenseurs et d'observateurs ayant les connaissances et les compétences nécessaires pour surveiller le respect des droits de l'homme et signaler les violations, en s'attachant tout particulièrement à venir en aide aux victimes de violences sexistes.

Résultats

- ▶ Les interventions du bureau auprès des autorités, visant à obtenir le transfert ou la libération des personnes détenues illégalement, ont été couronnées de succès.
- ▶ La connaissance des droits des victimes de violences sexistes commises au Darfour s'est améliorée, comme en témoigne le nombre accru de rapports signalant des violations soumis aux Nations Unies et à la police, et le nombre de nouveaux programmes de sensibilisation aux droits de l'homme lancés par des organisations locales dans les camps.
- ▶ Le bureau a présenté à la communauté internationale des rapports réguliers et précis sur la situation des droits de l'homme au Sud-Soudan et au Darfour.

Défis et enseignements

- ▶ Il a été de plus en plus difficile d'accéder aux zones situées au-dehors des trois capitales d'État du Darfour, en raison de la dégradation des conditions de sécurité ; le personnel n'a de ce fait pas pu se rendre dans des secteurs où de graves exactions sont perpétrées.
- ▶ La priorité accordée au Darfour, tant pour le déploiement d'effectifs que pour la programmation, a inévitablement privé les présences des droits de l'homme implantées au sud et dans les zones de transition de certaines ressources.

Conseillers pour les droits de l'homme auprès des équipes de pays

Un nouveau conseiller pour les droits de l'homme au Rwanda

Avec l'appui du programme Action 2, le HCDH a déployé un conseiller pour les droits de l'homme auprès de l'équipe de pays des Nations Unies en octobre 2007. Le conseiller est principalement chargé d'aider l'équipe à intégrer les principes relatifs aux droits de l'homme dans le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement et le Document opérationnel commun, et de fournir une assistance technique au Gouvernement pour lui permettre de s'acquitter de ses obligations de présentation de rapports et de mise en œuvre des recommandations auprès des organes de suivi des traités.

Somalie

La situation des droits de l'homme en Somalie, déjà très préoccupante, s'est aggravée en 2007 en raison des batailles féroces et répétées qui ont opposé les troupes du Gouvernement fédéral de transition, appuyées par l'Éthiopie, à des groupes d'insurgés. En février 2007, le HCDH a affecté un spécialiste des droits de l'homme auprès du coordonnateur résident et de l'équipe des Nations Unies pour la Somalie, en poste à Nairobi.

Activités

Le spécialiste des droits de l'homme a :

- ▶ Organisé un atelier de formation de dix jours sur la problématique des droits de l'homme à l'intention de 44 journalistes.
- ▶ Suivi l'évolution de la situation en matière de droits de l'homme et en a rendu compte, tout en conseillant le HCDH, le Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie et le bureau du coordonnateur résident, au sujet des éventuelles répercussions, en matière de droits de l'homme, des développements politiques et des efforts de consolidation de la paix, d'aide humanitaire et de reconstruction.
- ▶ Exhorté les partis politiques somaliens à respecter leurs obligations concernant les droits fondamentaux, notamment le respect des droits des femmes, de la liberté d'expression et d'opinion, ainsi que des droits des journalistes, des défenseurs des droits de l'homme et de la société civile.
- ▶ Conseillé l'équipe de pays des Nations Unies sur l'intégration des droits de l'homme dans sa programmation.

Résultats

- ▶ Les travaux de planification politique et opérationnelle de l'équipe de pays et des partenaires des Nations Unies, y compris le Plan de transition des Nations Unies, ont reflété une méthodologie axée sur les droits de l'homme.

Le HCDH sur le terrain

Le HCDH en Asie et dans le Pacifique



Type de présence	Localisation
Bureaux de pays	<ul style="list-style-type: none"> ● Cambodge ● Népal
Bureaux régionaux	<ul style="list-style-type: none"> ● Asie du Sud-Est (Bangkok, Thaïlande) ● Asie du Sud-Ouest (emplacement à déterminer)* ● Pacifique (Suva, Iles Fidji)
Composantes droits de l'homme des missions de paix des Nations Unies	<ul style="list-style-type: none"> ● Afghanistan ● Timor-Leste
Conseillers pour les droits de l'homme auprès d'équipes de pays des Nations Unies	<ul style="list-style-type: none"> ● Indonésie ● Maldives ● Pakistan ● Sri Lanka

* Prévu en 2008

La région Asie-Pacifique, qui s'étend de l'Afghanistan à l'est à la vaste surface baignée par le Pacifique à l'ouest, est une région diverse et dynamique, qui abrite les deux tiers de la population mondiale. La situation des droits de l'homme y est inégale et la nature et l'ampleur des problèmes dans ce domaine varient considérablement d'une partie de la région à l'autre. Plusieurs pays se sont engagés dans d'importantes réformes démocratiques, juridiques et institutionnelles mais les progrès de la démocratie sont fragiles et ont parfois été mis en échec, notamment par la réaffirmation du pouvoir militaire. Si le développement économique, rapide, a contribué à élever le niveau de vie d'une grande partie de la population, il a également soumis les groupes marginalisés et défavorisés à des

pressions. La pauvreté, l'inégalité entre les hommes et les femmes, les pratiques discriminatoires sont des phénomènes tenaces, aux racines profondes. Les migrations massives, à l'intérieur et à l'extérieur de la région, suscitent des défis particuliers en matière de protection, ainsi que des problèmes corollaires, comme la traite des êtres humains.

Dans un registre plus optimiste, certaines organisations régionales ont pris des mesures pour créer des cadres et des mécanismes de défense des droits de l'homme qui viendront combler un vide important dans la seule partie du monde qui ne possède pas d'architecture régionale en la matière. En novembre 2007, les chefs d'État de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) ont adopté une nouvelle charte intégrant les principes relatifs aux droits de l'homme et se sont engagés à doter l'Association d'un organe de protection des droits de l'homme. Le Forum des Îles du Pacifique a étudié les modèles possibles de coopération régionale dans ce domaine, en envisageant notamment la création d'une cour régionale.

Si l'impunité était toujours un problème systémique dans bon nombre de pays, plusieurs processus importants d'établissement des responsabilités ont suivi leur cours : les travaux de la Commission indépendante spéciale, instituée par les Nations Unies pour enquêter sur les violences perpétrées en 2006 au Timor-Leste, ont abouti à un certain nombre de procès, dont certains se sont soldés par la condamnation de membres du Gouvernement ; les procès des chefs des Khmers rouges ont débuté dans un tribunal spécial au Cambodge ; enfin, une Commission d'enquête spéciale, dont les activités sont observées par des experts internationaux, a poursuivi ses travaux à Sri Lanka.

En 2007, le HCDH a conservé ses bureaux de pays au Cambodge et au Népal, ainsi que ses bureaux régionaux à Bangkok (pour l'Asie du Sud-Est) et à Suva (pour le Pacifique). Les activités en Afghanistan et au Timor-Leste ont été directement appuyées dans le cadre des missions de paix des Nations Unies. Le Haut-Commissariat a maintenu ses conseillers pour les droits de l'homme au Pakistan et à Sri Lanka et en a déployé d'autres en 2007 en Indonésie et aux Maldives. Au siège, un groupe composé de neuf fonctionnaires internationaux et de quatre collaborateurs administratifs s'occupe de la région, surveillant les situations préoccupantes, établissant des notes de synthèse et dispensant un appui fonctionnel et administratif aux présences sur le terrain. Le HCDH a continué à soutenir les travaux des détenteurs de mandats au titre des procédures spéciales chargés du Cambodge, de la République démocratique de Corée et du Myanmar, ainsi que les détenteurs de mandats thématiques lors de leurs missions dans la région. La Haut-Commissaire s'est rendue au Népal, au Japon, en Indonésie, en République islamique d'Iran, à Sri Lanka et en Afghanistan au cours de l'année.

Bureaux de pays

Cambodge

Date d'ouverture	1993
Effectif au 31 décembre 2007	25 pers.
Dépenses en 2007	1 413 588 dollars E.-U.

Au cours des dix dernières années, le Cambodge s'est efforcé de reconstruire son cadre et ses institutions juridiques, après des décennies de destruction. La période



Jeunes cambodgiens lors d'un rassemblement de soutien aux droits de l'homme à Wat Phnom, Phnom Penh, à l'occasion de la Journée internationale des droits de l'homme en décembre 2007.

récente a été marquée par l'apparition d'une société civile dynamique, la formation de partis politiques et la tenue d'élections régulières. Si le pays a connu une forte croissance économique, les bienfaits du développement ne sont pas encore répartis de manière équitable. Les pauvres sans terres sont de plus en plus nombreux, les expulsions forcées se poursuivent et les peuples autochtones sont de plus en plus souvent spoliés de leurs terres. Le système judiciaire demeure faible, offrant peu de possibilités de recours et de réparation aux Cambodgiens, ce qui continue à saper l'État de droit et entrave les efforts visant à juguler l'impunité.

Le HCDH aide le Gouvernement à s'acquitter de ses obligations internationales et à mettre en œuvre une législation adéquate dans le domaine des droits de l'homme. Tout en prodiguant son aide dans certaines affaires individuelles d'atteintes aux droits de l'homme, le bureau s'est attaché en 2007 à promouvoir des réformes législatives et judiciaires, et à attester des effets des concessions foncières sur les droits fondamentaux et les moyens d'existence des populations touchées. Le 1^{er} novembre 2007, le Gouvernement et la Haut-Commissaire ont reconduit pour une durée de dix-huit mois l'actuel mémorandum d'accord, qui jette les bases nécessaires à l'élaboration d'un nouveau programme de coopération technique dans plusieurs domaines prioritaires : propriété foncière, expulsion et réforme des prisons. Le HCDH prête également son concours au Représentant spécial du Secrétaire général pour les droits de l'homme au Cambodge, afin de faciliter ses activités de suivi et de compte rendu.

Activités

Le bureau a :

- ▶ Examiné des affaires individuelles, concernant des restrictions à la liberté d'expression et d'association, des arrestations illégales et d'autres violations graves des garanties offertes par la procédure pénale, ainsi que des expulsions forcées, et y a donné suite en faisant part de ses préoccupations aux autorités, en proposant des mesures appropriées et en encourageant le Gouvernement à mener des enquêtes dignes de foi sur les affaires signalées et à fournir des recours utiles.
- ▶ Dispensé des conseils d'expert au Gouvernement sur le champ d'application des dispositions de la Convention relative aux droits des personnes handicapées et de son protocole facultatif et publié le texte de la Convention dans une édition bilingue (khmer-anglais), en coopération avec l'Organisation internationale du travail et l'UNICEF.
- ▶ Œuvré, de concert avec l'UNICEF, à la réduction des peines privatives de liberté pour les personnes âgées de moins de 18 ans, conformément à la Convention relative aux droits de l'enfant.

- ▶ Travaillé avec le Représentant spécial à la publication d'une étude sur l'impact pour les droits de l'homme des concessions foncières à des fins d'exploitation économique.
- ▶ Initié et coordonné l'élaboration d'une position commune sur les expulsions, approuvée par l'équipe de pays des Nations Unies et fondée sur les normes internationales et nationales relatives au droit au logement et aux expulsions.
- ▶ Participé aux activités du Groupe de travail technique sur les terres, l'un des 19 groupes sectoriels formés par le Gouvernement et par des donateurs pour élaborer des stratégies communes et des plans d'action conjoints sur les questions foncières.
- ▶ Organisé, de concert avec le Bureau international du travail et le Forum des ONG sur le Cambodge, un séminaire sur l'accès des peuples autochtones à la terre qui a réuni des représentants de communautés autochtones, du Gouvernement, de la société civile et des institutions des Nations Unies.
- ▶ Coopéré avec le ministère de l'Intérieur afin d'assurer la conformité du projet de loi sur les réunions pacifiques avec la Constitution et les normes internationales acceptées par le Cambodge.
- ▶ Accordé des subventions à des ONG locales pour leur permettre d'entreprendre des activités dans divers domaines, dont la réforme du système pénitentiaire, le droit du travail, les litiges fonciers et la sensibilisation aux droits de l'homme.
- ▶ Organisé la traduction en khmer de quatre documents clefs sur les droits de l'homme et d'une version sur CD-ROM de la compilation cambodgienne de 2005.
- ▶ Convenus avec le ministère de l'Intérieur d'élaborer un programme commun de soutien à la réforme des prisons, visant à améliorer les conditions de vie et le traitement des détenus et des prisonniers.

Résultats

- ▶ Le Gouvernement a donné des preuves supplémentaires et officielles de son attachement aux normes internationales établies par les traités relatifs aux droits de l'homme, en ratifiant le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants en mars et en signant la Convention relative aux droits des personnes handicapées le 1^{er} octobre 2007.
- ▶ Les autorités ont pris des mesures correctives dans un certain nombre d'affaires que le HCDH leur avait soumises ; ainsi, plusieurs personnes ont été relâchées et certaines expulsions suspendues.
- ▶ Dans une décision qui a fait date, en juillet 2007, le Conseil constitutionnel a réaffirmé que les tribunaux devaient tenir compte de l'âge du coupable en fixant les peines. Cette décision a rétabli une

uniformité dans l'application de la loi et renforcé la protection constitutionnelle des droits de l'enfant en vertu du principe de légalité au Cambodge. Dans sa décision, le Conseil a clairement indiqué que les traités internationaux de protection des droits de l'homme auxquels le Cambodge a adhéré font partie

du droit cambodgien et peuvent être directement appliqués par les juges dans les tribunaux. Le Conseil a pris cette décision à la suite d'une pétition de la société civile, laquelle était à son tour l'un des résultats de l'action de renforcement des capacités menée par le bureau du HCDH au Cambodge.

Le HCDH au Cambodge : performance en 2007

Indicateurs clefs (PGS 2006-2007)	Progrès en 2007
Les autorités mènent des enquêtes crédibles sur des affaires présumées de violation des droits de l'homme et offrent des recours.	► Le HCDH a continué à attirer l'attention sur les affaires les plus graves d'atteintes aux droits de l'homme et à formuler des recommandations sur des mesures préventives/correctives. Les progrès dans la conduite des enquêtes sont restés timides.
Les ONG et les groupes issus de la société civile peuvent fonctionner et mener leur action sans être victimes d'actes d'intimidation ou de menaces graves.	► La société civile joue un rôle clef dans la promotion et la protection des droits de l'homme mais son action est entravée par des restrictions. Le bureau a entretenu un dialogue constructif, concernant ces restrictions et leur impact sur les organisations de la société civile, avec le ministère de l'Intérieur.
Les autorités prennent des mesures pour mettre fin à l'impunité, conformément aux recommandations pertinentes du Représentant spécial, des Rapporteurs spéciaux, du Conseil des droits de l'homme, des organismes de suivi des traités et de l'Assemblée générale.	► Dans le cadre du procès des Khmers rouges, les tribunaux ont commencé leurs audiences ; cinq hauts dirigeants du mouvement ont été accusés. Les cas d'impunité de la décennie passée n'ont toujours pas été traités.
Les autorités prennent des mesures pour mettre fin à la torture et aux autres traitements cruels, inhumains et dégradants dans les cellules de détention et mettent en place des politiques carcérales plus humaines.	► Le Cambodge a ratifié le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et le HCDH étudie actuellement avec les autorités les moyens de garantir l'application optimale du texte, via le mécanisme de prévention nationale requis, et d'appuyer au mieux la réforme des prisons.
Des mesures crédibles sont prises pour lutter contre la corruption et l'impunité, notamment des enquêtes et des poursuites relatives aux affaires signalées.	► Le Cambodge a signé la Convention des Nations Unies contre la corruption. La loi contre la corruption n'a pas encore été adoptée.
Adoption et mise en œuvre d'une législation relative à la liberté d'expression et d'association.	► La loi, améliorée grâce à l'assistance technique apportée au ministère de l'Intérieur, était toujours à l'état de projet à la fin de l'année.
Des mesures crédibles sont prises pour instaurer une justice indépendante, avec des procès répondant aux normes d'impartialité.	► La législation organique régissant le fonctionnement des tribunaux, dont une loi organique sur l'organisation et le fonctionnement des tribunaux, une loi sur le statut des juges et des procureurs et l'amendement à la loi sur le fonctionnement du Conseil supérieur de la magistrature, n'a toujours pas été adoptée. ► Le HCDH et les Chambres extraordinaires des Tribunaux du Cambodge s'emploient à définir, ensemble, les bonnes pratiques et les exemples qui pourraient conforter l'indépendance et l'intégrité de l'appareil judiciaire cambodgien.
Des lois fondamentales, conformes aux obligations internationales du Cambodge en matière de droits de l'homme, sont adoptées et promulguées.	► Le code de procédure civile et le code de procédure pénale ont été adoptés. Le Conseil constitutionnel soutient l'application des traités internationaux dans le droit cambodgien.
Mise en place d'une aide juridique pour accroître l'accès des pauvres à la justice.	► L'aide juridique a pour l'essentiel été dispensée par des ONG locales et par le barreau cambodgien ; quatre « maisons de la justice » ont été ouvertes à titre expérimental et 20 autres devraient suivre en 2008.

- Le projet de loi relatif aux réunions pacifiques, texte clef qui régit le droit de manifester dans le calme reconnu par la Constitution, s'est sensiblement amélioré.
- Les pouvoirs publics, la société civile et les acteurs internationaux se sont montrés plus sensibles aux problèmes provoqués par les concessions foncières et la dépossession des communautés rurales et autochtones.

Défis et enseignements

- Le bureau du HCDH au Cambodge a intégré son programme en l'articulant autour de trois équipes liées entre elles, chargées de la surveillance et de la protection, de l'État de droit, ainsi que des problèmes de terres et de moyens d'existence. Cette orientation thématique a fait ressortir plus précisément les objectifs du programme et permis de définir avec plus de clarté les responsabilités du personnel. En outre, cette méthodologie aligne davantage le programme du HCDH sur les priorités dégagées au titre du Plan-cadre des Nations Unies pour le développement, ce qui devrait en retour faciliter la coopération avec les autres membres de l'équipe de pays des Nations Unies et la programmation conjointe.

Cambodge : Dépenses en 2007

	Dépenses au titre du budget ordinaire (dollars E.-U.)	Dépenses extrabudgétaires (dollars E.-U.)
Dépenses de personnel	871 144	77 892
Consultants	14 735	2 020
Voyages officiels	33 985	28 217
Services contractuels	30 461	17 157
Dépenses générales de fonctionnement	98 832	4 501
Fournitures et achats	136 275	-
Séminaires, subventions et contributions	45 599	31 766
Sous-total	1 231 032	161 554
Coûts d'appui au programme	-	21 002
TOTAL	1 231 032	182 556

Népal

Date d'ouverture	2005
Effectif au 31 décembre 2007	134 pers.
Dépenses en 2007	11 144 156 dollars E.-U.

Les évolutions positives observées sur la scène politique en 2006, notamment la négociation couronnée de succès de l'Accord de paix global et la mise en place d'un Parlement et d'un Gouvernement provisoires, ont laissé espérer qu'un terme serait mis aux discriminations, aux inégalités et à l'impunité. À mesure que le processus de paix progressait en 2007, le Népal, engagé sur la voie de la transition, a continué à se heurter à des obstacles. Le respect des droits de l'homme, notamment le droit à la vie, à la liberté et à la sécurité, était toujours compromis par des problèmes de sécurité, notamment dans la région du Teraï, et par les retards pris dans la mise en œuvre de réformes nécessaires.

Le bureau du HCDH au Népal a été ouvert en mai 2005, aussitôt après l'annonce d'un cessez-le-feu entre l'armée et les insurgés du parti communiste népalais (maoïste). Le mandat du HCDH dans le pays, d'une vaste portée, englobe la surveillance de la situation des droits de l'homme, les enquêtes sur les éventuelles violations et la présentation de rapports publics à ce sujet ; le bureau est en outre chargé de mener des activités visant à renforcer les capacités des institutions publiques et de la société civile. La mission, qui emploie des collaborateurs en poste à Katmandou et dans six antennes locales, est la plus importante présence du HCDH sur le terrain. En 2007, l'accord biennal initialement conclu avec le Gouvernement a été reconduit pour une période de deux ans, prenant fin au 1^{er} juin 2009. En janvier 2007, le Conseil de sécurité a créé la Mission des Nations Unies au Népal (MINUNEP), chargée de surveiller la gestion des armements et du personnel armé et de faciliter la surveillance du cessez-le-feu, ainsi que l'élection d'une Assemblée constituante. Quoique indépendante de la MINUNEP, la présence du HCDH au Népal mène des activités complémentaires à celles de la mission.

Activités

Le bureau a :

- Mené plus de 400 missions sur le terrain pour surveiller la situation des droits de l'homme et présenté quatre rapports publics à ce sujet.
- Entrepris des enquêtes spéciales sur les événements survenus à Gaur en mars et à Kapilvastu en septembre, durant lesquels 27 et 14 personnes ont respectivement été tuées.
- Mené des interventions en rapport avec des manifestations et des placements en détention dans la région du Teraï, en débattant directement de ces questions avec les forces de sécurité de la région ou avec le ministère de l'Intérieur. Le bureau a également assuré des activités de formation aux droits de l'homme auprès des forces de sécurité et



Personnel du HCDH à Chitwan, Népal

contribué à la préparation des instructions permanentes. Il est intervenu au sujet d'enlèvements perpétrés par des groupes armés au Terai et impliquant la Ligue des jeunesses communistes, en faisant des déclarations publiques et en entreprenant des démarches.

- ▶ Soumis à l'attention de la police népalaise le cas de détenus victimes de mauvais traitements et cherché à obtenir la libération de personnes enlevées en négociant avec le Parti communiste népalais (maoïste).
- ▶ Réalisé des analyses, offert des conseils et formulé des recommandations officielles concernant des projets de législations, notamment les clauses relatives à la protection des droits de l'homme dans la Constitution provisoire et le cadre juridique régissant la Commission nationale des droits de l'homme.
- ▶ Géré plus de 60 ateliers et de sessions de formation sur diverses questions de droits de l'homme à l'intention d'organisations de la société civile, qui ont bénéficié à au moins 650 personnes.
- ▶ Organisé une série d'ateliers dans 11 districts, principalement situés dans la région du Terai, afin d'encourager le dialogue entre les parties prenantes et des réponses aux problèmes de droits de l'homme. Les autorités locales, y compris les forces

de sécurité, ainsi que des représentants de la société civile, y ont assisté.

- ▶ Organisé des formations, des ateliers et des séances d'information sur la protection des droits de l'homme et l'application de la loi à l'intention d'une centaine de membres de l'armée et de la police népalaises.
- ▶ Formé des fonctionnaires, issus de 13 ministères, à l'établissement des rapports destinés aux organes de suivi des traités.
- ▶ Formé 50 juges responsables juridiques sur les mécanismes internationaux des droits de l'homme.
- ▶ Assuré cinq sessions de formation auprès du personnel de la Commission nationale des droits de l'homme, en abordant différentes questions, dont la justice transitionnelle, la surveillance du respect des droits de l'homme et la description documentée des violations, les problèmes de migrations et de traite des êtres humains, ainsi que les droits des peuples autochtones et des minorités.
- ▶ Proposé au ministère de la Paix et de la Réconciliation un appui et des conseils, portant sur la justice transitionnelle, le partage des pratiques optimales observées dans d'autres pays et la formulation de commentaires sur le projet de législation concernant la création d'une Commission vérité et réconciliation.

Le HCDH au Népal : performance en 2007

Indicateurs clefs (PGS 2006-2007)	Progrès en 2007
La Commission nationale des droits de l'homme bénéficie d'un appui, sous forme de conseils dispensés régulièrement par des spécialistes internationaux, pour assurer la protection des droits de l'homme.	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Le HCDH a formé le personnel de la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH) aux enquêtes sur les violations des droits de l'homme, à la documentation de ces affaires, au contrôle des élections, aux droits économiques, sociaux et culturels, à la justice transitionnelle et à d'autres thèmes. ▶ Le HCDH a commencé à travailler avec les Commissaires récemment nommés à la CNDH et avec l'équipe de pays des Nations Unies en vue de définir les principaux domaines de collaboration et d'appui.

Indicateurs clefs (PGS 2006-2007)	Progrès en 2007
Initiatives de renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme entreprises pour assurer une formation, la sensibilisation et d'autres formes d'appui aux partenaires nationaux.	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Plus de 60 ateliers ont été organisés à l'intention d'un large éventail d'acteurs issus de la société civile. ▶ Des groupes de travail sur les indicateurs relatifs au respect des droits de l'homme et sur l'établissement d'un lexique commun ont été constitués chez les ONG intervenant dans ce domaine afin d'améliorer leurs rapports. ▶ Des conseils relatifs à la rédaction des instructions permanentes en matière de droits de l'homme, destinées à la police népalaise, ont été dispensés et 60 000 exemplaires du document sont en cours de publication. ▶ Des instructeurs de la police népalaise ont reçu une formation sur la problématique et la protection des droits de l'homme. ▶ Une centaine de fonctionnaires de la police népalaise ont bénéficié d'une formation relative à la protection des droits de l'homme par l'application de la loi. ▶ Les fonctionnaires de 13 ministères ont reçu une formation sur les droits de l'homme et sur l'établissement des rapports destinés aux organes de suivi des traités. ▶ 50 membres de l'appareil judiciaire ont bénéficié d'une formation relative aux mécanismes de défense des droits de l'homme. ▶ Des séances d'information sur la problématique des droits de l'homme ont été organisées à l'intention de l'équipe de pays et de la Mission des Nations Unies au Népal.
Une présence nationale et internationale de contrôle du respect des droits de l'homme est établie et est opérationnelle dans toutes les régions du Népal.	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Les observateurs du HCDH ont poursuivi leurs activités dans toutes les régions du pays : Katmandou, Nepalganj, Dadeldhura, Pokhara et Biratnagar. ▶ La CNDH et des ONG nationales de défense des droits de l'homme ont continué à observer le respect des droits de l'homme dans l'ensemble du pays ; leur travail a été entravé par certaines contraintes dans les plaines du Terai, en raison des activités de groupes armés et de l'insécurité qui en résulte.
Mise en place d'une méthode d'examen de cas avec l'appareil judiciaire aux niveaux national et local, ainsi qu'avec l'association nationale des avocats et la cellule des droits de l'homme de l'armée népalaise et de la police nationale.	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Le HCDH a appuyé des projets pilotes du Programme des Nations Unies pour le développement dans le système judiciaire, visant à améliorer la gestion des affaires. ▶ Le bureau a suivi le déroulement de procès clefs pour les droits de l'homme dans les tribunaux. ▶ Le HCDH est demeuré en contact avec les cellules des droits de l'homme au sein de l'armée népalaise, de la police nationale et de la Force de police armée.
Nomination d'un fonctionnaire de haut rang chargé de veiller à la protection effective des droits des déplacés internes et de coordonner les interventions en faveur des déplacés avec le Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR) et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (BCAH).	<ul style="list-style-type: none"> ▶ En collaboration avec le HCR et le BCAH, le HCDH a prôné des politiques adaptées pour favoriser le retour des déplacés internes. ▶ Un haut fonctionnaire du BCAH a aidé les pouvoirs publics à élaborer des directives relatives à l'application des politiques sur les déplacés internes.
L'instruction des affaires concernant des violations des droits de l'homme commises par l'armée contre des civils ne relève plus des enquêtes internes de l'armée ni des procédures de cour martiale mais des autorités judiciaires civiles.	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Les règlements relatifs à la loi sur l'armée de 2006 (qui déclare les autorités civiles compétentes pour instruire les délits de viol et de meurtre commis par des membres de l'armée népalaise) sont en cours de finalisation. ▶ Enquête de la police civile sur une affaire emblématique (« l'affaire Maina Sunawar ») et contrôle judiciaire de cette enquête ; cependant, l'enquête a avancé lentement et d'autres affaires d'atteintes aux droits de l'homme n'ont fait l'objet d'aucune investigation de la part des autorités civiles.



Manifestation de moines au Myanmar.

- Distribué du matériel d'information sur les droits de l'homme et diffusé 64 communiqués de presse, ainsi qu'un certain nombre de déclarations publiques, pour sensibiliser l'opinion à cette problématique. Results

Résultats

- À l'issue du conflit, le bureau continue de jouer un rôle de stabilisation important, en créant un espace où les motifs de plainte en matière des droits de l'homme peuvent être exprimés et traités. Le personnel du HCDH a permis aux défenseurs des droits de l'homme de mener leur action dans des conditions plus sûres, aux victimes de se présenter pour dénoncer des violations et des abus, et au débat public sur les problèmes de droits de l'homme de se poursuivre.
- Les partenaires nationaux, les communautés locales et les victimes reconnaissent largement que la présence du bureau a dissuadé l'usage de la violence dans de nombreuses zones du pays.
- Les interventions du HCDH dans la région du Terai ont eu un effet positif sur la situation locale des droits de l'homme, toutefois atténué par l'incapacité des autorités à prendre des mesures efficaces pour assurer la sécurité publique et pour s'attaquer à des problèmes politiques profondément enracinés.
- Les conditions de détention provisoires se sont améliorées dans certains cas, suite à l'intervention du HCDH.
- En 2007, au bout de 14 mois, de nouveaux commissaires ont enfin été nommés à la Commission nationale des droits de l'homme ; les conditions sont donc réunies afin que le HCDH intensifie ses efforts pour renforcer les capacités de l'institution.

Défis et enseignements

- À mesure que le Népal s'engagera plus avant dans la voie de la transition, le HCDH devra continuer à faire preuve de réactivité et de souplesse face à l'évolution de la situation, en poursuivant ses activités de surveillance et de compte rendu mais en consacrant davantage d'attention au renforcement des capacités des partenaires nationaux. Il importera d'obtenir et de conserver la confiance des interlocuteurs gouvernementaux et des autres partenaires nationaux afin de jeter les bases d'un engagement soutenu et durable dans le pays.

Népal : Dépenses en 2007

	Dépenses au titre du budget ordinaire (dollars E.-U.)	Dépenses extrabudgétaires (dollars E.-U.)
Dépenses de personnel	-	7 362 517
Consultants	-	114 499
Voyages officiels	-	657 153
Services contractuels	-	209 248
Dépenses générales de fonctionnement	-	850 657
Fournitures et achats	-	533 906
Séminaires, subventions et contributions	-	134 106
Sous-total	-	9 862 085
Coûts d'appui au programme	-	1 282 071
TOTAL	-	11 144 156

Bureau régional pour l'Asie du Sud-Est (Bangkok, Thaïlande)

Date d'ouverture	2002
Effectif au 31 décembre 2007	7 pers.
Dépenses en 2007	494 522 dollars E.-U.

HL'impunité, l'exploitation sexuelle des enfants, la traite des êtres humains et les migrations figurent au nombre des problèmes qui se posent dans le domaine des droits de l'homme en Asie du Sud-Est. La pauvreté, l'inégalité entre les hommes et les femmes et les pratiques discriminatoires sont également des phénomènes tenaces, aux racines profondes. Dans plusieurs pays, de violents conflits internes ont engendré des problèmes urgents dans le domaine des droits de l'homme. Des institutions nationales de défense des droits de l'homme ont été mises en place dans un certain nombre de pays et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) a entrepris de se doter d'un organe régional de protection des droits de l'homme.

Le bureau régional de Bangkok couvre le Brunéi Darussalam, le Cambodge, l'Indonésie, la République démocratique populaire lao, la Malaisie, le Myanmar, les Philippines, Singapour, la Thaïlande, le Timor-Leste et le Viet Nam. Dans le cas du Cambodge, de l'Indonésie et du Timor-Leste, le travail du bureau complète celui d'autres présences du HCDH sur le terrain. Le bureau s'attache en priorité à créer des structures de protection et de promotion des droits de l'homme et à améliorer la coordination des activités relatives aux droits de l'homme, tant au niveau national que régional.

Activités

Le bureau a :

- ▶ Appelé les États membres de l'ASEAN et les parties prenantes à doter l'Association d'un mécanisme de défense des droits de l'homme, offrant des conseils d'expert et un appui. Le HCDH a organisé un séminaire traitant de l'expérience acquise au sein des systèmes régionaux en Afrique, en Europe et en Amérique latine à l'intention de hauts fonctionnaires de pays de l'ASEAN.
- ▶ Prôné la ratification des traités internationaux de défense des droits de l'homme auprès des gouvernements et de la société civile.
- ▶ Formé 35 membres du Gouvernement thaïlandais, de la police, de la Commission nationale des droits de l'homme et de l'Institut asiatique des droits de l'homme à la préparation du premier et du deuxième rapport périodique destinés au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale.

- ▶ Conduit des activités en rapport avec les travailleurs migrants en coopération avec ses interlocuteurs dans la région, dont la Commission économique et sociale pour le Pacifique, des institutions des Nations Unies, la communauté des donateurs, les États membres de l'ASEAN et des organisations de la société civile.
- ▶ Coopéré avec les quatre commissions nationales des droits de l'homme existant en Indonésie, en Malaisie, aux Philippines et en Thaïlande afin de renforcer leurs capacités de promotion et de protection des droits de l'homme.
- ▶ Organisé une session de formation de deux jours à l'intention d'ONG nationales et internationales afin de renforcer leurs capacités en matière de surveillance et d'établissement de rapports.
- ▶ Dispensé à des institutions et programmes des Nations Unies des conseils sur l'intégration d'une méthodologie axée sur les droits de l'homme dans leur programmation et dans leurs activités.
- ▶ Travaillé, de concert avec d'autres institutions des Nations Unies, à des questions régionales d'intérêt commun et participé au Réseau humanitaire du Comité permanent interorganisations pour l'Asie et le Pacifique, axé sur les réseaux de préparation et d'intervention en cas d'urgence.

Résultats

- ▶ Les efforts que le HCDH déployait depuis longtemps pour accroître le taux de ratification des traités internationaux de défense des droits de l'homme ont été couronnés de succès : la République démocratique populaire lao a adhéré au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et la Thaïlande à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, tandis que le Cambodge ratifiait le protocole facultatif se rapportant à cette Convention ; en outre, la Thaïlande, l'Indonésie, le Cambodge et le Viet Nam ont signé la Convention relative aux droits des personnes handicapées.
- ▶ Lors du sommet de novembre 2007 et au terme des efforts de sensibilisation déployés par le HCDH, les chefs d'État de l'ASEAN ont inclus les principes relatifs aux droits de l'homme dans la nouvelle Charte de l'Association et se sont engagés à doter l'ASEAN d'un organe de défense des droits de l'homme.

Défis et enseignements

- ▶ Bien que certains États membres se soient montrés réfractaires à toute discussion sur leurs problèmes en matière de droits de l'homme, le bureau régional a été en mesure d'instaurer un dialogue constructif en adoptant une approche adaptée aux particularités socio-économiques, culturelles et politiques des différents États membres de l'ASEAN.

Bureau régional pour l'Asie du Sud-Est : Dépenses en 2007

	Dépenses au titre du budget ordinaire (dollars E.-U.)	Dépenses extrabudgétaires (dollars E.-U.)
Dépenses de personnel	-	356 324
Consultants	-	2 599
Voyages officiels	-	6 084
Services contractuels	-	22 632
Dépenses générales de fonctionnement	-	11 864
Fournitures et achats	-	10 021
Séminaires, subventions et contributions	-	28 106
Sous-total	-	437 630
Coûts d'appui au programme	-	56 892
TOTAL	-	494 522

Bureau régional pour le Pacifique (Suva, Fidji)

Date d'ouverture	2005
Effectif au 31 décembre 2007	5 pers.
Dépenses en 2007	724 385 dollars E.-U.

La région Pacifique comprend un grand nombre de petites communautés insulaires, qui sont extrêmement isolées, tant sur le plan géographique que politique. Ces États sont aux prises avec des problèmes sociaux et économiques considérables ainsi qu'avec de graves tensions ethniques, qui ont parfois engendré une instabilité et des troubles civils. Dans la plupart des cas, les moyens nationaux pour remédier à ces difficultés sont limités. Dans le domaine des droits de l'homme, la région est confrontée à des problèmes pressants, notamment la pauvreté, la violence à l'encontre des femmes et des enfants, la discrimination raciale, le manque d'indépendance de la magistrature et les mauvais traitements infligés aux détenus. Ces problèmes sont aggravés par l'instabilité politique et sociale et par la faiblesse des systèmes judiciaires.

Le bureau du HCDH pour la région Pacifique est situé à Suva (Fidji) et gère les 16 pays membres du Forum des Îles du Pacifique, à savoir l'Australie, les États fédérés de Micronésie, les Îles Cook, les Îles Fidji, les Îles Salomon, Kiribati, Nauru, Nioué, la Nouvelle-Zélande, Palaos, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, la République des Îles Marshall, Samoa, Tonga, Tuvalu et Vanuatu. Un bureau auxiliaire a été ouvert à Honiara, aux Îles Salomon, en 2006, mais fermé à la fin de l'année 2007. En 2007, le

HCDH entendait en priorité favoriser une meilleure connaissance et une utilisation accrue des mécanismes de défense des droits de l'homme des Nations Unies et s'employer, en coopération avec les équipes de pays des Nations Unies présentes dans le Pacifique, à intégrer une approche axée sur les droits de l'homme dans l'élaboration des programmes de développement.

Activités

Le bureau a :

- ▶ Prodigué un appui et des conseils techniques aux États du Pacifique afin de les aider à s'acquitter de leurs obligations de rapport sur les traités de droits de l'homme. Des ateliers relatifs à l'établissement des rapports ont été organisés à l'intention de fonctionnaires, d'avocats, de membres de la société civile et d'autres parties prenantes dans la région.
- ▶ Publié, avec d'autres institutions des Nations Unies, un recueil des commentaires et observations finales concernant les traités internationaux sur les droits de l'homme auxquels les États insulaires du Pacifique ont adhéré. L'ouvrage a fait l'objet d'une ample diffusion dans la région Pacifique.
- ▶ Organisé, en partenariat avec des institutions des Nations Unies, un atelier sous-régional à Vanuatu, afin de traiter de la mise en œuvre des commentaires finaux du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes ; des représentants d'organismes gouvernementaux et d'organisations de la société civile, dont un certain nombre de femmes, originaires des Îles Cook, des Îles Fidji, de Vanuatu et de Samoa, y ont participé.
- ▶ Entrepris des activités d'information-sensibilisation sur la Convention relative aux droits des personnes handicapées et sur la Convention contre les disparitions forcées ; participé, en tant que membre actif, au travail du réseau fidjien d'organisations intervenant dans le domaine de l'invalidité et s'attachant à promouvoir le nouveau traité.
- ▶ Dispensé un appui technique au Comité national de coordination pour les droits de l'enfant à Fidji et au Comité national chargé de la Convention sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes aux Îles Salomon.
- ▶ Organisé, conjointement avec le Programme des Nations Unies pour le développement, un atelier régional à l'intention du personnel des Nations Unies, afin de traiter de l'intégration des droits de l'homme dans la gestion des catastrophes, pour réduire la vulnérabilité des populations touchées et des groupes ayant des besoins spécifiques dans les situations de catastrophe.
- ▶ Documenté les plaintes de citoyens affirmant que leurs droits avaient été bafoués et transmis ces plaintes aux détenteurs de mandats au titre des procédures spéciales.

- Appuyé des initiatives régionales visant à renforcer les systèmes nationaux de protection, notamment par l'intermédiaire du Forum des Iles du Pacifique et du Forum des Institutions nationales des droits de l'homme de la région Asie-Pacifique ; offert un appui à des gouvernements et à des représentants de la société civile de la région afin de faciliter la mise en place d'institutions nationales des droits de l'homme.
- Organisé des ateliers sur les droits de l'homme à l'intention de membres de l'administration pénitentiaire à Kiribati, aux Iles Fidji, aux Iles Salomon et à Vanuatu.
- Organisé « 16 journées de mobilisation contre la violence sexiste et pour le respect des droits fondamentaux » aux Iles Salomon ; au cours de cette campagne, différentes activités de sensibilisation ont été menées et des informations sur les droits de l'homme diffusées.
- Offert un appui et des conseils aux équipes de pays des Nations Unies pour faciliter l'intégration des droits de l'homme dans leurs activités de développement, et apporté un soutien technique à la finalisation des Plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement dans la région Pacifique et en Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Résultats

- Les activités du HCDH ont mieux fait connaître les normes internationales relatives aux droits de l'homme et les mécanismes internationaux existant dans ce domaine, notamment les mandats au titre des procédures spéciales et les organes de suivi des traités.
- Le nombre croissant de demandes de renseignements sur des thèmes relatifs aux droits de l'homme reçues par le bureau régional, d'une part, et le nombre de plaintes relatives à des violations des droits de l'homme dans la région, traitées par les mécanismes des procédures spéciales, d'autre part, témoignent d'une meilleure connaissance de ces questions et de l'intérêt accru qu'elles suscitent.
- En organisant des ateliers et en menant des activités de sensibilisation, le bureau a contribué de manière déterminante à l'intégration de méthodologies axées sur les droits de l'homme dans le travail des équipes de pays des Nations Unies, notamment aux Fidji, à Samoa et en Papouasie-Nouvelle-Guinée, ainsi que dans le processus du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement.

Défis et enseignements

- Si la présence du HCDH est généralement connue et perçue aux Fidji, à Kiribati, aux Iles Salomon, à Vanuatu, en Australie et en Nouvelle-Zélande, le bureau doit encore développer ses activités d'information auprès d'autres pays de la région, afin



Photographe travaillant dans les rues de Gihanga (Afghanistan).

de les sensibiliser à son action. Le HCDH se propose également de resserrer sa collaboration avec les principales organisations régionales.

Bureau régional pour le Pacifique : Dépenses en 2007

	Dépenses au titre du budget ordinaire (dollars E.-U.)	Dépenses extrabudgétaires (dollars E.-U.)
Dépenses de personnel	-	259 018
Consultants	-	-
Voyages officiels	-	44 406
Services contractuels	-	2 893
Dépenses générales de fonctionnement	-	77 725
Fournitures et achats	-	57 928
Séminaires, subventions et contributions	-	199 079
Sous-total	-	641 049
Coûts d'appui au programme	-	83 336
TOTAL	-	724 385

Composantes droits de l'homme des missions de paix des Nations Unies

Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan

Les violences liées au conflit, provoquées par les opérations des insurgés et des contre-insurgés, l'insécurité et la criminalité de droit commun se sont intensifiées en 2007 et ont gagné des régions jusqu'alors considérées comme calmes, provoquant la

mort de centaines de civils, limitant l'accès des organisations humanitaires et créant des groupes supplémentaires de déplacés internes. La pauvreté persistante, l'impossibilité de se nourrir et d'obtenir des soins médicaux et le manque d'accès à l'éducation, en particulier pour les femmes, les enfants et les handicapés, ont eu un effet préjudiciable sur le respect des droits de l'homme. La réforme du secteur judiciaire est lente, l'impunité perdure et le programme de justice transitionnelle ne progresse guère. Des cas de détention arbitraire et de torture ont été signalés, comme au cours des années précédentes, et les voies de recours qui s'offraient aux victimes étaient très limitées.

À la fin du premier semestre 2007, le HCDH a déployé deux spécialistes auprès du Groupe chargé des droits de l'homme au sein de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA). Le chef du Groupe est un membre actif de l'équipe de pays des Nations Unies, où il représente le HCDH. Le Groupe, qui surveille la situation des droits de l'homme, dispense en outre une assistance technique au Gouvernement. Son programme fondamental porte sur la justice transitionnelle et la protection des civils. Il travaille en étroite collaboration avec la Commission indépendante des droits de l'homme en Afghanistan et l'équipe de pays des Nations Unies. Le HCDH et ses partenaires au sein des Nations Unies aident les pouvoirs publics à s'acquitter de leurs obligations en matière de présentation de rapports aux organes de suivi des traités. La Haut-Commissaire s'est rendue en Afghanistan en novembre 2007.

Activités

Le Groupe a :

- ▶ Mené des missions d'observation et d'enquête, en coordination avec la Commission indépendante des droits de l'homme en Afghanistan.
- ▶ Observé le travail des fonctionnaires de police chargés des droits de l'homme et des affaires de violences familiales et prodigué des conseils à cet égard.
- ▶ Organisé, en coopération avec d'autres institutions des Nations Unies et la Commission indépendante des droits de l'homme en Afghanistan, un atelier national sur la protection des civils pendant les conflits armés. L'atelier a suscité l'intérêt de membres du Gouvernement, des forces de sécurité nationales, de la Force internationale d'assistance à la sécurité et d'ONG, et a renforcé la liaison avec les forces militaires internationales.
- ▶ Suivi des affaires individuelles, ayant notamment trait à la liberté de la presse, aux droits de la femme, aux procès équitables et à l'application de la loi selon les procédures prévues, en intervenant si nécessaire.
- ▶ Fourni des informations relatives à des affaires individuelles de violences contre des femmes afin d'alimenter une base de données commune, gérée par le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme.
- ▶ Offert des conseils et noué des liens pour appuyer l'intégration des droits de l'homme dans la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan.
- ▶ Participé à des débats publics sur la peine de mort, l'impunité, la liberté d'expression et la liberté religieuse.
- ▶ Organisé un stage de formation sur les droits de l'homme, traitant en particulier de l'application de la loi selon les procédures prévues et des droits des personnes arrêtées, à l'intention de 40 fonctionnaires de la Direction nationale de la sécurité, représentant 29 des 34 provinces du pays.
- ▶ Organisé un atelier de deux jours à l'intention de 25 hauts fonctionnaires du ministère de l'Intérieur, de policiers et de sept conseillers internationaux pour les questions de police afin de débattre du travail des fonctionnaires chargés des droits de l'homme au sein de la police nationale.
- ▶ Appuyé une mission de suivi de 'Médecins pour les droits de l'homme', axée sur les fosses communes et sur le renforcement des capacités en matière d'enquêtes médico-légales.
- ▶ Travaillé avec des organisations locales afin de renforcer leur capacité de promotion et de protection des droits de l'homme.
- ▶ Offert des conseils et une aide au Gouvernement, afin de lui permettre de s'acquitter de ses obligations de rapport sur les traités internationaux de droits de l'homme.
- ▶ Publié une affiche et une brochure illustrée, rédigées dans les langues du pays, sur la Déclaration universelle des droits de l'homme, qu'il a distribuées à travers les provinces afin de sensibiliser la population à ce sujet.
- ▶ Organisé diverses activités dans le cadre de la campagne des « 16 journées de mobilisation contre la violence sexiste », dont des tables rondes, des ateliers et des émissions de radio impliquant des femmes, des anciens et des chefs religieux.
- ▶ Conseillé le ministère de l'Intérieur et organisé des ateliers et d'autres activités, en coopération avec les forces militaires internationales, les missions de police internationales et les missions diplomatiques, afin d'améliorer la performance de la police en matière de droits de l'homme.

Résultats

- ▶ Le document de base commun de l'Afghanistan a été finalisé et le rapport destiné au Comité des droits économiques, sociaux et culturels devrait être achevé et soumis en 2008.
- ▶ Les personnes qui ont participé à l'atelier sur la protection des civils ont convenu d'une série de

recommandations, les autorités compétentes se chargeant de l'application d'un certain nombre d'entre elles. En conséquence, un spécialiste des droits de l'homme a été prié de veiller, avec la Commission indépendante des droits de l'homme, à la constitution d'une Equipe d'enquête spéciale pour faire la lumière sur des incidents ayant entraîné la mort de civils.

- ▶ L'analyse de plus de 450 affaires de violences contre des femmes, effectuée par la MANUA, ainsi que les recommandations de la Mission, ont été conjointement publiées avec le ministère de la Condition féminine et le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme.
- ▶ Les conseils prodigués au sujet de textes de lois importants ont donné lieu à des modifications positives, notamment en ce qui concerne le projet de loi sur les médias et certains amendements susceptibles d'amoindrir l'indépendance de la Commission des droits de l'homme en Afghanistan.

Défis et enseignements

- ▶ Il est indispensable de déployer des efforts concrets pour susciter, au sein de la population, un appui plus solide en faveur des droits de l'homme. Pour faire progresser le programme de défense des droits de l'homme dans les prochaines années, il est crucial que la communauté internationale fasse preuve de la ferme volonté soutenue de fournir l'aide technique et financière nécessaire au développement des organisations de la société civile ; il faudra aussi identifier les éléments susceptibles de soutenir ce programme au sein du Gouvernement, et mobiliser un appui plus large dans ses rangs.

Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste

Le HCDH mène des activités au Timor-Leste depuis 2001, dispensant des formations et des conseils techniques sur des questions en rapport avec les droits de l'homme à des représentants du Gouvernement et des ONG, appuyant les efforts visant à créer ou à consolider des institutions nationales et s'attachant à promouvoir la justice transitionnelle ainsi que la réconciliation. Le mandat de la Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste (MINUT), fondé sur les recommandations formulées à l'issue d'une mission d'évaluation menée par les Nations Unies en 2006, à laquelle le HCDH a participé, porte sur le renforcement des capacités, la surveillance et l'établissement de rapports, et la justice transitionnelle.

Le Chef de la Section des droits de l'homme et de la justice transitionnelle représente le HCDH au Timor-Leste et fait partie de l'équipe des Nations Unies dans le pays.

Activités

La Section a :

- ▶ Entrepris des missions pour surveiller la situation des droits de l'homme à travers le pays, en repérant les problèmes et en les soumettant à l'attention des autorités pour que celles-ci fassent le nécessaire. Un résumé des faits nouveaux et des problèmes figurait également dans le premier rapport public de la MINUT sur la situation des droits de l'homme pendant la période 2006-2007.
- ▶ Observé les élections présidentielles et législatives de 2007.
- ▶ Coordonné les interventions des institutions des Nations Unies et d'autres partenaires sur des questions concernant les déplacés internes.
- ▶ Entrepris des visites régulières dans les cellules des postes de police et les prisons pour observer les conditions de détention, mené des entretiens avec des détenus et soumis les problèmes de droits de l'homme à l'attention des autorités.
- ▶ Surveillé et encouragé la mise en œuvre des recommandations de la Commission indépendante qui a enquêté sur de graves violations des droits de l'homme commises lors de la crise de 2006.
- ▶ Dispensé une formation aux droits de l'homme à 65 membres de l'armée, dont des commandants, et à de hauts fonctionnaires de police ; en coopération avec le bureau du Médiateur, le bureau du Procureur et des ONG, le HCDH a également formé 80 fonctionnaires de police sur les droits de l'homme et l'application de la loi.



Famille sans abri au Timor-Leste à la suite des troubles civils d'août 2007.

- ▶ Élaboré et diffusé des documents de promotion rédigés dans la langue locale, le tetum, notamment une carte et un carnet sur les droits de l'homme destinés aux membres de la police, ainsi qu'une brochure sur la Déclaration universelle des droits de l'homme.
- ▶ Conseillé les autorités afin de les éclairer sur les conséquences que plusieurs projets de loi, dont la loi sur la vérité et les mesures de clémence, et le code pénal, pourraient avoir en matière de droits de l'homme. Le HCDH a notamment fait part de sa préoccupation au sujet des clauses d'amnistie figurant dans le projet de loi sur la vérité et les mesures de clémence.
- ▶ Animé six ateliers à l'intention des membres du bureau du Médiateur, afin de renforcer leurs capacités de surveillance et d'établissement de rapports pour les organes de traités.
- ▶ Lancé des stages de formation relatifs à l'éducation dans le domaine des droits de l'homme, à l'intention des enseignants du cycle primaire.
- ▶ Présidé avec des représentants du Gouvernement, les réunions bi-hebdomadaires du Groupe de travail interorganisations sur la protection des déplacés internes.
- ▶ Organisé 12 sessions de formation sur la problématique des droits de l'homme à l'intention d'organisations de la société civile, et animé 48 sessions d'initiation et de préparation aux droits de l'homme pour les fonctionnaires des Nations Unies nouvellement affectés.
- ▶ Prodigué des conseils au Gouvernement pour l'aider à s'acquitter de ses obligations de rapport sur les traités internationaux de droits de l'homme.
- ▶ Lancé un manuel, en tetum, sur la surveillance des droits économiques, sociaux et culturels dans le pays.
- ▶ La capacité des ONG de surveiller et de promouvoir le respect des droits de l'homme a été renforcée au moyen de sessions de formation et par l'utilisation plus intensive d'une base de données sur les droits de l'homme. À la fin de l'année 2007, 325 affaires avaient été enregistrées dans la base de données.
- ▶ Après que la Section chargée des droits de l'homme et de la justice transitionnelle au sein de la MINUT ait examiné les dossiers de plus de 3 000 fonctionnaires de la police nationale dans le cadre du processus d'assainissement, 4,5 pour cent des fonctionnaires ont été reconnus comme les auteurs possibles de violations des droits de l'homme.
- ▶ Grâce, notamment, aux efforts du Groupe de travail sur la protection, la Stratégie nationale de redressement, centrée sur la recherche de solutions durables pour la situation des déplacés internes, a été adoptée par le Gouvernement à la fin de l'année 2007.

Défis et enseignements

- ▶ Même dans des conditions peu propices – manque de ressources de l'appareil judiciaire, environnement politique et sécuritaire précaire – il a été possible d'établir les responsabilités relatives à des crimes graves. Cependant, le nombre d'affaires en souffrance, concernant des crimes de « moindre » gravité, augmente. Ceci a un effet négatif, aussi bien sur les victimes, dont le droit à obtenir une réparation efficace est compromis, que sur les efforts visant à faire respecter la loi.
- ▶ La reconstitution de la police nationale, suite à sa désintégration partielle en mai 2006, a été l'occasion de réexaminer et de renforcer les mécanismes disciplinaires internes. Cependant, si l'assainissement des effectifs de la police est important, il ne peut en soi garantir le respect des droits de l'homme. Des modifications structurelles, l'obligation de rendre compte des abus commis et des changements de comportement sont indispensables.

Résultats

- ▶ Après avoir bénéficié des conseils et de l'appui technique du HCDH, le Médiateur pour la justice et les droits de l'homme a été admis, comme membre à part entière, au sein du Forum Asie-Pacifique des institutions nationales de protection des droits de l'homme le 25 septembre 2007.
- ▶ La loi sur la vérité et les mesures de clémence, contre laquelle le HCDH s'était élevé, n'a pas été promulguée par le Président et les enquêtes ont continué, tout comme les poursuites.
- ▶ Conformément aux recommandations de la Commission spéciale indépendante d'enquête, un certain nombre de procès ont été organisés pour juger des crimes graves perpétrés en 2006 ; ils se sont déroulés dans le respect des normes relatives aux droits de l'homme. Plusieurs hauts fonctionnaires, dont l'ex-ministre de l'Intérieur, ont été déclarés coupables.

Aider les victimes à obtenir justice

La Section chargée des droits de l'homme et de la justice transitionnelle au sein de la MINUT a participé à un programme mis en place par la Fondation Alola, une ONG nationale de défense des droits des femmes, pour venir en aide à 28 femmes ayant perdu leur mari pendant la crise de 2006. La Section a régulièrement tenu les veuves au courant de l'état d'avancement des dossiers devant les tribunaux et leur a communiqué des informations générales sur la procédure judiciaire. En collaboration avec le bureau du Médiateur, la Section a recruté des avocats pour aider les veuves et accélérer ainsi la procédure. Les veuves de huit fonctionnaires de police tués par l'armée lors d'un même incident en mai 2006 ont témoigné avec confiance devant la cour et ont obtenu une indemnisation.

Conseillers pour les droits de l'homme auprès des équipes de pays des Nations Unies

Indonésie

NOUVEAU en 2007

Dans le cadre du Programme Action 2, le HCDH a affecté le 1^{er} août 2007 un conseiller pour les droits de l'homme auprès de l'équipe des Nations Unies en Indonésie. Ce spécialiste est chargé de dispenser à l'équipe de pays des conseils sur l'intégration des droits de l'homme dans son travail et sur la collaboration avec les institutions publiques et la société civile pour les questions touchant aux droits de l'homme.

Activités

Le HCDH a :

- ▶ Établi des contacts avec le Gouvernement, des représentants de la société civile et des institutions nationales.
- ▶ Organisé une séance d'information initiale sur la méthodologie de développement fondée sur les droits de l'homme à l'intention de l'équipe de pays et veillé à ce que des documents essentiels sur les droits de l'homme soient amplement diffusés au sein de l'équipe.

Résultats

- ▶ En collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement, le conseiller pour les droits de l'homme a monté pour la Commission nationale des droits de l'homme en Indonésie une mission d'évaluation des besoins.
- ▶ Les premiers contacts établis en 2007 ont conduit à l'élaboration d'un certain nombre de projets pour 2008, en particulier des projets de renforcement des capacités sur les droits de l'enfant et la violence à l'égard des femmes.

Défis et enseignements

- ▶ L'identification des premiers points d'ancrage a été prioritaire, compte tenu de la charge de travail qui incombe à un seul conseiller. Un engagement à l'échelle du système et l'instauration de partenariats avec d'autres institutions des Nations Unies seront indispensables. En 2008, les capacités du conseiller seront renforcées par l'arrivée d'un Volontaire national des Nations Unies, qui lui prêter son concours en tant qu'assistant juridique.

Maldives

NOUVEAU en 2007

Le HCDH a déployé un conseiller pour les droits de l'homme auprès de l'équipe des Nations Unies aux Maldives en juillet 2007, avec l'appui du Programme Action 2. Ses activités consistent tout d'abord à aider l'équipe pour que les principes relatifs aux droits de l'homme soient intégrés dans le travail de programmation des Nations Unies, de conseiller le Gouvernement pour la rédaction des textes de lois conformes aux normes internationales de droits de l'homme et pour qu'il s'acquitte de ses obligations internationales dans ce domaine, et de contribuer au renforcement des capacités de l'institution nationale et de la société civile concernant les droits de l'homme.

Activités

Le HCDH a :

- ▶ Dispensé une formation au Gouvernement pour l'aider à remplir ses obligations de rapports sur les traités des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme.
- ▶ Organisé, en coopération avec Handicap International et l'équipe de pays des Nations Unies, une campagne de sensibilisation sur le thème des droits de l'homme et de l'invalidité.
- ▶ Prêté son appui à la visite, en décembre 2007, du Sous-Comité pour la prévention de la torture, constitué au titre du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture.
- ▶ Offert un appui et des conseils sur l'intégration des droits de l'homme dans les programmes de développement à l'équipe de pays et à des institutions des Nations Unies.
- ▶ Assuré, à l'intention d'ONG, six stages de formation consacrés au droit international des droits de l'homme, aux organes de suivi des traités et aux procédures spéciales, ainsi qu'aux méthodologies d'enquête et de compte rendu sur les violations des droits de l'homme.

Résultats

- ▶ Le Gouvernement a soumis les rapports dus au titre des deux Protocoles facultatifs se rapportant à la Convention des droits de l'enfant et a achevé une première version du document de base commun.
- ▶ Après la visite du Sous-Comité pour la prévention de la torture, le Gouvernement a prié le conseiller pour les droits de l'homme d'aider à la mise en œuvre des recommandations préliminaires du Sous-Comité concernant les mécanismes nationaux de prévention.

- Toutes les institutions des Nations Unies menant des opérations aux Maldives ont intégré les droits de l'homme dans leurs programmes de pays pour la période 2008-2010.

Défis et enseignements

- L'absence de collaborateur capable de s'exprimer dans la langue du pays a suscité des obstacles considérables, empêchant le conseiller de jouer un rôle plus actif dans les contextes législatif et institutionnel et de suivre de manière plus systématique les procès et les jugements des tribunaux. À compter du mois de janvier 2008, un spécialiste national des droits de l'homme prêtera son concours au conseiller international, en partie pour remédier à ce problème.

Pakistan

Le HCDH est présent au Pakistan depuis 2005, date à laquelle une conseillère pour les droits de l'homme a été déployée pour appuyer les efforts de secours entrepris par les Nations Unies au lendemain du tremblement de terre du mois d'octobre. En 2006, le coordonnateur résident a prié le HCDH de maintenir un spécialiste au Pakistan pour soutenir l'action plus vaste menée par l'équipe des Nations Unies dans le pays. La conseillère a achevé ses activités au début de l'année 2008.

Activités

Le HCDH a :

- Présidé les réunions régulières d'un forum pour la protection, composé de hauts fonctionnaires, d'institutions des Nations Unies et d'organisations de la société civile, visant à traiter les questions de droits de l'homme et de protection dans les zones touchées par le tremblement de terre, et aidé le Gouvernement à trouver des ressources et à mettre au point des solutions pour remédier aux problèmes de protection.
- Géré le programme de travail et le personnel du système de suivi interinstitutions, mis en place par le Gouvernement et les Nations Unies pour appuyer le retour et la réintégration des personnes que le séisme avait privées de toit, ainsi que pour permettre aux autorités et à l'équipe de pays des Nations Unies d'anticiper les principaux obstacles et de les surmonter.
- Œuvré à l'intégration des droits de l'homme dans le travail de l'équipe de pays, de concert avec cette dernière et dans le cadre de l'initiative pilote « Unité d'action des Nations Unies ».

Résultats

- Le Gouvernement a approuvé certaines propositions du forum pour la protection, visant à répondre aux besoins à long terme des groupes vulnérables ; il s'agissait notamment de recenser les déplacés les plus vulnérables, de convenir d'une politique pour les propriétaires fonciers privés de terres par le séisme et de créer, à l'échelon des provinces, des sous-groupes composés de représentants de l'administration, des Nations Unies et d'ONG, pour remédier aux besoins à long terme des personnes vulnérables.
- Le système de suivi conjoint est parvenu à mettre le doigt sur certains problèmes de protection graves en rapport avec le retour des déplacés internes et a servi de catalyseur, aidant le Gouvernement et la communauté humanitaire à s'entendre sur des mesures de politique spécifiques

Défis et enseignements

- À l'avenir, le système de suivi conjoint pourrait servir de modèle à des dispositifs de même type dans des interventions menées par les Nations Unies au lendemain de catastrophes.

Sri Lanka

Le HCDH maintient un conseiller pour les droits de l'homme au sein de l'équipe des Nations Unies à Sri Lanka depuis juin 2004. Le conseiller est principalement chargé d'accompagner le coordonnateur résident et les institutions des Nations Unies dans leurs activités de protection des droits de l'homme et de renforcement des capacités des partenaires gouvernementaux, des institutions nationales et de la société civile.

Activités

Le HCDH a :

- Prêté un appui technique au ministère de la Gestion des catastrophes et des Droits de l'homme afin de faciliter la constitution du Groupe international indépendant de personnalités éminentes ainsi que la Commission d'enquête chargée de faire la lumière sur les graves atteintes aux droits de l'homme.
- Aidé la Commission d'enquête et le Groupe de personnalités éminentes à former un Groupe de protection et d'assistance des témoins, en développant des formations et des politiques.
- Dispensé au ministère de la Gestion des catastrophes et des Droits de l'homme une formation sur les méthodologies de droits et les mécanismes internationaux.

- ▶ Offert un appui et des conseils spécialisés au Gouvernement, afin de faciliter la rédaction d'un texte de loi sur l'assistance et la protection des victimes et des témoins.
- ▶ Dispensé des conseils sur les droits fondamentaux des déplacés internes au Groupe interorganisations pour la protection des déplacés internes et participé à la rédaction d'un rapport sur ce même sujet, destiné au Comité permanent interorganisations.
- ▶ Œuvré avec des institutions des Nations Unies à l'intégration de l'action en faveur des droits de l'homme dans le Plan-cadre d'aide au développement du Sri Lanka pour la période 2008-2012.
- ▶ Participé avec des collègues des Nations Unies et des membres d'institutions nationales aux travaux de l'Équipe spéciale de surveillance et de communication de l'information, contribuant à la rédaction d'un rapport sur le Sri Lanka destiné au Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les enfants et les conflits armés ; organisé une session de formation au travail d'enquête et de rapport sur les violations des droits de l'homme à l'intention des membres de l'Équipe spéciale.
- ▶ Facilité des missions de la Haut-Commissaire et du Rapporteur spécial sur la torture.

Résultats

- ▶ L'impact des efforts du HCDH est sensible dans le domaine de la législation et des programmes

destinés à protéger les victimes et les témoins : un projet de loi sur la protection des victimes et des témoins a notamment été élaboré et un Groupe de protection et d'assistance des témoins a été constitué pour appuyer les travaux de la Commission d'enquête.

- ▶ Le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement du Sri Lanka pendant la période 2008-2012, approuvé par l'ensemble des institutions des Nations Unies et des partenaires présents au Sri Lanka, comprend un programme commun pour les droits de l'homme, qui prévoit une coopération avec le Gouvernement et d'autres parties prenantes pour établir les rapports destinés aux organes de traités et à leur suivi, ainsi qu'une collaboration avec les procédures spéciales et le mécanisme d'examen périodique universel.

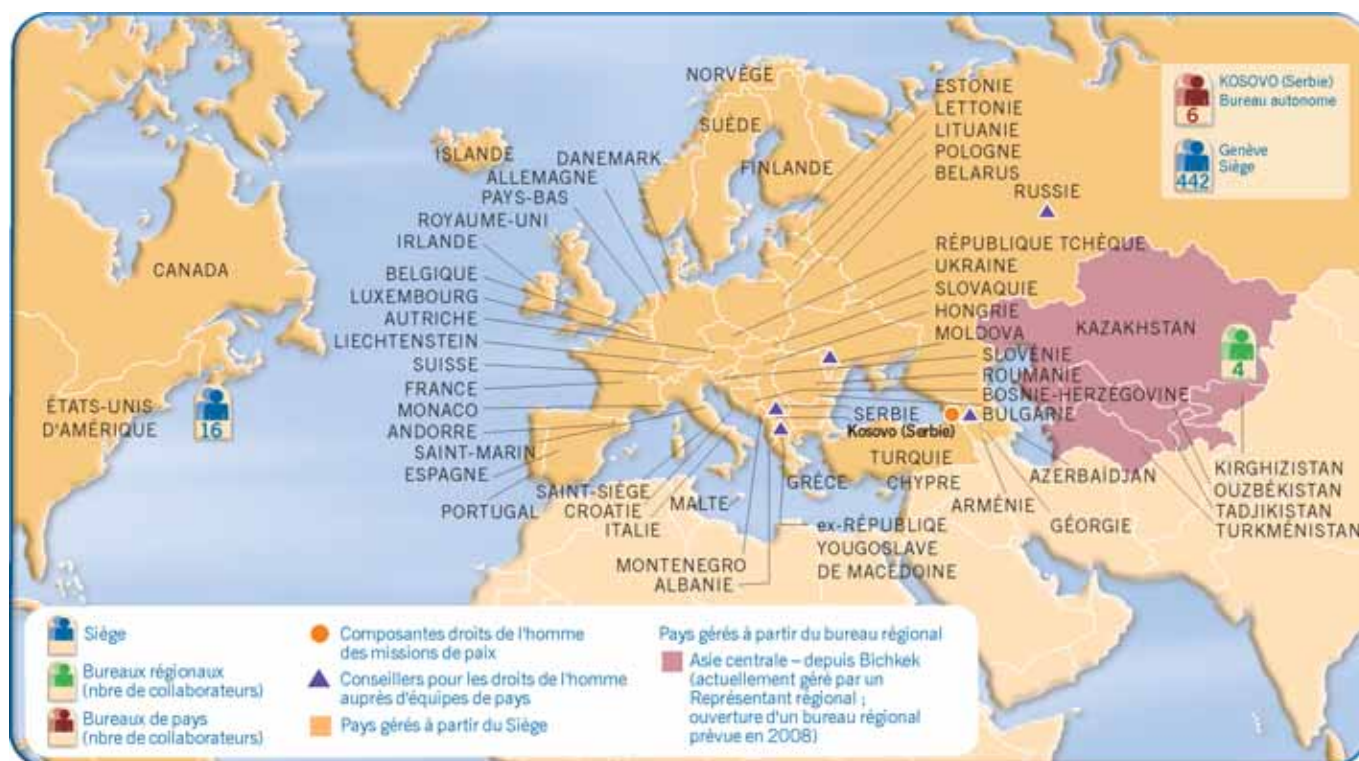
Défis et enseignements

En raison de la dégradation de la situation des droits de l'homme observée à Sri Lanka depuis le mois de décembre 2005, le HCDH a étudié différents moyens de renforcer sa présence dans le pays. Jusqu'à présent, le Gouvernement ne s'est pas montré favorable à l'implantation d'une présence indépendante du Haut-Commissariat dans le pays. La création d'un ministère de la Gestion des catastrophes et des Droits de l'homme en décembre 2006 offre de nouvelles possibilités de promotion et de protection des droits de l'homme.



Le HCDH sur le terrain

Le HCDH en Europe, en Amérique du Nord et en Asie centrale



Type de présence	Localisation
Bureau autonome	● Kosovo (Serbie)
Représentant régional	● Asie centrale (Bichkek, Kirghizistan)
Composantes droits de l'homme des missions de paix des Nations Unies	<ul style="list-style-type: none"> ● Géorgie (Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie) ● Tadjikistan (Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix au Tadjikistan) – jusqu'en juillet 2007
Conseillers pour les droits de l'homme auprès d'équipes de pays des Nations Unies	<ul style="list-style-type: none"> ● Géorgie (Sud-Caucase) ● Kirghizistan ● Fédération de Russie* ● ex-République yougoslave de Macédoine ● Serbie

* À partir de 2008

Parmi les 56 pays que compte la région Europe, Amérique du Nord et Asie centrale, les problèmes et les priorités en matière de droits de l'homme sont divers et nombreux. L'impunité dont bénéficient de nombreux auteurs de violations des droits de l'homme est demeurée une préoccupation majeure en 2007. Le HCDH a dû coopérer avec les États membres pour lutter efficacement contre la torture, la violence à l'égard des femmes et les violations d'un certain nombre de droits sociaux et économiques, ainsi que pour remédier aux déficits démocratiques. Le Haut-Commissariat s'est employé à soutenir les efforts visant à renforcer les institutions qui protègent les droits de l'homme, en particulier les appareils judiciaires et législatifs indépendants et impartiaux. Dans la mesure du possible, il a continué à aider les États à juguler les problèmes croissants liés à la discrimination et à l'intolérance, ainsi qu'au non-respect des droits de l'homme dans la lutte contre le terrorisme. Il s'est également efforcé de freiner ce qui peut se définir par la réduction de l'espace démocratique dans certains pays, qui affecte particulièrement les défenseurs des droits de l'homme et la liberté d'association.

En 2007, les activités du HCDH sur le terrain ont principalement concerné le Kosovo, le Sud-Caucase et l'Asie centrale. Par ailleurs, le Haut-Commissariat a accompli un travail préparatoire et organisé de vastes consultations pour ouvrir la voie à un programme de coopération avec la Fédération de Russie. À Genève, un groupe composé de neuf fonctionnaires internationaux et de deux collaborateurs administratifs s'occupe de l'ensemble de la région, coordonnant et appuyant les activités des collègues sur le terrain, surveillant les situations préoccupantes, établissant des notes de synthèse pour la Haut-Commissaire et d'autres membres de la direction, et soutenant l'action de certains détenteurs de mandats au titre des procédures spéciales. Le Haut-Commissariat a également appuyé les travaux du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Bélarus, dont le mandat a été interrompu par le Conseil des droits de l'homme en juin 2007.

Compte tenu de ses ressources restreintes, les résultats que le HCDH peut espérer obtenir dans une région aussi vaste et variée sont évidemment limités. Il est donc essentiel d'interagir avec les puissants mécanismes de défense des droits de l'homme implantés au niveau régional. C'est pourquoi le Haut-Commissariat a tenté de renforcer sa coopération avec le Conseil de l'Europe, l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) et l'Union européenne, en vue d'assurer une efficacité maximale dans la protection des droits de l'homme.

Bureau autonome

Kosovo (Serbie)

Date d'ouverture	1998
Effectif au 31 décembre 2007	6 pers.
Dépenses en 2007	464 755 dollars E.-U.

L'amélioration de la situation des droits de l'homme au Kosovo continue d'occuper une place centrale dans les efforts plus vastes entrepris pour assurer une paix et une stabilité durables dans cette partie des Balkans. Les principaux sujets de préoccupation dans ce domaine demeurent l'impunité pour les crimes passés, la sécurité des déplacés internes à leur retour, la discrimination des minorités et la protection de leurs droits, ainsi que la constitution de capacités suffisantes au niveau local pour lutter contre tous ces problèmes. Le HCDH maintient une présence au Kosovo depuis 1998. Outre son action de suivi et de rapport périodique, le bureau local mène toute une série d'activités destinées à renforcer la capacité des institutions locales et de la société civile à protéger et à promouvoir les droits de l'homme. Le HCDH travaille également en étroite coopération avec l'équipe de pays des Nations Unies, la Mission d'administration intérimaire de l'ONU au Kosovo (MINUK) et les institutions provisoires d'administration autonome, afin de veiller à ce que les droits de l'homme soient pleinement intégrés à leurs programmes d'action respectifs.





Activités

En 2007, le bureau a :

- ▶ Facilité la stratégie de défense des droits de l'homme mise en place par les institutions provisoires du Kosovo, joué un rôle consultatif dans le processus de localisation du Médiateur, aidé la MINUK à remplir ses obligations en matière de droits de l'homme et collaboré avec l'équipe de pays des Nations Unies afin d'encourager une approche plus axée sur les droits de l'homme dans l'action de l'ONU.
- ▶ Conseillé la MINUK sur différents projets de réglementation tels que le contrôle des juges et des procureurs, afin de veiller à ce que ces réglementations soient conformes aux normes internationales en matière de droits de l'homme.
- ▶ Formé 25 membres des institutions provisoires d'administration autonome et 27 collaborateurs des Nations Unies aux principes des droits de l'homme et à l'intégration d'une approche fondée sur ces droits.
- ▶ Organisé cinq séances d'information, en conjonction avec l'OSCE, sur les obligations relatives à la présentation de rapports aux organes de suivi des traités, à l'intention du personnel gouvernemental responsable des droits de l'homme.
- ▶ Animé deux ateliers consacrés à l'approche fondée sur les droits de l'homme à l'intention des responsables locaux et des institutions des Nations

Unies opérant au Kosovo, et apporté ses compétences à diverses séances de formation des responsables gouvernementaux sur les organes de suivi des traités.

- ▶ Facilité la tenue de réunions régulières sur les droits de l'homme avec des acteurs de la société civile, des autorités locales, des institutions des Nations Unies et d'autres organisations internationales ; participé à la préparation d'une conférence réunissant des responsables des institutions du Médiateur dans la région et des acteurs locaux et régionaux concernés.
- ▶ Facilité la visite, en septembre, de la Représentante spéciale du Secrétaire général concernant la situation des défenseurs des droits de l'homme.

Résultats

- ▶ Les ateliers de formation et les réunions régulières consacrés aux droits de l'homme ont engendré une sensibilité et une compréhension accrues à l'égard de ces questions parmi les représentants des autorités locales, de la société civile et des organisations internationales.
- ▶ Le HCDH a coopéré avec l'équipe des Nations Unies au Kosovo à divers projets de sensibilisation-mobilisation qui ont abouti à des changements de politique, tels que le relogement d'un certain nombre de déplacés internes victimes de saturnisme.

- Les conseils du HCDH ont contribué à améliorer la législation relative à l'appareil judiciaire et au bureau du Médiateur, assurant ainsi une meilleure protection de l'indépendance de ces deux institutions.
- Les plaidoyers et les conseils du HCDH ont contribué à la création du Groupe consultatif sur les droits de l'homme, organe quasi-judiciaire chargé d'enquêter sur les allégations relatives à des violations des droits de l'homme commises par la MINUK et de recommander des mesures à la Représentante spéciale du Secrétaire général au Kosovo.
- Afin de faire face à des difficultés accrues dans ce domaine, le HCDH, en coopération avec la MINUK, a créé un poste de conseiller pour les droits de l'homme au sein de la Mission.

Défis et enseignements

- L'incertitude relative au statut du Kosovo et l'absence de nouvelle résolution du Conseil de sécurité ont constitué des obstacles pour tous les acteurs internationaux présents au Kosovo, y compris les Nations Unies. En raison de ces tensions, le HCDH a parfois eu des difficultés à traiter avec efficacité les problèmes en matière de droits de l'homme. Quelle que soit la suite des événements, le Haut-Commissariat est toutefois déterminé à assurer la protection de ces droits en agissant à la fois avec ses partenaires des Nations Unies et les autres acteurs concernés.

Kosovo : Dépenses en 2007

	Dépenses au titre du budget ordinaire (dollars E.-U.)	Dépenses extrabudgétaires (dollars E.-U.)
Dépenses de personnel	-	275 191
Consultants	-	-
Voyages officiels	-	38 253
Services contractuels	-	20 394
Dépenses générales de fonctionnement	-	35 214
Fournitures et achats	-	20 236
Séminaires, subventions et contributions	-	22 000
Sous-total	-	411 288
Coûts d'appui au programme	-	53 467
TOTAL	-	464 755

Représentant régional

Représentant régional pour l'Asie centrale (Bichkek, Kirghizistan)

Date d'ouverture du bureau	2006
Effectif au 31 décembre 2007	4 pers.
Dépenses en 2007	654 485 dollars E.-U.

L'équipe régionale du HCDH en Asie centrale, placée sous la direction d'un Représentant régional, couvre le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan. Affecté depuis la mi-2006 à Bichkek, au Kirghizistan, le Représentant est épaulé par deux administrateurs nationaux de programmes et, depuis la fin 2007, par un assistant administratif et un Volontaire des Nations Unies, qui l'aident à suivre l'évolution de la situation et à mener des activités de renforcement des capacités dans la région. Le HCDH négocie actuellement un accord juridique avec le Gouvernement kirghize concernant le statut de sa représentation et de son personnel, en vue d'établir un bureau régional à part entière. Le Haut-Commissariat espère finaliser ces négociations en 2008.

Activités

Le HCDH a :

- Élaboré deux manuels consacrés aux droits de l'homme et dispensé des formations à des enseignants au Tadjikistan.
- Dispensé des formations sur les normes internationales en matière de droits de l'homme à des procureurs au Tadjikistan.
- Assuré la traduction, l'impression et la distribution d'informations élémentaires sur les droits de l'homme en kirghize, en turkmène et en tadjik.
- Soutenu le Centre d'information et de documentation sur les droits de l'homme au Tadjikistan et son journal d'information à l'intention des enseignants.
- Organisé deux tables rondes avec des responsables gouvernementaux et des représentants des ONG au Kirghizistan, afin de promouvoir la ratification du protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture.
- Dispensé des conseils aux autorités turkmènes et à l'Institut pour la démocratie et les droits de l'homme concernant la création et le fonctionnement d'une commission interministérielle chargée d'examiner le respect des obligations envers les organes de suivi des traités internationaux relatifs aux droits de l'homme.
- Fourni des conseils d'expert à un groupe de travail gouvernemental chargé d'élaborer un projet de loi

visant la création d'une institution nationale des droits de l'homme au Tadjikistan et organisé, en collaboration avec des ONG, un débat consultatif sur ce projet de loi.

- ▶ Reçu les plaintes individuelles et fourni des informations sur les procédures internationales de dépôt de plainte aux équipes de pays des Nations Unies, aux ONG et aux particuliers.
- ▶ Organisé à Bichkek des réunions de coordination régulières avec les institutions des Nations Unies et les autres partenaires internationaux, y compris les ONG ;
- ▶ Supervisé le travail du conseiller pour les droits de l'homme au Kirghizistan, financé par le Programme Action 2 (dont les activités sont décrites dans une section distincte, plus bas dans ce chapitre).

Résultats

- ▶ L'éducation aux droits de l'homme a été institutionnalisée dans les écoles tadjikes, où elle a été intégrée aux programmes scolaires pour les élèves de dix et onze ans.
- ▶ Au Turkménistan, la création d'une commission interministérielle consacrée à l'établissement des rapports destinés aux organes de suivi des traités a marqué un important pas en avant. Cette nouvelle commission a adopté un calendrier pour l'élaboration et la présentation des rapports requis par les organes de suivi des traités de l'ONU. Le Gouvernement a communiqué les informations de suivi requises par le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale.
- ▶ Le Kazakhstan a signé les Protocoles facultatifs se rapportant à la Convention contre la torture et au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.
- ▶ Le Kirghizistan a créé un groupe de travail gouvernemental chargé d'élaborer une politique de prévention de la torture.
- ▶ Le Tadjikistan a élaboré un projet de loi prévoyant la création d'une institution nationale des droits de l'homme.
- ▶ La coordination et la coopération entre les différentes entités des Nations Unies et au sein de la communauté internationale se sont améliorées dans divers domaines tels que le dépôt de plaintes individuelles, la promotion de la ratification du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et d'autres mesures visant à prévenir la torture, ainsi que la campagne des « 16 journées de mobilisation contre la violence à l'égard des femmes ».
- ▶ La présence du HCDH dans la région a favorisé une interaction accrue avec les autorités nationales et la société civile, première étape en direction d'une coopération plus poussée à l'avenir.

Défis et enseignements

- ▶ La longueur des négociations portant sur le statut de la représentation du HCDH et le sous-effectif qui en résulte ont limité la capacité de l'équipe régionale à coopérer pleinement avec les pays de la région. Cet obstacle devrait être surmonté dès la conclusion d'un accord.
- ▶ En 2007, le HCDH n'a pas entrepris d'action sur le terrain en Ouzbékistan. Il poursuit ses efforts pour entamer une collaboration avec le Gouvernement, afin de renforcer la protection des droits de l'homme dans le pays.
- ▶ Le travail du HCDH avec d'autres organes des Nations Unies dans la région, en particulier avec le Centre régional pour la diplomatie préventive, offrira d'importantes possibilités et s'accompagnera de nombreux défis.
- ▶ Suite à la fermeture du Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix au Tadjikistan à la mi-2007, il a été plus difficile de soutenir les droits de l'homme dans ce pays.

Représentant régional pour l'Asie centrale : Dépenses en 2007

	Dépenses au titre du budget ordinaire (dollars E.-U.)	Dépenses extrabudgétaires (dollars E.-U.)
Dépenses de personnel	-	239 138
Consultants	-	23 260
Voyages officiels	-	31 385
Services contractuels	-	18 109
Dépenses générales de fonctionnement	-	49 972
Fournitures et achats	-	36 576
Séminaires, subventions et contributions	-	180 750
Sous-total	-	579 190
Coûts d'appui au programme	-	75 295
TOTAL	-	654 485

Appui aux missions de paix des Nations Unies

Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie

Le HCDH a continué d'apporter son appui au bureau des droits de l'homme de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie (MONUG), qui assure un suivi et établit des rapports sur la situation des droits de

l'homme en Abkhazie, consigne les violations individuelles de ces droits et aide les réfugiés et les déplacés internes à regagner leurs localités d'origine en toute sécurité. Ce bureau est composé de cinq fonctionnaires internationaux en poste à Sukhumi et Gali, dont un administrateur détaché par l'OSCE, ainsi que d'un personnel d'appui.

Activités

Le bureau a :

- ▶ Entrepris une cinquantaine de visites dans des centres carcéraux, afin d'interroger les détenus et d'observer les registres et les conditions de détention ;
- ▶ Interrogé, dans ses locaux de Sukhumi, plus de 500 individus se plaignant de violations des droits de l'homme.
- ▶ Suivi des procès concernant des violations présumées des droits de l'homme à Sukhumi, Gali et Gagra.
- ▶ Contribué à un programme de formation aux droits de l'homme pour les services se chargeant de facto de faire respecter la loi ;
- ▶ Appuyé les activités d'éducation et de formation aux droits de l'homme mises en œuvre par des ONG locales dans le cadre de la cinquième phase du projet Aider les communautés tous ensemble, financé par le HCDH.
- ▶ Appuyé la mise en œuvre d'un programme de défense des droits de l'homme financé par le Fonds d'affectation spéciale de la MONUG, avec entre autres projets : ligne téléphonique à l'intention des détenus, assistance juridique et psychologique gratuite pour les groupes vulnérables, sensibilisation à la problématique des droits de l'homme, diffusion d'informations sur la violence domestique.
- ▶ Élaboré et animé, de concert avec ses collègues de la MONUG, un séminaire de formation sur la « Protection des femmes et des mineurs contre la violence domestique » à l'intention des représentants des ONG locales et des acteurs des structures concernées dans toute l'Abkhazie (Géorgie), y compris de membres des organes judiciaires et des services responsables de facto de l'application de la loi.
- ▶ Coopéré avec l'OSCE pour soutenir la création d'un Centre des droits de l'homme non gouvernemental à Gali.

Résultats

- ▶ Le suivi, la documentation et le signalement des problèmes liés aux droits de l'homme ont fourni aux détenteurs de ces droits comme aux observateurs internationaux une source

d'information crédible sur la situation des droits de l'homme dans la région, ainsi qu'une base pour rechercher avec les autorités de facto les meilleurs moyens de faire face aux problèmes les plus urgents.

- ▶ Les efforts de formation et d'information ont contribué à sensibiliser aux principes des droits de l'homme l'ensemble de la population et des groupes spécifiques tels que les agents se chargeant de facto de l'application de la loi.
- ▶ Le Centre des droits de l'homme de Gali a ouvert en décembre, offrant une source d'appui et de conseils aux ONG et à la population locale.

Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix au Tadjikistan

Dix ans après la fin de la guerre civile au Tadjikistan, le Gouvernement a annoncé une nouvelles série de priorités mettant davantage l'accent sur le développement socio-économique. Conformément à la décision des autorités, la mission de paix des Nations Unies dans le pays, baptisée Bureau d'appui pour la consolidation de la paix au Tadjikistan (UNTOP), s'est retirée à la mi-2007. Avant le retrait de l'UNTOP, deux spécialistes internationaux des droits de l'homme, appuyés par quatre collaborateurs nationaux, ont étroitement coopéré avec le représentant régional du HCDH à Bichkek afin d'offrir une assistance au Bureau d'appui et au Gouvernement. Diverses activités ont été entreprises en coopération avec d'autres partenaires, notamment avec le Programme des Nations Unies pour le développement et l'OSCE.

Activités

Le HCDH a :

- ▶ Dispensé des formations aux enseignants et à leurs formateurs concernant l'intégration de l'éducation aux droits de l'homme dans le programme scolaire.
- ▶ Mené des activités de sensibilisation aux principes des droits de l'homme, notamment un concours de dessin pour enfants et des événements en l'honneur de la Journée des droits de l'homme.
- ▶ Aidé les autorités à s'acquitter de leurs obligations de compte rendu et de mise en œuvre auprès des organes de suivi des traités.
- ▶ Offert un appui lors de la visite de la Rapporteuse spéciale sur la liberté de religion ou de conviction.

Résultats

- ▶ L'éducation aux droits de l'homme a été intégrée au programme scolaire tadjik pour les élèves de dix et onze ans et un manuel en tadjik a été finalisé à cette effet.

- ▶ Le Gouvernement a remis tous les rapports en retard aux organes de suivi des traités de droits de l'homme.
- ▶ La Rapporteuse spéciale sur la liberté de religion ou de conviction a achevé sa visite et remis au Conseil des droits de l'homme un rapport détaillé contenant diverses recommandations pratiques.

Conseillers pour les droits de l'homme auprès des équipes de pays des Nations Unies

Géorgie (et Sud-Caucase)

Un conseiller international pour les droits de l'homme, implanté au sein de l'équipe des Nations Unies en Géorgie, intervient également auprès des équipes de l'ONU en Azerbaïdjan et en Arménie. Ce conseiller est appuyé par deux spécialistes nationaux des droits de l'homme et par deux assistants administratifs travaillant au sein des équipes des Nations Unies en Azerbaïdjan et en Arménie. Leur rôle principal consiste à aider la mise en œuvre de projets de renforcement des capacités de défense des droits de l'homme en Géorgie et en Azerbaïdjan et à dispenser des conseils à leurs collègues de l'ONU, aux autorités nationales, aux parlements et à la société civile. Ils prêtent également leur concours aux équipes des Nations Unies en Géorgie et en Azerbaïdjan, afin de faciliter l'intégration pleine et entière de la dimension des droits de l'homme dans leurs activités. Parmi leurs priorités pour 2007 figuraient la présentation de rapports aux organes de suivi des traités, la planification de l'action nationale en faveur des droits de l'homme et un programme de publications consacrées à ces droits.

Activités

Le HCDH a :

- ▶ Dispensé des formations sur les normes internationales en matière de droits de l'homme à 125 personnes (assistants judiciaires de la Cour suprême et de la Cour d'appel, représentants des bureaux régionaux de l'aide judiciaire, avocats de la défense) lors de cinq ateliers organisés à Tbilissi, Kutaisi et Batumi.
- ▶ Organisé quatre ateliers au niveau local à Gankja, Sheki, Lenkoran et Guba, en Azerbaïdjan, concernant le rôle des institutions nationales et des mécanismes onusiens de défense des droits de l'homme. Ces ateliers ont accueilli 120 participants, parmi lesquels des membres des bureaux régionaux du Médiateur et des autorités locales et des représentants de la société civile.

- ▶ Présenté les observations finales du Comité des droits de l'homme sur le troisième rapport périodique de la Géorgie à 40 représentants du Gouvernement géorgien, d'organisations internationales, de la communauté diplomatique et de la société civile.
- ▶ Dispensé des formations sur la rédaction des rapports destinés aux organes de suivi des traités ; 26 représentants des ministères compétents et du bureau de l'aide judiciaire, ainsi que 24 membres d'organisations de la société civile, ont été formés dans le cadre d'ateliers du HCDH animés par des membres du Comité des droits économiques, sociaux et culturels.
- ▶ Organisé à Bakou, pour des représentants de la société civile azerbaïdjanaise, une série d'ateliers sur les mécanismes de dépôt de plaintes individuelles pour violations des droits de l'homme, y compris au titre de la « procédure 1503 ».
- ▶ Organisé un atelier sur l'administration de la justice à Bakou, à l'intention de 25 responsables gouvernementaux, juges, procureurs et avocats.
- ▶ Mis en œuvre, avec l'UNICEF, un projet de réforme de la justice pour mineurs, comprenant quatre tables rondes consacrées au bon traitement des enfants par les tribunaux.
- ▶ Publié et distribué des traductions de documents importants relatifs aux droits de l'homme (cinq en géorgien, huit en azéri).
- ▶ Réalisé une étude sur les implications juridiques de la ratification de la Convention internationale sur les droits des personnes handicapées.
- ▶ Dispensé des conseils techniques au Gouvernement géorgien concernant le Plan d'action national 2008-2009 contre la torture et le projet de Plan d'action national pour l'intégration des déplacés internes.
- ▶ Dispensé des formations et un appui permanent aux membres des équipes de pays des Nations Unies, notamment sur des questions telles que les déplacés internes, les conflits, l'égalité des sexes et les communications.

Résultats

- ▶ Les formations relatives aux obligations de compte rendu auprès des organes de suivi des traités ont aidé les responsables géorgiens à élaborer le troisième rapport périodique destiné au Comité des droits économiques, sociaux et culturels.
- ▶ Les conseils dispensés au Gouvernement géorgien concernant le traitement des individus vulnérables placés en détention et l'application du principe de non-refoulement vers les pays présentant un risque de torture ont eu un impact sur le Plan d'action national 2008-2009 contre la torture.

- L'amélioration de la capacité des équipes de pays des Nations Unies dans la région à appliquer une méthodologie fondée sur les droits de l'homme lors de la conception et de l'exécution des programmes s'est reflétée dans les documents relatifs à ces programmes. Notamment, les bilans 2007 des Plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement en Géorgie et en Azerbaïdjan ont tenu compte de l'action en faveur des droits de l'homme et souligné le caractère intersectoriel de la question des droits de l'homme.

Défis et enseignements

- Les efforts déployés par le HCDH pour doter la fonction publique de capacités spécialisées de promotion et de protection durables des droits de l'homme, se sont heurtés au renouvellement fréquent du personnel gouvernemental, aux changements de priorités des autorités et à l'instabilité politique.

Kirghizistan

Un conseiller pour les droits de l'homme a été affecté en mars 2007 auprès de l'équipe des Nations Unies au Kirghizistan, dont le budget a été complété par une contribution financière consentie au titre du Programme Action 2. Dans un premier temps, le conseiller s'est attaché à former les membres de l'équipe de pays et à élaborer des documents d'information et d'orientation concernant l'application d'une méthodologie fondée sur les droits de l'homme dans le travail de cette équipe. Le conseiller a également contribué à la conception des programmes et des projets et élaboré une stratégie de soutien des Nations Unies aux institutions nationales de défense des droits de l'homme.

Activités

Le conseiller a :

- Animé trois séances d'initiation à la méthodologie de développement axée sur les droits de l'homme à l'intention de 46 membres des institutions des Nations Unies présentes au Kirghizistan, un atelier de formation destiné aux dirigeants des missions de l'ONU et à leurs adjoints, ainsi qu'une séance de formation aux droits de l'homme et aux méthodes de gestion axées sur des résultats pour 15 représentants de diverses entités des Nations Unies.
- Élaboré deux livrets de formation (200 exemplaires distribués) et un CD-ROM d'information et d'orientation concernant la méthodologie fondée sur les droits de l'homme (250 exemplaires distribués).
- Dispensé des conseils sur la conception de plusieurs programmes de l'équipe de pays des Nations Unies, tels que le programme conjoint « Voice and

Accountability » et le projet du Programme des Nations Unies pour le développement visant à aider le Kirghizistan à rédiger les rapports destinés aux organes de suivi des traités.

- Rédigé des rapports analytiques sur le référendum constitutionnel et les élections législatives, ainsi que de la documentation sur les droits de l'homme et le VIH/sida à l'intention de l'ONUSIDA.
- Contribué à la création d'un Groupe de coordination pour les droits de l'homme réunissant toutes les organisations internationales et les ONG actives au Kirghizistan, ainsi qu'à une base de données consacrée aux activités d'aide aux droits de l'homme.
- Assuré un cours de trois mois sur les droits de l'homme à l'Institut de l'OSCE à Bichkek, à l'intention d'étudiants en doctorat venus de toute l'Asie centrale.

Résultats

- La compréhension des droits de l'homme et d'une méthodologie axée sur ces droits lors de la conception et de l'exécution des programmes s'est améliorée parmi les administrateurs de ces programmes et les dirigeants des bureaux des Nations Unies au Kirghizistan, dont la plupart ont bénéficié de formations dispensées par le conseiller pour les droits de l'homme en 2007.
- Les documents relatifs à la mise en œuvre d'une approche axée sur les droits de l'homme ont été adaptés au contexte kirghize et mis à la disposition du personnel des Nations Unies dans le pays.

Fédération de Russie

En attendant l'affectation d'un conseiller pour les droits de l'homme auprès de l'équipe de pays des Nations Unies à Moscou qui sera effective en 2008, le bureau du HCDH à Genève, appuyé par un consultant et par un spécialiste national des droits de l'homme implanté au niveau local, s'est attaché à instaurer un dialogue sur des questions de fond avec les autorités, les institutions nationales, les ONG et les universités. Après plusieurs mois de discussions, un Cadre de coopération a été élaboré et finalisé avec le ministre des Affaires étrangères en août 2007. Ce cadre définit les activités dirigées par le HCDH dans trois grands domaines : État de droit, égalité et tolérance, éducation et diffusion d'informations dans le domaine des droits de l'homme.

Activités

Le HCDH a :

- Dispensé des formations, à Moscou et à Genève, sur le système onusien et national de défense des droits de l'homme, à des représentants des communautés

autochtones de la Fédération de Russie, sous les auspices du Programme de bourses russophone du HCDH.

- ▶ Organisé à Moscou une table ronde consacrée à la création d'un programme de mastère sur les droits de l'homme, avec la participation du Secrétaire général du Centre interuniversitaire des droits humains et de la démocratisation (Venise) et de représentants de grandes universités russes.
- ▶ Mené des consultations auprès des acteurs russes concernés afin de planifier les futures activités du HCDH destinées à promouvoir la ratification de la Convention sur les droits des personnes handicapées et à soutenir l'État de droit, au titre du nouveau Cadre de coopération avec la Fédération de Russie.

Résultats

- ▶ Les consultations avec les autorités, les institutions nationales, les législateurs et la société civile ont débouché sur un accord concernant le Cadre de coopération entre le HCDH et la Fédération de Russie, ainsi que les domaines d'action prioritaires pour 2008.
- ▶ La création d'un programme de mastère sur les droits de l'homme est en bonne voie, puisque les représentants d'universités russes ont exprimé un grand intérêt et ont convenu de la suite à donner au projet.
- ▶ Un conseiller pour les droits de l'homme a été recruté et devrait être affecté à Moscou en mars 2008.

ex-République yougoslave de Macédoine

Le HCDH a affecté un conseiller national pour les droits de l'homme auprès de l'équipe des Nations Unies en ex-République yougoslave de Macédoine. Ce poste a été créé en avril 2007, le HCDH ayant mis un terme à sa présence sur le terrain dans ce pays à la fin 2006. Le conseiller coopère avec les institutions des Nations Unies et les partenaires nationaux dans différents domaines, tels que l'interaction avec le système onusien de défense des droits de l'homme, le renforcement des capacités des institutions nationales de défense de ces droits et l'intégration de l'éducation aux droits de l'homme dans les écoles.

Activités

Le conseiller a :

- ▶ Dispensé des conseils au Gouvernement, à la société civile et aux partenaires internationaux concernant notamment le Plan d'action national pour l'égalité des sexes, la création d'un « Organe de coordination national pour l'élaboration d'un cadre anti-discrimination » et les moyens de renforcer le bureau du Médiateur.
- ▶ Encouragé la ratification de la Convention internationale relative aux droits des personnes handicapées et le protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture.
- ▶ Coopéré avec des ONG pour les aider à participer aux processus d'établissement des rapports destinés aux organes de suivi des traités.
- ▶ Aidé à diffuser les recommandations des organes de suivi des traités, en particulier celles du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale et du Comité des droits économiques, sociaux et culturels.
- ▶ Rédigé des synthèses mensuelles sur la situation des droits de l'homme à l'intention de l'équipe de pays des Nations Unies et présidé au sein de cette équipe le Groupe des droits fondamentaux et de l'égalité des sexes, qui a débattu de ces questions et recherché des stratégies pour les intégrer aux programmes.

Résultats

- ▶ La principale contribution du conseiller a consisté à veiller à ce que la perspective des droits de l'homme soit intégrée à l'action de l'équipe de pays des Nations Unies.
- ▶ Le conseiller a également participé au dialogue sur le renforcement du bureau du Médiateur, l'instauration d'un cadre complet de lutte contre la discrimination et le contrôle externe des services de répression, ainsi que sur la ratification du protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture.

Le HCDH sur le terrain

Le HCDH en Amérique latine et dans les Caraïbes



Type de présence	Localisation
Bureaux de pays	<ul style="list-style-type: none"> Bolivie Colombie Guatemala Mexique
Bureaux régionaux	<ul style="list-style-type: none"> Amérique latine (Santiago du Chili) Amérique centrale (Panama)
Composantes droits de l'homme des missions de paix	<ul style="list-style-type: none"> Haïti
Conseillers pour les droits de l'homme auprès d'équipes de pays des Nations Unies	<ul style="list-style-type: none"> Équateur Guyana Nicaragua

Le cadre juridique de protection des droits de l'homme en Amérique latine et dans les Caraïbes est relativement solide, avec des mécanismes établis de longue date et efficaces, comme la Commission interaméricaine des droits de l'homme et la Cour interaméricaine des droits de l'homme. La plupart des pays disposent de systèmes juridiques et d'institutions nationales de promotion et de protection des droits de l'homme bien développés, et les organisations issues de la société civile sont actives dans toute la région. Des chefs de gouvernement ont été désignés à l'issue d'élections démocratiques dans quatre pays de la région en 2007 et cinq autres scrutins doivent avoir lieu en 2008. Deux pays, la Bolivie et l'Équateur, sont engagés dans des processus de réforme constitutionnelle, offrant ainsi l'occasion de renforcer les systèmes de protection des

droits de l'homme. Les femmes poursuivent leur spectaculaire progression dans la conquête de l'égalité dans le domaine de l'éducation, sur le marché du travail et en politique. La région compte désormais deux présidentes et les femmes sont de mieux en mieux représentées dans les instances gouvernementales exécutives, législatives et judiciaires. Le taux de ratification des principaux traités relatifs aux droits de l'homme est assez élevé en Amérique latine, ce qui n'est pas le cas aux Caraïbes.

S'il n'existe pas de conflit interne dans la plupart des pays de la région, ceux qui agitent toujours la Colombie et Haïti ont continué à engendrer des violations des droits de l'homme en 2007. En matière de droits de l'homme, il existe d'autres problèmes pressants dans la région : citons notamment l'impunité, les défaillances dans l'administration de la justice, la faiblesse des institutions, la forte hausse de la criminalité – organisée et de droit commun –, la violence à l'égard des femmes, la pauvreté, l'inégalité et la corruption.

En 2007, le HCDH a continué à gérer des bureaux de pays en Colombie, au Guatemala et au Mexique et a ouvert un nouveau bureau en Bolivie ; au bureau régional de Santiago du Chili est venu s'ajouter un nouveau bureau régional à Panama, responsable de l'Amérique centrale. Le Haut-Commissariat a déployé des conseillers pour les droits de l'homme en Équateur, au Guyana et au Nicaragua et a continué à soutenir la section chargée des droits de l'homme au sein de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti. À la fin de l'année, le HCDH disposait de dix présences dans la région. En outre, un groupe composé de neuf fonctionnaires internationaux et de deux collaborateurs administratifs s'occupait de la région depuis Genève, surveillant les situations préoccupantes, établissant des notes de synthèse et dispensant un appui fonctionnel et administratif aux présences sur le terrain. En 2007, la Haut-Commissaire s'est rendue en Bolivie, au Brésil, en Colombie et au Panama.

Le HCDH a également soutenu le travail de l'Expert indépendant chargé d'examiner la situation des droits de l'homme en Haïti, dont le mandat a été reconduit par le Conseil des droits de l'homme en juin 2007, ainsi que celui de la Représentante personnelle de la Haut-Commissaire sur la situation des droits de l'homme à Cuba, dont le mandat a été interrompu lors de la même session du Conseil des droits de l'homme. Par l'intermédiaire du Programme des Nations Unies pour le développement, le HCDH a accompagné le Gouvernement du Paraguay dans la mise en place d'une Commission vérité et réconciliation, chargée de faire le point sur les violations des droits de l'homme commises entre 1954 et 1989.

BUREAUX DE PAYS

Bolivie



Date d'ouverture	Juillet 2007
Effectif au 31 décembre 2007	5 pers.
Dépenses en 2007	345 678 dollars E.-U.

La Bolivie accueille le tout dernier bureau de pays du HCDH, ouvert en juillet 2007 après avoir négocié avec succès un mémorandum d'accord avec le Gouvernement. Le pays connaît des problèmes graves et profonds en matière de droits de l'homme, les principaux étant l'impunité, la pauvreté, l'inégalité, la discrimination et la violence familiale, qui touche femmes et enfants. En 2007, les efforts du Gouvernement pour remanier la constitution en profondeur ont fait apparaître une importante fracture sociale et politique, qui complique encore la situation. Le rôle du HCDH consiste à observer la situation générale des droits de l'homme tout en collaborant étroitement avec les autorités afin de les aider à concevoir et à mettre en œuvre des lois en accord avec les normes internationales relatives aux droits de l'homme. Le Haut-Commissariat épaulé certaines institutions d'État, comme le ministère public, dans leurs efforts pour lutter contre l'impunité en améliorant le système de poursuites pénales, de sorte que les atteintes aux droits de l'homme fassent l'objet d'enquêtes et que les victimes puissent obtenir réparation. Le HCDH aide également les représentants de la société civile à prendre conscience de leurs droits et à les revendiquer.

Activités

- ▶ Mené à terme les démarches administratives et logistiques nécessaires à l'ouverture du bureau de pays, établi des relations de travail avec les partenaires nationaux et internationaux et défini les domaines prioritaires de la coopération.
- ▶ Communiqué aux fonctionnaires des informations sur la présentation des rapports des États parties aux organes de suivi des traités.
- ▶ Organisé un atelier à l'intention de 60 représentants et dirigeants autochtones afin de préparer la visite du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des peuples autochtones.
- ▶ Publié du matériel promotionnel, notamment des affiches, un CD et un fascicule relatifs à la Déclaration sur les droits des peuples autochtones, en collaboration avec le Bureau du Médiateur.

Défis et enseignements

- En raison de la situation politique et sécuritaire complexe qui régnait dans le pays, notamment dans les départements de Chuquisaca, Santa Cruz, Cochabamba, Pando et Tarija, il a été difficile au HCDH d'observer les atteintes aux droits de l'homme et d'y donner suite. À l'avenir, il sera peut-être nécessaire de renforcer les capacités d'observation du bureau dans ces départements.

Bolivie : Dépenses en 2007		
	Dépenses au titre du budget ordinaire (dollars E.-U.)	Dépenses extrabudgétaires (dollars E.-U.)
Dépenses de personnel	-	102 528
Consultants	-	-
Voyages officiels	-	14 986
Services contractuels	-	11 650
Dépenses générales de fonctionnement	-	37 900
Fournitures et achats	-	115 946
Séminaires, subventions et contributions	-	22 900
Sous-total	-	305 910
Coûts d'appui au programme	-	39 768
TOTAL	-	345 678

Colombie

Date d'ouverture	1996
Effectif au 31 décembre 2007	77 pers.
Dépenses en 2007	7 678 187 dollars

Bien que la sécurité se soit améliorée dans une grande partie du pays, les effets multiplicateurs du conflit armé intérieur, associés à l'apparition de nouveaux groupes armés illégaux, au trafic de drogue et à la criminalité organisée, continuent de perturber gravement la vie des Colombiens, désorganisant les institutions démocratiques et entravant le développement socio-économique. Certains de ces nouveaux groupes armés seraient dirigés par d'anciens cadres intermédiaires d'organisations paramilitaires aujourd'hui démobilisées et représentent un grave danger pour la sécurité et la justice. La poursuite des exécutions extrajudiciaires attribuées à des membres des forces de sécurité, notamment des militaires, reste préoccupante. Parmi les autres manquements aux droits de l'homme et problèmes humanitaires, citons les

menaces, disparitions forcées, prises d'otages, détentions arbitraires, les situations qui portent atteinte à la liberté d'opinion et d'expression, l'utilisation de mines antipersonnel, les violences sexuelles, l'enrôlement d'enfants et le sort des déplacés internes. On constate une progression notable dans la lutte contre l'impunité, notamment des enquêtes de la Cour suprême sur les liens entre de hauts fonctionnaires et des groupes paramilitaires, et des révélations sur les crimes commis par des paramilitaires démobilisés. Cependant, une amélioration du système judiciaire est indispensable pour résoudre les problèmes structurels à l'origine de l'impunité. Nombre de Colombiens sont toujours victimes de la pauvreté et des inégalités, les plus touchés étant les membres des communautés autochtones et afro-colombiennes, les dirigeants de mouvements sociaux et politiques, les défenseurs des droits de l'homme, les paysans, les femmes, les enfants, les syndicalistes, les journalistes et les personnes déplacées.

Par l'intermédiaire de ses bureaux de Bogota, Medellin, Bucaramanga et Cali, le HCDH observe la situation des droits de l'homme et le respect du droit humanitaire international à travers le pays et en rend compte, offre des conseils et une assistance technique au Gouvernement et s'attache à promouvoir les droits de l'homme en coopération avec les organisations de la société civile et les autorités. En septembre, le mandat du HCDH a été reconduit pour une durée de trois ans.

Activités

Le HCDH a :

- Mené 234 missions d'établissement des faits dans des zones où une aggravation de la situation des droits de l'homme avait été décelée et enregistré 1 871 plaintes individuelles, dont 1 563 méritant des mesures de suivi.
- Dispensé une formation relative aux droits de l'homme et au droit humanitaire international à 98 juges et magistrats militaires et, en coopération avec l'Office des Nations Unies contre la drogue, formé 186 militaires, fonctionnaires de police et procureurs, à la sécurité humaine et aux droits de l'homme.
- Organisé, en coordination avec le ministère des Affaires étrangères, deux ateliers sur la prévention de la torture à l'intention d'une centaine de fonctionnaires travaillant dans 12 institutions publiques ; animé plus de 70 sessions de formation à la méthodologie de développement axée sur les droits de l'homme pour les autorités locales et régionales et les organisations de la société civile ; et formé 159 journalistes aux droits de l'homme.
- Offert des conseils et une assistance technique à différentes institutions publiques, parmi lesquelles le



ministère public, le Bureau du Médiateur chargé des droits de l'homme, le Bureau du Procureur, le Conseil des juges et des avocats d'Antioquia et le ministère de l'Intérieur et de la Justice, ainsi qu'à des organisations de la société civile, y compris des organisations autochtones et afro-colombiennes.

- ▶ Aidé le Gouvernement et la société civile à établir un plan d'action national pour les droits de l'homme et le droit international humanitaire ; prodigué des conseils relatifs au Plan national pour l'éducation aux droits de l'homme ; aidé à constituer cinq équipes techniques régionales et à mettre au point des plans pilotes pour chacune d'entre elles.
- ▶ Animé 12 séminaires relatifs à l'intégration d'une méthodologie de développement axée sur les droits de l'homme, à l'intention de 338 administrateurs des Nations Unies.
- ▶ Appuyé, en septembre, la visite du Rapporteur spécial sur le droit à la santé en Colombie.

Résultats

- ▶ Au travers de missions sur le terrain, souvent dans des zones isolées, le HCDH a attiré l'attention sur les droits des populations locales et des défenseurs des droits de l'homme et aidé à les protéger, en présentant des rapports publics et en encourageant les autorités

locales à prendre des mesures préventives et à enquêter sur les violations des droits de l'homme.

- ▶ Les nombreuses formations dispensées aux autorités centrales et locales ont permis de constituer des réseaux d'experts locaux, aptes à poursuivre ces efforts.
- ▶ Les projets de coopération technique consacrés aux droits des détenus et à l'amélioration de la connaissance des droits de l'homme au sein du Bureau du Procureur ont eu un impact sensible sur les politiques institutionnelles et ont permis d'instaurer un climat de confiance.
- ▶ Suite à l'examen d'affaires d'exécutions extrajudiciaires, effectué en collaboration avec le Gouvernement, des mesures internes ont été adoptées pour prévenir de telles exécutions et des mesures supplémentaires ont été prises au sein du Bureau du Procureur pour améliorer l'efficacité des enquêtes criminelles sur ces affaires.
- ▶ Les conseils prodigués aux institutions publiques ont eu une incidence sur les nouveaux textes de loi, en particulier sur le code pénal militaire.
- ▶ En raison de la formation dispensée à des juges militaires, un certain nombre d'affaires précédemment confiées à des tribunaux militaires ont été transférées à des cours civiles ; des poursuites ont ainsi été engagées contre des

Le HCDH en Colombie : performance en 2007

Indicateurs clefs (PGS 2006-2007)	Progrès en 2007
Volume plus important d'informations disponibles sur les violations des droits de l'homme et les infractions au droit humanitaire international.	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Le nombre de plaintes relatives à des violations des droits de l'homme enregistrées par le HCDH a augmenté de plus de quatre pour cent en 2007. De même, le nombre de cas reconnus d'atteintes aux droits de l'homme ou au droit humanitaire international est en légère augmentation.
Augmentation de la présence du HCDH sur le terrain (c.a.d. hors de Bogota, de Medellin, de Cali et de Bucaramanga).	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Le personnel du HCDH a entrepris 234 missions sur le terrain pour établir des faits, en privilégiant dans la mesure du possible les zones rurales isolées, ce qui représente une augmentation d'environ six pour cent par rapport à l'année dernière.
Meilleure compréhension des droits de l'homme, de la politique publique et des programmes du Gouvernement relatifs aux droits de l'homme de la part des groupes vulnérables et du grand public.	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Distribution de 71 062 publications auprès de différents bénéficiaires. ▶ Le ministère des Affaires étrangères a accepté d'imprimer 30 000 exemplaires de « L'ABC des droits de l'homme » en vue d'une diffusion auprès des enseignants. ▶ Déclaration du Vice-Président lors de la visite de la Haut-Commissaire, engageant le Gouvernement à protéger les défenseurs des droits de l'homme. ▶ Déclaration sur les droits des peuples autochtones distribuée aux populations autochtones. ▶ Guide sur les droits de l'homme à l'usage des parlementaires distribué à des membres du Congrès autochtones et afro-colombiens.
Les médias couvrent mieux et davantage les questions relatives aux droits de l'homme.	<ul style="list-style-type: none"> ▶ 159 journalistes formés aux principes des droits de l'homme.
Augmentation du nombre de fonctionnaires connaissant et comprenant leurs obligations internationales en matière de droits de l'homme et ayant les compétences pour s'en acquitter.	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Près de 1500 fonctionnaires et militaires formés aux normes internationales en matière de droits de l'homme.
Renforcement du Groupe des droits de l'homme au sein du bureau du Procureur et mise en place d'un programme efficace de protection des témoins.	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Les membres du Groupe des droits de l'homme ont été formés aux techniques d'enquête sur les exécutions extrajudiciaires, les tortures et les disparitions forcées. ▶ Création de sous-groupes au sein du Groupe des droits de l'homme pour enquêter sur des violations particulières des droits de l'homme. ▶ Le programme de protection des témoins n'est pas encore opérationnel du fait de la nécessité d'une meilleure coordination inter-institutions et d'un accord sur les arrangements juridiques.
Le Gouvernement s'inspire davantage des conseils du HCDH.	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Nouvelle demande du Gouvernement pour l'assistance technique et les conseils du HCDH.
Plus grande intégration des droits de l'homme dans les programmes et politiques de l'équipe de pays des Nations Unies.	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Le Plan-cadre d'aide au développement 2008-2012 intègre à présent une approche axée sur les droits de l'homme.

personnes qui s'étaient rendues coupables de violations des droits de l'homme.

- ▶ Grâce à la formation de 159 journalistes à la problématique des droits de l'homme et aux déclarations publiques du bureau, attirant l'attention sur des violations des droits de l'homme et des atteintes au droit humanitaire, les problèmes de

droits de l'homme ont été davantage traités dans les médias et ont suscité un débat plus important au sein de la société.

- ▶ Le nouveau Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, relatif à la période 2008-2012, intègre une approche axée sur les droits de l'homme.

Défis et enseignements

- Le développement des activités d'observation et de surveillance du HCDH à travers le pays a, de manière tout à fait déterminante, garanti l'accès à des informations exactes, en particulier dans les zones où les effets du conflit armé sont les plus graves. Le Haut-Commissariat a reçu un nombre croissant de demandes, concernant un renforcement de sa fonction de protection dans les régions isolées, ce qui ne sera guère possible sans une augmentation significative des ressources.

Colombie : Dépenses en 2007		
	Dépenses au titre du budget ordinaire (dollars E.-U.)	Dépenses extrabudgétaires (dollars E.-U.)
Dépenses de personnel	-	5 362 959
Consultants	-	-
Voyages officiels	-	235 367
Services contractuels	-	145 780
Dépenses générales de fonctionnement	-	609 519
Fournitures et achats	-	463 139
Séminaires, subventions et contributions	-	7 359
Sous-total	-	6 824 123
Coûts d'appui au programme	-	854 065
TOTAL	-	7 678 187

Guatemala

Date d'ouverture	2005
Effectif au 31 décembre 2007	23 pers.
Dépenses en 2007	3 396 920 dollars E.-U.

La violence, l'insécurité et l'impunité caractérisent la situation en matière de droits de l'homme au Guatemala. En dépit d'une économie solide, le Guatemala est l'un des pays où les richesses sont le plus inégalement réparties. L'année 2007 a été marquée par une campagne électorale longue et sanglante (56 hommes politiques et militants ont été tués au cours des douze mois précédant le scrutin) et par une crise de confiance vis-à-vis des forces de l'ordre lorsqu'il est apparu que des policiers avaient été mêlés à une série d'exécutions extrajudiciaires.

Outre son rôle de surveillance et de compte rendu sur la situation des droits de l'homme au Guatemala, le

HCDH aide le Gouvernement à s'acquitter de ses obligations internationales et à mettre en œuvre la législation relative aux droits de l'homme. Le Haut-Commissariat mène également diverses actions destinées à renforcer la capacité des organisations de la société civile à promouvoir et protéger les droits de l'homme et œuvre, en étroite liaison avec les institutions des Nations Unies présentes dans le pays, à la pleine intégration des droits de l'homme dans les programmes de développement.

Activités

Le HCDH a :

- Formé le personnel de la Commission présidentielle pour les droits de l'homme à l'établissement des rapports destinés aux organes de suivi des traités ; analysé, en collaboration avec la Commission présidentielle, les suites données à 348 observations finales, afin de déterminer celles que le Guatemala n'avait pas encore mises en œuvre ; prodigué des conseils relatifs à la préparation de trois rapports périodiques destinés aux organes de suivi des traités (Pacte international relatif aux droits civils et politiques et Convention sur les travailleurs migrants) ; et prodigué des conseils relatifs à l'établissement d'un rapport périodique destiné à un organe de suivi des traités (Convention sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes), au Secrétariat présidentiel à la condition féminine.
- Animé trois ateliers sur le mécanisme d'examen périodique universel à l'intention d'institutions publiques et d'organisations de la société civile, en prévision de l'étude, par le Conseil des droits de l'homme, du rapport sur le Guatemala dans le cadre de l'examen périodique universel en mai 2008.
- Dispensé une formation et une assistance technique à des organisations issues de la société civile et à des groupes vulnérables, dont des organisations féminines et des groupes autochtones, afin de parfaire leur connaissance des droits de l'homme et du fonctionnement des mécanismes internationaux.
- Offert à des responsables gouvernementaux des conseils d'expert, portant en particulier sur la mise en œuvre de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, sur la conception d'un programme de protection des témoins, sur l'intégration des droits fondamentaux dans diverses initiatives d'intérêt général, visant notamment à protéger les droits des femmes, sur l'interdiction des disparitions forcées, sur les enquêtes criminelles et sur la protection des défenseurs des droits de l'homme.
- Mené des activités de sensibilisation auprès de la population, afin de parfaire sa connaissance des

droits de l'homme et de l'informer des démarches à entreprendre pour adresser, en cas de violation, des plaintes aux mécanismes nationaux et internationaux de protection des droits de l'homme.

- ▶ Préparé une évaluation et quatre études relatives aux efforts de protection et de promotion des droits des autochtones.

- ▶ Organisé des ateliers sur la conception et la mise en œuvre de programmes intégrant les droits de l'homme, à l'intention de 35 administrateurs de programmes issus d'institutions des Nations Unies.

Le HCDH au Guatemala : performance en 2007

Indicateurs clefs (PGS 2006-2007)	Progrès en 2007
Les ONG et les institutions nationales des droits de l'homme disposent d'informations issues d'analyses sur la situation des droits de l'homme.	<ul style="list-style-type: none"> ▶ 70 visites assurées sur le terrain et 68 affaires individuelles retenues à des fins de suivi. ▶ Publication de 35 rapports thématiques, notamment sur les défenseurs des droits de l'homme, le droit à l'alimentation et le droit à un logement décent.
Le Gouvernement a de plus en plus recours aux conseils du HCDH.	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Conseils sur l'établissement de trois rapports périodiques et de deux rapports extraordinaires destinés aux organes de suivi des traités, sur la mise en œuvre des recommandations de ces organes, sur l'examen périodique universel et sur la Convention relative aux droits des personnes handicapées. ▶ Conseils sur l'établissement d'un programme national de réparation, sur l'éducation aux droits de l'homme et sur des lois nationales de protection des droits de l'homme ▶ Conseils sur la conception d'un programme de protection des témoins et d'une politique de protection des défenseurs des droits de l'homme. ▶ Conseils pour renforcer les capacités de la Commission présidentielle contre le racisme et la discrimination envers les peuples autochtones, du Bureau pour la défense des droits des femmes autochtones et du Secrétariat présidentiel à la condition féminine
Augmentation du nombre de responsables gouvernementaux qui comprennent leurs obligations internationales en matière de droits de l'homme et sont en mesure de s'en acquitter.	<ul style="list-style-type: none"> ▶ Environ 80 responsables ont bénéficié d'une formation sur les normes internationales relatives aux droits des femmes, sur l'examen périodique universel, sur la Convention relative aux droits des personnes handicapées et sur la protection des défenseurs des droits de l'homme ▶ Des procureurs et des avocats ont également bénéficié d'une formation sur l'interdiction des disparitions forcées
Le grand public, les organisations de la société civile et les groupes vulnérables ont davantage conscience de leurs droits et connaissent mieux les politiques publiques, les mécanismes constitutionnels et les instruments internationaux dont ils disposent pour les défendre.	<ul style="list-style-type: none"> ▶ 33 initiatives (discours publics, expositions, etc.) ont été organisées pour sensibiliser l'opinion ▶ Les organisations de la société civile ont bénéficié de 15 formations sur le fonctionnement des mécanismes internationaux de protection des droits de l'homme ▶ Un séminaire régional sur la violence à l'égard des femmes autochtones a été organisé ▶ Deux études ont été consacrées à « l'accès des peuples autochtones à la justice, envisagé sous l'angle des droits de l'homme » et à « la violence contre les femmes autochtones » ▶ 31 communiqués de presse et fiches d'information sur les droits de l'homme ont été publiés, 18 publications diffusées auprès de 40 000 destinataires précisément ciblés et trois conférences de presse organisées ▶ 400 visiteurs extérieurs ont demandé des informations sur les droits de l'homme ; 100 000 visites sur le site web
Un plus grand nombre de journalistes et de personnes influentes sont sensibilisés aux droits de l'homme.	<ul style="list-style-type: none"> ▶ 40 interviews accordés à la presse nationale et internationale et 15 points de presse organisés à l'intention de journalistes ▶ Publication de 50 articles et points de vue
Une démarche axée sur les droits de l'homme est intégrée à tous les programmes et projets des Nations Unies au Guatemala.	<ul style="list-style-type: none"> ▶ 35 responsables de programme de l'équipe de pays des Nations Unies ont été formés à l'application de la méthodologie axée sur les droits de l'homme ▶ Contribution à un projet interinstitutions d'intégration des droits de l'homme dans la programmation

Résultats

- ▶ En assurant des services consultatifs, le HCDH a exercé une influence : le Congrès a décidé de signer le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et le Guatemala a reconnu que le Comité des travailleurs migrants était compétent pour recevoir et examiner des communications.
- ▶ Trois lois adoptées par le Gouvernement, concernant le système pénitentiaire, l'établissement d'un Institut médico-légal national et la lutte contre la criminalité organisée, ont pris en compte les recommandations du HCDH.
- ▶ Les institutions des Nations Unies opérant au Guatemala ont arrêté un plan d'action pour intégrer une approche axée sur les droits de l'homme dans leurs programmes.

Défis et enseignements

- ▶ La forte insécurité et l'impunité généralisée constituent de graves motifs de préoccupation. Dans ces conditions, une étroite coordination avec la Commission internationale contre l'impunité, parrainée par les Nations Unies, sera essentielle en 2008.
- ▶ Pour assurer une meilleure promotion des droits économiques et sociaux au Guatemala, il sera nécessaire de perfectionner les connaissances du personnel de terrain dans ce domaine.

L'histoire d'Alona

Alona, une ressortissante ouzbèke, a été victime de l'exploitation sexuelle et de la traite des êtres humains. Amenée au Guatemala en 2003, à 16 ans, elle a été contrainte à se prostituer. Elle a ensuite été mise en détention par les autorités pour immigration illégale puis placée dans un refuge. L'Ouzbékistan n'a pas de représentation diplomatique au Guatemala et les autorités guatémaltèques ont refusé de régulariser sa situation de crainte qu'elle ne retourne à la prostitution. Le HCDH a suivi cette affaire et veillé à ce que la jeune femme bénéficie de soins médicaux adéquats. À la suite de l'intervention du HCDH, la direction du refuge où Alona avait été placée a pris des mesures pour améliorer les conditions d'accueil, séparant les femmes des hommes et travaillant avec les femmes victimes de harcèlement sexuel. Le Haut-Commissariat a adressé une protestation officielle aux services d'immigration et au ministère de l'Intérieur, en soulignant la nécessité de construire un établissement qui réponde aux normes minimales en matière de détention. Le nouvel établissement a été inauguré le 19 décembre 2007. Alona a finalement été libérée et renvoyée en Ouzbékistan.

Guatemala : Dépenses en 2007

	Dépenses au titre du budget ordinaire (dollars E.-U.)	Dépenses extrabudgétaires (dollars E.-U.)
Dépenses de personnel	-	1 870 458
Consultants	-	-
Voyages officiels	-	48 353
Services contractuels	-	24 000
Dépenses générales de fonctionnement	-	352 048
Fournitures et achats	-	103 049
Séminaires, subventions et contributions	-	2 000
Sous-total	-	2 399 907
Coûts d'appui au programme	-	311 988
TOTAL	-	2 711 895

Mexique

Date d'ouverture	2002
Effectif au 31 décembre 2007	20 pers.
Dépenses en 2007	2 093 784 dollars E.-U.

La pauvreté, les inégalités sociales, la discrimination et l'impunité posent toujours les problèmes les plus pressants dans le domaine des droits de l'homme au Mexique, les femmes, les enfants, les peuples autochtones et les migrants figurant parmi les groupes les plus exposés à des violations des droits fondamentaux. La décision d'impliquer l'armée dans des opérations de police plutôt que de renforcer les institutions civiles a également suscité quelques inquiétudes.

Le HCDH prodigue des conseils au Gouvernement, à la magistrature, aux législateurs, aux institutions chargées de protéger les droits de l'homme à l'échelle nationale ou dans les différents Etats et aux représentants de la société civile. En 2007, le bureau s'est attaché, en étroite collaboration avec le Congrès fédéral, à promouvoir une réforme constitutionnelle concernant les droits de l'homme et à harmoniser la législation nationale avec les normes internationales dans ce domaine. Le bureau a également conseillé la Cour suprême.

Activités

Le HCDH a :

- ▶ Organisé des stages de formation au droit international des droits de l'homme à l'intention de juges siégeant dans des instances fédérales ou d'Etat, ainsi qu'un cours de huit mois sanctionné par un diplôme pour les juges fédéraux, afin de permettre l'intégration des normes internationales relatives aux droits de l'homme dans la jurisprudence.
- ▶ Organisé, à l'échelon fédéral ou des États, des ateliers sur le droit relatif aux droits de l'homme afin d'améliorer les compétences des journalistes dans ce domaine.
- ▶ Organisé une formation de huit mois sanctionnée par un diplôme dans l'État de Morelos, pour renforcer la capacité des organisations de la société civile à défendre les droits de l'homme.
- ▶ Animé des ateliers à l'intention de fonctionnaires gouvernementaux et de représentants de la société civile dans l'État de Guerrero et à Mexico, afin de faciliter les évaluations (*diagnosticos*) de la situation des droits de l'homme et l'élaboration de plans d'action.
- ▶ Prodigué des conseils d'expert sur des questions essentielles en matière de droits de l'homme à la Cour suprême et systématisé la jurisprudence relative aux droits de l'homme.
- ▶ Conseillé le Congrès et les organisations de la société civile sur les réformes constitutionnelles nécessaires pour harmoniser la législation nationale avec les normes internationales relatives aux droits de l'homme.
- ▶ Appuyé la visite, en mai, du Rapporteur spécial sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants, et suivi la mise en œuvre par le Gouvernement des recommandations adressées par le Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones.
- ▶ Travaillé, en étroite collaboration avec des institutions publiques et des organisations féminines, à la mise à jour du chapitre consacré aux droits des femmes dans le Diagnostic national sur la situation des droits de l'homme (*Diagnostico sobre la Situación de los Derechos Humanos en México*).
- ▶ Réalisé neuf publications sur des questions en rapport avec les droits de l'homme, notamment sur la torture, les peuples autochtones, les droits des femmes et le droit international des droits de l'homme.

Résultats

- ▶ L'expérience réussie du Diagnostic national sur la situation des droits de l'homme, qui remonte à 2003, a été renouvelée avec succès à l'échelon des États et au niveau local, c.a.d. là où la connaissance et la mise en œuvre des normes internationales relatives aux droits de l'homme sont faibles. Les évaluations de la situation des droits de l'homme à Mexico et dans l'État de Guerrero en sont à la phase finale.
- ▶ L'harmonisation de la législation nationale avec les normes internationales relatives aux droits de l'homme a progressé, suite au vote de deux lois nationales relatives aux droits des femmes et à la traite des êtres humains, et du fait de l'intégration des droits de l'homme dans le Plan national de développement pour la période 2007-2012.
- ▶ Le bureau a accru son impact sur les médias et est devenu une référence essentielle pour les journalistes, la société civile et les milieux universitaires.
- ▶ À l'issue de la campagne du HCDH et de nombreuses organisations concernées, le Mexique a signé et ratifié la Convention relative aux droits des personnes handicapées et signé la Convention pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées.

Défis et enseignements

- ▶ Pour consolider les progrès en matière de droits de l'homme, il est essentiel de développer le dialogue et la coopération au sein de la société civile et entre la société civile et les autorités au niveau fédéral comme au niveau des États.

Mexique : Dépenses en 2007

	Dépenses au titre du budget ordinaire (dollars E.-U.)	Dépenses extrabudgétaires (dollars E.-U.)
Dépenses de personnel	-	888 960
Consultants	-	613 505
Voyages officiels	-	26 214
Services contractuels	-	88 281
Dépenses générales de fonctionnement	-	99 668
Fournitures et achats	-	33 374
Séminaires, subventions et contributions	-	102 905
Sous-total	-	1 852 906
Coûts d'appui au programme	-	240 878
TOTAL	-	2 093 784

Le HCDH au Mexique : performance en 2007

Indicateurs clefs (PGS 2006-2007)	Progrès en 2007
Nombre accru de modifications / développements de politique générale ou d'ordre législatif et institutionnel adoptés au niveau national avec l'appui ou à l'initiative du programme des Nations Unies en faveur des droits de l'homme pour remédier aux insuffisances de mise en œuvre.	<ul style="list-style-type: none"> ► Proposition de réforme constitutionnelle destinée à renforcer la protection des droits de l'homme formulée et débattue au Congrès. ► Accord de coopération signé avec le Congrès ► Conseils sur des questions essentielles en matière de droits de l'homme prodigués à la Cour suprême ► Services consultatifs et assistance technique assurés lors de l'élaboration d'un nouveau programme de protection des droits de l'homme ► Vote de lois destinées à protéger les femmes de la violence et à sanctionner la traite des êtres humains ► Mesures prises par la Cour suprême pour systématiser sa jurisprudence en matière de droits de l'homme ► Diagnostics sur la situation des droits de l'homme en phase finale dans les États de Guerrero et de Mexico et plans d'action pour protéger les droits de l'homme à l'échelon des États en préparation
Nombre accru de programmes de formation et d'éducation aux droits de l'homme mis au point au niveau national avec l'appui ou à l'initiative du programme des Nations Unies en faveur des droits de l'homme.	<ul style="list-style-type: none"> ► Quatre ateliers sur le droit international des droits de l'homme organisés à l'intention de juges des États de Guerrero, de Chihuahua, de Mexico et de Queretaro ► Six ateliers sur le droit international des droits de l'homme organisés pour les Comités de coordination à Mexico et à Guerrero ► 15 ateliers sur les normes internationales relatives aux droits de l'homme et sur le droit à l'information et à la liberté d'expression organisés à l'intention de journalistes ► Élaboration d'un stage formation pour les représentants des peuples autochtones ► Mise en place d'une formation de huit mois, sanctionnée par un diplôme, sur le droit international des droits de l'homme pour les juges fédéraux et d'une formation analogue pour les journalistes et les organisations de la société civile

Bureaux régionaux

Bureau régional pour l'Amérique latine (Santiago, Chili)

Reconfiguration des bureaux régionaux en Amérique latine et dans les Caraïbes

En 2007, le HCDH a réorganisé ses présences régionales afin de réduire ses coûts tout en continuant d'assurer une couverture suffisante. À dater du mois de janvier 2008, les opérations ont été regroupées en un seul bureau régional situés à Panama. Un petit bureau de liaison, employant un fonctionnaire international et un collaborateur national, a été maintenu à Santiago. Cette nouvelle organisation, qui témoigne d'un effort pour couvrir une région vaste et diverse avec un bon rapport coût-efficacité, fera l'objet d'un suivi attentif et le HCDH envisagera de réajuster, si nécessaire, la dotation en effectifs au cours de l'année 2008. Néanmoins, aux fins du présent rapport, qui traite de la période antérieure à cette reconfiguration, les activités et les résultats de chaque bureau sont présentés séparément.

En Amérique latine, la pauvreté, les inégalités sociales, l'impunité, les défaillances dans l'administration de la justice, les longues périodes de détention préventive, la violence contre les femmes, la corruption et la faiblesse des institutions posent des problèmes urgents dans le domaine des droits de l'homme. L'une des caractéristiques particulières de cette région est la présence de peuples autochtones et de personnes d'ascendance africaine, dont les droits individuels et collectifs sont souvent violés. La région souffre également de l'insécurité et de la violence, notamment de la violence due aux agissements des cartels de la criminalité organisée impliqués dans le trafic de drogue et des gangs de jeunes.

Le bureau régional du HCDH pour l'Amérique latine, situé à Santiago du Chili en 2007, coopère avec les pays de la région pour renforcer la capacité de promotion et de protection des droits de l'homme des gouvernements nationaux et des organisations de la société civile. Il aide également les équipes de pays des Nations Unies à intégrer une approche axée sur les droits de l'homme dans leurs programmes.

Date d'ouverture	2001
Effectif au 31 décembre 2007	5 pers.
Dépenses en 2007	837 708 dollars E.-U.



Activités

Le HCDH a :

- ▶ Animé des ateliers sur l'établissement des rapports destinés aux organes de suivi des traités et sur l'élaboration d'une stratégie de mise en œuvre des recommandations de ces organes à l'intention de fonctionnaires en Uruguay et au Chili.
- ▶ Organisé un atelier sur les suites à donner aux observations finales du Comité des droits de l'enfant au Chili.
- ▶ Animé, de concert avec l'Organisation internationale pour les migrations, un séminaire régional sur la gestion des migrations et les droits de l'homme à l'intention de fonctionnaires.
- ▶ Assuré, en collaboration avec la Fédération ibéro-américaine des médiateurs (FIO) et l'Université Alcalá de Henares, un atelier régional sur l'établissement des rapports destinés aux organes de suivi des traités et sur la mise en œuvre de leurs recommandations, à l'intention de membres d'institutions nationales des droits de l'homme à Carthagène (Colombie).
- ▶ Organisé, en coopération avec le Secrétariat national des droits de l'homme du Ministère de la justice et le Comité pour la défense de la santé, de la déontologie et des droits de l'homme, un colloque sur la protection des victimes de violations des droits de l'homme en Argentine.
- ▶ Organisé des ateliers de renforcement des capacités sur différents thèmes en rapport avec les droits de l'homme, notamment la réduction de la pauvreté, au Chili et dans la région, et sur la protection des victimes de tortures en Argentine ; des journalistes, des représentants d'organisations autochtones, d'ONG, de centres universitaires et de centres de formation y ont participé. Le bureau a également entrepris diverses activités de sensibilisation dans la région.
- ▶ Organisé quatre cours traitant de la méthodologie de programmation axée sur les droits de l'homme à l'intention des équipes des Nations Unies déployées au Chili, à Trinité-et-Tobago et en Équateur ; et dispensé une formation de base aux droits de l'homme au personnel des Nations Unies au Chili.
- ▶ Organisé, de concert avec des institutions des Nations Unies, un atelier régional consacré à l'élaboration de rapports sur la progression en direction des objectifs du Millénaire pour le développement, mesurée à l'aune des droits de l'homme.
- ▶ Organisé, en collaboration avec la Commission économique pour l'Amérique latine, un séminaire régional sur les droits économiques, sociaux et culturels, au bénéfice de quelque 90 représentants d'institutions judiciaires, d'organisations de la société civile, d'institutions des Nations Unies et d'organisations régionale.

- Organisé, avec l'appui du Programme mondial Action 2 et en collaboration avec l'équipe des Nations Unies au Chili, un séminaire sur « Les institutions nationales des droits de l'homme : pertinence et pratique en Amérique latine », auquel ont assisté des fonctionnaires, des parlementaires et des organisations de la société civile.

Résultats

- La visibilité et la connaissance du HCDH, de son mandat et de ses activités se sont améliorées ; le message des droits de l'homme a été diffusé auprès d'un vaste éventail d'intervenants, notamment les institutions onusiennes, les gouvernements, les défenseurs des droits de l'homme, les ONG et le grand public.
- L'interaction avec les acteurs nationaux, notamment les institutions universitaires (le bureau a signé deux accords de coopération, l'un au Chili et l'autre au Pérou), et avec les institutions nationales des droits de l'homme, a été renforcée.

Défis et enseignements

- Il importe de perfectionner les connaissances du personnel de terrain du HCDH sur un certain nombre de questions thématiques précises, concernant en particulier les droits économiques, sociaux et culturels, pour assurer une promotion plus ample de ces droits.

Bureau régional pour l'Amérique latine : Dépenses en 2007		
	Dépenses au titre du budget ordinaire (dollars E.-U.)	Dépenses extrabudgétaires (dollars E.-U.)
Dépenses de personnel	-	490 375
Consultants	-	-
Voyages officiels	-	21 650
Services contractuels	-	21 100
Dépenses générales de fonctionnement	-	89 450
Fournitures et achats	-	47 870
Séminaires, subventions et contributions	-	70 890
Sous-total	-	741 335
Coûts d'appui au programme	-	96 373
TOTAL	-	837 708

Bureau régional pour l'Amérique centrale (Panama)

NOUVEAU en 2007

Date d'ouverture	Août 2007
Effectif au 31 décembre 2007	2 pers.
Dépenses en 2007	439 250 dollars E.-U.

Ouvert en août 2007, le bureau régional du HCDH à Panama s'est consacré à l'observation de la situation des droits de l'homme et à l'établissement de relations avec les principaux partenaires régionaux. La violence sociale, plus particulièrement la violence faite aux femmes et aux jeunes, les inégalités et la discrimination figuraient au nombre des priorités définies. Si les conflits armés internes qui ont troublé plusieurs pays d'Amérique centrale au cours des dernières décennies ont pris fin, les causes profondes des conflits – faiblesse des institutions publiques, pauvreté, inégalité des revenus, discrimination et corruption – demeurent. La région est en proie à la violence sociale, due notamment aux cartels de la criminalité organisée et aux gangs de jeunes. L'impunité dont jouissent les auteurs de violations des droits de l'homme, passées et présentes, est générale, tout comme la discrimination à l'encontre des peuples autochtones et des femmes. La faiblesse des systèmes judiciaires et les phénomènes qui en résultent – détention préventive prolongée, surpopulation des prisons – comptent également au nombre des problèmes qu'il importe de traiter d'urgence dans la région. L'extrême pauvreté et les inégalités limitent gravement l'exercice des droits fondamentaux, notamment économiques, sociaux et culturels.

Activités

Le HCDH a :

- Participé à un atelier régional sur la prévention de la violence chez les jeunes, coparrainé avec le bureau régional de l'UNICEF et accueilli par le Gouvernement du Costa Rica. Des ministres de la justice et de la sécurité de l'ensemble de la sous-région, des représentants des institutions et des équipes de pays des Nations Unies, des membres d'ONG et des journalistes y ont assisté.
- Organisé un atelier de deux jours sur l'intégration des droits de l'homme dans les programmes de développement à l'intention des administrateurs de programme de l'équipe de pays des Nations Unies au Panama.
- Dispensé des conseils techniques au Gouvernement du Panama afin de l'aider à s'acquitter de ses obligations en matière d'établissement de rapports ; offert une assistance technique au Gouvernement haïtien pour l'aider à reprendre l'élaboration des

rapports dus au titre du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, de la Convention sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et de la Convention relative aux droits de l'enfant.

- Contribué à un atelier régional sur les peuples autochtones, organisé par les autorités panaméennes, et offert des conseils à des ONG de défense des droits des peuples autochtones afin de les éclairer sur les mécanismes des Nations Unies compétents en la matière.

Défis et enseignements

- En raison de contraintes financières, il a été décidé que le bureau régional de Panama, destiné dans un premier temps à couvrir uniquement les pays d'Amérique centrale, servirait également de bureau régional pour l'Amérique latine à compter du mois de janvier 2008. Le bureau doit également accueillir le Représentant régional du HCDH en Amérique latine qui était jusqu'à présent en poste au Chili.

Bureau régional pour l'Amérique centrale : Dépenses en 2007

	Dépenses au titre du budget ordinaire (dollars E.-U.)	Dépenses extrabudgétaires (dollars E.-U.)
Dépenses de personnel	204 682	-
Consultants	-	-
Voyages officiels	9 308	-
Services contractuels	1 900	-
Dépenses générales de fonctionnement	128 485	-
Fournitures et achats	84 875	-
Séminaires, subventions et contributions	10 000	-
Sous-total	439 250	-
Coûts d'appui au programme	-	-
TOTAL	439 250	-

Appui aux missions de paix des Nations Unies

Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti

Trois ans après le déploiement de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti, la situation des droits de l'homme demeure extrêmement préoccupante. Il est urgent d'améliorer cette situation, notamment en ce qui concerne le droit à la vie, à l'intégrité physique et plus particulièrement le droit d'être reconnu comme une personne devant la loi, le droit à des garanties judiciaires et à la non-discrimination.

La Section des droits de l'homme de la Mission est déployée dans huit départements à travers le pays et mène des activités de surveillance, de présentation de rapports publics et de formation. Le HCDH appuie le travail de la Section en offrant une aide en matière de recrutement, ainsi que des conseils et une assistance technique pour les questions en rapport avec les droits de l'homme.

Activités

Le HCDH a :

- Assuré une surveillance régulière des commissariats de police, des bureaux des procureurs, des juges de paix, des tribunaux et prisons et soumis 21 affaires individuelles et problèmes thématiques à l'attention de l'Inspection générale de la police nationale haïtienne, du ministère de la Justice et d'autres autorités compétentes, à des fins de suivi.
- Entrepris des missions d'établissement des faits dans des lieux jusqu'alors inaccessibles comme la Cité Soleil et Martissant, et organisé une « consultation » hebdomadaire, durant laquelle le personnel de la Section des droits de l'homme reçoit les plaintes de particuliers.
- Mis en place un processus, au sein d'un système plus vaste, pour suivre la situation des personnes arrêtées et détenues en recueillant différentes informations – identité, légalité de l'arrestation, lieu de détention, identité de l'officier de la police nationale ou des Nations Unies et/ou des autorités judiciaires impliquées dans l'arrestation, et état initial du dossier judiciaire.
- Organisé 26 ateliers sur les normes relatives aux droits de l'homme en accord avec le droit haïtien à travers le pays, à l'intention de membres de la police nationale et des autorités pénitentiaires.
- Animé deux séminaires sur les garanties judiciaires, à l'intention de 90 magistrats et policiers à Port-au-Prince et au Cap-Haïtien, ainsi qu'un



Agents de la Mission de stabilisation des Nations Unies en Haïti (MINUSTAH) avec des enfants haïtiens

séminaire sur la préparation des rapports périodiques destinés aux organes de suivi des traités, pour les fonctionnaires de sept ministères.

- Organisé dix séminaires sur les droits de l'homme, à l'intention de juges de paix et de juges de première instance à travers le pays.
- Assuré un stage de formation de cinq jours sur les techniques d'investigation criminelle, au profit de 32 enquêteurs de la police nationale.
- Organisé un stage de formation de cinq jours sur le système international et le système haïtien de promotion et de protection des droits de l'homme.
- Mené des activités de sensibilisation aux droits de l'homme, lors de la célébration des journées internationales, à l'occasion de visites dans des écoles à travers le pays et en organisant des concours sur les droits de l'homme dans des écoles des régions de Port-au-Prince et du Cap-Haïtien.

Résultats

- Un système de collecte des données concernant les personnes arrêtées par la Mission des Nations Unies pour la stabilisation d'Haïti ou lors d'opérations conjointement menées avec la police nationale haïtienne a été mis en place, de sorte que la Mission est mieux à même de recueillir des informations sur le statut des personnes arrêtées, la légalité des arrestations et les autorités impliquées.

- Les interventions de la Section des droits de l'homme au sujet des prisons et ses activités régulières de contrôle ont eu un impact positif, incitant la police à respecter davantage les délais légaux de garde à vue. Le nombre de personnes détenues de manière illégale dans des commissariats est passé, en moyenne, de 235 personnes par semaine entre janvier et juin, à 89 personnes par semaine à partir du mois de juin. Des améliorations ont également été observées dans la propreté des cellules et dans l'utilisation des registres de police.
- De nombreuses affaires transmises par la Section à la police nationale haïtienne ont été résolues ou font effectivement l'objet d'une enquête.
- Le stage de formation assuré auprès des ONG de défense des droits de l'homme a favorisé une coordination plus solide, comme en témoigne la création d'un réseau officiel d'ONG.

Défis et enseignements

- Haïti étant sujet à une instabilité politique récurrente, l'impact des efforts de réforme institutionnelle déployés par la Section des droits de l'homme dépend de la volonté politique manifestée à tous les niveaux du Gouvernement, de l'engagement ferme et du suivi du pouvoir exécutif, des parlementaires et des autorités locales.

Conseillers pour les droits de l'homme auprès d'équipes de pays des Nations Unies

Un nouveau conseiller pour les droits de l'homme au Nicaragua

À la fin de l'année 2007, avec le soutien du Programme mondial Action 2, le HCDH a affecté un conseiller pour les droits de l'homme auprès de l'équipe des Nations Unies au Nicaragua. Le conseiller s'attachera en priorité à améliorer l'intégration des normes et des principes relatifs aux droits de l'homme dans les programmes et les politiques de l'équipe de pays, à aider le Gouvernement à s'acquitter de ses obligations internationales en matière de droits de l'homme et à conseiller les organisations de la société civile sur les modalités d'utilisation de certains mécanismes de défense des droits de l'homme, comme les procédures spéciales. L'objectif ultime est de donner à l'équipe des Nations Unies dans le pays les moyens de mieux épauler les autorités nicaraguayennes et la société civile dans leurs efforts de promotion et de protection des droits de l'homme.

Équateur

NOUVEAU en 2007

En 2007, le HCDH a déployé un spécialiste des droits de l'homme en Équateur ; ce collaborateur était chargé de conseiller l'équipe de pays des Nations Unies sur l'intégration d'une méthodologie axée sur les droits de l'homme dans les activités de programmation, en particulier dans le processus du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, et d'appuyer la réforme du système judiciaire. L'Équateur a entrepris d'élaborer, pour la première fois, une stratégie de développement à long terme et le conseiller œuvrera avec le Gouvernement à l'intégration des principes relatifs aux droits de l'homme dans ce plan.

Activités

Le HCDH a :

- ▶ Organisé des ateliers sur les droits de l'homme à l'intention de 40 membres de la police militaire des provinces amazoniennes, de 50 fonctionnaires de la province d'Orellana et du personnel chargé de la planification au sein de plusieurs institutions gouvernementales.
- ▶ Animé deux ateliers, traitant respectivement de la méthodologie de programmation axée sur les droits de l'homme et des droits de l'homme et de la justice, à l'intention de l'équipe de pays des Nations Unies.
- ▶ Fourni, en collaboration avec d'autres institutions des Nations Unies, une aide technique à la création d'une section des droits de l'homme au sein des

forces armées, et dispensé une formation sur les droits de l'homme à la police militaire.

- ▶ Offert des conseils relatifs à la lutte contre la traite des êtres humains au Gouvernement.
- ▶ Apporté une assistance technique à plusieurs institutions gouvernementales, dont le Secrétariat au plan et le ministère de la Justice et des droits de l'homme, afin de faciliter l'intégration des droits de l'homme et des normes internationales dans le Plan national de développement sur vingt ans et dans la réforme de la justice.

Résultats

- ▶ Les institutions des Nations Unies sont plus sensibles à la problématique des droits de l'homme et sollicitent de plus en plus l'aide du conseiller dans ce domaine.
- ▶ Il a été convenu d'élaborer le prochain Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, relatif à la période 2010-2014, en adoptant une approche axée sur les droits de l'homme.

Guyana

NOUVEAU en 2007

En 2007, le HCDH a affecté un conseiller pour les droits de l'homme au Guyana en le chargeant de poursuivre le travail entrepris par son prédécesseur en 2004-2005. Le conseiller aide l'équipe de pays à intégrer une approche axée sur les droits de l'homme dans le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement pendant la période 2006-2010 et coopère avec les autorités et la société civile, offrant des conseils et un appui pour les questions liées aux droits de l'homme.

Activités

Le HCDH a :

- ▶ Offert une formation sur le renforcement des mécanismes nationaux de protection des droits de l'homme au Conseiller présidentiel pour la gouvernance et à des intervenants non-étatiques.
- ▶ Organisé, en collaboration avec le HCDH-Genève, un atelier sur le rôle des organes de suivi des traités et sur la manière de donner suite à leurs recommandations, à l'intention de 30 participants, représentant les pouvoirs publics, la société civile, les médias et les syndicats. Dix participants, issus du secteur non-étatique, ont assisté à un atelier de suivi au siège du Haut-Commissariat à Genève. Des fonctionnaires ont également bénéficié d'une formation sur la rédaction des rapports.
- ▶ Animé un atelier sur l'intégration des normes internationales relatives aux droits de l'homme dans

les pratiques judiciaires nationales à l'intention de juges.

- Dispensé à l'équipe de pays une formation relative à l'intégration d'une démarche axée sur les droits de l'homme dans la mise en œuvre du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement 2006-2010.

Résultats

- À la suite de la formation sur le renforcement des systèmes nationaux de protection des droits de l'homme, dispensée au Conseiller présidentiel pour la gouvernance et à des organisations de la société civile, un partenariat multipartite de protection des droits de l'homme a été lancé ; en outre, à l'heure de la mise sous presse, un groupe des droits de l'homme était en cours de constitution au sein de la Présidence.
- Après avoir bénéficié de la formation relative à l'établissement des rapports destinés aux organes de suivi des traités, le Gouvernement s'est employé plus activement à répondre aux requêtes des organes de suivi des traités, a soumis sa réponse sur

les questions en suspens au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale et a répondu à un certain nombre de questions soulevées dans les recommandations relatives au rapport 2006. Le Gouvernement a entrepris de préparer la version actualisée sur document de base, ainsi que son rapport sur l'application du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. D'autres rapports sont en cours d'établissement, en collaboration avec divers ministères.

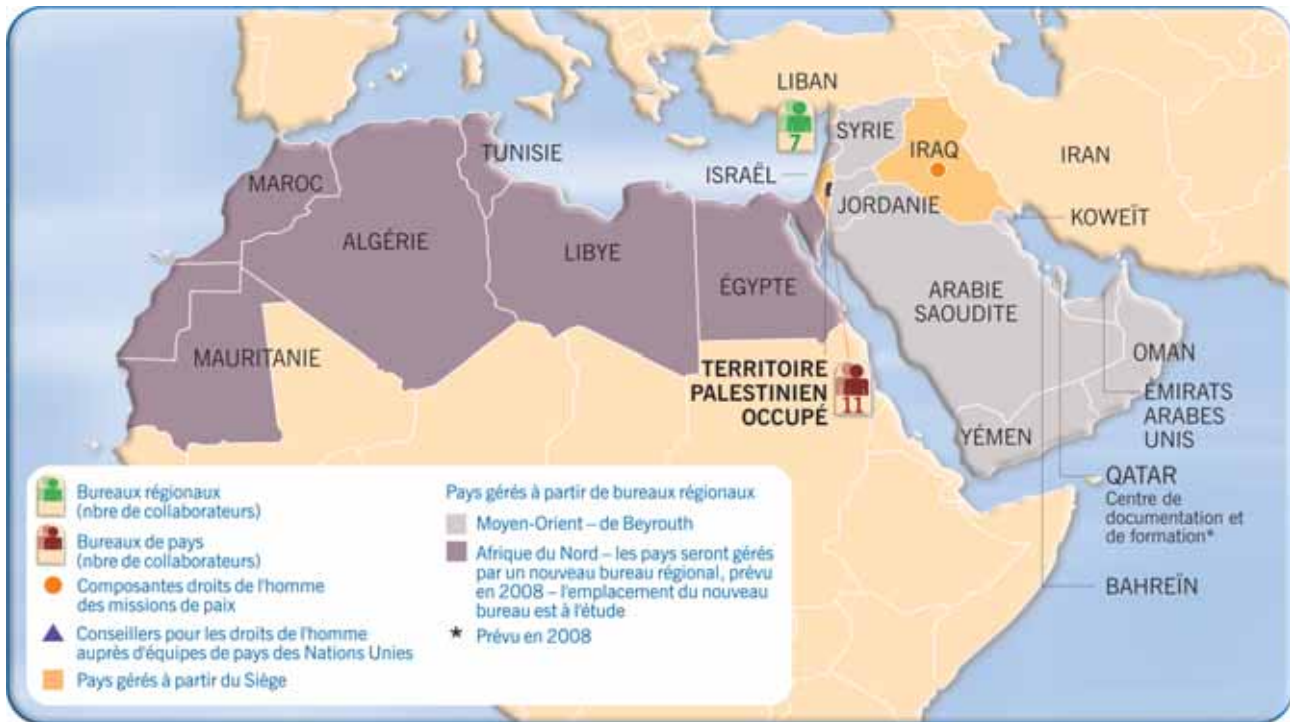
Défis et enseignements

- Il importe de déployer davantage d'efforts pour illustrer l'interdépendance des droits de l'homme et du développement, tant auprès des partenaires des Nations Unies que des interlocuteurs nationaux, si l'on veut parvenir à une véritable intégration des droits de l'homme dans les politiques et les programmes.



Le HCDH sur le terrain

Le HCDH au Moyen-Orient et en Afrique du Nord



Type de présence	Localisation
Bureaux de pays	• Territoire palestinien occupé
Bureaux et centres régionaux	• Moyen-Orient (Beyrouth, Liban) • Afrique du Nord (emplacement à déterminer)* • Centre de formation et de documentation sur les droits de l'homme pour l'Asie du Sud-Ouest et la région arabe (Qatar)*
Composantes droits de l'homme des missions de paix des Nations Unies	• Iraq

* Prévu en 2008

En dépit de quelques améliorations, des obstacles persistants à la pleine jouissance des droits fondamentaux, notamment la discrimination à l'égard des femmes, des minorités et des migrants ainsi que le déni du droit à l'autodétermination, ont continué à entraver les progrès dans la région en 2007. Les réformes institutionnelles nécessaires dans le domaine de la gouvernance ont progressé avec lenteur ou sont demeurées au point mort, tandis que la participation populaire aux processus politiques est restée minime. L'impunité pose toujours un grave problème et dans de nombreux pays, des dizaines de milliers de personnes sont détenues sans avoir été inculpées ou jugées.

Tout au long de l'année, trois grandes crises ont continué à dominer le contexte politique. La situation dans le territoire palestinien occupé s'est dégradée, avec une intensification de la violence à l'intérieur du territoire, la prise de pouvoir du Hamas à Gaza, suivie de la suspension de l'aide internationale, qui a provoqué une aggravation rapide de la situation humanitaire. Au Liban, la crise politique s'est envenimée : les assassinats politiques se sont multipliés, le processus de désignation du chef de l'État est demeuré dans l'impasse et l'on a craint de voir le pays sombrer à nouveau dans la guerre civile. En Iraq, si l'on a assisté à une diminution sensible des actes de violence à la fin de l'année, la situation est demeurée extrêmement précaire. Ces conflits ont eu de graves conséquences sur les droits fondamentaux des populations locales et ont entraîné le déplacement de millions de personnes.

Pour poursuivre sur une note plus optimiste, il convient d'indiquer que certains États ont pris des mesures pour améliorer la gouvernance, assurer la conformité de leur législation avec les normes internationales et renforcer les droits fondamentaux de leur population. Le Qatar a voté une nouvelle loi sur le travail et institué un tribunal spécialisé dans ce domaine, Bahreïn adoptant pour sa part une loi qui pénalise la traite des êtres

humains. Douze femmes ont été élues ou nommées à des postes de responsabilité, notamment des postes judiciaires ou ministériels, à Bahreïn, dans les Émirats arabes unis, en Jordanie et au Qatar et dans ces pays, les organisations féminines sont intervenues avec efficacité dans le débat public, soulevant les questions qui les préoccupaient. Les Émirats arabes unis ont ratifié la Convention contre la criminalité organisée et le Parlement yéménite a ratifié le Statut de Rome de la Cour pénale internationale.

Un groupe composé de neuf fonctionnaires internationaux et de deux agents administratifs s'occupe de la région depuis le siège, surveillant les situations préoccupantes, établissant des notes de synthèse et dispensant un appui administratif et fonctionnel aux présences sur le terrain. Le HCDH dispose d'un bureau autonome dans le territoire palestinien occupé et d'un bureau régional pour le Moyen-Orient, situé à Beyrouth. Le Haut-Commissariat a également entamé des pourparlers avec le Gouvernement du Qatar en vue d'établir un Centre de formation et de documentation sur les droits de l'homme, qu'il espère ouvrir en 2008, et prévoit d'implanter un bureau régional pour l'Afrique du Nord au cours de la même année. En sus de ses activités de surveillance et de renforcement des capacités dans la région, le HCDH a prêté son appui au Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans le territoire palestinien occupé et au Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés.

Bureau de pays

Territoire palestinien occupé

Date d'ouverture	Gaza : 1996 Ramallah : 2000
Effectif au 31 décembre 2007	11 pers.
Dépenses en 2007	1 048 672 dollars E.-U.

Alors que leurs droits fondamentaux étaient déjà menacés par le contrôle militaire du territoire par les forces israéliennes, les Palestiniens ont été exposés à de nouveaux abus et à des souffrances supplémentaires en raison d'une lutte de pouvoir interne. Le territoire a été le théâtre de violences féroces, qui se sont brusquement intensifiées en janvier, ont connu des fluctuations au cours des mois suivants et ont abouti à la victoire du Hamas, qui s'est assuré le contrôle de toute la bande de Gaza en juin. La violente prise du pouvoir par le Hamas a incité le Président de l'Autorité palestinienne à dissoudre le Gouvernement d'unité nationale et à établir un Gouvernement provisoire en Cisjordanie. La communauté internationale a recommencé à verser une aide financière au Gouvernement provisoire en Cisjordanie mais pas à Gaza, où la situation humanitaire s'est dégradée après que le Hamas ait pris le pouvoir et qu'Israël ait imposé un blocus au territoire.

Dans le territoire, le HCDH entendait en priorité renforcer la capacité de protection des droits de l'homme des institutions palestiniennes et de la société civile, et œuvrer, en coopération avec l'équipe de pays



Une image de Gaza, dans le territoire palestinien occupé

des Nations Unies, à l'intégration des droits de l'homme dans l'action menée par ses partenaires onusiens. Compte tenu de la situation sur le terrain, les efforts du bureau ont essentiellement été orientés sur l'aide à la société civile et sur des activités de protection.

Activités

Le bureau a :

- ▶ Assuré, en partenariat avec des organisations locales de défense des droits de l'homme, six stages de formation (trois dans la bande de Gaza et trois en Cisjordanie) sur les mécanismes de protection des droits de l'homme des Nations Unies, à l'intention de 145 personnes, parmi lesquelles figuraient des défenseurs des droits fondamentaux, des juristes et des militantes œuvrant pour le respect des droits de la femme. À titre de suivi, deux stages de formation des instructeurs traitant des mécanismes des Nations Unies, de la prise en compte des sexospécificités et des droits des femmes, et de l'acquisition de certaines compétences fondamentales ont été organisés à l'intention de 40 participants à Gaza et en Cisjordanie, afin de constituer un groupe central d'experts.
- ▶ Organisé une visite d'étude au siège du HCDH à Genève, au bénéfice de 14 membres d'ONG palestiniennes de Cisjordanie, afin de familiariser ces derniers avec le travail du Haut-Commissariat, d'améliorer leur connaissance du fonctionnement des procédures spéciales et des organes de suivi des traités et de les aider à concevoir une stratégie de lutte contre la violence à l'égard des femmes, notamment la violence conjugale.
- ▶ Dispensé à 30 fonctionnaires de police de Gaza une formation sur les normes des Nations Unies relatives aux droits de l'homme et l'application de la loi, organisée par la Commission palestinienne indépendante des droits des citoyens, et participé à un atelier sur « L'interdiction de la torture dans les prisons de l'Autorité palestinienne », coordonné par la même organisation.
- ▶ Organisé, en coopération avec la Commission palestinienne des droits de l'homme, deux ateliers, l'un en Cisjordanie et l'autre à Gaza, sur les droits des personnes handicapées, avec la participation de membres d'organisations de défense des droits de l'homme et d'associations féminines, ainsi que de personnes menant une action dans le domaine de l'invalidité.
- ▶ Animé deux stages de formation, l'un à Gaza, l'autre en Cisjordanie, sur la pauvreté, les droits de l'homme et le développement, en partenariat avec la Coalition nationale palestinienne contre la pauvreté.
- ▶ Assuré des formations sur des questions en rapport avec les droits des femmes à l'intention de 20 femmes issues d'associations locales, organisé un atelier pour 70 défenseurs des droits fondamentaux

représentant des associations féminines et mené une campagne de trois jours en Cisjordanie afin de célébrer la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes.

- ▶ Participé à 18 stages et ateliers organisés par des organisations nationales de défense des droits de l'homme et des ONG palestiniennes afin de traiter de différentes questions en rapport avec les droits de l'homme, notamment des modalités d'utilisation des mécanismes des procédures spéciales et des procédures des organes de suivi des traités.
- ▶ Animé des formations sur le système onusien de défense des droits de l'homme et sur la méthodologie de programmation axée sur les droits à l'intention de l'équipe de pays des Nations Unies.
- ▶ Dirigé le Groupe de travail sectoriel interorganisations sur la protection, composé d'institutions des Nations Unies spécialistes de l'aide humanitaire, de la protection des droits de l'homme et du développement, d'organisations non gouvernementales et d'autres organisations internationales.
- ▶ Prêté son appui aux visites des détenteurs de mandats au titre des procédures spéciales et des Représentants spéciaux du Secrétaire général.

Résultats

- ▶ Les efforts déployés pour former un groupe de base, composé de défenseurs des droits de l'homme qualifiés, ainsi que des instructeurs professionnels, ont contribué au renforcement des capacités des associations locales de défense des droits et permis à nombre d'entre elles d'accéder au système de défense des droits de l'homme des Nations Unies.
- ▶ À la suite de la visite d'ONG palestiniennes au siège du HCDH, les participants ont noué un dialogue sur les stratégies qui permettraient de lutter contre la violence faite aux femmes en Palestine.
- ▶ Les formations assurées par le bureau, conjuguées à ses activités de sensibilisation, ont contribué à susciter, au sein de la population, une prise de conscience des droits fondamentaux en général et des droits des femmes et des personnes handicapées en particulier.

Défis et enseignements

- ▶ En raison de la situation politique, explosive, et de l'environnement opérationnel, sujet à des changements incessants, il a été difficile d'exécuter les activités prévues dans le plan de travail initial et le bureau a dû faire preuve de souplesse dans sa programmation et s'adapter à une situation instable. En outre, les restrictions à la liberté de circulation du personnel national ont eu un effet préjudiciable sur le travail du HCDH.

Territoire palestinien occupé : Dépenses en 2007

	Dépenses au titre du budget ordinaire (dollars E.-U.)	Dépenses extrabudgétaires (dollars E.-U.)
Dépenses de personnel	-	591 447
Consultants	-	23 005
Voyages officiels	-	48 300
Services contractuels	-	46 300
Dépenses générales de fonctionnement	-	84 328
Fournitures et achats	-	78 950
Séminaires, subventions et contributions	-	55 700
Sous-total	-	928 028
Coûts d'appui au programme	-	120 644
TOTAL	-	1 048 672

Bureaux régionaux

Bureau régional pour le Moyen-Orient (Beyrouth)

Date d'ouverture	2002
Effectif au 31 décembre 2007	7 pers.
Dépenses en 2007	857 058 dollars E.-U.

En 2007, les conflits armés qui troublaient l'Iraq, Israël et le territoire palestinien occupé, ainsi que le Liban et le Yémen, ont continué à entraver la promotion des droits de l'homme. Bien que la plupart des pays soient dotés de structures constitutionnelles et parlementaires officielles, les principes et les structures de l'État de droit, notamment la séparation sans ambiguïté des pouvoirs, ainsi que l'obligation de rendre compte et la transparence en matière de gouvernance, demeurent faibles dans la pratique. Si les organisations de la société civile sont solides en Palestine, au Liban et en Jordanie, et se développent en Iraq, en Syrie et dans plusieurs pays du Golfe, leurs membres sont souvent menacés d'arrestation et en butte au harcèlement. La lutte pour les droits de la femme et l'égalité entre les sexes se poursuit. Les atteintes aux droits fondamentaux de groupes rendus vulnérables par l'absence de protection, dont les réfugiés, les apatrides et les travailleurs migrants, suscitent des préoccupations particulières.

Le bureau régional du HCDH, implanté à Beyrouth, gère l'Arabie saoudite, Bahreïn, les Émirats arabes unis,

la Jordanie, le Koweït, le Liban, l'Oman, le Qatar, la République arabe syrienne et le Yémen. En raison des événements survenus au Liban en 2007, la plupart des activités du bureau ont été concentrées dans ce pays.

Activités

Le HCDH a :

- ▶ Continué à coopérer avec le Gouvernement libanais et le Programme des Nations Unies pour le développement à la préparation d'un Plan national d'action pour les droits de l'homme au Liban, en offrant des conseils techniques sur les normes dans ce domaine et un appui au processus.
- ▶ Collaboré au projet de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale en faveur des femmes dans les situations de conflit armé et aidé la Commission à préparer le rapport sur la progression en direction des objectifs du Millénaire pour le développement dans la région arabe en 2007, en accordant une attention particulière aux jeunes.
- ▶ Assuré 18 programmes de formation sur la problématique des droits de l'homme, à l'intention de 500 membres d'organisations de la société civile opérant à travers la région.
- ▶ Collaboré avec le Programme des Nations Unies pour le développement dans le cadre de son Programme de gouvernance pour la région arabe et avec le Groupe de travail sur la détention, dirigé par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, afin de contrôler les conditions de détention.
- ▶ Dirigé l'effort déployé par l'équipe de pays des Nations Unies pour participer à l'établissement des rapports destinés aux organes de suivi des traités, en fournissant des informations en vue de l'examen, en janvier 2008, du rapport présenté par le Liban au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes.
- ▶ Coprésidé, avec le Haut-Commissariat pour les réfugiés, un Groupe de travail sur la protection au Sud-Liban, constitué en application des recommandations de la Commission d'enquête du Conseil des droits de l'homme (A/HRC/3/2) ; créé et présidé le Groupe de travail sur la protection au Nord-Liban, mis en place pour traiter les problèmes de droits de l'homme apparus pendant et après le conflit qui a opposé, quatre mois durant (mai-août 2007), les membres armés du groupe militant Fatah al Islam et les forces armées libanaises au camp de Nahr el Bared, qui accueille plus de 30 000 réfugiés palestiniens.
- ▶ Coopéré étroitement avec le Gouvernement libanais, l'Organisation internationale du travail et la société civile, en prodiguant des conseils sur un texte de loi destiné à réguler le statut et à protéger les droits des migrants travaillant comme employés

de maison au Liban, et dispensé une formation sur les droits des travailleurs à des fonctionnaires.

- Dispensé des conseils au Bureau du Coordonnateur spécial pour le Liban, nouvellement créé, afin de garantir l'intégration des droits de l'homme dans le travail du Bureau.

Résultats

- Les considérations relatives aux droits de l'homme ont été pleinement intégrées à la version provisoire du bilan commun de pays relatif au Liban et ont joué un rôle clé lors de la définition des priorités de l'action des Nations Unies dans le pays. En outre, le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, en cours d'élaboration, comprend un indicateur de résultat spécifique pour les droits de l'homme.
- Le rôle d'impulsion assumé par le HCDH au sein du Groupe de travail sur la protection lors de la crise de Nahr el Bared a facilité les interventions dans un certain nombre d'affaires spécifiques et entraîné l'intégration d'activités dans le Plan de retour de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour Nahr el Bared.
- L'initiative menée par le HCDH auprès de ses partenaires afin d'assurer la protection des travailleurs migrants au Liban a abouti à une proposition de loi et à un projet de contrat-type. Un fascicule sur les droits des travailleurs migrants a également été élaboré.

Défis et enseignements

- Compte tenu de la modestie des ressources et de la complexité des problèmes de droits de l'homme qui se posent dans la région, le bureau a dû faire preuve d'une très grande souplesse, dans le cadre des priorités stratégiques convenues, pour s'adapter aux changements et tirer parti des nouvelles occasions.

Bureau régional pour le Moyen-Orient : Dépenses en 2007

	Dépenses au titre du budget ordinaire (dollars E.-U.)	Dépenses extrabudgétaires (dollars E.-U.)
Dépenses de personnel	-	491 346
Consultants	-	-
Voyages officiels	-	53 812
Services contractuels	-	-
Dépenses générales de fonctionnement	-	161 328
Fournitures et achats	-	37 707
Séminaires, subventions et contributions	-	14 266
Sous-total	-	758 458
Coûts d'appui au programme	-	98 600
TOTAL	-	857 058



Appui aux missions de paix des Nations Unies

Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq

Le HCDH appuie l'action de la composante droits de l'homme de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUD) en aidant à l'exécution des activités et en offrant des orientations, ainsi que des conseils d'expert, sur des questions précises. Les spécialistes des droits de l'homme de la MANUI, en poste à Bagdad, Erbil et Amman (Jordanie), ont observé la situation des droits de l'homme, enquêté sur les violations commises par toutes les parties au conflit qui se déroule en Iraq et entrepris des activités de renforcement des capacités auprès des institutions nationales et des organisations de la société civile. Si le premier semestre 2007 a été émaillé d'actes de violence graves, la quantité et la gravité des attentats spectaculaires, faisant un grand nombre de victimes, ont nettement diminué au dernier trimestre.

Activités

La composante droits de l'homme a :

- ▶ Animé des ateliers sur le système international de protection des droits de l'homme à l'intention de responsables gouvernementaux, de parlementaires et de représentants de la société civile, organisant notamment un stage de formation des formateurs pour permettre aux fonctionnaires gouvernementaux de rentrer dans leurs ministères et de former leurs collègues aux principes relatifs aux droits de l'homme.
- ▶ Organisé des ateliers à Bagdad et à Erbil afin de mettre au point une stratégie cohérente en matière de justice transitionnelle. Des recommandations relatives à la « débaassification », à la recherche de la vérité et aux réparations ont été formulées.
- ▶ Entrepris des visites dans des prisons situées en Iraq et dans la région du Kurdistan administrée par le Gouvernement iraquien pour évaluer les conditions de détention, le traitement réservé aux prisonniers lors de l'arrestation et de l'instruction, et le respect des dispositions relatives au traitement des détenus arrêtés dans le cadre du plan de sécurisation de Bagdad. Les questions préoccupantes ont été soulevées auprès des autorités compétentes.
- ▶ Assuré des formations sur les droits de l'homme auprès du personnel des structures correctionnelles d'Erbil et sur la surveillance des centres de détention et des prisons auprès des autorités kurdes et irakiennes.
- ▶ Suivi des procès à la Cour pénale centrale d'Iraq afin de juger de l'application de la loi selon les procédures prévues et du respect des normes relatives aux procès équitables lors des affaires criminelles transmises par les autorités irakiennes et la Force multinationale à la Cour. Les questions préoccupantes ont été soulevées auprès des autorités judiciaires.
- ▶ Organisé, en collaboration avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, un séminaire à Erbil à l'intention d'autorités gouvernementales et judiciaires, afin de traiter de la protection des droits de l'homme dans le cadre de la lutte antiterroriste.
- ▶ Assuré une formation à l'accompagnement psychologique et au conseil juridique auprès d'organisations de la société civile iraquienne venant en aide à des femmes victimes de violences sexuelles.
- ▶ Participé à des projets de recherche sur la situation des femmes au sein des communautés minoritaires en Iraq et à une étude sur la violence contre les femmes.
- ▶ Offert des conseils techniques à la composante droits de l'homme du Pacte international pour l'Iraq.
- ▶ Continué à prodiguer au Gouvernement des conseils juridiques sur la révision d'un projet de loi visant à créer une commission nationale des droits de l'homme.
- ▶ Publié des rapports bimensuels sur la situation des droits de l'homme en Iraq, ainsi que deux rapports trimestriels, détaillant dans ces publications des atteintes graves et généralisées aux droits de l'homme, et recommandé des mesures appropriées.



Résultats

- ▶ En dépit des conditions de sécurité précaires, les spécialistes des droits de l'homme de la MANUI ont joué un rôle utile en observant la situation des droits de l'homme et en publiant des rapports à ce sujet. Les rapports périodiques de la mission ont bénéficié d'une attention importante dans les médias, procurant à la communauté internationale un aperçu unique sur la situation des droits de l'homme à l'intérieur de l'Iraq.
- ▶ Les autorités irakiennes ont accepté de créer un Centre de documentation pour la région du Kurdistan afin de préserver des archives importantes, relatant des violations des droits de l'homme et des crimes commis dans le passé.
- ▶ Le Gouvernement a décidé de s'orienter vers une ratification de la Convention contre la torture.
- ▶ La formation spécialisée assurée auprès de responsables gouvernementaux et de parlementaires a permis de constituer un groupe central d'experts, chargé de dispenser à son tour des formations et des conseils sur des questions en rapport avec les droits de l'homme.

Défis et enseignements

- ▶ Les spécialistes des droits de l'homme de la MANUI ont continué à se heurter à des problèmes considérables lorsqu'ils se sont efforcés de protéger les droits de l'homme et de relancer le processus de réconciliation nationale dans un contexte dominé par la violence confessionnelle, les agressions criminelles et l'instabilité politique. La liberté de mouvement du personnel des Nations Unies a été gravement limitée par les conditions de sécurité dans toutes les régions, sauf dans les gouvernorats placés sous l'autorité du Gouvernement régional du Kurdistan.
- ▶ Les tensions politiques ont sapé les efforts visant à mettre au point une stratégie plus intégrée de défense des droits de l'homme dans le pays et retardé la mise en œuvre des programmes approuvés.
- ▶ La collaboration entre les spécialistes des droits de l'homme de la MANUI et les acteurs nationaux intervenant dans ce domaine s'est avérée extrêmement difficile en raison de la violence incessante et de l'absence de contact direct entre les victimes et les témoins de violations des droits de l'homme.



Réfugiés irakiens en Syrie

Intervention rapide et appui aux missions de paix

Dans son Plan de gestion stratégique pour l'exercice 2006-2007, la Haut-Commissaire s'engageait à doter le HCDH de moyens plus solides pour faire promptement face à des crises des droits de l'homme en créant un groupe d'intervention rapide au siège. Le groupe, qui a été créé en 2006 et totalement doté en effectifs en 2007, s'attache à faciliter le déploiement dans les plus brefs délais d'un personnel formé, adéquatement équipé et bénéficiant d'un appui logistique, afin de mener des missions d'établissement des faits ou d'enquête – que ce soit sous la direction de la Haut-Commissaire, pour appuyer des mandats confiés au HCDH par le Conseil des droits de l'homme ou par les procédures spéciales, ou en réponse à des requêtes adressées par des équipes de pays ou des missions de paix des Nations Unies. Le groupe se charge également de coordonner les activités de coopération du HCDH avec les composantes droits de l'homme des missions de paix, que le Haut-Commissariat soutient de différentes manières, notamment en offrant une aide dans le domaine du recrutement, de la préparation et de la formation, et en dispensant des conseils de fond sur les politiques et les programmes. Le groupe est composé de dix fonctionnaires internationaux et de quatre collaborateurs administratifs.

Activités

Le groupe a :

- ▶ Déployé des missions d'intervention rapide ou mobilisé des renforts pour appuyer les bureaux de pays au Népal, en Ouganda et au Togo, le bureau régional de Bangkok (lors de la crise au Myanmar), les équipes de pays des Nations Unies en Guinée, aux Philippines et en Somalie, et la mission de paix des Nations Unies en Afghanistan.
- ▶ Organisé la participation du HCDH à six missions d'évaluation technique dépêchées au Darfour, en République démocratique du Congo, au Tchad et en République centrafricaine, en Somalie, en Sierra Leone et au Libéria, sous la direction du Département des opérations de maintien de la paix.
- ▶ Appuyé la préparation de la Mission de haut niveau prévue à Beit Hanoun, instituée par le Conseil des droits de l'homme.
- ▶ Aidé à mettre en place le secrétariat du Groupe d'experts sur le Darfour, créé par le Conseil des droits de l'homme.
- ▶ Constitué, en interne, un fichier du personnel prêt au déploiement rapide, regroupant 58 spécialistes

des droits de l'homme en poste à Genève ou sur le terrain. Le fichier a été activé à quatre occasions.

- ▶ Prodigué des conseils de fond aux responsables des composantes droits de l'homme des missions de paix et participé à la planification et à la conception des missions pour veiller à ce que les droits de l'homme soient dûment intégrés dans les structures et objectifs généraux de ces missions.
- ▶ Recruté les responsables des composantes droits de l'homme et donné son avis sur le profil des candidats aux postes de spécialistes des droits de l'homme au sein des composantes, afin d'indiquer si ceux-ci possédaient les qualités requises.
- ▶ Élaboré des directives provisoires sur la présentation de rapports publics par les composantes droits de l'homme des missions de paix ; ces directives seront examinées avec le Département des opérations de maintien de la paix et le Département des affaires politiques avant d'être finalisées. Ces directives définiront le calendrier, le format et les procédures à respecter, pour que la préparation de rapports publics sur la situation des droits de l'homme devienne une tâche courante dans toutes les missions de paix.
- ▶ Organisé une réunion sur les « enseignements tirés de l'expérience » avec des spécialistes ayant participé directement à des commissions d'enquête internationales, afin de contribuer à l'élaboration de documents d'orientation sur la mise en place et la gestion des commissions de cette nature.
- ▶ Intensifié la participation du HCDH aux activités de coordination humanitaire, notamment à celles du Comité permanent interorganisations et de ses organes subsidiaires et aux réformes humanitaires impulsées par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, y compris l'approche modulaire de coordination des activités sur le terrain et les efforts pour consolider le rôle des coordonnateurs humanitaires. Le HCDH a également participé aux travaux de l'équipe de rédaction du manuel interorganisations pour la protection des déplacés internes.

Résultats

- ▶ En 2007, le déploiement de deux missions techniques du HCDH en Guinée a aidé une coalition nationale d'ONG à enquêter sur les incidents survenus lors de troubles liés aux grèves de janvier et de février 2007, durant lesquels des manifestants ont été tués, blessés,

arrêtés et victimes de mauvais traitements présumés. Le Haut-Commissariat a dispensé une formation aux représentants des ONG et les a aidés à mettre au point un plan opérationnel, à rassembler, enregistrer et traiter des informations, et à rédiger un rapport final.

- ▶ Le nouveau bureau de pays du HCDH au Togo a été renforcé du fait de l'arrivée de quatre agents supplémentaires, déployés dans le cadre d'accords d'intervention rapide, pendant la période critique qui a précédé les élections d'octobre 2007. Grâce à ces renforts, le bureau a pu faire rapidement face à la menace de violences électorales.
- ▶ Suite à la participation du HCDH aux missions d'évaluation technique dirigées par le Département des opérations de maintien de la paix, des composantes droits de l'homme seront intégrées à la nouvelle mission hybride ONU-Union africaine au Darfour et à la nouvelle mission qui doit être déployée au Tchad et en République centrafricaine, dans les zones situées à la frontière du Darfour.
- ▶ Du fait de la coopération du Haut-Commissariat avec le Département des opérations de maintien de la paix lors de la planification des missions, les attributions des composantes droits de l'homme de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire et du Bureau intégré des Nations Unies en Sierra Leone seront redéfinies afin de tenir compte de l'évolution de la situation sur le terrain. Le HCDH a également contribué à la révision des mandats de la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo, du Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie et de la Mission des Nations Unies au Libéria.
- ▶ Grâce à un travail continu de validation technique et de sélection à des fins de recrutement, des candidats qualifiés ont été choisis pour des postes de spécialistes des droits de l'homme sur le terrain.
- ▶ Le HCDH a participé à la transformation de l'Équipe spéciale du Comité permanent interorganisations pour les droits de l'homme et l'action humanitaire en Groupe de référence ; ceci devrait faciliter l'intégration d'une approche axée sur les droits de l'homme dans les activités humanitaires, ajouter une dimension droits de l'homme aux activités de mobilisation du Comité permanent interorganisations et améliorer la connaissance des initiatives de protection des droits de l'homme en rapport avec l'action humanitaire, ainsi que les échanges d'informations à ce sujet.
- ▶ En participant aux travaux du Comité directeur du programme de renforcement des capacités (ProCap), le HCDH a contribué à l'intégration pleine et entière des droits de l'homme dans le programme.



Défis et enseignements

- ▶ Les missions d'établissement des faits et d'enquête concernant les droits de l'homme doivent être autorisées par le pays concerné. Le refus d'accorder cette autorisation, ou la longueur excessive des négociations nécessaires pour obtenir l'accès, peuvent créer des obstacles insurmontables.
- ▶ Il est toujours très difficile de garantir une participation homogène du HCDH à la planification des missions de paix intégrées, bien que la coopération avec le Département des opérations de maintien de la paix et le Département des affaires politiques à New York se soit améliorée. En 2008, le HCDH et le Département des affaires politiques entreprendront conjointement un examen, afin de préciser le rôle et l'utilité spécifiques des composantes droits de l'homme des missions dirigées par le Département.
- ▶ À l'issue de la récente réforme du secteur humanitaire, le HCDH a été chargé de codiriger le module de protection ; l'on s'attend également à ce que le Haut-Commissariat assure une fonction d'intégration dans d'autres modules. Ce défi ne peut être relevé qu'avec la participation et la coordination de nombreuses composantes du HCDH, notamment des collaborateurs en poste au siège et sur le terrain.

Financement des activités d'intervention rapide

Souhaitant disposer d'une source de financement immédiat pour ses activités d'intervention rapide, le HCDH a créé un Fonds de réserve en 2006. Il s'agit d'un fonds « à roulement permanent », qui peut être utilisé dans les plus brefs délais pour financer le déploiement de personnel et régler d'autres frais associés aux activités d'intervention rapide, et reconstitué dès que des donateurs désireux de financer ces dépenses ont été identifiés. Grâce aux contributions des Pays-Bas et de la Fondation MacArthur, le Fonds s'élève à un million de dollars E.-U.



Fonds humanitaires



Fonds humanitaires

Le HCDH assure des services de secrétariat auprès de trois fonds d'affectation spéciale à vocation humanitaire : le Fonds de contributions volontaires pour les victimes de la torture, le Fonds de contributions volontaires pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage et le Fonds de contributions volontaires pour les peuples autochtones. Chaque fonds, institué par une résolution de l'Assemblée générale, a pour but d'apporter un soutien financier à des organisations, des individus et des activités afin de faire progresser des questions spécifiques liées aux droits de l'homme. Chaque fonds est géré par un Conseil d'administration qui distribue les sommes sous forme de subventions, conformément aux attributions du fonds. En 2007, 44 États membres, une institution privée et quelques particuliers ont fait des dons à ces fonds ; le montant total des contributions s'est élevé à 11,6 millions de dollars E.-U., ce qui représente une augmentation de 6 pour cent par rapport à 2006.

Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture

Institué en 1981 par la résolution 36/151 de l'Assemblée générale, le Fonds de contributions volontaires pour les victimes de la torture aide à atténuer les effets physiques et psychologiques de la torture sur les individus qui en ont été victimes et sur les membres de leur famille. Le Fonds accorde des subventions aux organisations qui offrent un accompagnement psychologique, une assistance médicale et sociale, ainsi qu'un soutien financier et juridique. Il finance également des programmes de formation, des séminaires et des conférences, pour permettre aux professionnels de la santé, aux travailleurs sociaux et aux juristes de se faire part de leurs expériences respectives et d'élaborer de nouvelles stratégies pour répondre aux besoins des victimes. Le Conseil d'administration, composé de cinq personnes, est chargé de conseiller le Secrétaire général quant à l'emploi des fonds. Le Conseil se réunit deux fois par an pour fixer les priorités, examiner le fonctionnement du Fonds et décider des subventions. En 2007, le Fonds a reçu quelque 10,8 millions de dollars E.-U. de 39 donateurs.

Activités

Le Fonds a :

- ▶ Lancé un appel spécial pour obtenir des propositions de projets dans des régions prioritaires, dont l'Afrique, l'Asie, l'Asie centrale et l'Europe de l'Est.
- ▶ Examiné et évalué plus de 250 demandes de subventions, pour un montant d'environ 12 millions de dollars E.-U.
- ▶ Pré-sélectionné les nouvelles demandes pour vérifier les antécédents, la mission et les résultats des organisations candidates et évaluer l'admissibilité des projets, y compris en sollicitant l'avis de collègues du HCDH en poste sur le terrain et de représentants de partenaires des Nations Unies et en effectuant des visites auprès des nouveaux candidats.
- ▶ Approuvé l'octroi de 204 subventions, s'élevant au total à 8 981 700 dollars E.-U., pour financer des projets d'assistance à des victimes d'actes de torture et à des membres de leur famille.
- ▶ Contrôlé les projets financés, notamment en entreprenant des visites sur le terrain pour évaluer l'exécution en Allemagne, en Argentine, au Chili, en Égypte, aux États-Unis d'Amérique, en France, en Grèce, au Kenya, au Kirghizistan, au Libéria, en Nouvelle-Zélande, en Ouganda, en République démocratique du Congo, en ex-République yougoslave de Macédoine, aux Philippines, en Serbie, en Sierra Leone, en Suisse et dans le territoire palestinien occupé.

Résultats

- ▶ Les subventions accordées par le Conseil en 2007 ont apporté une aide directe à des victimes d'actes de torture dans plus de 75 pays en Afrique, aux Amériques, en Asie et en Europe.
- ▶ Un plus grand nombre de projets ont été appuyés en Afrique, en Asie, en Asie centrale et en Europe de l'Est. Le HCDH a recommandé d'approuver des subventions, d'une valeur de 399 000 dollars E.-U., pour soutenir 13 projets dans 11 pays situés dans des régions prioritaires, dont le Cameroun, l'Égypte, la Fédération de Russie, l'Indonésie, le Libéria, l'Ouganda, les Philippines, la République démocratique du Congo, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la Serbie et la Sierra Leone.

- Les projets approuvés ont fourni une vaste gamme de services d'aide psychologique, médicale et juridique à des victimes de la torture, ainsi que des services sociaux destinés à atténuer le sentiment de marginalisation ressenti par de nombreuses victimes : celles-ci ont notamment bénéficié d'une aide portant sur le logement, les soins médicaux, l'enseignement, les cours de langue et la formation professionnelle. Le Fonds a également financé un certain nombre de projets visant à venir en aide à des demandeurs d'asile victimes de tortures, notamment en facilitant la préparation et le suivi des demandes d'asile.
- Les méthodes de travail se sont améliorées, suite à la mise en œuvre de 13 des 16 recommandations formulées par le Bureau des services de contrôle interne lors de l'évaluation du Fonds réalisée en 2004.

Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage

Le Fonds de contributions volontaires pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage a été institué en 1991, en vertu de la résolution 46/122 de l'Assemblée générale. Le Fonds appuie le Groupe de travail sur les formes contemporaines d'esclavage et accorde une aide financière aux ONG qui s'emploient à remédier aux problèmes liés aux formes contemporaines d'esclavage, ainsi qu'aux victimes. Les formes d'esclavage les plus fréquemment traitées sont la servitude domestique, le travail servile pour dettes, la traite des femmes et des enfants, le travail des enfants et le mariage forcé. L'utilité particulière du Fonds tient à ce qu'il peut fournir aux victimes des formes contemporaines d'esclavage une aide concrète, portant notamment sur le logement, l'accompagnement psychosocial, l'alimentation, les soins médicaux et les sources de revenus durables. Le Fonds est administré par le Secrétaire général, sur avis d'un Conseil d'administration composé de cinq membres. En 2007, le Fonds a reçu environ 260 000 dollars E.-U. de 15 donateurs.

Activités

Le Fonds a :

- Invité de nouveaux candidats, originaires de régions ayant jusqu'alors reçu peu d'appui du Fonds, à soumettre des demandes de subventions.
- Reçu et pré-sélectionné 129 demandes de subventions s'élevant approximativement à 1 689 000 dollars.
- Recommandé d'approuver 33 subventions pour des projets, s'élevant au total à 269 200 dollars.



Représentant autochtone assistant à la sixième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones à New York.

- Coopéré avec les présences du HCDH et du Programme des Nations Unies pour le développement sur le terrain afin de veiller à l'exécution efficace des projets.

Résultats

- Les subventions accordées par le Conseil ont directement aidé des victimes des formes contemporaines d'esclavage dans 22 pays d'Afrique, des Amériques, d'Asie et d'Europe. Le nombre de demandes de subventions adressées au Fonds en 2007 a augmenté de 38 pour cent par rapport à 2006 et la répartition géographique des projets financés a été plus équilibrée.
- Le Fonds a appuyé des projets qui s'attaquent aux causes profondes de l'esclavage et a privilégié les activités qui favorisaient la réhabilitation des victimes et les aidaient à acquérir les compétences nécessaires pour gagner leur vie.
- De nouvelles méthodes de travail et directives ont été mises au point pour améliorer la présélection des bénéficiaires et le suivi des projets, conformément aux recommandations adressées par le Bureau des services de contrôle interne en 2006.



Un groupe de migrants en situation irrégulière, originaires du Myanmar, tirés du container où ils s'entassaient ; 54 de leurs semblables sont morts par asphyxie alors qu'ils étaient transportés clandestinement en Thaïlande

Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les populations autochtones

Le Fonds de contributions volontaires pour les populations autochtones a été institué en 1985 conformément à la résolution 40/131 de l'Assemblée générale, afin de donner aux populations autochtones la possibilité de soulever, à l'échelle internationale, les questions qui préoccupent leurs communautés et de contribuer à l'élaboration de normes internationales et de législations nationales pour protéger leurs droits. Le Fonds est officiellement administré par le Secrétaire général, qui est guidé dans cette tâche par un Conseil d'administration composé de cinq membres. Le Conseil se réunit annuellement pour fixer les priorités, examiner le fonctionnement du Fonds et approuver les subventions, destinées à financer les déplacements des représentants de peuples autochtones à travers le monde. En 2007, le Fonds a reçu approximativement 540 000 dollars de 18 donateurs.

Activités

Le Fonds a :

- ▶ Invité de nouveaux candidats, originaires de régions ayant jusqu'alors reçu peu d'appui du Fonds, à soumettre des demandes de subventions.
- ▶ Reçu et présélectionné 464 demandes provenant de 59 pays.
- ▶ Accordé 68 subventions, d'un montant total de 308 792 dollars E.-U., au titre des indemnités de déplacement, afin de permettre à des représentants de communautés et d'organisations autochtones d'assister à la sixième session de l'Instance permanente.
- ▶ Élaboré des procédures supplémentaires de contrôle de la présence des bénéficiaires et mis en œuvre des mécanismes de suivi, pour veiller à ce que leur participation bénéficie à leurs communautés.
- ▶ Recommandé d'élargir le mandat du Fonds, afin d'y inclure l'appui financier aux projets de défense des droits de l'homme et des indemnités de déplacement pour faciliter la participation des peuples autochtones aux réunions des organes de suivi des traités de protection des droits de l'homme.

Résultats

- Suite aux efforts déployés pour accroître la diversité géographique des candidatures, un nombre plus élevé de demandes sont parvenues de régions qui avaient jusqu'alors reçu un appui relativement limité du Fonds.
- Après avoir participé à la sixième session de l'Instance permanente, des représentants des peuples autochtones ont fait état de changements positifs dans leurs communautés, indiquant notamment que le dialogue avec les représentants des pouvoirs publics s'était intensifié, qu'ils avaient davantage d'assurance pour défendre les intérêts de

leurs communautés, que leurs préoccupations bénéficiaient d'une visibilité et d'une reconnaissance accrues, que les partenariats noués avec d'autres populations autochtones avaient procuré une plus grande force, qu'ils avaient noué des contacts avec des représentants des donateurs et que ceux-ci leur avaient apporté leur soutien.

- Une vaste gamme d'activités de suivi, notamment des formations aux droits de l'homme et des campagnes de sensibilisation, ont été organisées afin de veiller à ce que l'ensemble de la communauté profite des effets bénéfiques de la participation des représentants autochtones à l'Instance permanente.

Appui offert par les Fonds humanitaires : quelques exemples

En 2007, les trois fonds humanitaires soutenus par le HCDH – le Fonds de contributions volontaires pour les victimes de la torture, le Fonds de contributions volontaires pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage et le Fonds de contributions volontaires pour les peuples autochtones – ont approuvé des subventions, pour un montant total cumulé de 9,56 millions de dollars E.-U., afin d'appuyer des projets et des individus à travers le monde. Parmi les individus et les projets spécifiques soutenus en 2007, citons à titre d'exemple :

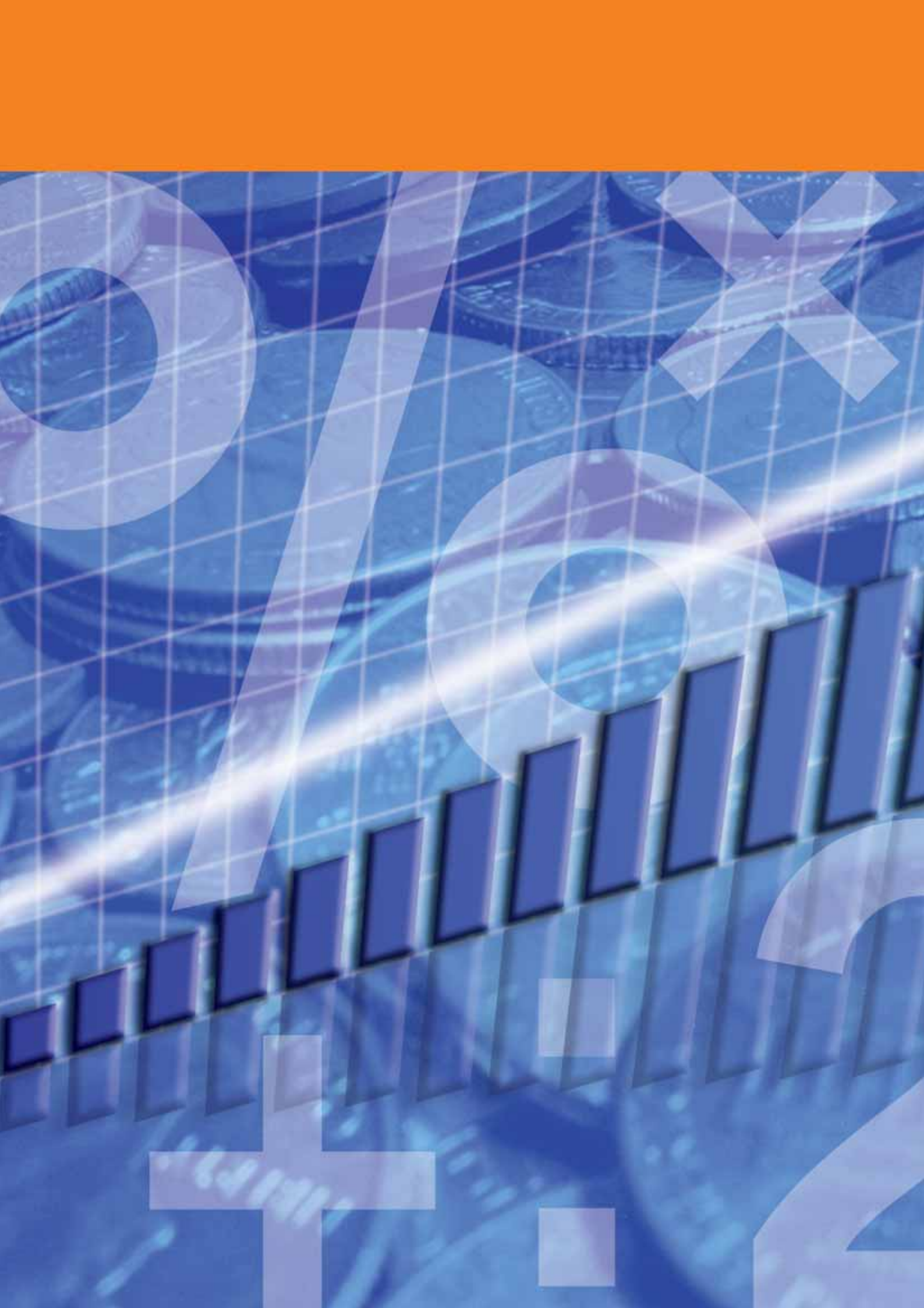
- Un projet de chirurgie réparatrice pour des dizaines d'Iraqiens victimes d'une amputation punitive de l'oreille, une méthode de torture brutale qui était systématiquement appliquée sous le régime baassiste de l'ex-président Saddam Hussein (projet financé par le Fonds de contributions volontaires pour les victimes de la torture).
- Un foyer à Islamabad (Pakistan), qui offre un hébergement, une aide alimentaire, une orientation psychosociale et une protection aux victimes de la torture. Parmi les bénéficiaires figurait une jeune fille qui avait été violée par des policiers à

l'âge de neuf ans (projet financé par le Fonds de contributions volontaires pour les victimes de la torture).

- Un centre de réhabilitation pour les victimes de la torture en Bosnie, qui offre des soins médicaux, un accompagnement psychologique et une kinésithérapie, ainsi qu'une assistance judiciaire et administrative à des milliers de personnes, torturées pendant la guerre bosniaque de 1992-1995 (projet financé par le Fonds de contributions volontaires pour les victimes de la torture).
- Une ONG nigériane qui a facilité la réadaptation de 30 victimes de la traite des êtres humains en 2007, notamment par des formations à la couture, à la fabrication de bijoux en perles et à la confection de chapeaux, visant à leur procurer des moyens d'existence durables. Les personnes formées à la couture ont reçu des machines à coudre destinées à faciliter le lancement de leur microentreprise (projet financé par le Fonds de contributions volontaires pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage).
- Une organisation indienne, qui a facilité l'inscription de 88 enfants victimes du travail forcé dans des écoles élémentaires et primaires et leur a fourni des supports éducatifs.

Des évaluations sont réalisées tous les quatre mois afin de suivre les progrès des enfants (projet financé par le Fonds de contributions volontaires pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage).

- Une ONG nigérienne, qui a facilité la réinsertion sociale de 34 femmes précédemment réduites à l'esclavage. L'organisation a offert une aide médicale et alimentaire immédiate, ainsi que des vêtements, plusieurs têtes de bétail et une formation à la gestion des microentreprises (projet financé par le Fonds de contributions volontaires pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage).
- Un représentant des Yawalapiti, un peuple autochtone originaire du Brésil, vivant dans la forêt amazonienne, a bénéficié d'une aide pour assister aux travaux de l'Instance permanente sur les questions autochtones. Pirakuman Yawalapiti a pu présenter une déclaration exprimant les préoccupations de sa communauté au sujet d'un projet relatif à la construction de huit barrages sur les terres des Yawalapiti (frais de déplacement financés par le Fonds de contributions volontaires pour les populations autochtones).



Etats financiers

de l'exercice clos le 31 décembre 2007



État des recettes et des dépenses

Activités du Haut-Commissariat aux droits de l'homme

Cet état indique le montant total des fonds disponibles pour les activités en 2007, y compris les nouvelles contributions et les reports de l'année précédente, les dépenses totales encourues en 2007 et le solde total au 31 décembre 2007

	Fonds extrabudgétaires :	Budget ordinaire :	Total :
RECAPITULATIF *			
Solde d'ouverture ¹	69 476 542	10 304 584	79 781 126
Ajustements ²	1 012 978	-	1 012 978
Recettes provenant des contributions / Allocations de crédits ³	95 740 986	38 558 500	134 299 486
Autres fonds disponibles ⁴	4 519 467	-	4 519 467
Total des fonds disponibles ⁵	170 749 974	48 863 084	219 613 058
Dépenses ⁶	89 689 824	45 096 268	134 786 092
Solde de clôture ⁷	81 060 150	3 766 816	84 826 965

Notes:

- 1) Correspond au solde de clôture déclaré pour les activités décrites dans le Rapport annuel 2006.
 - 2) Comprend les ajustements relatifs aux dépenses, économies, transferts, remboursements et autres recettes diverses de la période antérieure.
 - 3) Les fonds extrabudgétaires incluent toutes les contributions reçues dans les comptes de l'ONUG en 2007. Le montant du budget ordinaire correspond à l'allocation accordée au HCDH pour l'année 2007.
 - 5) = (1) + (2) + (3) + (4).
 - 6) Dont les décaissements et les engagements non liquidés au 31 décembre 2007.
 - 7) Le montant extrabudgétaire correspond à tous les fonds détenus par l'ONUG au 31 décembre 2007, dont les réserves en liquide pour les frais de fonctionnement s'élevant à 12 millions de dollars E.-U. et les réserves pour allocations égales à 316 000 dollars E.-U., lesquelles n'étaient pas disponibles pour des activités en 2007.
- * Tous les chiffres sont sujets à audit.

Etat des recettes et dépenses extrabudgétaires en 2007

Activités du Haut-Commissariat aux droits de l'homme par fonds d'affectation spéciale

Cet état indique le montant total des fonds disponibles pour les activités en 2007, y compris les nouvelles contributions et les reports de l'année précédente, les dépenses totales encourues en 2007 et le solde total au 31 décembre 2007

	FCV pour les victimes de la torture	FCV pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage	FCV pour les populations autochtones	FCV pour la décennie internationale des populations autochtones	Fonds d'affectation spéciale pour la lutte contre le racisme et la discrimination raciale	FCV pour les services consultatifs et l'assistance technique en matière de droits de l'homme	Fonds d'affectation spéciale pour l'éducation aux droits de l'homme au Cambodge	Fonds d'affectation spéciale à l'appui des activités du HCDH	Montant total des fonds d'affectation spéciale du HCDH
SUMMARY *									
Solde d'ouverture ¹	11 119 521	603 165	1 090 365	0	720 027	10 462 039	2 166 340	43 315 085	69 476 542
Ajustements ²	145 981	4 558	19 434	0	6 992	92 355	25 002	718 658	1 012 978
Recettes provenant des contributions ³	10 825 007	259 491	542 036	0	0	6 260 558	0	77 853 894	95 740 986
Autres fonds disponibles ⁴	534 614	24 591	67 311	0	39 597	651 586	122 943	3 078 825	4 519 467
Total fonds disponibles ⁵	22 625 123	891 805	1 719 147	0	766 615	17 466 538	2 314 285	124 966 462	170 749 975
Dépenses ⁶	6 765 958	357 799	311 253	0	7 548	8 737 331	182 556	73 327 379	89 689 824
Solde de clôture ⁷	15 859 165	534 006	1 407 894	0	759 067	8 729 207	2 131 729	51 639 083	81 060 151

Notes:

- 1) Correspond au solde de clôture déclaré pour les activités décrites dans le Rapport annuel 2006.
 - 2) Comprend les ajustements relatifs aux dépenses, économies, transferts, remboursements et autres recettes diverses de la période antérieure.
 - 3) Comprend toutes les contributions reçues et enregistrées dans les comptes de l'ONUG en 2007.
 - 4) Dont le produit des intérêts.
 - 5) = (1) + (2) + (3) + (4).
 - 6) Dont les décaissements et les engagements non liquidés au 31 décembre 2007.
 - 7) Correspond à tous les fonds détenus par l'ONUG au 31 décembre 2007, dont les réserves en liquide pour frais de fonctionnement s'élevant à 12 millions de dollars E.-U. et les réserves pour allocations égales à 316 000 dollars E.-U., qui n'étaient pas disponibles pour des activités en 2007.
- * Tous les chiffres sont sujets à audit.

Dépenses par programme au titre du budget ordinaire en 2006 et 2007

		Crédits alloués en 2006-2007* (dollars E.-U.)	Dépenses en 2006-2007 (dollars E.-U.)
Direction exécutive et gestion	Personnel	9 203 200	9 041 974
	Autres dépenses	1 101 100	1 037 625
	TOTAL	10 304 300	10 079 599
Appui aux organes et organismes de défense des droits de l'homme *	Personnel	11 585 200	11 317 009
	Autres dépenses	6 811 800	6 442 535
	TOTAL	18 397 000	17 759 544
Appui aux procédures d'établissement de faits relatifs aux droits de l'homme	Personnel	5 461 100	5 262 184
	Autres dépenses	4 025 900	3 669 320
	TOTAL	9 487 000	8 931 504
Droit au développement, recherche et analyse	Personnel	11 742 200	10 738 045
	Autres dépenses	2 578 600	2 322 453
	TOTAL	14 320 800	13 060 498
Services consultatifs, coopération technique et activités sur le terrain (siège) **	Personnel	11 382 200	11 236 899
	Autres dépenses	4 221 000	3 972 507
	TOTAL	15 603 200	15 209 406
Services consultatifs, coopération technique et activités sur le terrain (terrain) ***	Personnel	2 138 800	2 103 408
	Autres dépenses	4 165 400	4 130 081
	TOTAL	6 304 200	6 233 489
Appui aux programmes	Personnel	6 759 000	6 241 866
	Autres dépenses	2 181 500	2 074 279
	TOTAL	8 940 500	8 316 145
GRAND TOTAL		83 357 000	79 590 184

* dont les organes de décision, à l'exception du Comité spécial d'enquête sur les pratiques israéliennes.

** dont les Commissions d'enquête sur le Timor-Leste et le Darfour.

*** dont le Cambodge, le Cameroun, le Panama et la coopération technique au titre du budget ordinaire.

Recettes et dépenses extrabudgétaires en 2006-2007

Récapitulatif général (dollars E.-U.)

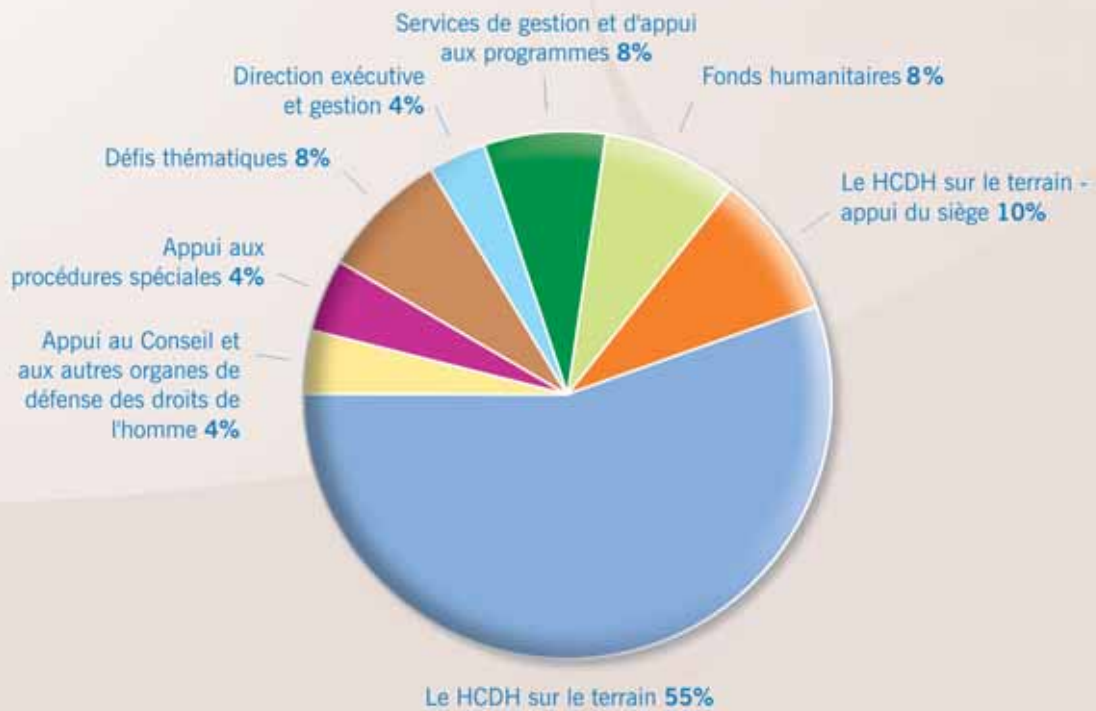
Programmes du HCDH	Recettes en 2006	Recettes en 2007	Recettes totales en 2006-2007	Dépenses prévues en 2006-2007*	Dépenses en 2006	Dépenses en 2007	Dépenses totales en 2006-2007
Appui au Conseil des droits de l'homme et aux autres organes de défense des droits de l'homme							
Service des traités et du Conseil	4 412 460	4 413 614	8 826 074	8 999 661	3 992 529	3 463 101	7 455 630
Sous-total	4 412 460	4 413 614	8 826 074	8 999 661	3 992 529	3 463 101	7 455 630
Appui aux procédures spéciales							
Procédures spéciales	4 103 480	4 840 922	8 944 402	7 705 966	3 260 667	3 914 603	7 175 270
Sous-total	4 103 480	4 840 922	8 944 402	7 705 966	3 260 667	3 914 603	7 175 270
Défis thématiques relatifs aux droits de l'homme							
Égalité, lutte contre la discrimination	853 529	2 624 944	3 478 473	3 929 052	1 718 843	1 781 996	3 500 839
Droit au développement et questions économiques, sociales et culturelles	527 892	1 921 375	2 449 267	2 766 851	1 559 140	603 673	2 162 813
État de droit et démocratie	1 006 641	1 247 958	2 254 599	2 922 056	1 535 039	1 321 805	2 856 844
Méthodologie, éducation et formation	0	648 167	648 167	5 304 639	2 516 073	2 498 790	5 014 863
Coordination et gestion	5 253 553	4 066 613	9 320 166	684 287	306 817	607 712	914 529
Sous-total	7 641 615	10 509 058	18 150 673	15 606 885	7 635 912	6 813 976	14 449 888
Direction exécutive et gestion							
Direction exécutive et gestion	1 748 862	6 729 003	8 477 865	6 882 897	3 224 833	3 314 549	6 539 382
Sous-total	1 748 862	6 729 003	8 477 865	6 882 897	3 224 833	3 314 549	6 539 382
Services de gestion et d'appui aux programmes							
Services de gestion et d'appui aux programmes	2 318 696	11 490 911	13 809 607	12 756 011	5 623 022	6 695 763	12 318 785
Sous-total	2 318 696	11 490 911	13 809 607	12 756 011	5 623 022	6 695 763	12 318 785
LE HCDH SUR LE TERRAIN							
Appui du siège							
Institutions nationales	1 492 664	2 958 953	4 451 617	3 243 474	1 992 084	1 045 424	3 037 508
Appui aux missions de paix	0	549 021	549 021	1 150 179	165 366	383 655	549 021
Intervention rapide	248 515	2 359 629	2 608 144	1 203 685	288 157	862 337	1 150 494
Afrique	0	3 209 457	3 209 457	2 734 013	1 404 007	1 410 456	2 814 463
Asie et Pacifique	97 000	3 008 771	3 105 771	2 628 324	1 147 298	1 263 165	2 410 463
Moyen-Orient et Afrique du Nord	25 507	2 135 453	2 160 960	2 002 151	1 202 159	831 938	2 034 097
Europe, Amérique du Nord et Asie centrale	178 700	1 879 442	2 058 142	1 774 639	679 889	1 025 003	1 704 892
Amérique latine et Caraïbes	0	1 170 783	1 170 783	1 138 508	473 215	548 868	1 022 083
Coordination et gestion	4 534 810	-2 780 054	1 754 756	1 124 049	541 949	595 920	1 137 869
Sous-total Appui du siège	6 577 196	14 491 455	21 068 651	16 999 022	7 894 124	7 966 767	15 860 891
Présences sur le terrain							
AFRIQUE							
Angola - Bureau de pays	1 565 401	4 108 766	5 674 167	3 935 220	1 473 552	3 263 021	4 736 573
Togo - Bureau de pays	251 000	1 329 685	1 580 685	1 098 503	244 003	1 099 978	1 343 981
Ouganda - Bureau de pays	2 024 167	6 009 637	8 033 804	6 401 570	3 186 154	2 733 229	5 919 383
Bureau régional pour l'Afrique de l'est - Addis-Abeba	164 975	1 324 745	1 489 720	1 311 272	396 981	875 267	1 272 248
Bureau régional pour l'Afrique de l'ouest - Dakar	0	62 200	62 200	318 606	0	0	0
Centre pour l'Afrique centrale - Yaoundé	108 700	776 838	885 538	486 636	261 217	398 555	659 772
Bureau régional pour l'Afrique australe - Pretoria	328 322	1 020 635	1 348 957	1 287 904	589 229	516 466	1 105 695
Burundi - Appui à la mission de paix	1 103 799	2 595 233	3 699 032	3 145 493	1 694 652	1 545 736	3 240 388
Côte d'Ivoire - Appui à la mission de paix	0	192 778	192 778	288 109	104 073	88 705	192 778
République démocratique du Congo - Appui à la mission de paix	1 990 038	3 187 406	5 177 444	3 379 909	2 058 118	2 544 379	4 602 497
Érythrée/Éthiopie - Appui à la mission de paix	0	217 103	217 103	175 465	77 996	139 107	217 103
Libéria - Appui à la mission de paix	0	94 766	94 766	134 794	67 966	26 801	94 767
Sierra Leone - Appui à la mission de paix	203 702	376 892	580 594	700 990	397 196	118 994	516 190
Somalie - Appui à la mission de paix	0	67 204	67 204	77 211	0	38 253	38 253
Soudan - Appui à la mission de paix	3 118 331	2 268 172	5 386 503	897 123	455 623	2 472 086	2 927 709
Grands Lacs	118 622	516 502	635 124	88 367	0	59 857	59 857
Zimbabwe - Conseiller pour les droits de l'homme	60 599	112 529	173 128	275 468	0	112 529	112 529
Sous-total Afrique	11 037 656	24 261 091	35 298 747	24 002 640	11 006 760	16 032 964	27 039 724

Programmes du HCDH	Recettes en 2006	Recettes en 2007	Recettes totales en 2006-2007	Dépenses prévues en 2006-2007*	Dépenses en 2006	Dépenses en 2007	Dépenses totales en 2006-2007
ASIE ET PACIFIQUE							
Cambodge - Bureau de pays	473 743	289 057	762 800	854 418	434 789	182 556	617 345
Népal - Bureau de pays	10 540 665	13 820 870	24 361 535	19 540 879	9 231 959	11 144 156	20 376 115
Bureau régional pour l'Asie du Sud-Est - Bangkok	358 881	974 543	1 333 424	996 388	528 022	494 522	1 022 544
Bureau régional pour le Pacifique - Suva	457 145	927 649	1 384 794	1 091 091	373 985	724 384	1 098 369
Afghanistan - Appui à la mission de paix	271 620	565 504	837 124	760 320	139 638	633 584	773 222
Timor-Leste - Appui à la mission de paix	0	286 686	286 686	658 331	0	286 686	286 686
Indonésie - Conseiller pour les droits de l'homme	0	125 813	125 813	93 894	0	118 119	118 119
Pakistan - Conseiller pour les droits de l'homme	86 600	317 698	404 298	324 184	180 761	135 303	316 064
Sri Lanka - Conseiller pour les droits de l'homme	644 793	219 350	864 143	617 641	182 202	595 702	777 904
Timor-Leste - Commission d'enquête	0	206 345	206 345	206 191	206 191	-206 191	0
Sous-total Asie et Pacifique	12 833 447	17 733 516	30 566 963	25 143 337	11 277 547	14 108 822	25 386 369
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD							
Territoire palestinien occupé - Bureau de pays	513 497	1 711 882	2 225 379	2 204 266	1 152 779	1 048 672	2 201 451
Bureau régional pour la région arabe et l'Asie du Sud-Ouest - Doha	43 200	147 883	191 083	0	0	0	0
Bureau régional pour le Moyen-Orient et les pays du Golfe - Beyrouth	602 913	1 228 692	1 831 605	1 361 692	634 209	857 058	1 491 267
Bureau régional pour l'Afrique du Nord - Le Caire	254 453	0	254 453	0	0	0	0
Iraq - Appui à la mission de paix	63 613	0	63 613	130 747	12 653	-12 653	0
Liban - Commission d'enquête	588 235	0	588 235	340 546	340 546	-340 546	0
Sous-total Moyen-Orient et Afrique du Nord	2 065 911	3 088 458	5 154 369	4 037 251	2 140 187	1 552 531	3 692 718
EUROPE, AMÉRIQUE DU NORD ET ASIE CENTRALE							
Bosnie-Herzégovine - Bureau de pays	672 165	268 187	940 352	655 404	438 025	345 711	783 736
Serbie - Bureau de pays	608 165	320 497	928 662	532 400	373 700	417 280	790 980
Kosovo - Bureau auxiliaire	203 377	558 914	762 291	813 488	219 185	464 755	683 940
Géorgie/Abkhazie - Appui à la mission de paix	22 475	846 745	869 220	673 105	235 014	601 829	836 843
Asie centrale - Conseiller pour les droits de l'homme	514 831	949 890	1 464 721	1 289 188	584 330	654 485	1 238 815
Russie - Conseiller pour les droits de l'homme	43 505	527 009	570 514	604 806	173 428	272 939	446 367
Sous-total Europe, Amérique du Nord et Asie centrale	2 064 519	3 471 241	5 535 759	4 568 391	2 023 682	2 756 998	4 780 680
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES							
Bolivie - Bureau de pays	186 558	308 444	495 002	525 992	0	345 678	345 678
Colombie - Bureau de pays	8 436 444	6 297 349	14 733 793	13 226 867	6 838 092	7 678 188	14 516 280
Guatemala - Bureau de pays	2 399 736	5 595 440	7 995 176	6 527 637	2 910 745	3 396 920	6 307 665
Mexique - Bureau de pays	1 341 458	2 749 276	4 090 734	3 648 907	1 992 209	2 093 784	4 085 993
Bureau régional pour l'Amérique latine - Santiago	923 078	794 048	1 717 126	1 552 686	807 083	837 708	1 644 791
Haïti - Appui à la mission de paix	0	482 790	482 790	404 909	127 960	341 541	469 501
Équateur - Conseiller pour les droits de l'homme	160 599	323 225	483 824	180 498	0	323 225	323 225
Guyana - Conseiller pour les droits de l'homme	0	202 027	202 027	119 192	0	202 027	202 027
Sous-total Amérique latine et Caraïbes	13 447 873	16 752 599	30 200 472	26 186 688	12 676 089	15 219 069	27 895 158
Sous-total Présences sur le terrain	41 449 405	65 306 905	106 756 311	83 938 307	39 124 265	49 670 384	88 794 649
Fonds humanitaires							
Fonds pour les victimes de la torture	10 374 453	12 140 821	22 515 274	14 363 603	6 916 338	6 765 958	13 682 296
Fonds pour les populations autochtones	465 637	757 269	1 222 906	1 089 940	442 337	311 253	753 590
Fonds pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage	256 233	321 125	577 358	1 101 791	690 471	357 799	1 048 270
Sous-total	11 096 323	13 219 216	24 315 539	16 555 334	8 049 146	7 435 010	15 484 156
TOTAL GÉNÉRAL **	89 611 581	102 052 510	191 664 091	169 444 083	78 804 498	89 689 824	168 494 322

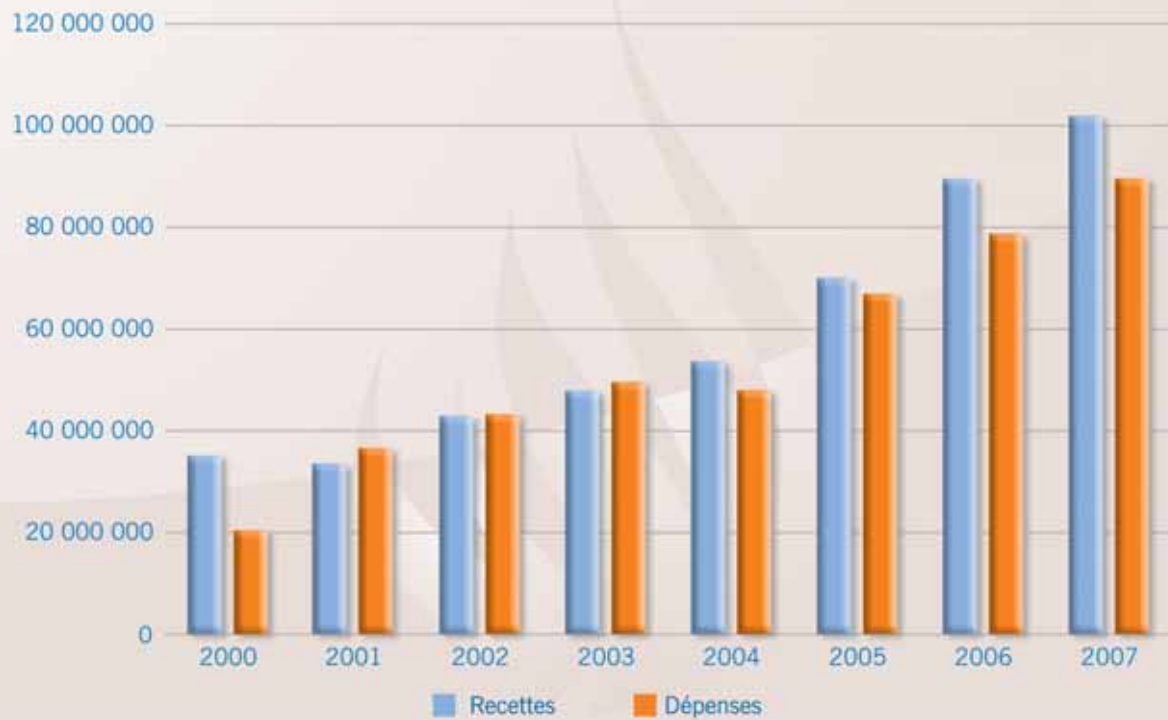
* Comme indiqué dans le Rapport annuel 2006.

** Comprend le produit des intérêts, les gains dus à la fluctuation des taux de change, les fonds non ventilés, les recettes diverses et les ajustements comptables au 31 décembre 2007.

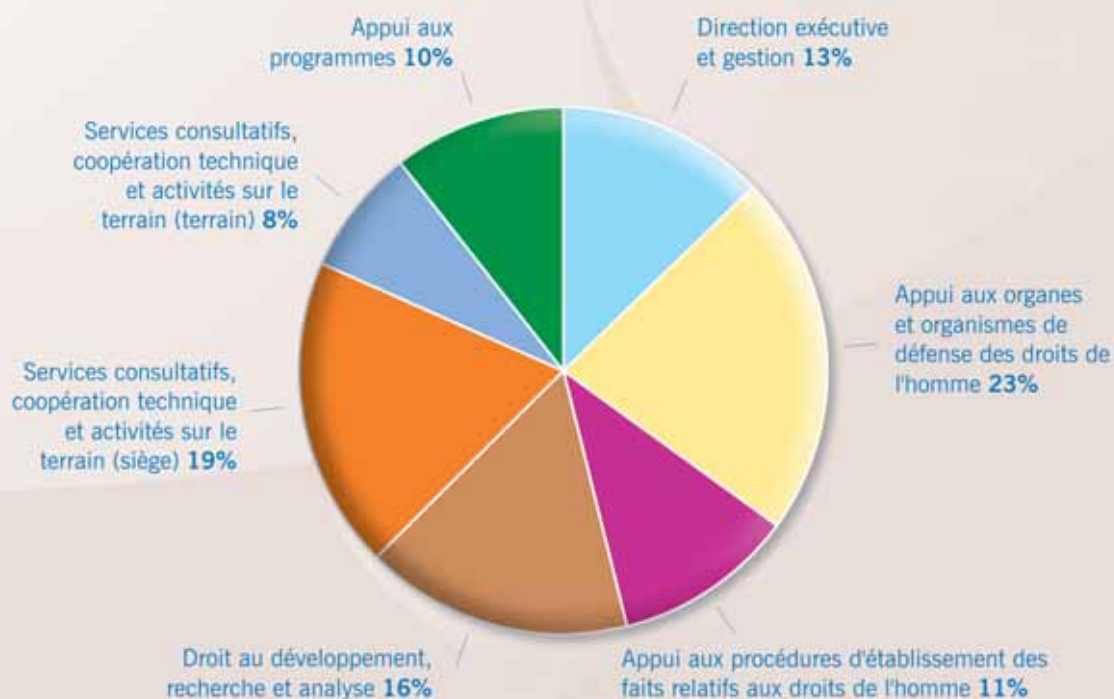
Dépenses extrabudgétaires par catégorie d'activités en 2007



Recettes et dépenses extrabudgétaires entre 2000 et 2007



Dépenses au titre du budget ordinaire par catégories d'activités en 2007

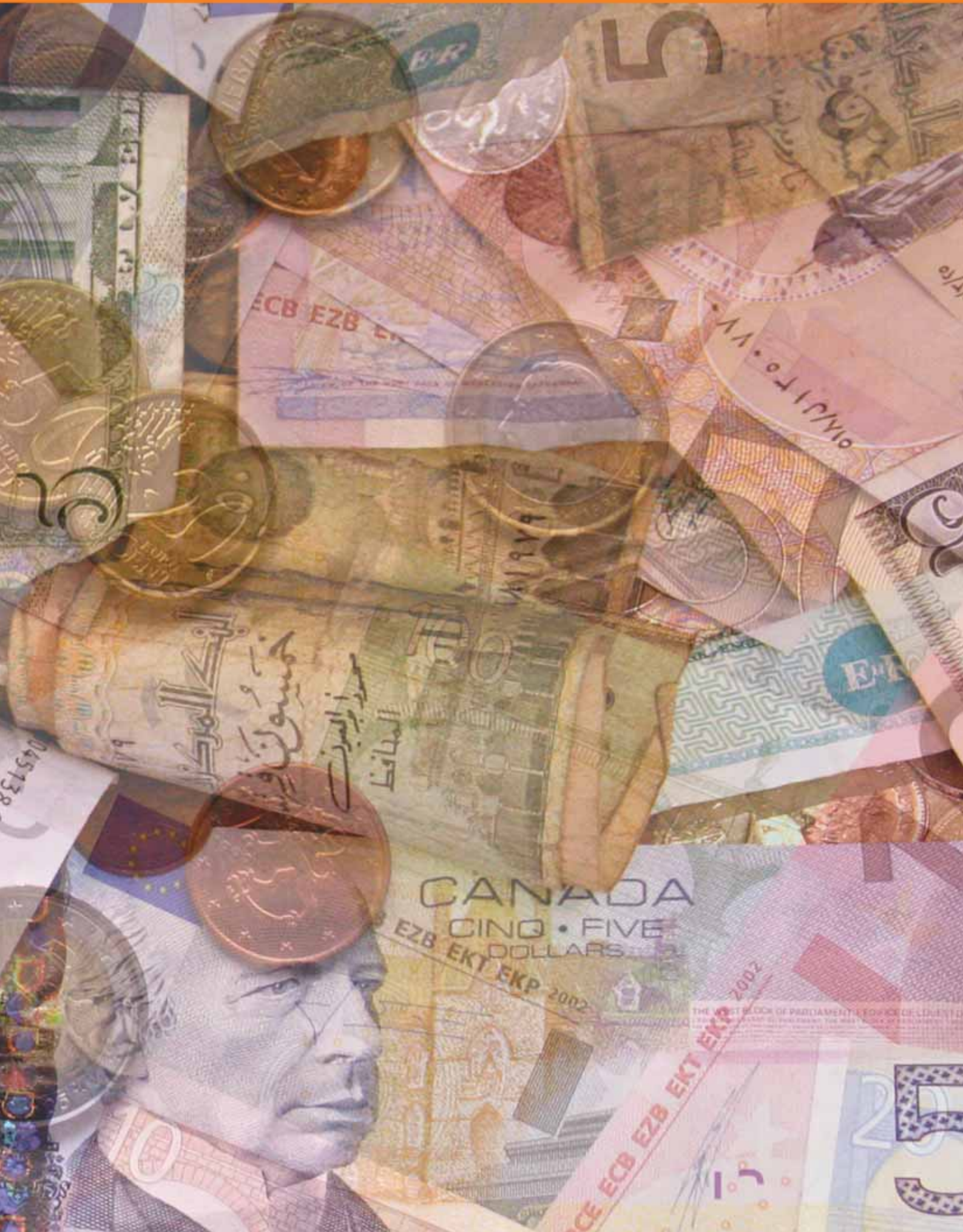


Crédits alloués et dépenses au titre du budget ordinaire par exercice biennal entre 2000 et 2007





Financement et profil des donateurs



Financement

Le HCDH est financé par le budget ordinaire de l'ONU et par les contributions volontaires des États membres, des organisations intergouvernementales, des fondations et des particuliers. Le financement au titre du budget ordinaire pour l'exercice biennal 2006-2007 a été fixé à 83,4 millions de dollars E.-U. – soit 2,2 pour cent du budget total de l'ONU, qui s'élève à 3,8 milliards de dollars. Ceci représente une augmentation de 15,8 millions de dollars, ou de 23,4 pour cent, par rapport à l'exercice précédent, conformément à la volonté des chefs d'Etat et de gouvernement réunis lors du Sommet mondial de 2005, qui se sont engagés à cette occasion à doubler, en cinq ans, les fonds accordés au HCDH au titre du budget ordinaire. Au cours de la même période, le montant des contributions volontaires est passé de 60 à 181 millions de dollars E.-U., soit une hausse de 49,8 pour cent par rapport à l'exercice précédent.



Sur le plan de la mobilisation des fonds, l'année 2007 a été fructueuse : le volume total des contributions est passé de 85,3 à 95,7 millions de dollars et le montant et la part des contributions non affectées à un usage particulier ont progressé de façon significative. Le nombre total de donateurs institutionnels a également augmenté, passant de 65 à 72. En décembre 2007, la Haut-Commissaire a lancé un nouvel appel de fonds, à l'occasion de la célébration du 60^e anniversaire de la Déclaration des

droits de l'homme en 2008 : tous les États membres ont été invités à rejoindre les rangs des donateurs en 2008, manifestant ainsi leur soutien à la Déclaration et à l'action menée par le Haut-Commissariat pour transcrire les dispositions de ce texte dans la réalité.

La Section des relations extérieures et de la liaison avec les donateurs, située au siège du HCDH à Genève, assume la responsabilité première de la collecte de fonds. Chargée de mobiliser des ressources suffisantes pour répondre aux besoins immédiats du Haut-Commissariat, la section s'attache en outre à accroître au maximum la part de financements non liés à un usage particulier et à élargir l'éventail des bailleurs de fonds en recherchant un soutien au-delà des rangs des donateurs actuels.

Qui finance le HCDH ?

Le tableau ci-après répertorie tous les donateurs qui ont offert des contributions en 2007. Comme au cours des années précédentes, les contributions volontaires ont en très grande majorité été versées par des États membres, qui ont fourni 87,4 millions de dollars E.-U., ou 91,2 pour cent des contributions, en 2007. Les organisations internationales, dont la Commission européenne, ont versé 7,3 millions de dollars, ou 7,7 pour cent du total. Historiquement, la part des donateurs du secteur privé a toujours été très faible ; cependant, le volume de leurs contributions s'est considérablement accru en 2007, passant d'un peu moins de 180 000 dollars à près d'1 050 000 dollars – principalement en raison de l'augmentation de l'aide fournie par un donateur existant, *Rights and Democracy*, et de deux nouvelles contributions, d'un montant important, émanant de la Fondation John D. et Catherine T. MacArthur.

En 2007, le nombre de donateurs institutionnels a progressé, passant de 65 à 72 : au total, 64 États membres (trois de plus qu'en 2006), quatre organisations internationales (deux de plus qu'en 2006) et quatre donateurs du secteur privé (deux de plus qu'en 2006) ont fourni des fonds. Trois donateurs, l'Uruguay, l'Organisation internationale de la Francophonie et la société Swatch, ont participé pour la première fois au financement du HCDH en 2007, tandis que sept autres – l'Andorre, l'Argentine, la Bulgarie, le Guatemala, l'Islande, Sri Lanka et la Fondation MacArthur – ont rallié les rangs des donateurs, alors qu'ils n'avaient pas fourni de fonds en 2006. Trois États qui avaient apporté des ressources financières en 2006 – l'Azerbaïdjan, le Bhoutan et la Malaisie – ne figuraient pas sur la liste des donateurs en 2007.

Contributions volontaires en 2007

Montant total des contributions volontaires par donateur en 2007
(y compris les contributions aux Fonds humanitaires)

Donateur	dollars E.-U.	Donateur	dollars E.-U.
1 États-Unis d'Amérique	10 472 037	37 Andorre	55 175
2 Norvège	10 359 781	38 Inde	50 000
3 Canada	9 027 785	39 Arabie saoudite	50 000
4 Pays-Bas	7 698 918	40 Slovénie	50 000
5 Royaume-Uni	6 988 119	41 Uruguay	50 000
6 Suède	5 931 726	42 OIF ³	49 732
7 Espagne	5 846 774	43 Hongrie	42 602
8 Irlande	5 191 257	44 Chili	34 982
9 Commission européenne	5 178 137	45 Lettonie	30 738
10 Danemark	4 734 312	46 Monaco	30 000
11 Suisse	3 231 546	47 Swatch AG	29 437
12 Finlande	2 828 585	48 Philippines	28 272
13 France	2 473 746	49 Estonie	26 229
14 Italie	2 180 267	50 Croatie	25 000
15 Fédération de Russie	2 000 000	51 Thaïlande	22 376
16 Allemagne	1 635 946	52 Colombie	22 023
17 Belgique	1 569 932	53 Argentine	20 000
18 Nouvelle-Zélande	1 408 451	54 Chypre	17 420
19 FNUAP ¹	1 242 647	55 République tchèque	17 042
20 PNUD ²	862 299	56 Lituanie	16 106
21 Australie	650 034	57 Costa Rica	14 744
22 Fondation MacArthur	650 000	58 Algérie	10 000
23 Autriche	570 880	59 Bahreïn	10 000
24 Droits et Démocratie	360 891	60 Israël	10 000
25 Corée Rép. de	310 000	61 Koweït	10 000
26 Japon	306 965	62 Venezuela	10 000
27 Roumanie	294 985	63 Sri Lanka	9 982
28 Grèce	170 998	64 Bulgarie	5 500
29 Luxembourg	155 643	65 Guatemala	5 000
30 Turquie	126 000	66 Pakistan	4 910
31 Mexique	120 000	67 Maroc	3 000
32 Pologne	100 240	68 Nicaragua	2 800
33 Liechtenstein	85 586	69 Saint-Siège	2 500
34 Portugal	80 000	70 Panama	1 500
35 Afrique du Sud	62 281	71 Arménie	1 096
36 Islande	57 399	72 ITCS "Oscar Romero"	595
Autres donateurs individuels			7 912
Total			95 740 986

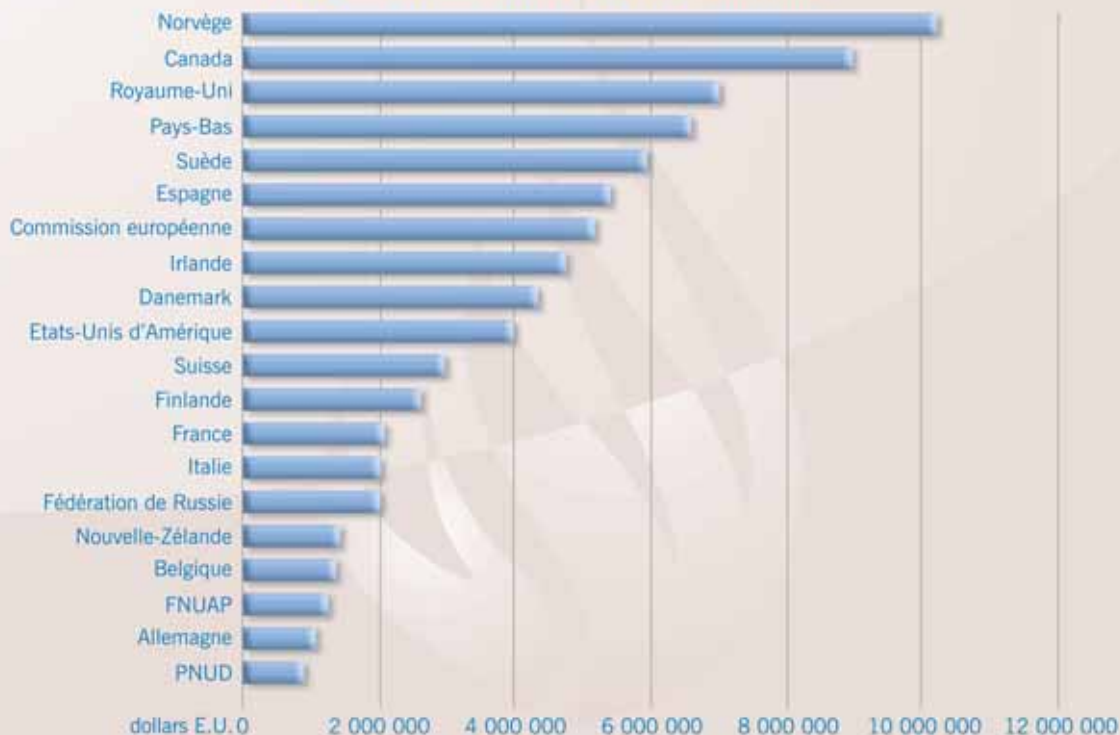
¹ Fonds des Nations Unies pour la population

² Programme des Nations Unies pour le développement

³ Organisation internationale de la Francophonie

Source : Système de gestion intégré (SIG).

Contributions volontaires des 20 principaux donateurs à l'action du HCDH en 2007 (à l'exception des contributions aux fonds humanitaires)



Contributions volontaires des 20 principaux donateurs en 2007 (y compris les contributions aux fonds humanitaires)



Contributions des 20 principaux donateurs au HCDH en 2007 rapportées au nombre d'habitants* (y compris les contributions aux fonds humanitaires)



*Sources : contributions volontaires des donateurs (Etats membres) au HCDH en 2007 et données démographiques de la Banque mondiale en 2006.

Contributions aux fonds humanitaires

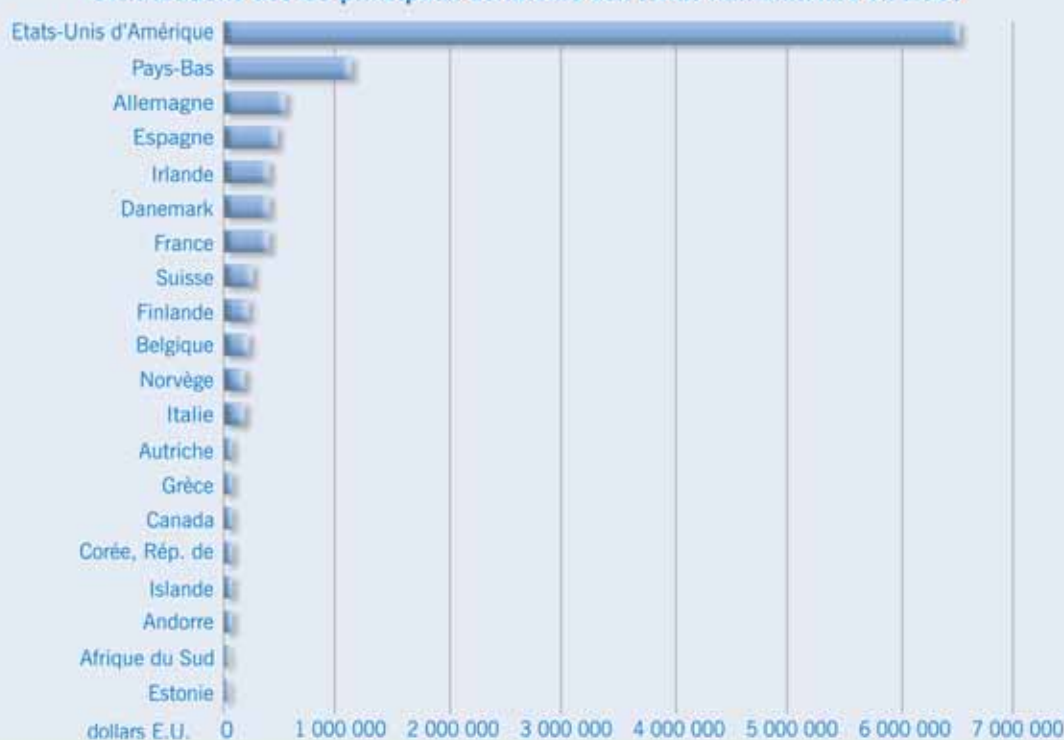
En 2007, les donateurs ont versé 11,6 millions de dollars E.-U. aux trois fonds humanitaires administrés par le HCDH : le Fonds de contributions volontaires pour les victimes de la torture, le Fonds de contributions volontaires pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage et le Fonds de contributions volontaires pour les populations autochtones. Les financements recueillis par ces fonds sont redistribués sous forme de subventions à des individus, ainsi qu'à des ONG, et ne servent pas à appuyer l'action plus ample menée par le HCDH.

Le plus important de ces trois fonds, en termes de contributions et de dépenses, a été le Fonds pour les victimes de la torture, qui a reçu des contributions d'une valeur de 10,8 millions de dollars E.-U. et enregistré des dépenses d'un montant de 6,8 millions de dollars. Les contributions reçues par le Fonds pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage se sont élevées à 260 000 dollars et ses dépenses à 360 000 dollars de dépenses. Le Fonds pour les populations autochtones a reçu des contributions s'élevant à 540 000 dollars et

enregistré des dépenses d'un montant de 310 000 dollars.

Au total, 44 États membres et quelques donateurs privés ont accordé des contributions aux trois fonds en 2007 (contre 37 États membres et un petit nombre de donateurs privés en 2006). Par ordre d'importance, les cinq premiers donateurs ont été les États-Unis (dont les contributions se sont élevées à 6,5 millions de dollars), les Pays-Bas (1,1 million de dollars), l'Allemagne (540 000 dollars), l'Espagne (470 000 dollars) et l'Irlande (410 000 dollars).

Contributions des 20 principaux donateurs aux fonds humanitaires en 2007



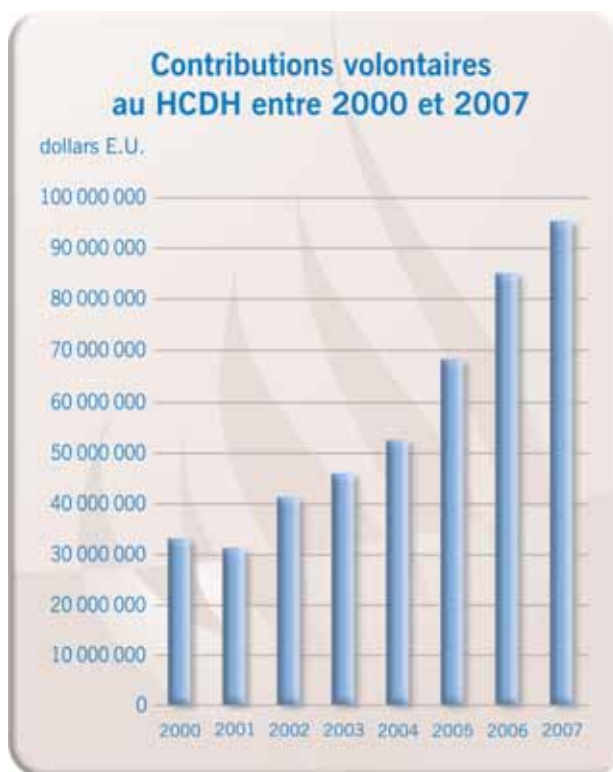
Évolution des financements

Montant des contributions

Les contributions ont atteint 95,7 millions de dollars E.-U. en 2007, ce qui représente une hausse de 10,4 millions ou d'un peu plus de 12 pour cent par rapport à 2006. Cette sixième augmentation confirme une tendance ininterrompue à la croissance des financements, amorcée en 2002. Pendant cette période, le montant des contributions a augmenté de plus de 130 pour cent : les donateurs ont répondu de manière positive aux appels de la Haut-Commissaire, demandant à ce que des ressources accrues soient mises à disposition afin de

financer une expansion du programme des Nations Unies pour les droits de l'homme.

La progression du montant des contributions a également été favorisée par l'évolution des taux de change, en particulier par la dépréciation du dollar américain. Comme le gros des contributions reçues par le HCDH est libellé dans d'autres devises que le dollar américain et que ces devises se sont renforcées au cours des dernières années, la valeur en dollars de ces contributions a grimpé année après année. De fait, si le dollar américain avait conservé la valeur qu'il avait au 1^{er} janvier 2002, plutôt que de chuter de manière presque ininterrompue depuis cette date, la valeur des



contributions reçues par le HCDH en 2007 se serait élevée à quelque 70 millions de dollars E.-U., au lieu des 95,7 millions effectivement enregistrés.

Prévisibilité

Afin de garantir des flux de financement plus prévisibles, la Haut-Commissaire a invité tous les donateurs qui étaient en mesure de le faire à souscrire à des

engagements de financement pluriannuels. En 2007, dix donateurs, soit un de plus qu'en 2006, avaient conclu des accords de financement pluriannuels avec le HCDH : la Belgique, le Canada, la Commission européenne, le Danemark, la Fondation MacArthur, la Norvège, l'Organisation internationale de la Francophonie, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Suisse.

Affectation des fonds

L'augmentation de la proportion des fonds non liés par les donateurs s'est poursuivie en 2007, puisque 40,9 millions de dollars E.-U. ont été alloués sans affectation particulière (contre 31,8 millions en 2006). La part de fonds non réservés à un usage précis dans le montant total des contributions s'est régulièrement accrue au cours des dernières années – passant de 12 pour cent en 2003 à 20 pour cent en 2004, à 26 pour cent en 2005, à 37 pour cent en 2006 et à 43 pour cent en 2007.

La hausse supplémentaire observée dans le montant et dans la proportion de contributions non liées en 2007 est une évolution positive, qui fait suite aux nombreux appels de la Haut-Commissaire invitant les donateurs à supprimer ou à assouplir les restrictions limitant l'emploi de leurs fonds. Nombre de donateurs ont indiqué que le lancement du premier Plan biennal de gestion stratégique de la Haut-Commissaire en 2006, associé au récent renforcement des capacités de gestion et de planification du HCDH, avait compté pour beaucoup dans leur décision d'allouer une plus grande proportion de fonds non affectés à un usage particulier.



Contributions non liées en 2007

Donateur	fonds non liés (dollars E.-U.)	pourcentage par rapport à la contribution totale du donateur
1 Canada	6 802 486	75.4%
2 Pays-Bas	6 578 947	85.5%
3 Royaume-Uni	5 888 384	84.3%
4 Espagne	3 360 215	57.5%
5 Suède	3 179 191	53.6%
6 Norvège	2 676 300	25.8%
7 Danemark	2 309 057	48.8%
8 France	2 084 641	84.3%
9 Irlande	1 571 038	30.3%
10 Nouvelle-Zélande	1 408 451	100.0%
11 Fédération de Russie	1 000 000	50.0%
12 Belgique	986 842	62.9%
13 Finlande	820 792	29.0%
14 Italie	672 042	30.8%
15 Australie	393 650	60.6%
16 Autriche	268 817	47.1%
17 Luxembourg	129 703	83.3%
18 Pologne	100 240	100.0%
19 Turquie	100 000	79.4%
20 Mexique	100 000	83.3%
21 Grèce	68 399	40.0%
22 Portugal	65 000	81.3%
23 Arabie saoudite	50 000	100.0%
24 Uruguay	50 000	100.0%
25 Hongrie	36 023	84.6%
26 Lettonie	30 738	100.0%
27 Swatch AG	29 437	100.0%
28 Liechtenstein	25 862	30.2%
29 Afrique du Sud	22 528	36.2%
30 Chili	20 000	57.2%
31 Monaco	20 000	66.7%
32 Croatie	20 000	80.0%
33 Thaïlande	20 000	89.4%
34 Lituanie	16 106	100.0%
35 Costa Rica	14 744	100.0%
36 Bahreïn	10 000	100.0%
37 Pakistan	4 910	100.0%
38 Bulgarie	3 500	63.6%
39 Nicaragua	2 800	100.0%
40 Arménie	1 096	100.0%
Autres donateurs individuels	359	4.5%
Total	40 942 299	43%

Source : Système de gestion intégré (SIG).



Contributions volontaires supérieures à 100 000 dollars E.-U., par donateur, en 2007

La ventilation des fonds dans le tableau tient compte des affectations choisies par les donateurs (suivant les principales rubriques du PGS)

	Etats-Unis d'Amérique 	Norvège 	Canada 	Pays-Bas 	Royaume- Uni 	Suède 	Espagne 	Irlande 	Commission européenne 	Danemark 	
Contributions non liées	0	2 676 300	6 802 486	6 578 948	5 888 384	3 179 191	3 360 215	1 571 038	0	2 309 057	
Le HCDH sur le terrain - Appui du siège	0	0	0	0	0	0	0	273 224	328 863	0	
Le HCDH sur le terrain	3 954 867	6 708 662	1 920 786	0	982 318	2 745 665	1 411 290	1 297 814	1 840 113	2 017 105	
<i>Toutes les régions</i>	<i>1 485 000</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>		<i>1 297 814</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	
<i>Afrique</i>	<i>150 000</i>	<i>3 673 127</i>	<i>419 100</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>722 543</i>	<i>134 409</i>	<i>0</i>	<i>863 718</i>	<i>0</i>	
<i>Asie et Pacifique</i>	<i>2 319 867</i>	<i>1 557 824</i>	<i>866 551</i>	<i>0</i>	<i>982 318</i>	<i>0</i>	<i>134 409</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>2 017 105</i>	
<i>Moyen-Orient et Afrique du Nord</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>268 817</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	
<i>Europe, Amérique du Nord et Asie centrale</i>	<i>0</i>	<i>492 570</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	
<i>Amérique latine et Caraïbes</i>	<i>0</i>	<i>985 141</i>	<i>635 134</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>2 023 121</i>	<i>873 656</i>	<i>0</i>	<i>976 395</i>	<i>0</i>	
Appui au Conseil des droits de l'homme et aux autres organes de défense des droits de l'homme	0	443 313	0	0	0	0	168 011	478 142	1 440 226	0	
Appui aux procédures spéciales	0	164 190	0	0	0	0	168 011	409 836	740 039	0	
Défis thématiques en matière de droits de l'homme	0	203 125	243 351	0	117 417	0	268 817	546 448	828 896	0	
Direction exécutive et gestion	0	0	0	0	0	0	0	102 459	0	0	
Appui aux programmes et gestion	0	0	0	0	0	0	0	102 459	0	0	
Fonds humanitaires	6 517 170	164 190	61 162	1 119 970	0	6 871	470 430	409 836	0	408 150	
Total des contributions par donateur	10 472 037	10 359 781	9 027 785	7 698 918	6 988 119	5 931 726	5 846 774	5 191 257	5 178 137	4 734 312	

	Suisse 	Finlande 	France 	Italie 	Fédération de Russie 	Allemagne 	Belgique 	Nouvelle-Zélande 	FNUAP 	PNUD 	Australie 
	0	820 792	2 084 641	672 042	1 000 000	0	986 842	1 408 451	0	0	393 650
	0	0	0	201 613	100 000	0	0	0	0	0	78 730
	2 802 975	1 019 296	0	672 043	0	613 055	0	0	1 242 647	862 299	157 460
	1 229 508	229 822	0	0	0	613 055	0	0	0	452 200	0
	642 780	0	0	67 204	0	0	0	0	1 242 647	380 099	0
	764 020	789 474	0	268 817	0	0	0	0	0	0	157 460
	0	0	0	336 022	0	0	0	0	0	0	0
	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	166 667	0	0	0	0	0	0	0	0	30 000	0
	166 667	170 999	0	201 613	200 000	136 799	0	0	0	0	0
	0	170 999	0	268 817	100 000	136 799	364 431	0	0	0	0
	0	409 838	0	0	600 000	204 335	0	0	0	0	0
	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	261 905	236 662	389 105	164 139	0	544 958	218 659	0	0	0	20 194
	3 231 546	2 828 585	2 473 746	2 180 267	2 000 000	1 635 946	1 569 932	1 408 451	1 242 647	862 299	650 034

Contributions volontaires supérieures à 100 000 dollars E.-U., par donateur, en 2007

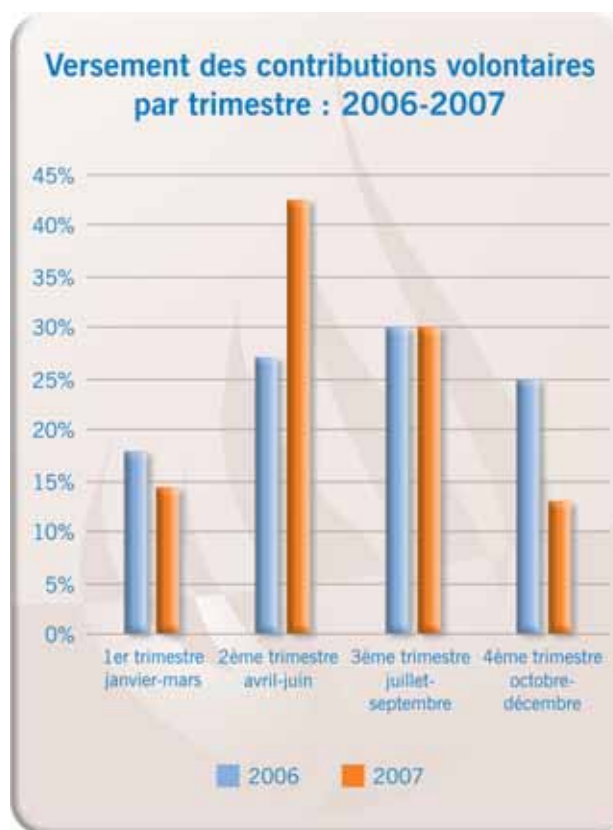
La ventilation des fonds dans le tableau tient compte des affectations choisies par les donateurs (suivant les principales rubriques du PGS)

	Fondation MacArthur 	Autriche 	Droits et Démocrati 	Corée, Rép. de 	Japon 	Roumanie 	Grèce 	Luxembourg 	Turquie 	Mexique 	Pologne 
Contributions non liées	0	268 817	0	0	0	0	68 398	129 703	100 000	100 000	100 240
Le HCDH sur le terrain - Appui du siège	500 000	0	264 051	0	0	0	0	0	0	0	0
Le HCDH sur le terrain	150 000	67 204	20 387	250 000	150 000	0	20 520	0	0	0	0
<i>Toutes les régions</i>	0	67 204	0	250 000	0	0	20 520	0	0	0	0
<i>Afrique</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Asie et Pacifique</i>	0	0	0	0	150 000	0	0	0	0	0	0
<i>Moyen-Orient et Afrique du Nord</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Europe, Amérique du Nord et Asie centrale</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Amérique latine et Caraïbes</i>	150 000	0	20 387	0	0	0	0	0	0	0	0
Appui au Conseil des droits de l'homme et aux autres organes de défense des droits de l'homme	0	0	0	0	0	147 493	0	0	0	20 000	0
Appui aux procédures spéciales	0	73 746	0	0	100 000	0	0	0	0	0	0
Défis thématiques en matière de droits de l'homme	0	73 746	0	0	31 965	147 493	0	0	0	0	0
Direction exécutive et gestion	0	0	35 678	0	0	0	0	0	0	0	0
Appui aux programmes et gestion	0	0	40 775	0	0	0	0	0	0	0	0
Fonds humanitaires	0	87 366	0	60 000	25 000	0	82 079	25 940	26 000	0	0
Total des contributions par donateur	650 000	570 880	360 891	310 000	306 965	294 985	170 998	155 643	126 000	120 000	100 240

Versements en temps utile

À l'instar de nombreuses institutions du système des Nations Unies, le HCDH dispose, au début de chaque année, d'une réserve de liquidités limitée pour financer le coût de ses programmes et ses frais de fonctionnement. Par le passé, la plupart des contributions parvenaient au deuxième et au troisième trimestre, les montants reçus au premier trimestre étant relativement faibles. Les contraintes financières résultant d'une telle situation paralysent l'action du HCDH, qui est contraint de différer l'exécution de certaines activités jusqu'à ce que les fonds soient disponibles.

En 2007, les donateurs ont, semble-t-il, répondu favorablement à un appel de la Haut-Commissaire les invitant à confirmer et à verser leurs contributions plus tôt. Au total, 57 pour cent des contributions ont été versées au premier semestre (contre 45 pour cent en 2006), ce qui a contribué à la diminution des problèmes de trésorerie durant les premiers mois de l'année. Afin d'encourager cette tendance, des efforts ont été déployés en 2008 pour faire coïncider, dans la mesure du possible, la publication du nouveau Plan de gestion stratégique avec le début de l'exercice biennal (le Plan a été distribué au cours de la première semaine de janvier) ; de plus, la date des consultations annuelles avec les principaux donateurs a été avancée afin de leur permettre de prendre leurs décisions de financement le plus tôt possible dans l'année.



Le Fonds de contributions volontaires pour la coopération technique

Le Fonds de contributions volontaires pour la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme a été institué par le Secrétaire général en 1987, conformément à la résolution 1987/83 de l'ex-Commission des droits de l'homme. Le Fonds fournit des ressources pour appuyer les efforts nationaux visant à créer un cadre solide de protection des droits de l'homme, dans le contexte d'un vaste programme des Nations Unies en faveur des droits de l'homme. L'appui dispensé est destiné à promouvoir et à mettre en place des cadres juridiques solides, des institutions nationales des droits de l'homme efficaces, un système judiciaire indépendant, une société civile dynamique et des sociétés qui cherchent à promouvoir les droits et les responsabilités. Depuis 1993, un Conseil d'administration dispense des conseils administratifs et opérationnels au Fonds. Le Conseil se réunit deux fois par an pour faire le point sur les programmes qu'il appuie, débattre de procédures, de

méthodologies et de questions thématiques, examiner des affaires financières, administratives ou en rapport avec la collecte de fonds et informer les Etats membres des progrès et des réalisations. Les 26^e et 27^e sessions du Conseil ont respectivement eu lieu du 7 au 10 mai et du 6 au 9 novembre 2007.

En 2007, les nouvelles contributions reçues par le fonds se sont élevées à 6 230 558 dollars E.-U. (dont 5 586 165 dollars versés par des Etats membres et 175 367 dollars provenant de donateurs du secteur privé). Ces sommes ont servi à financer les activités de coopération technique du HCDH (dont bon nombre sont répertoriées dans les chapitres présentant le travail du Haut-Commissariat région par région) dans les 25 pays suivants : Mexique, Guatemala, Bolivie, Équateur, Guyana, Haïti, territoire palestinien occupé, Russie, province du Kosovo, Afghanistan, Pakistan, Indonésie, Sri

Lanka, Timor-Leste, Ouganda, Togo, Sierra Leone, Éthiopie, Érythrée, Zimbabwe, Rwanda, Côte d'Ivoire, Libéria, Somalie, Soudan. Les activités exécutées à l'aide des ressources procurées par le Fonds ont abouti à l'adoption de mesures, au niveau des pays, pour transposer les normes internationales relatives aux droits de l'homme dans les lois, les politiques et les pratiques nationales, à la mise en place de structures nationales plus viables pour veiller au respect de ces normes, au renforcement de l'administration de la justice, à une volonté plus marquée d'élaborer des programmes d'éducation aux droits de l'homme, à la création d'institutions nationales des droits de l'homme réactives, au déploiement de conseillers pour les droits de l'homme auprès des équipes de pays des Nations Unies et à la mise au point de plans d'action nationaux pour promouvoir et protéger les droits de l'homme.

Financement au titre du budget ordinaire et contributions volontaires

Par rapport à 2006, la part des dépenses financées par le budget ordinaire de l'ONU a légèrement augmenté, passant de 30,5 pour cent en 2006 à 33,5 pour cent en 2007, la proportion de dépenses financées par des contributions volontaires passant de 69,5 pour cent à 66,5 pour cent. La part de dépenses financées par le budget ordinaire devrait croître à nouveau en 2008, lorsque la prochaine tranche de l'augmentation du financement du HCDH par le budget ordinaire entrera en vigueur. A terme, l'objectif consiste toujours à faire passer la proportion des dépenses financées par des contributions volontaires des deux tiers actuels à environ trois cinquièmes. À supposer que les augmentations ultérieures des fonds alloués au titre du budget ordinaire soient approuvées, le HCDH est en bonne voie pour atteindre cet objectif d'ici la fin de la période envisagée dans le Plan d'action de la Haut-Commissaire, c'est-à-dire d'ici 2010-2011.

Etat donateur	Nbre de jeunes experts	Nbre de non-ressortissants
Allemagne	3	
Autriche	2	
Danemark	2	
Espagne	6	
Finlande	3	
France	4	
Italie	5	
Norvège	1	
Pays-Bas	1	2
Suède	2	
Suisse	6	
	35	2
TOTAL	37	

Pour nous aider

Jeunes experts associés

En 2007, le HCDH pouvait compter sur les services de 37 jeunes experts associés, parrainés par les États suivants : Allemagne, Autriche, Danemark, Espagne, Finlande, France, Italie, Norvège, Pays-Bas, Suède et Suisse. Deux de ces jeunes experts, qui n'étaient pas originaires des pays sus-mentionnés, ont bénéficié de l'appui des Pays-Bas. Le tableau indique le nombre de jeunes experts associés parrainés par chaque gouvernement.

Le HCDH accepte les contributions des États membres, des organisations intergouvernementales, des fondations, des associations bénévoles, des ONG et des particuliers. Si vous souhaitez faire un don, au nom de l'institution que vous représentez ou à titre personnel, veuillez prendre contact avec Charles Radcliffe, Chef de la Section des relations extérieures et de la liaison avec les donateurs du HCDH à Genève. Tél: +41 22 917 96 44. Fax : +41 22 917 90 04. E-mail: dexrel@ohchr.org.

Profil des donateurs

La section suivante présente, par ordre alphabétique, le profil des 72 donateurs institutionnels qui ont contribué au financement du HCDH en 2007, en indiquant pour chaque donateur : le montant de la contribution en dollars des Etats-Unis et, le cas échéant, dans la devise nationale ; le montant et la proportion de la contribution qui n'étaient pas liés à un usage particulier ; et le classement de chaque donateur dans le tableau des bailleurs de fonds du HCDH (en termes absolus et, lorsqu'il s'agit d'un Etat-membre, en rapportant le montant de la contribution au nombre d'habitants). Chaque profil comprend en outre un graphique illustrant les variations observées dans le montant des contributions et dans la proportion de fonds liés à un emploi précis au cours des six dernières années.

C'est la première fois que le HCDH présente des informations relatives aux contributions sous cette forme ou de manière aussi détaillée. Les chiffres inclus dans chaque profil ont été directement extraits du Système intégré de gestion (SIG), une base de données utilisée à l'échelle du Secrétariat de l'ONU, dans laquelle toutes les contributions sont enregistrées à réception d'un engagement écrit ou du paiement de la contribution lorsqu'aucune promesse n'a été formulée par écrit. Les contributions sont enregistrées selon la méthode de la comptabilité d'exercice, consistant à enregistrer le montant total de la contribution pour une année donnée, que la somme ait été versée dans son intégralité à la fin de l'année ou non. Cette méthode de comptabilisation des contributions a été utilisée pour la première fois dans l'édition 2006 du Rapport annuel (cf. p. 157), publiée en mai 2007.

Le lecteur observera peut-être, dans quelques cas isolés, une légère différence entre le montant indiqué pour une année donnée dans le profil d'un donateur et le montant figurant dans les précédents rapports annuels du HCDH. Ces variations sont dues à des différences dans la méthode de calcul et de présentation des contributions. Contrairement aux rapports 2007 et 2006, où les contributions sont comptabilisées selon la méthode décrite plus haut, les rapports des années précédentes présentaient séparément les engagements et les recettes. Les nouvelles annonces de contributions étaient répertoriées dans une colonne, converties si nécessaire en dollars des Etats-Unis en appliquant le taux de change en vigueur à la date de l'annonce ; les recettes, c.a.d. les contributions effectivement versées, étaient inscrites dans une autre colonne. L'on observait souvent des écarts considérables entre les engagements et les recettes, notamment lorsqu'un donateur promettait une contribution au cours d'une année mais la versait l'année suivante, ou lorsque les fluctuations des taux de change modifiaient la valeur en dollars de la contribution.

La méthode actuelle de comptabilisation des contributions est plus claire, plus simple et plus fiable ; elle permet également d'assurer une correspondance parfaite entre les données présentées dans les rapports publics du HCDH, actuels ou futurs, et les informations qui feront par la suite l'objet d'un audit externe. De plus, cette méthode est conforme aux règles de gestion financière des Nations Unies et aux principes de comptabilité généralement acceptés.

Gouvernements



Afrique du Sud

Contribution volontaire totale en 2007, en dollars E.U. : 62 281

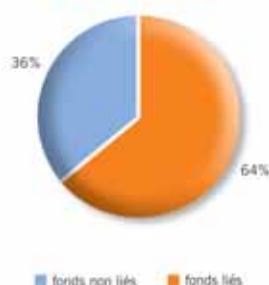
Contribution totale en devise :
76 140 (CHF)

Contribution non liée, en dollars E.U. :
22 528

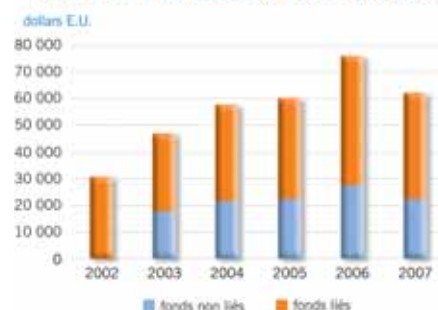
Classement du donateur : 35/72

Classement par rapport au nombre d'habitants : 48/63

Pourcentage d'affectation des fonds en 2007



Contributions volontaires au HCDH 2002-2007



Algérie

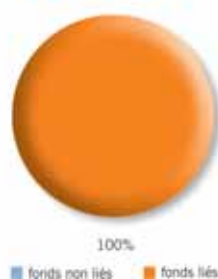
Contribution volontaire totale en 2007, en dollars E.U. : 10 000

Contribution non liée, en dollars E.U. :
0

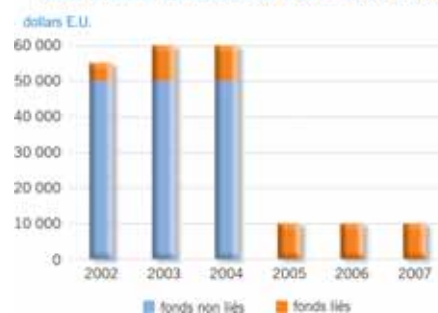
Classement du donateur : 58/72

Classement par rapport au nombre d'habitants : 60/63

Pourcentage d'affectation des fonds en 2007



Contributions volontaires au HCDH 2002-2007



Allemagne

Contribution volontaire totale en 2007, en dollars E.U. : 1 635 946

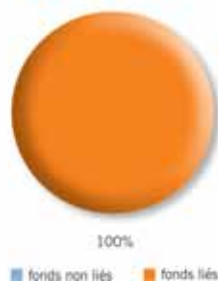
Contribution totale en devise :
1 200 000 (EUR)

Contribution non liée, en dollars E.U. :
0

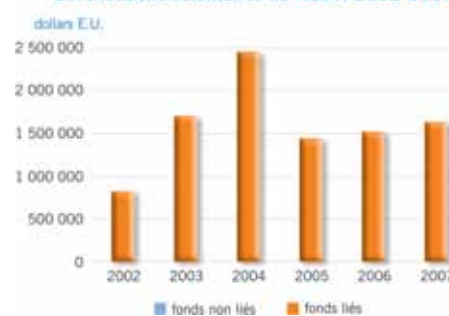
Classement du donateur : 16/72

Classement par rapport au nombre d'habitants : 26/63

Pourcentage d'affectation des fonds en 2007



Contributions volontaires au HCDH 2002-2007



Andorre

Contribution volontaire totale en 2007, en dollars E.U. : 55 175

Contribution non liée, en dollars E.U. :
0

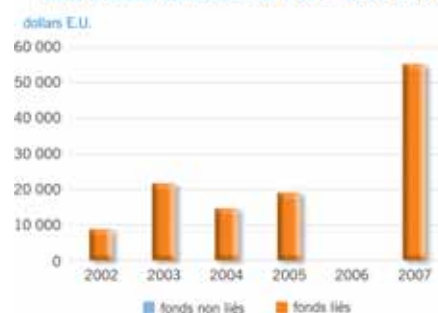
Classement du donateur : 37/72

Classement par rapport au nombre d'habitants : 6/63

Pourcentage d'affectation des fonds en 2007



Contributions volontaires au HCDH 2002-2007





Arabie saoudite

Contribution volontaire totale en 2007, en dollars E.U. : 50 000

Contribution non liée, en dollars E.U. : 50 000

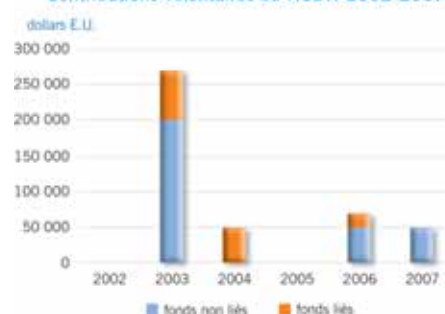
Classement du donateur : 39/72

Classement par rapport au nombre d'habitants : 44/63

Pourcentage d'affectation des fonds en 2007



Contributions volontaires au HCDH 2002-2007



Argentine

Contribution volontaire totale en 2007, en dollars E.U. : 20 000

Contribution non liée, en dollars E.U. : 0

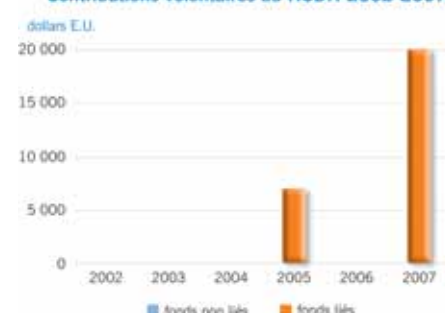
Classement du donateur : 53/72

Classement par rapport au nombre d'habitants : 52/63

Pourcentage d'affectation des fonds en 2007



Contributions volontaires au HCDH 2002-2007



Arménie

Contribution volontaire totale en 2007, en dollars E.U. : 1 096

Contribution non liée, en dollars E.U. : 1 096

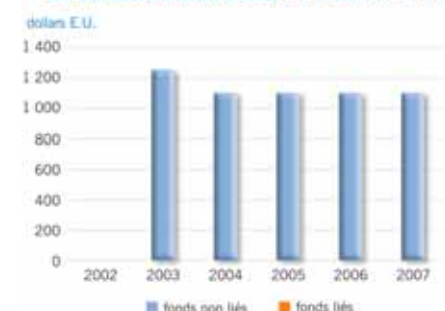
Classement du donateur : 71/72

Classement par rapport au nombre d'habitants : 57/63

Pourcentage d'affectation des fonds en 2007



Contributions volontaires au HCDH 2002-2007



Australie

Contribution volontaire totale en 2007, en dollars E.U. : 650 034

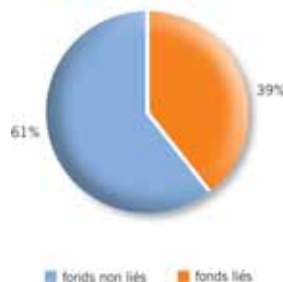
Contribution totale en devise : 825 000 (AUD)

Contribution non liée, en dollars E.-U. : 393 650

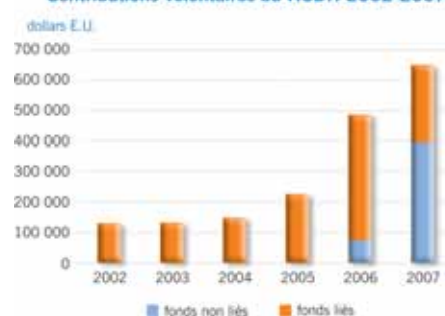
Classement du donateur : 21/72

Classement par rapport au nombre d'habitants : 22/63

Pourcentage d'affectation des fonds en 2007



Contributions volontaires au HCDH 2002-2007





Autriche

Contribution volontaire totale en 2007, en dollars E.U. : 570 880

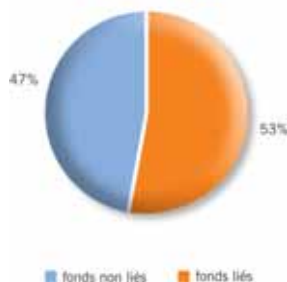
Contribution totale en devise :
415 000 (EUR)

Contribution non liée, en dollars E.U. :
268 817

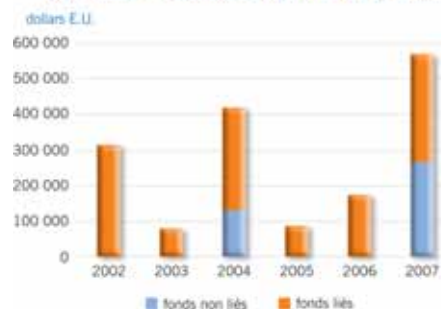
Classement du donateur : 23/72

Classement par rapport au nombre d'habitants : 18/63

Pourcentage d'affectation des fonds en 2007



Contributions volontaires au HCDH 2002-2007



Bahreïn

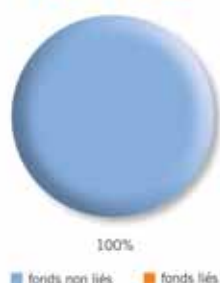
Contribution volontaire totale en 2007, en dollars E.U. : 10 000

Contribution non liée, en dollars E.U. :
10 000

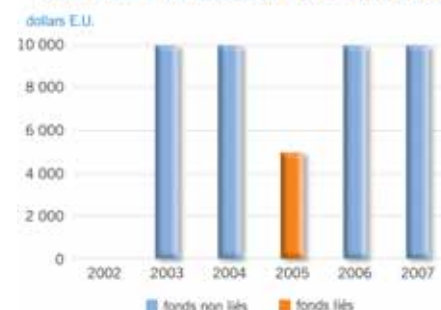
Classement du donateur : 59/72

Classement par rapport au nombre d'habitants : 31/63

Pourcentage d'affectation des fonds en 2007



Contributions volontaires au HCDH 2002-2007



Belgique

Contribution volontaire totale en 2007, en dollars E.U. : 1 569 932

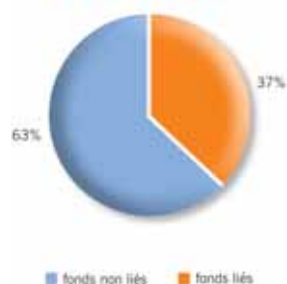
Contribution totale en devise :
1 150 000 (EUR)

Contribution non liée, en dollars E.U. :
986 842

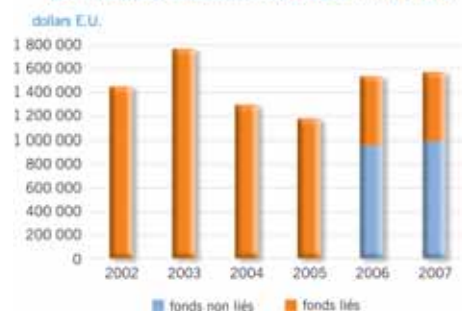
Classement du donateur : 17/72

Classement par rapport au nombre d'habitants : 15/63

Pourcentage d'affectation des fonds en 2007



Contributions volontaires au HCDH 2002-2007



Bulgarie

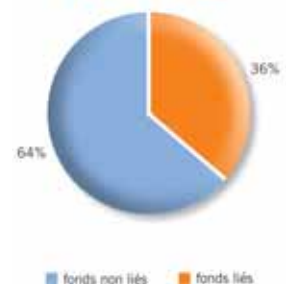
Contribution volontaire totale en 2007, en dollars E.U. : 5 500

Contribution non liée, en dollars E.U. :
3 500

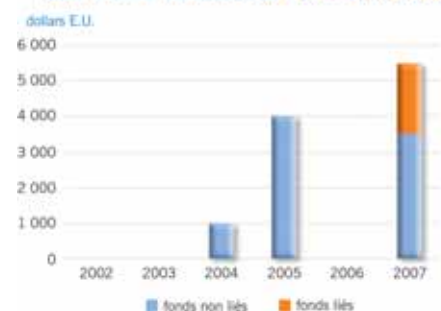
Classement du donateur : 64/72

Classement par rapport au nombre d'habitants : 50/63

Pourcentage d'affectation des fonds en 2007



Contributions volontaires au HCDH 2002-2007





Canada

Contribution volontaire totale en 2007, en dollars E.U. : 9 027 785

Contribution totale en devise :

10 560 000 (CAD)

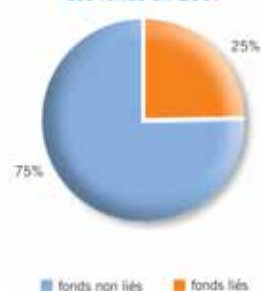
Contribution non liée, en dollars E.U. :

6 802 486

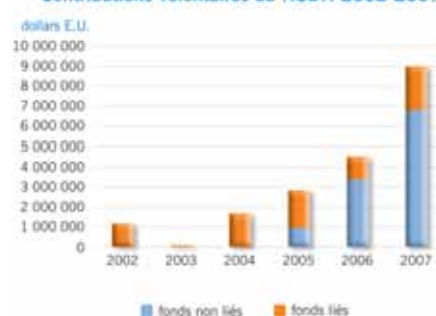
Classement du donateur : 3/72

Classement par rapport au nombre d'habitants : 13/63

Pourcentage d'affectation des fonds en 2007



Contributions volontaires au HCDH 2002-2007



Chili

Contribution volontaire totale en 2007, en dollars E.U. : 34 982

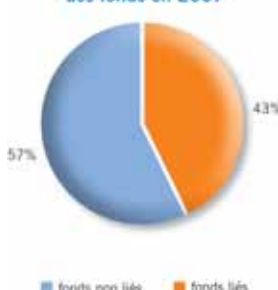
Contribution non liée, en dollars E.U. :

20 000

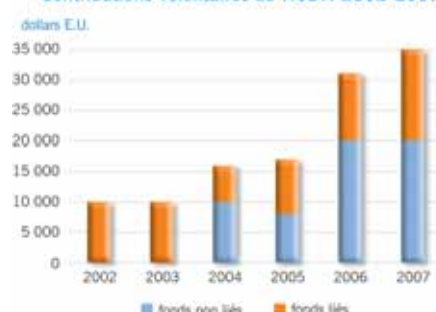
Classement du donateur : 44/72

Classement par rapport au nombre d'habitants : 43/63

Pourcentage d'affectation des fonds en 2007



Contributions volontaires au HCDH 2002-2007



Chypre

Contribution volontaire totale en 2007, en dollars E.U. : 17 420

Contribution totale en devise :

21 252 (CHF)

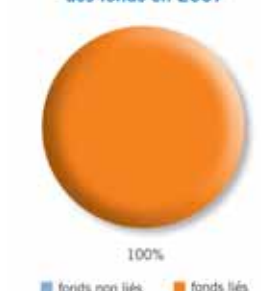
Contribution non liée, en dollars E.U. :

0

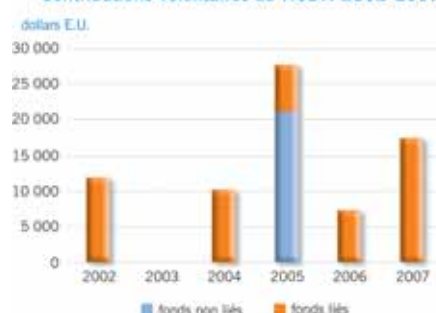
Classement du donateur : 54/72

Classement par rapport au nombre d'habitants : 24/63

Pourcentage d'affectation des fonds en 2007



Contributions volontaires au HCDH 2002-2007



Colombie

Contribution volontaire totale en 2007, en dollars E.U. : 22 023

Contribution non liée, en dollars E.U. :

0

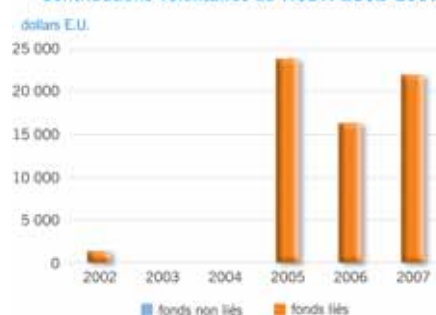
Classement du donateur : 52/72

Classement par rapport au nombre d'habitants : 54/63

Pourcentage d'affectation des fonds en 2007



Contributions volontaires au HCDH 2002-2007





Costa Rica

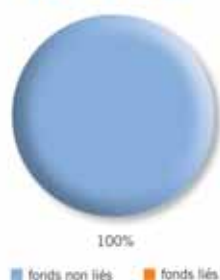
Contribution volontaire totale en 2007, en dollars E.U. : 14 744

Contribution non liée, en dollars E.U. : 14 744

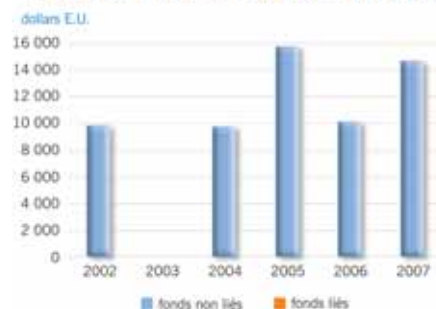
Classement du donateur : 57/72

Classement par rapport au nombre d'habitants : 40/63

Pourcentage d'affectation des fonds en 2007



Contributions volontaires au HCDH 2002-2007



Croatie

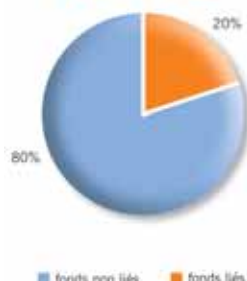
Contribution volontaire totale en 2007, en dollars E.U. : 25 000

Contribution non liée, en dollars E.U. : 20 000

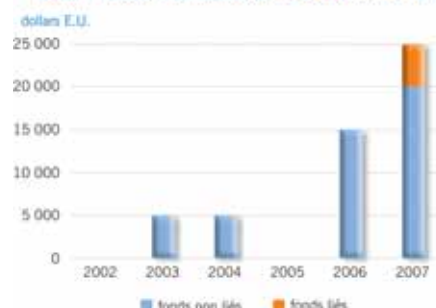
Classement du donateur : 50/72

Classement par rapport au nombre d'habitants : 35/63

Pourcentage d'affectation des fonds en 2007



Contributions volontaires au HCDH 2002-2007



Danemark

Contribution volontaire totale en 2007, en dollars E.U. : 4 734 314

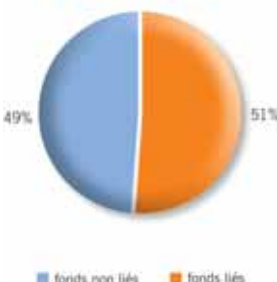
Contribution totale en devise : 26 200 000 (DKK)

Contribution non liée, en dollars E.U. : 2 309 057

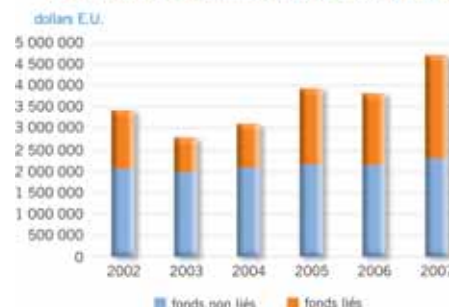
Classement du donateur : 10/72

Classement par rapport au nombre d'habitants : 5/63

Pourcentage d'affectation des fonds en 2007



Contributions volontaires au HCDH 2002-2007



Espagne

Contribution volontaire totale en 2007, en dollars E.U. : 5 846 774

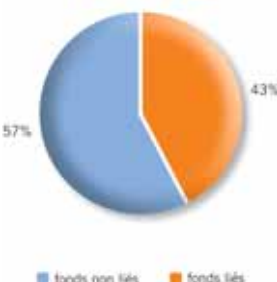
Contribution totale en devise : 4 350 000 (EUR)

Contribution non liée, en dollars E.U. : 3 360 215

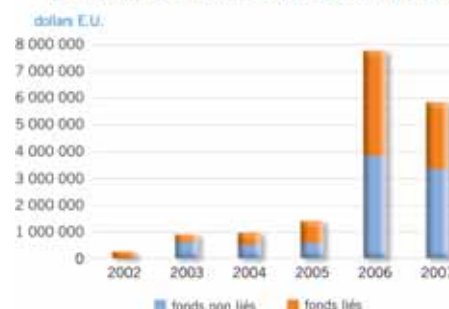
Classement du donateur : 7/72

Classement par rapport au nombre d'habitants : 16/63

Pourcentage d'affectation des fonds en 2007



Contributions volontaires au HCDH 2002-2007





Estonie

Contribution volontaire totale en 2007, en dollars E.U. : 26 229

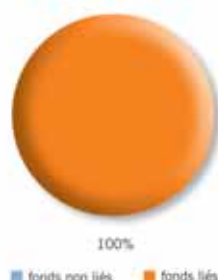
Contribution totale en devise :
200 000 (EEK)

Contribution non liée, en dollars E.U. :
0

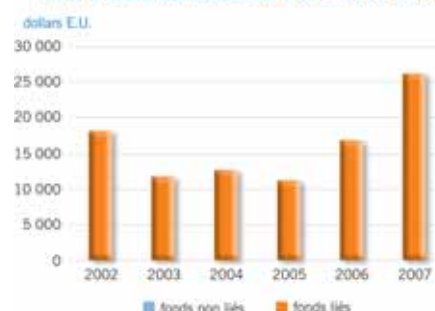
Classement du donateur : 49/72

Classement par rapport au nombre d'habitants : 25/63

Pourcentage d'affectation des fonds en 2007



Contributions volontaires au HCDH 2002-2007



Etats-Unis d'Amérique

Contribution volontaire totale en 2007, en dollars E.U. : 10 472 037

Contribution non liée, en dollars E.U. :
0

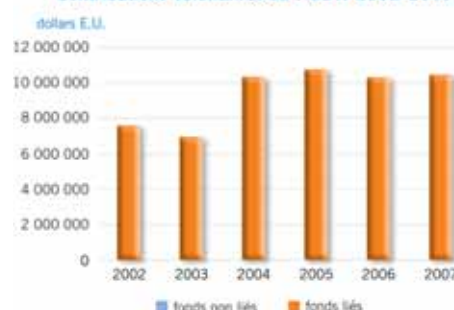
Classement du donateur : 1/72

Classement par rapport au nombre d'habitants : 21/63

Pourcentage d'affectation des fonds en 2007



Contributions volontaires au HCDH 2002-2007



Fédération de Russie

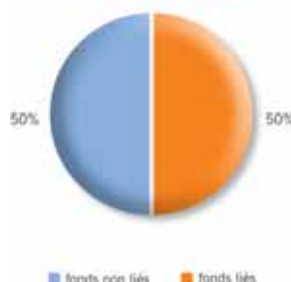
Contribution volontaire totale en 2007, en dollars E.U. : 2 000 000

Contribution non liée, en dollars E.U. :
1 000 000

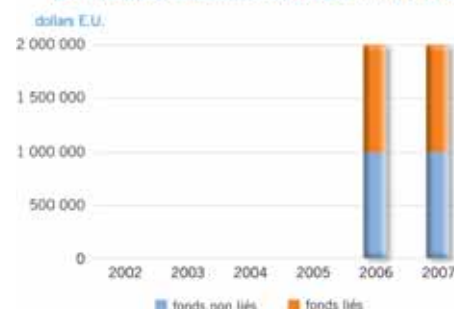
Classement du donateur : 15/72

Classement par rapport au nombre d'habitants : 29/63

Pourcentage d'affectation des fonds en 2007



Contributions volontaires au HCDH 2002-2007



Finlande

Contribution volontaire totale en 2007, en dollars E.U. : 2 828 586

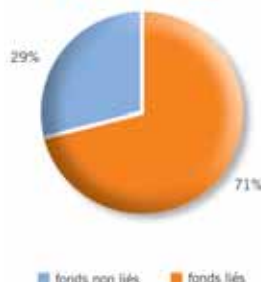
Contribution totale en devise :
2 091 000 (EUR)

Contribution non liée, en dollars E.U. :
820 793

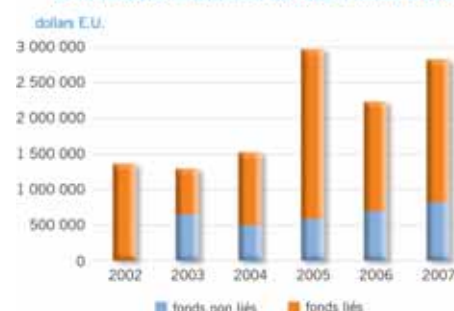
Classement du donateur : 12/72

Classement par rapport au nombre d'habitants : 8/63

Pourcentage d'affectation des fonds en 2007



Contributions volontaires au HCDH 2002-2007





France

Contribution volontaire totale en 2007, en dollars E.U. : 2 473 746

Contribution totale en devise :

1 900 000 (EUR)

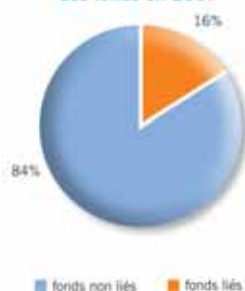
Contribution non liée, en dollars E.U. :

2 084 641

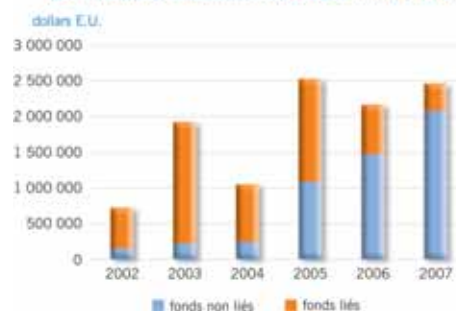
Classement du donateur : 13/72

Classement par rapport au nombre d'habitants : 19/63

Pourcentage d'affectation des fonds en 2007



Contributions volontaires au HCDH 2002-2007



Grèce

Contribution volontaire totale en 2007, en dollars E.U. : 170 998

Contribution totale en devise :

125 000 (EUR)

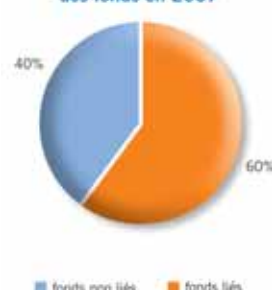
Contribution non liée, en dollars E.U. :

68 399

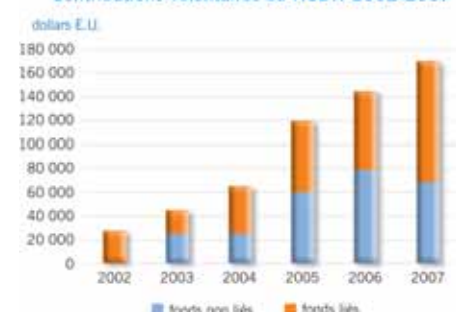
Classement du donateur : 28/72

Classement par rapport au nombre d'habitants : 27/63

Pourcentage d'affectation des fonds en 2007



Contributions volontaires au HCDH 2002-2007



Guatemala

Contribution volontaire totale en 2007, en dollars E.U. : 5 000

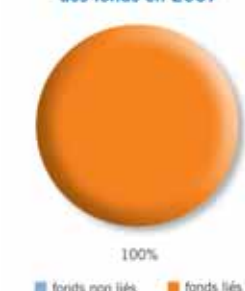
Contribution non liée, en dollars E.U. :

0

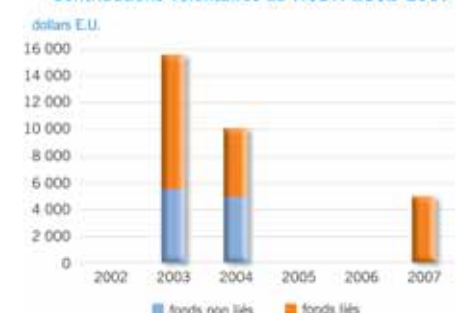
Classement du donateur : 65/72

Classement par rapport au nombre d'habitants : 56/63

Pourcentage d'affectation des fonds en 2007



Contributions volontaires au HCDH 2002-2007



Hongrie

Contribution volontaire totale en 2007, en dollars E.U. : 42 602

Contribution totale en devise :

30 000 (EUR)

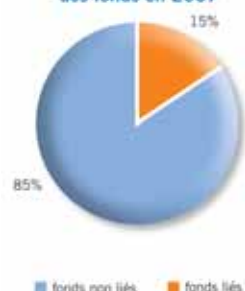
Contribution non liée, en dollars E.U. :

36 023

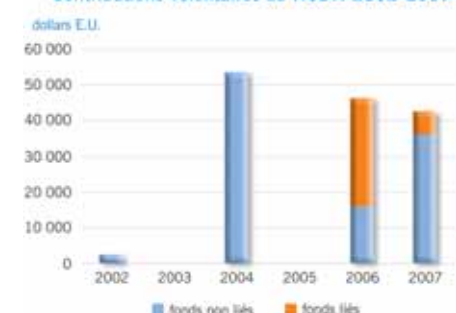
Classement du donateur : 43/72

Classement par rapport au nombre d'habitants : 37/63

Pourcentage d'affectation des fonds en 2007



Contributions volontaires au HCDH 2002-2007





Inde

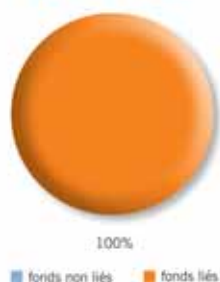
Contribution volontaire totale en 2007, en dollars E.U. : 50 000

Contribution non liée, en dollars E.U. : 0

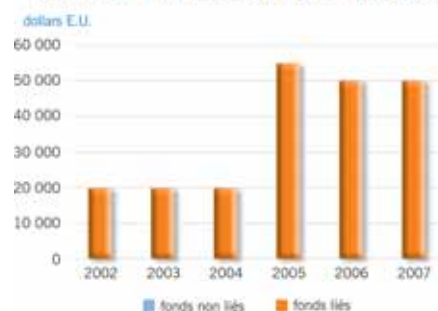
Classement du donateur : 38/72

Classement par rapport au nombre d'habitants : 62/63

Pourcentage d'affectation des fonds en 2007



Contributions volontaires au HCDH 2002-2007



Irlande

Contribution volontaire totale en 2007, en dollars E.U. : 5 191 257

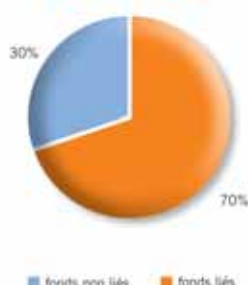
Contribution totale en devise : 3 800 000 (EUR)

Contribution non liée, en dollars E.U. : 1 571 038

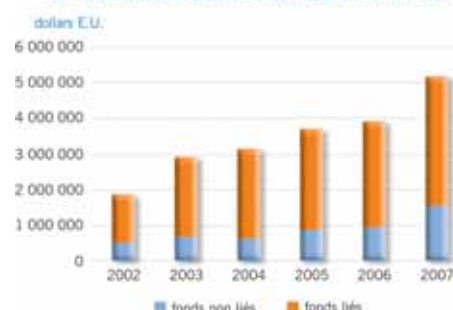
Classement du donateur : 8/72

Classement par rapport au nombre d'habitants : 3/63

Pourcentage d'affectation des fonds en 2007



Contributions volontaires au HCDH 2002-2007



Islande

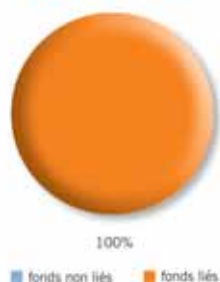
Contribution volontaire totale en 2007, en dollars E.U. : 57 399

Contribution non liée, en dollars E.U. : 0

Classement du donateur : 36/72

Classement par rapport au nombre d'habitants : 14/63

Pourcentage d'affectation des fonds en 2007



Contributions volontaires au HCDH 2002-2007



Israël

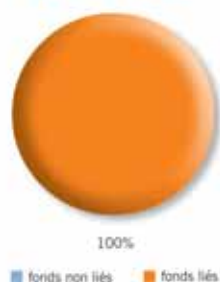
Contribution volontaire totale en 2007, en dollars E.U. : 10 000

Contribution non liée, en dollars E.U. : 0

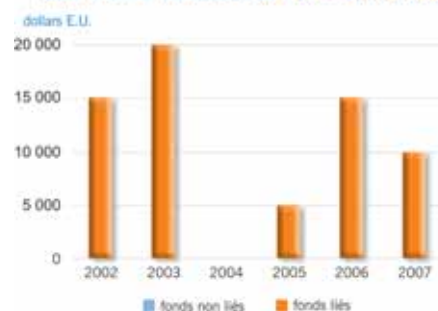
Classement du donateur : 60/72

Classement par rapport au nombre d'habitants : 47/63

Pourcentage d'affectation des fonds en 2007



Contributions volontaires au HCDH 2002-2007





Italie

Contribution volontaire totale en 2007, en dollars E.U. : 2 180 268

Contribution totale en devise :

1 620 000 (EUR)

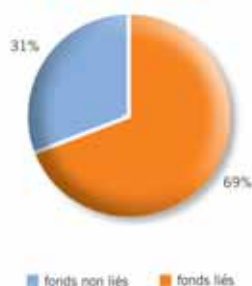
Contribution non liée, en dollars E.U. :

672 042

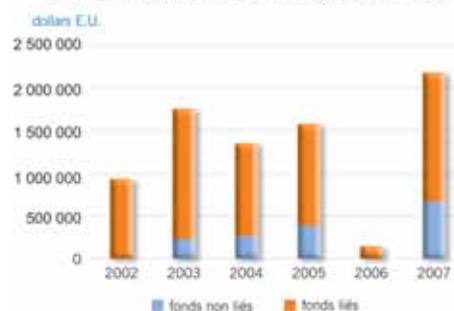
Classement du donateur : 14/72

Classement par rapport au nombre d'habitants : 20/63

Pourcentage d'affectation des fonds en 2007



Contributions volontaires au HCDH 2002-2007



Japon

Contribution volontaire totale en 2007, en dollars E.U. : 306 965

Contribution non liée, en dollars E.U. :

0

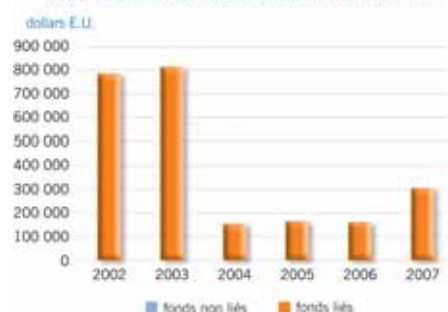
Classement du donateur : 26/72

Classement par rapport au nombre d'habitants : 42/63

Pourcentage d'affectation des fonds en 2007



Contributions volontaires au HCDH 2002-2007



Koweït

Contribution volontaire totale en 2007, en dollars E.U. : 10 000

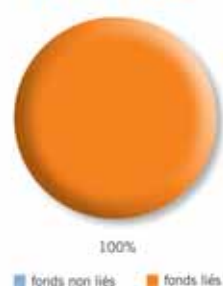
Contribution non liée, en dollars E.U. :

0

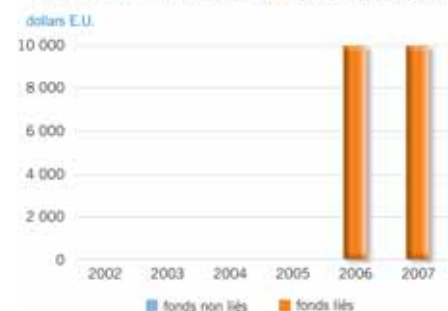
Classement du donateur : 61/72

Classement par rapport au nombre d'habitants : 38/63

Pourcentage d'affectation des fonds en 2007



Contributions volontaires au HCDH 2002-2007



Lettonie

Contribution volontaire totale en 2007, en dollars E.U. : 30 738

Contribution totale en devise :

15 000 (LVL)

Contribution non liée, en dollars E.U. :

30 738

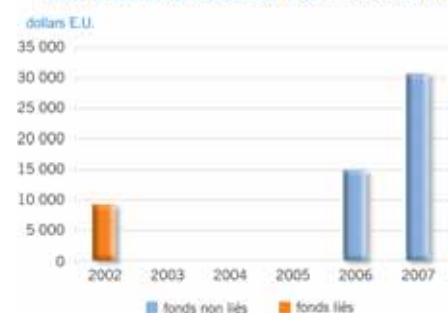
Classement du donateur : 45/72

Classement par rapport au nombre d'habitants : 32/63

Pourcentage d'affectation des fonds en 2007



Contributions volontaires au HCDH 2002-2007





Liechtenstein

Contribution volontaire totale en 2007, en dollars E.U. : 85 586

Contribution totale en devises :

90 000 (CHF) + 8 000 (USD)

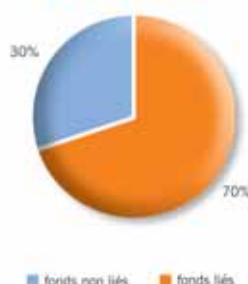
Contribution non liée, en dollars E.U. :

25 862

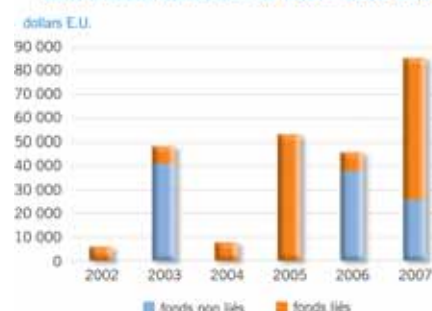
Classement du donateur : 33/72

Classement par rapport au nombre d'habitants : 1/63

Pourcentage d'affectation des fonds en 2007



Contributions volontaires au HCDH 2002-2007



Lituanie

Contribution volontaire totale en 2007, en dollars E.U. : 16 106

Contribution totale en devise :

10 920 (EUR)

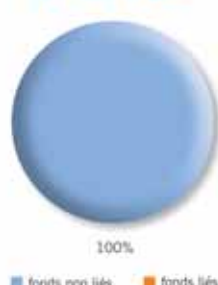
Contribution non liée, en dollars E.U. :

16 106

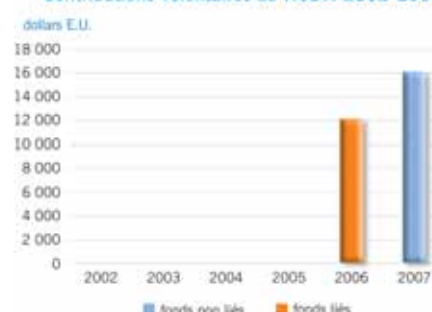
Classement du donateur : 56/72

Classement par rapport au nombre d'habitants : 36/63

Pourcentage d'affectation des fonds en 2007



Contributions volontaires au HCDH 2002-2007



Luxembourg

Contribution volontaire totale en 2007, en dollars E.U. : 155 643

Contribution totale en devise :

120 000 (EUR)

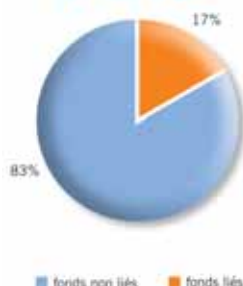
Contribution non liée, en dollars E.U. :

129 702

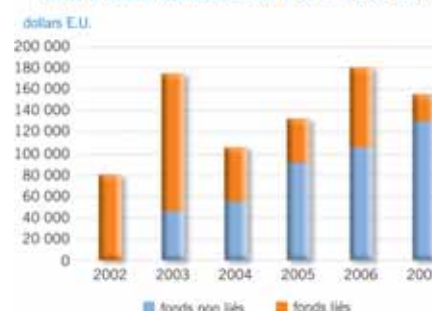
Classement du donateur : 29/72

Classement par rapport au nombre d'habitants : 12/63

Pourcentage d'affectation des fonds en 2007



Contributions volontaires au HCDH 2002-2007



Maroc

Contribution volontaire totale en 2007, en dollars E.U. : 3 000

Contribution non liée, en dollars E.U. :

0

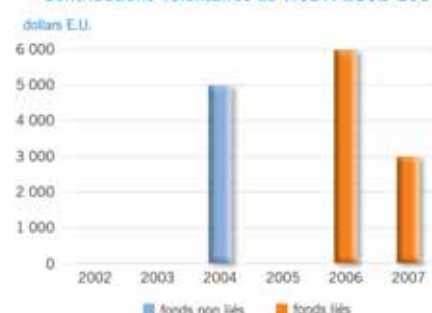
Classement du donateur : 67/72

Classement par rapport au nombre d'habitants : 61/63

Pourcentage d'affectation des fonds en 2007



Contributions volontaires au HCDH 2002-2007





Mexique

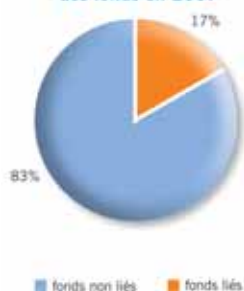
Contribution volontaire totale en 2007, en dollars E.U. : 120 000

Contribution non liée, en dollars E.U. : 100 000

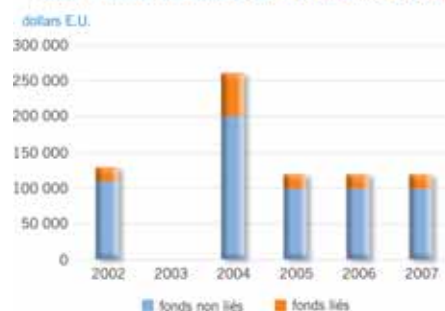
Classement du donateur : 31/72

Classement par rapport au nombre d'habitants : 49/63

Pourcentage d'affectation des fonds en 2007



Contributions volontaires au HCDH 2002-2007



Monaco

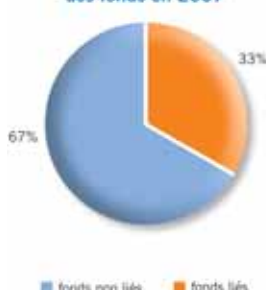
Contribution volontaire totale en 2007, en dollars E.U. : 30 000

Contribution non liée, en dollars E.U. : 20 000

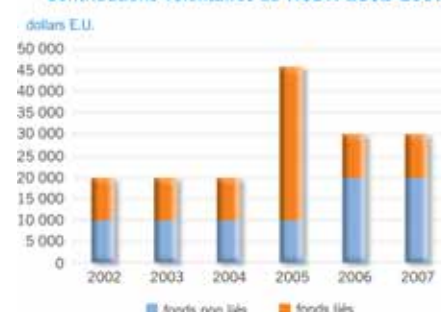
Classement du donateur : 46/72

Classement par rapport au nombre d'habitants : 4/63

Pourcentage d'affectation des fonds en 2007



Contributions volontaires au HCDH 2002-2007



Nicaragua

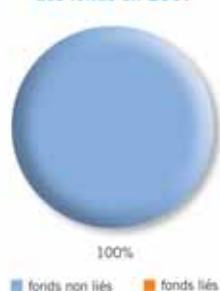
Contribution volontaire totale en 2007, en dollars E.U. : 2 800

Contribution non liée, en dollars E.U. : 2 800

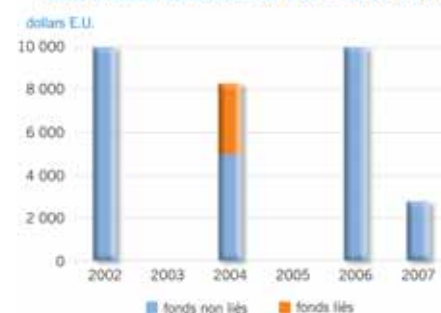
Classement du donateur : 68/72

Classement par rapport au nombre d'habitants : 51/63

Pourcentage d'affectation des fonds en 2007



Contributions volontaires au HCDH 2002-2007



Norvège

Contribution volontaire totale en 2007, en dollars E.U. : 10 359 780

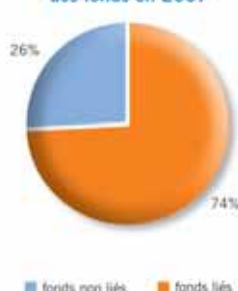
Contribution totale en devise : 62 135 000 (NOK)

Contribution non liée, en dollars E.U. : 2 676 300

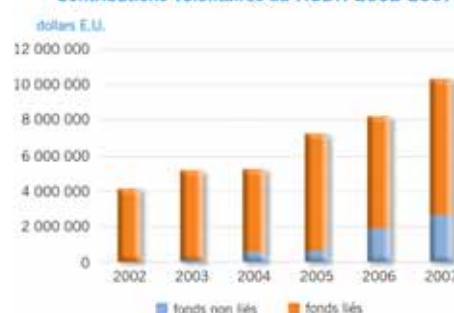
Classement du donateur : 2/72

Classement par rapport au nombre d'habitants : 2/63

Pourcentage d'affectation des fonds en 2007



Contributions volontaires au HCDH 2002-2007





Nouvelle-Zélande

Contribution volontaire totale en 2007, en dollars E.U. : 1 408 451

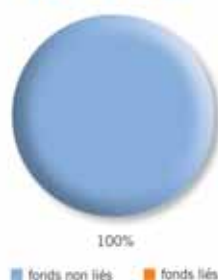
Contribution totale en devise :
2 000 000 (NZD)

Contribution non liée, en dollars E.U. :
1 408 451

Classement du donateur : 18/72

Classement par rapport au nombre d'habitants : 11/63

Pourcentage d'affectation des fonds en 2007



Contributions volontaires au HCDH 2002-2007



Pakistan

Contribution volontaire totale en 2007, en dollars E.U. : 4 910

Contribution non liée, en dollars E.U. :
4 910

Classement du donateur : 66/72

Classement par rapport au nombre d'habitants : 63/63

Pourcentage d'affectation des fonds en 2007



Contributions volontaires au HCDH 2002-2007



Panama

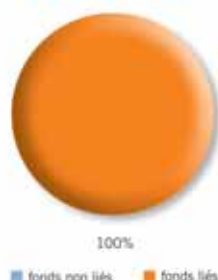
Contribution volontaire totale en 2007, en dollars E.U. : 1 500

Contribution non liée, en dollars E.U. :
0

Classement du donateur : 70/72

Classement par rapport au nombre d'habitants : 55/63

Pourcentage d'affectation des fonds en 2007



Contributions volontaires au HCDH 2002-2007



Pays-Bas

Contribution volontaire totale en 2007, en dollars E.U. : 7 698 917

Contribution totale en devises :
5 000 000 (EUR) + 1 119 970 (USD)

Contribution non liée, en dollars E.U. :
6 578 948

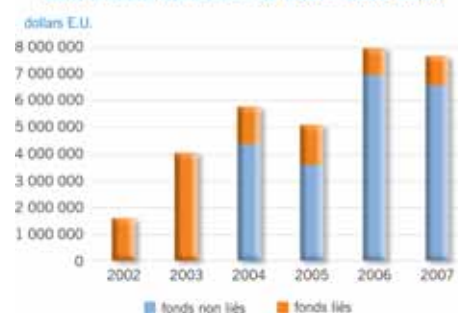
Classement du donateur : 4/72

Classement par rapport au nombre d'habitants : 9/63

Pourcentage d'affectation des fonds en 2007



Contributions volontaires au HCDH 2002-2007





Philippines

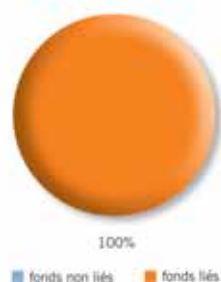
Contribution volontaire totale en 2007, en dollars E.U. : 28 272

Contribution non liée, en dollars E.U. : 0

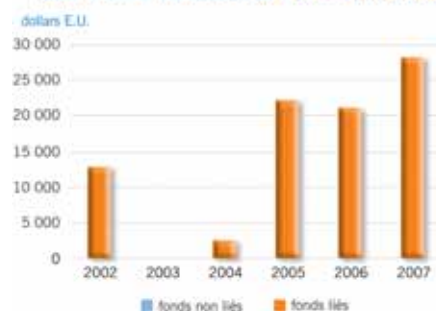
Classement du donateur : 48/72

Classement par rapport au nombre d'habitants : 59/63

Pourcentage d'affectation des fonds en 2007



Contributions volontaires au HCDH 2002-2007



Pologne

Contribution volontaire totale en 2007, en dollars E.U. : 100 240

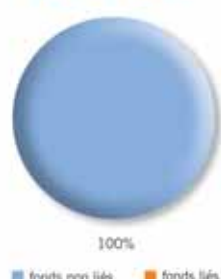
Contribution totale en devise : 120 288 (CHF)

Contribution non liée, en dollars E.U. : 100 240

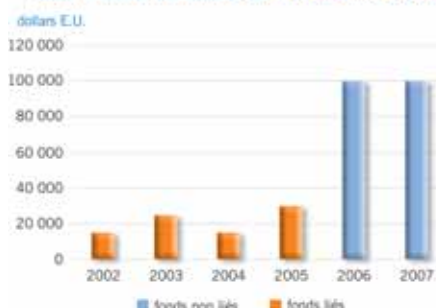
Classement du donateur : 32/72

Classement par rapport au nombre d'habitants : 41/63

Pourcentage d'affectation des fonds en 2007



Contributions volontaires au HCDH 2002-2007



Portugal

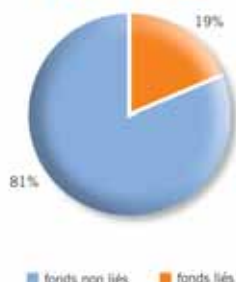
Contribution volontaire totale en 2007, en dollars E.U. : 80 000

Contribution non liée, en dollars E.U. : 65 000

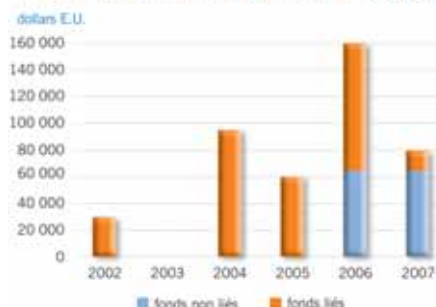
Classement du donateur : 34/72

Classement par rapport au nombre d'habitants : 33/63

Pourcentage d'affectation des fonds en 2007



Contributions volontaires au HCDH 2002-2007



République de Corée

Contribution volontaire totale en 2007, en dollars E.U. : 310 000

Contribution non liée, en dollars E.U. : 0

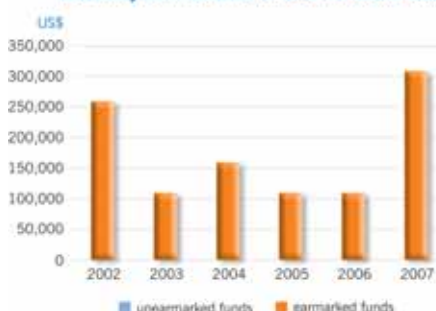
Classement du donateur : 25/72

Classement par rapport au nombre d'habitants : 34/63

Pourcentage d'affectation des fonds en 2007



Voluntary contributions to OHCHR 2002-2007





République tchèque

Contribution volontaire totale en 2007, en dollars E.U. : 17 042

Contribution totale en devise :
300 000 (CZK)

Contribution non liée, en dollars E.U. :
0

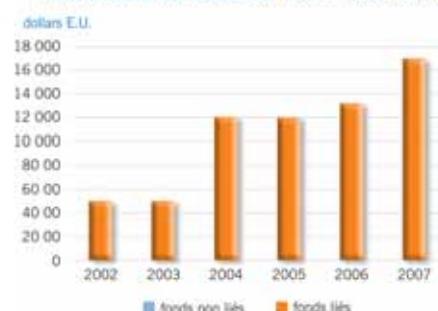
Classement du donateur : 55/72

Classement par rapport au nombre d'habitants : 46/63

Pourcentage d'affectation des fonds en 2007



Contributions volontaires au HCDH 2002-2007



Roumanie

Contribution volontaire totale en 2007, en dollars E.U. : 294 985

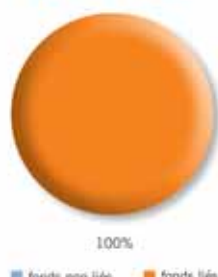
Contribution totale en devise :
200 000 (EUR)

Contribution non liée, en dollars E.U. :
0

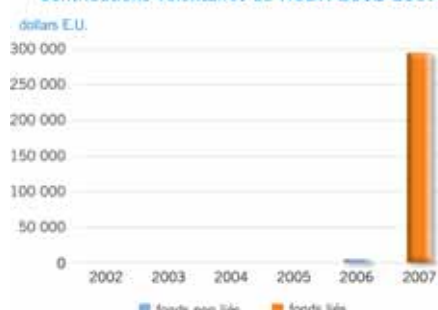
Classement du donateur : 27/72

Classement par rapport au nombre d'habitants : 30/63

Pourcentage d'affectation des fonds en 2007



Contributions volontaires au HCDH 2002-2007



Royaume-Uni

Contribution volontaire totale en 2007, en dollars E.U. : 6 988 119

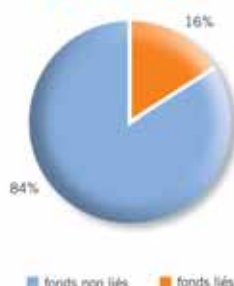
Contribution totale en devise :
3 060 000 (GBP)

Contribution non liée, en dollars E.U. :
5 888 384

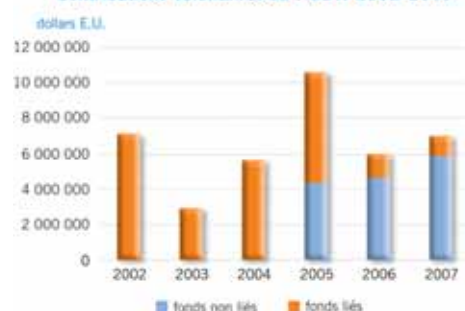
Classement du donateur : 5/72

Classement par rapport au nombre d'habitants : 17/63

Pourcentage d'affectation des fonds en 2007



Contributions volontaires au HCDH 2002-2007



Saint-Siège

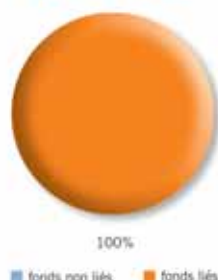
Contribution volontaire totale en 2007, en dollars E.U. : 2 500

Contribution non liée, en dollars E.U. :
0

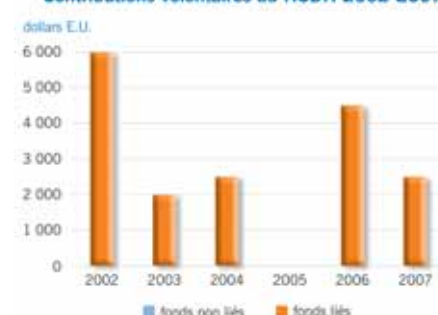
Classement du donateur : 69/72

Classement par rapport au nombre d'habitants : sans objet

Pourcentage d'affectation des fonds en 2007



Contributions volontaires au HCDH 2002-2007





Slovénie

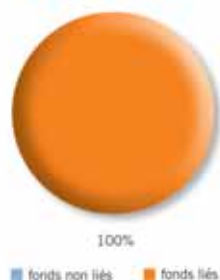
Contribution volontaire totale en 2007, en dollars E.U. : 50 000

Contribution non liée, en dollars E.U. : 0

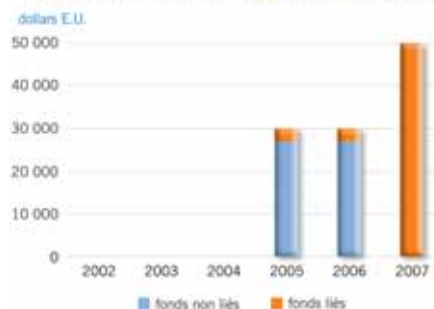
Classement du donateur : 40/72

Classement par rapport au nombre d'habitants : 23/63

Pourcentage d'affectation des fonds en 2007



Contributions volontaires au HCDH 2002-2007



Sri Lanka

Contribution volontaire totale en 2007, en dollars E.U. : 9 982

Contribution non liée, en dollars E.U. : 0

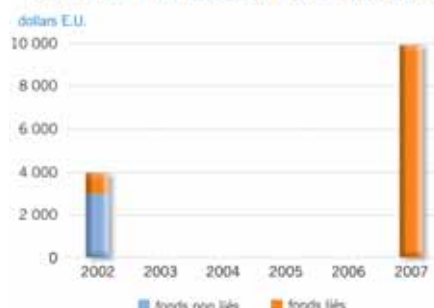
Classement du donateur : 63/72

Classement par rapport au nombre d'habitants : 53/63

Pourcentage d'affectation des fonds en 2007



Contributions volontaires au HCDH 2002-2007



Suède

Contribution volontaire totale en 2007, en dollars E.U. : 5 931 726

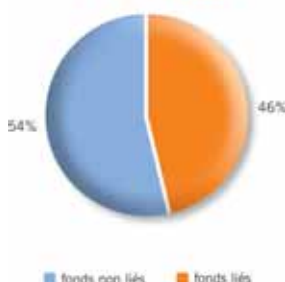
Contribution totale en devises : 41 000 000 (SEK) + 8 519,50 (CHF)

Contribution non liée, en dollars E.U. : 3 179 191

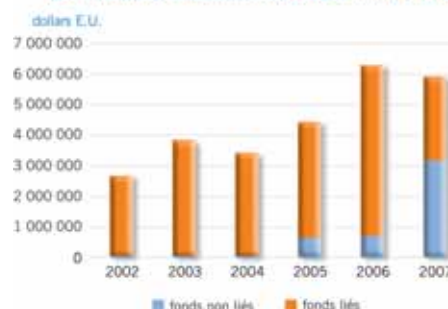
Classement du donateur : 6/72

Classement par rapport au nombre d'habitants : 7/63

Pourcentage d'affectation des fonds en 2007



Contributions volontaires au HCDH 2002-2007



Suisse

Contribution volontaire totale en 2007, en dollars E.U. : 3 231 546

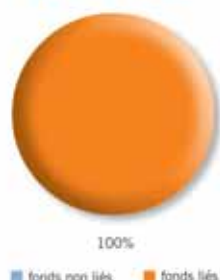
Contribution totale en devises : 3 050 000 (CHF) + 642 780 (USD)

Contribution non liée, en dollars E.U. : 0

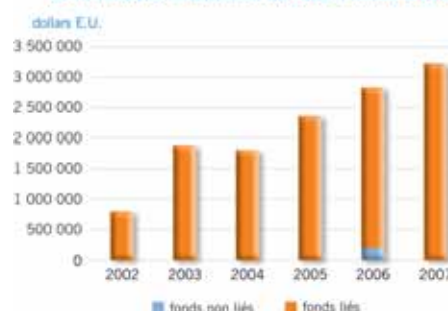
Classement du donateur : 11/72

Classement par rapport au nombre d'habitants : 10/63

Pourcentage d'affectation des fonds en 2007



Contributions volontaires au HCDH 2002-2007





Thaïlande

Contribution volontaire totale en 2007, en dollars E.U. : 22 376

Contribution totale en devises :

2 970 (CHF) + 20 000 (USD)

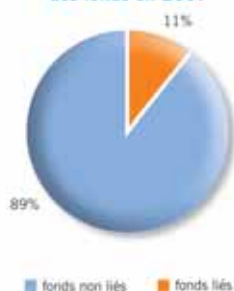
Contribution non liée, en dollars E.U. :

20 000

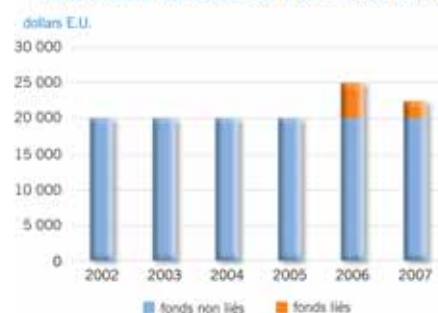
Classement du donateur : 51/72

Classement par rapport au nombre d'habitants : 58/63

Pourcentage d'affectation des fonds en 2007



Contributions volontaires au HCDH 2002-2007



Turquie

Contribution volontaire totale en 2007, en dollars E.U. : 126 000

Contribution non liée, en dollars E.U. :

100 000

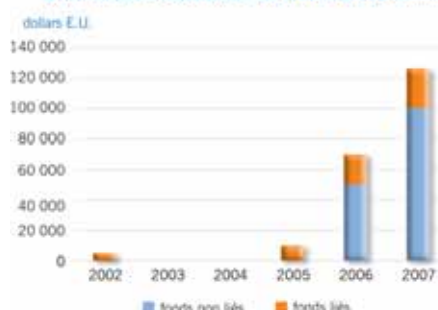
Classement du donateur : 30/72

Classement par rapport au nombre d'habitants : 45/63

Pourcentage d'affectation des fonds en 2007



Contributions volontaires au HCDH 2002-2007



Uruguay

Contribution volontaire totale en 2007, en dollars E.U. : 50 000

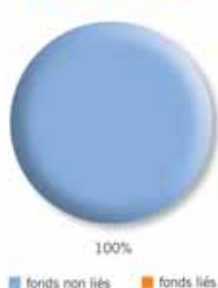
Contribution non liée, en dollars E.U. :

50 000

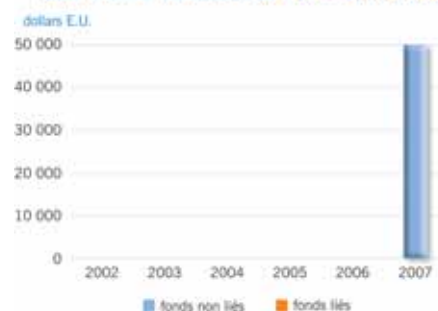
Classement du donateur : 41/72

Classement par rapport au nombre d'habitants : 28/63

Pourcentage d'affectation des fonds en 2007



Contributions volontaires au HCDH 2002-2007



Venezuela

Contribution volontaire totale en 2007, en dollars E.U. : 10 000

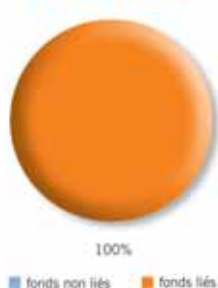
Contribution non liée, en dollars E.U. :

0

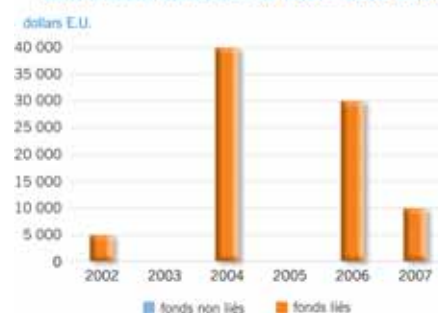
Classement du donateur : 62/72

Classement par rapport au nombre d'habitants : 39/63

Pourcentage d'affectation des fonds en 2007



Contributions volontaires au HCDH 2002-2007



Organisations intergouvernementales



Commission européenne

Contribution volontaire totale en 2007, en dollars E.U. : 5 178 137

Contribution totale en devise :
3 740 714,20 (EUR)

Contribution non liée, en dollars E.U. :
0

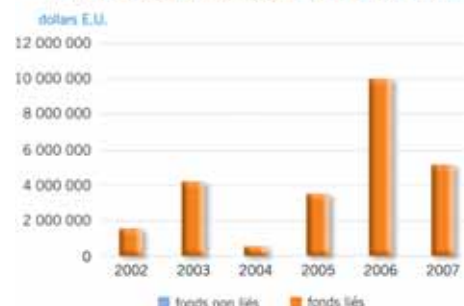
Classement du donateur : 9/72

Classement par rapport au nombre d'habitants : sans objet

Pourcentage d'affectation des fonds en 2007



Contributions volontaires au HCDH 2002-2007



Fonds des Nations Unies pour la population

Contribution volontaire totale en 2007, en dollars E.U. : 1 242 647

Contribution non liée, en dollars E.U. :
0

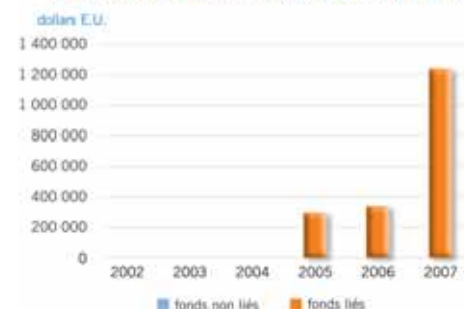
Classement du donateur : 19/72

Classement par rapport au nombre d'habitants : sans objet

Pourcentage d'affectation des fonds en 2007



Contributions volontaires au HCDH 2002-2007



Organisation internationale de la Francophonie

Contribution volontaire totale en 2007, en dollars E.U. : 49 732

Contribution totale en devise :
34 115,92 (EUR)

Contribution non liée, en dollars E.U. :
0

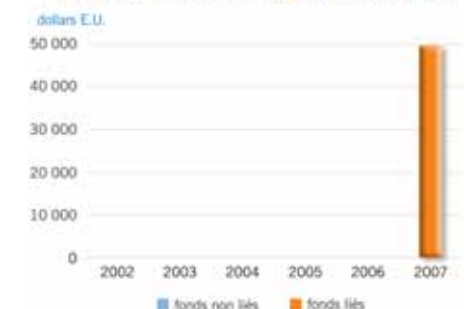
Classement du donateur : 42/72

Classement par rapport au nombre d'habitants : sans objet

Pourcentage d'affectation des fonds en 2007



Contributions volontaires au HCDH 2002-2007



Programme des Nations Unies pour le développement

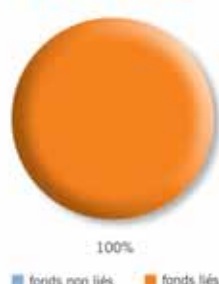
Contribution volontaire totale en 2007, en dollars E.U. : 862 299

Contribution non liée, en dollars E.U. :
0

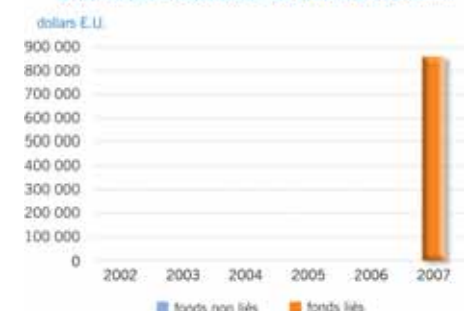
Classement du donateur : 20/72

Classement par rapport au nombre d'habitants : sans objet

Pourcentage d'affectation des fonds en 2007



Contributions volontaires au HCDH 2002-2007



Donateurs privés



Droits et Démocratie

Contribution volontaire totale en 2007,
en dollars E.U. : 360 891

Contribution totale en devise :
385 000 (CAD)

Contribution non liée, en dollars E.U. :
0

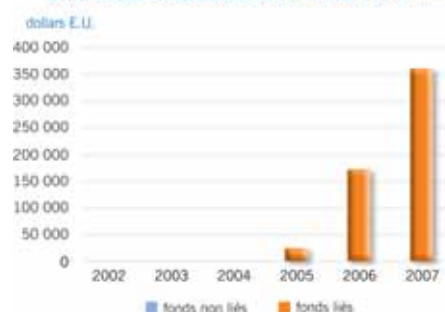
Classement du donateur : 24/72

Classement par rapport au nombre
d'habitants : sans objet

Pourcentage d'affectation
des fonds en 2007



Contributions volontaires au HCDH 2002-2007



Fondation MacArthur

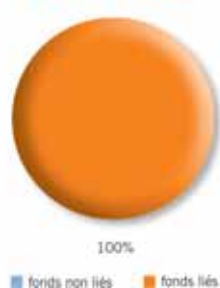
Contribution volontaire totale en 2007,
en dollars E.U. : 650 000

Contribution non liée, en dollars E.U. :
0

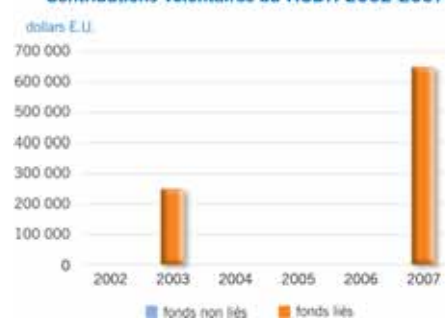
Classement du donateur : 22/72

Classement par rapport au nombre
d'habitants : sans objet

Pourcentage d'affectation
des fonds en 2007



Contributions volontaires au HCDH 2002-2007



Istituto Tecnico Commercial "Oscar Romero"

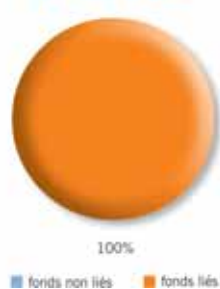
Contribution volontaire totale en 2007,
en dollars E.U. : 595

Contribution non liée, en dollars E.U. :
0

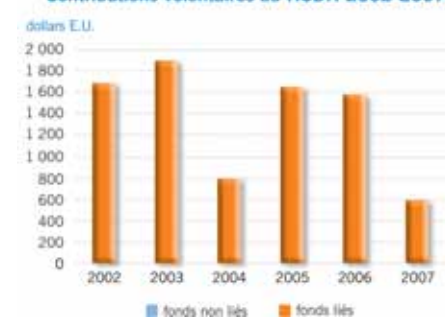
Classement du donateur : 72/72

Classement par rapport au nombre
d'habitants : sans objet

Pourcentage d'affectation
des fonds en 2007



Contributions volontaires au HCDH 2002-2007



Swatch AG

Contribution volontaire totale en 2007,
en dollars E.U. : 29 437

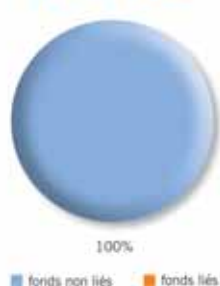
Contribution totale en devise :
35 697,25 (CHF)

Contribution non liée, en dollars E.U. :
29 437

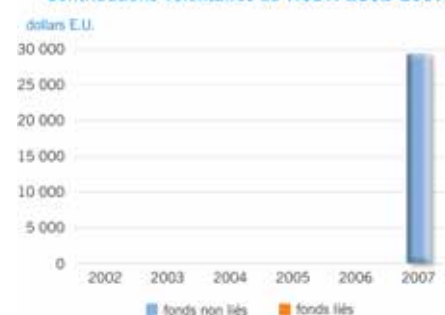
Classement du donateur : 47/72

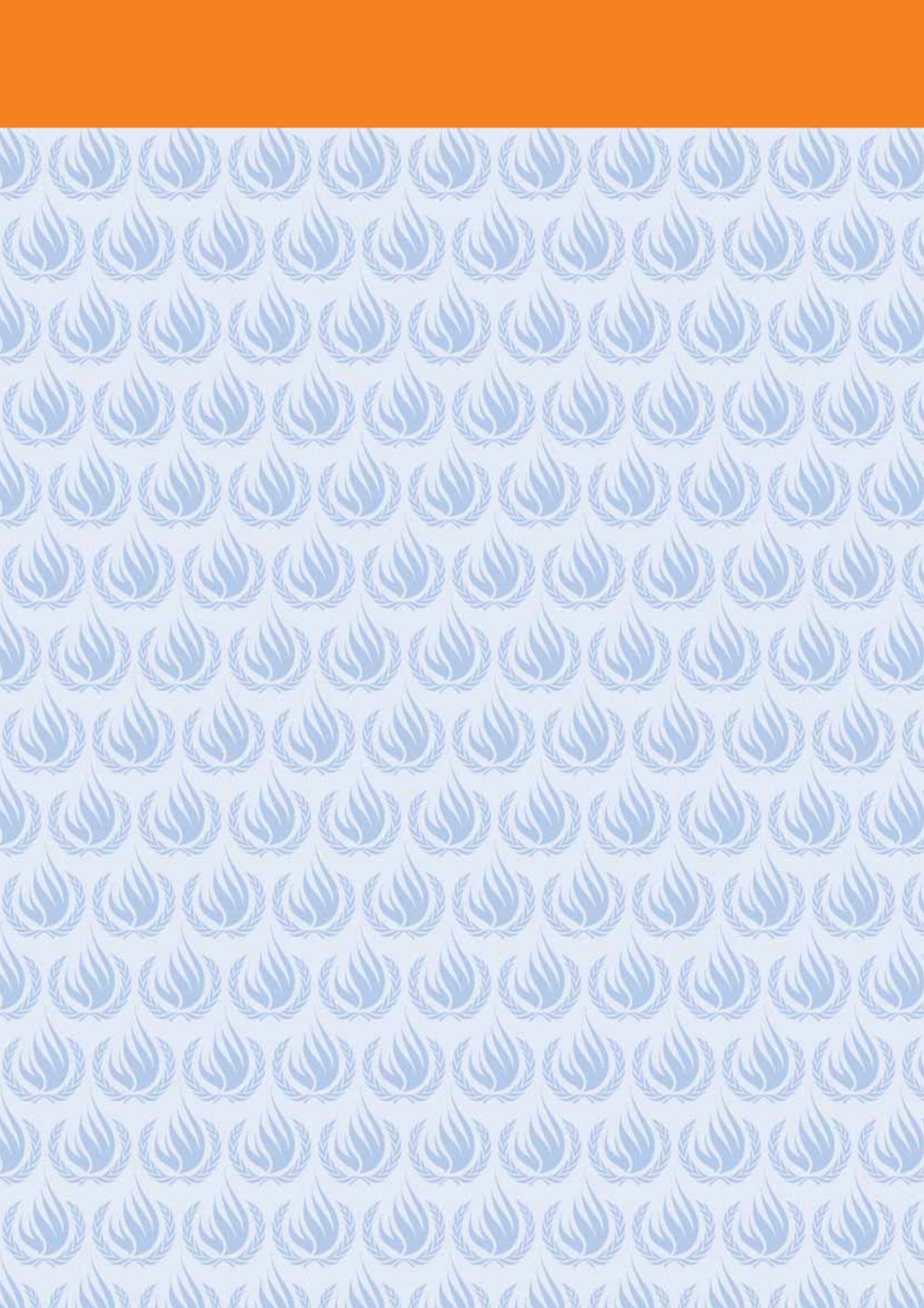
Classement par rapport au nombre
d'habitants : sans objet

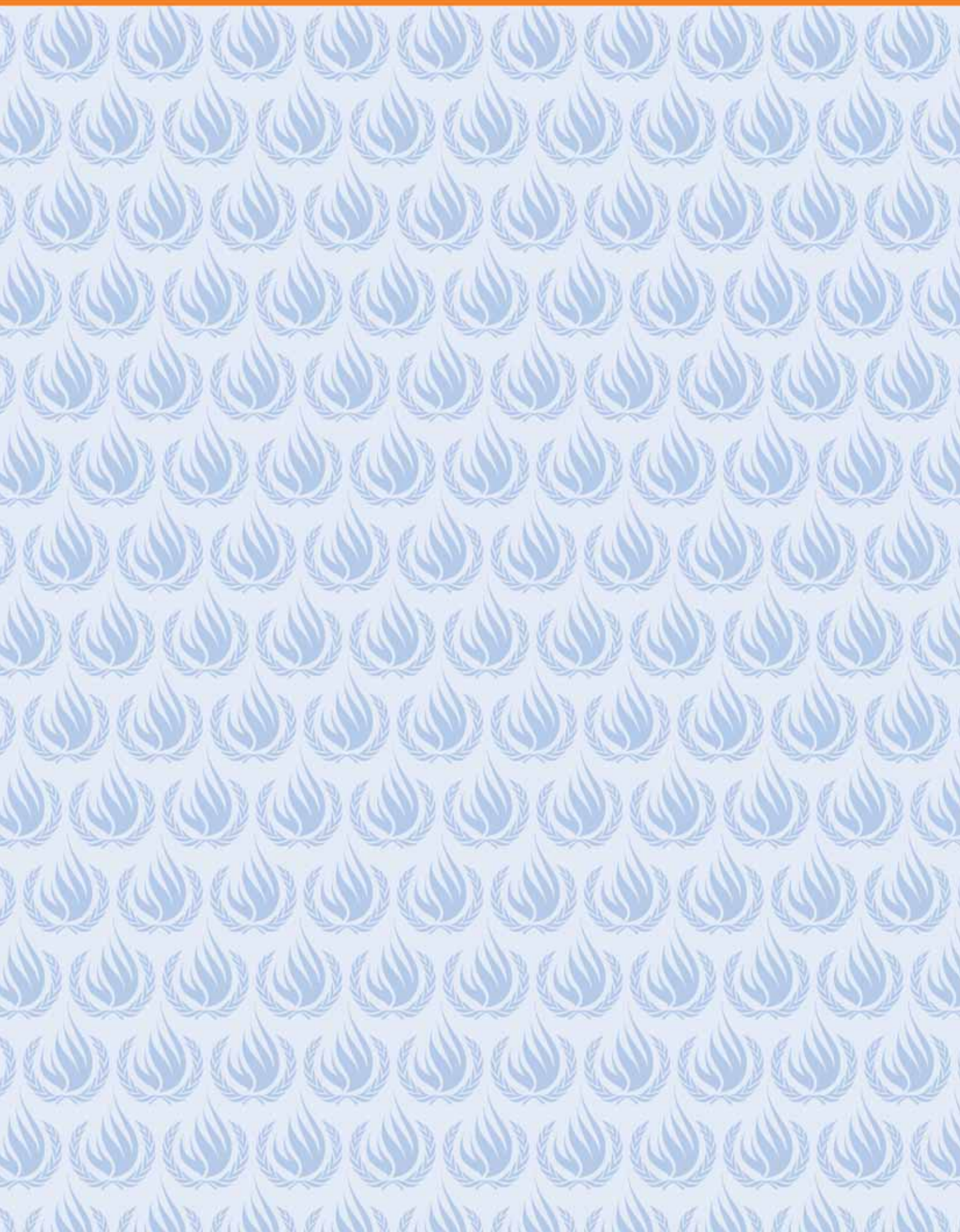
Pourcentage d'affectation
des fonds en 2007



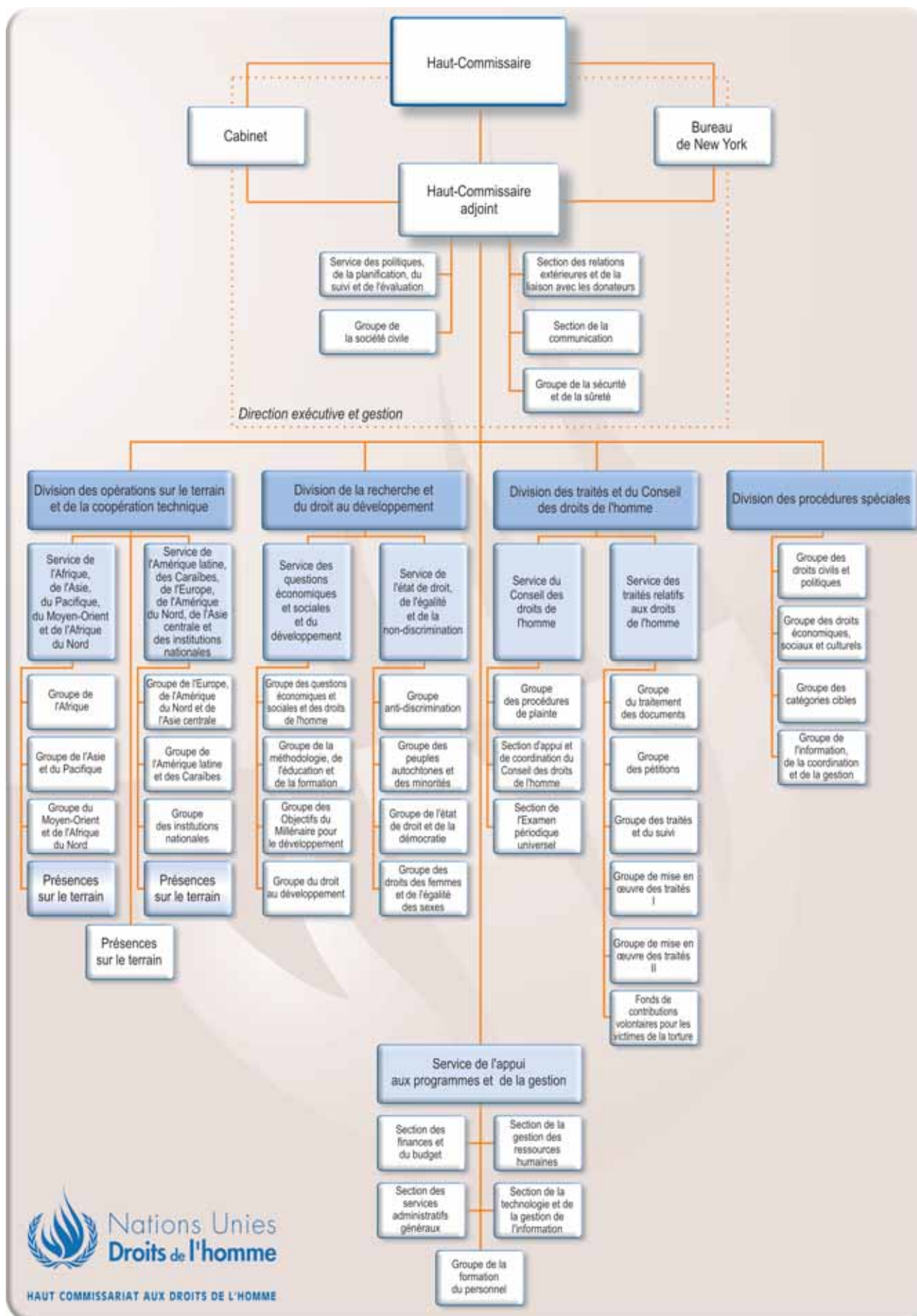
Contributions volontaires au HCDH 2002-2007







Organigramme



Division du renforcement des capacités et des opérations sur le terrain

- ▶ Coordonne les efforts déployés par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme pour mettre en œuvre ses engagements à l'échelon du pays;
- ▶ Apporte son soutien aux bureaux du Haut-Commissariat sur le terrain;
- ▶ Gère le programme de coopération technique;
- ▶ Appuie les procédures spéciales de pays;
- ▶ Fournit des avis d'expert et un appui concernant les institutions nationales des droits de l'homme et les missions de paix des Nations Unies, et monte des interventions rapides pour faire face aux situations d'urgence en matière de droits de l'homme.

Division de la recherche et du droit au développement

- ▶ Effectue des recherches et des analyses sur les questions relatives aux droits de l'homme et promeut le droit au développement;
- ▶ Soutient les partenariats institutionnels tendant à assurer la prise en considération des droits de l'homme dans les activités et programmes des Nations Unies dans les domaines du développement, de l'humanitaire, de la paix, de la sécurité, de la gouvernance et de l'état de droit;
- ▶ Fournit aux présences sur le terrain du Haut-Commissariat aux droits de l'homme, aux équipes de pays des Nations Unies, aux conseillers en matière de droits de l'homme et à d'autres partenaires des conseils techniques, des avis d'expert d'ordre thématique et méthodologique et des outils.

Division des traités et du Conseil des droits de l'homme

- ▶ Apporte un appui fonctionnel et technique, y compris en matière de suivi:
 - Aux organes des droits de l'homme de l'ONU, notamment au Conseil des droits de l'homme et aux organes de surveillance des traités relatifs aux droits de l'homme;
 - Au traitement des plaintes et communications individuelles et aux procédures d'enquête;
 - Au Fonds de contributions volontaires pour les victimes de la torture;
- ▶ Coordonne le traitement de l'ensemble de la documentation officielle du Haut-Commissariat aux droits de l'homme destinée aux organes d'experts et aux organes intergouvernementaux.

Service des procédures spéciales

- ▶ Apporte un soutien administratif et logistique aux titulaires de mandats thématiques au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme (rapporteurs spéciaux, représentants spéciaux, experts indépendants et membres de groupe de travail);
- ▶ Coordonne les avis d'experts et les travaux de recherche et d'analyse concernant les thèmes, l'établissement des faits, les politiques et les aspects juridiques, à l'appui des travaux des titulaires de mandat;
- ▶ Facilite la coordination entre les titulaires de mandat, ainsi que la collaboration entre les procédures spéciales et le Conseil des droits de l'homme, les autres mécanismes des droits de l'homme, les ONG et les autres parties prenantes.

PRINCIPAUX PRODUITS ET RÉSULTATS OBTENUS EN 2007, MESURÉS À L'AUNE DES INDICATEURS CLEFS*

Principaux produits en 2007

i) ENGAGEMENT AUPRÈS DES PAYS

Réalisation escomptée : Renforcer l'engagement du HCDH auprès des pays pour combler les déficits de mise en œuvre

- **Mise au point et utilisation d'outils pour une stratégie commune d'évaluation de la situation par pays** : élaboration de directives préliminaires sur les évaluations par pays ; stratégies d'évaluation et d'engagement élaborées pour cinq pays pilotes ; sélection d'autres pays pilotes différée jusqu'à ce que les cinq premiers pays pilotes aient été évalués.
- **Renforcement des bureaux géographiques** : recrutement de cinq administrateurs en 2007 (en sus des huit administrateurs recrutés en 2006) ; revalorisation des postes de coordonnateurs de secteurs géographiques, promus à l'échelon P5 (hors classe).
- **Renforcement et rationalisation des déploiements sur le terrain** : ouverture d'un bureau de pays (Bolivie) et d'un bureau régional (pour l'Amérique centrale) ; augmentation des effectifs de six bureaux de pays et de cinq bureaux régionaux existants ; fermeture progressive de deux bureaux (situés à Belgrade et à Sarajevo) au terme de dix années d'activité ; déploiement de 11 conseillers supplémentaires pour les droits de l'homme auprès d'équipes de pays des Nations Unies ; efforts de rationalisation de l'appui aux missions de paix de l'ONU.
- **Renforcement de la capacité de soutenir les missions d'établissement des faits et les commissions d'enquête** : le nouveau Groupe d'intervention rapide et d'appui aux missions de paix, créé en 2006, est devenu pleinement opérationnel en 2007. Le groupe a constitué un fichier de 58 spécialistes des droits de l'homme prêts au déploiement, activé à quatre reprises en 2007.
- **Mise au point de directives et d'outils méthodologiques** : constitution d'une base de données spécialisée pour harmoniser l'enregistrement des violations des droits de l'homme, publication d'un ensemble de directives sur les commissions d'enquête et les missions d'établissement des faits ; élaboration d'une méthode plus systématique de recensement des enseignements et des bonnes pratiques, mise au point d'indicateurs pour quatre droits supplémentaires, diffusion de 9 nouvelles publications et de 31 traductions d'ouvrages de référence sur les droits de l'homme.

ii) RÔLE D'IMPULSION

Réalisation escomptée : Renforcement du rôle d'impulsion de la Haut-Commissaire appelée à repérer et à analyser les problèmes de droits de l'homme et à proposer des solutions pour combler les déficits de mise en œuvre

- **Renforcement de la capacité de communication** : la Section des communications, créée en 2006, est devenue pleinement opérationnelle en 2007 ; achèvement de la première phase d'amélioration et de modernisation du site web ; lancement d'une campagne pour encourager les partenaires, à l'intérieur et à l'extérieur du système des Nations Unies, à célébrer le 60^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme en 2008.
- **Renforcement du bureau de New York** : affectation de cinq collaborateurs supplémentaires, portant à 16 le nombre de membres du personnel en poste à New York.
- **Intensification des travaux sur les droits économiques, sociaux et culturels** : notamment, assistance prêtée au Groupe de travail sur le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques et sociaux, élaboration d'un module de formation sur les droits économiques, sociaux et culturels, qui devrait être achevé et prêt à l'utilisation en 2008, préparation et présentation d'une étude sur le droit à l'eau et à l'assainissement au Conseil des droits de l'homme, travail sur les liens entre les droits de l'homme et le changement climatique, publication d'un manuel sur la restitution des logements et des biens des réfugiés et finalisation d'une fiche d'information sur le droit à la santé.
- **Renforcement des compétences thématiques** : notamment par la publication de guides et de manuels sur les commissions internationales d'enquête, sur la justice transitionnelle, les droits des peuples autochtones et des minorités, la réduction de la pauvreté, la restitution des logements et des biens, et les institutions nationales des droits de l'homme. Une base de données sur les atteintes aux droits de l'homme a été constituée et mise à l'essai, et des travaux supplémentaires entrepris pour élaborer des indicateurs relatifs aux droits de l'homme.

* Ce tableau est basé sur le cadre relatif aux stratégies, aux indicateurs et aux produits escomptés présenté dans le Plan stratégique de la Haut-Commissaire pour l'exercice 2006-2007 (cf. p. 19). Le tableau, qui reprend les titres et sous-titres du cadre initial, fait la synthèse des produits obtenus et des progrès accomplis à partir des informations plus détaillées présentées au fil des pages de ce rapport.

Indicateurs clefs 2006-2007	Progrès en 2007 par rapport aux indicateurs
<p>Nombre accru de modifications/mesures de politique générale ou d'ordre législatif et institutionnel adoptées au niveau national avec l'appui ou à l'initiative du programme des Nations Unies pour les droits de l'homme pour remédier aux insuffisances en matière de mise en œuvre des droits de l'homme.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Lois relatives aux droits de l'homme rédigées, améliorées ou adoptées en Afghanistan, en Angola, au Burundi, au Cambodge, en Colombie, en Éthiopie, au Guatemala, au Kosovo (Serbie), au Mexique, aux Philippines, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, en Sierra Leone, à Sri Lanka et au Tadjikistan. Mesures de prévention de la torture adoptées au Cambodge, au Guatemala, en Iraq, au Kazakhstan, au Kirghizistan, en Macédoine, aux Maldives, en Ouganda et en Thaïlande. Loi sur la procédure pénale en cours d'examen au Congrès populaire national de la République populaire de Chine ; loi relative à la justice pour mineurs débattue en Iran. Deux institutions nationales de défense des droits de l'homme créées et sept autres renforcées. La charte de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) a été adoptée et les dirigeants de l'ASEAN se sont engagés à doter l'Association d'un organe de protection des droits de l'homme.
<p>Nombre accru de programmes institutionnalisés de formation et d'éducation aux droits de l'homme introduits au niveau national avec l'appui ou à l'initiative du programme des Nations Unies en faveur des droits de l'homme.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Formations dispensées à des défenseurs des droits de l'homme et à des représentants de la société civile, dont des ONG, des journalistes et des enseignants, dans plus de 35 pays Formation aux droits de l'homme assurée auprès de fonctionnaires et de magistrats dans plus de 30 pays. Formation aux droits de l'homme dispensée à des membres de l'administration pénitentiaire, des services de police et de l'armée dans plus de 30 pays. Huit ateliers de formation sur l'établissement des rapports destinés aux organes de suivi des traités et sur la mise en œuvre des recommandations organisés à l'intention de participants originaires d'une vingtaine de pays. Droits de l'homme inscrits au programme des écoles en Angola, en Côte d'Ivoire, au Libéria, en République démocratique du Congo, au Tadjikistan et au Timor-Leste.
<p>Mise en place d'une capacité d'intervention rapide, permettant de déployer des spécialistes des droits de l'homme dans les plus brefs délais</p>	<ul style="list-style-type: none"> Le Groupe d'intervention rapide et d'appui aux missions de paix a déployé des missions d'intervention rapide dans huit pays et participé à six missions d'évaluation technique dirigées par le Département des opérations de maintien de la paix (DPKO). Fonds de réserve pour imprévus d'un montant d'un million de dollars E.-U. maintenu pour financer les dépenses liées aux activités d'intervention rapide.
<p>Nombre accru de références aux positions et observations du HCDH dans les documents de politique et de planification des organes et organismes de l'ONU concernés, dans les campagnes de la société civile et dans les grands rapports sur les droits de l'homme.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Deux directives générales sur les droits de l'homme ont été élaborées par le HCDH et adoptées par des partenaires des Nations Unies, ce qui porte à 11 le nombre total de directives adoptées pendant l'exercice biennal (contre trois pendant la période 2004-2005). La position du HCDH sur les droits de l'homme dans les missions de paix intégrées a été incorporée aux « Principes et directives concernant les opérations de maintien de la paix des Nations Unies » élaborés par le DPKO afin d'exposer les principes directeurs qui doivent guider les missions de paix des Nations Unies. Les droits de l'homme ont été pris en compte dans des directives, des politiques et des outils clefs mis au point par le Groupe des Nations Unies pour le développement à l'intention des équipes de pays des Nations Unies. Les documents d'orientation du HCDH sur l'Etat de droit et la justice transitionnelle sont utilisés de plus en plus fréquemment par les partenaires onusiens à New York et pris en compte dans les politiques appliquées dans l'ensemble des Nations Unies pour les questions touchant à l'Etat de droit. Les directives adressées aux missions de paix pour améliorer le signalement des violences sexuelles reflètent la position du Haut-Commissariat. Les activités, déclarations et positions politiques du HCDH ont été citées dans des rapports publiés, entre autres, par <i>Amnesty International</i>, Article 19, <i>Caritas Internationalis</i>, le Comité international de la Croix-Rouge, le Conseil international de réhabilitation pour les victimes de la torture, <i>Freedom House</i>, <i>Human Rights First</i>, <i>Human Rights Watch</i>, <i>International Crisis Group</i>, l'Organisation mondiale contre la torture et <i>Refugees International</i>.
<p>Comptes rendus plus fréquents et plus exacts des médias sur les questions relatives aux droits de l'homme et sur l'action du Haut-Commissariat.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Plus de 3 800 articles mentionnant le HCDH dans la presse et dans les médias électroniques, contre 3 300 en 2006 et 2 100 en 2005. Articles d'opinion de la Haut-Commissaire parus dans plus de 75 publications dans 60 pays.
<p>Sensibilisation de l'opinion publique au programme des Nations Unies pour les droits de l'homme et soutien accru à l'action du Haut-Commissariat.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Augmentation de 31 pour cent dans le nombre de visites uniques sur le site web du HCDH - de 1,9 million de visites en 2006 à 2,5 millions en 2007. Journée des droits de l'homme célébrée par des manifestations, émissions et publications dans de nombreux pays.



Principaux produits en 2007

iii) PARTENARIATS

Réalisation escomptée : Renforcement des partenariats avec les institutions et les programmes des Nations Unies et avec la société civile pour combler les déficits de mise en œuvre

- **Sensibilisation accrue des coordonnateurs résidents et coordonnateurs humanitaires, des représentants du Secrétaire général et d'autres hauts fonctionnaires à la problématique des droits de l'homme** : notamment grâce aux formations assurées auprès de 24 coordonnateurs résidents et 17 équipes de pays (au total, 40 coordonnateurs résidents ont bénéficié de formations du HCDH en 2006-2007, contre dix en 2004-2005), aux conseils dispensés par des spécialistes des droits de l'homme à des coordonnateurs résidents sur des questions stratégiques et politiques, à deux ateliers de « formation des instructeurs » sur les droits de l'homme, à l'intention de 55 participants issus de diverses organisations.
- **Renforcement des capacités des équipes de pays des Nations Unies** : notamment grâce à des formations dispensées à des équipes de pays, dont dix des 12 équipes ayant entamé le processus des PNUAD/bilans communs de pays, à la diffusion du module de formation interinstitutions sur l'intégration des droits de l'homme dans la programmation et à des fonds procurés par le Programme mondial Action 2 pour financer le lancement de formations aux droits de l'homme et d'autres activités.
- **Mise en place d'une fonction d'appui de haut niveau à la société civile** : le Groupe de liaison avec la société civile, créé en 2006, a été renforcé suite au recrutement d'un chef de groupe.
- **Renforcement des partenariats avec le Département des opérations de maintien de la paix (DPKO), le Département des affaires politiques et les organisations humanitaires** : notamment grâce à des consultations trimestrielles lancées en 2007, à une participation accrue aux travaux des organes interorganisations, au déploiement de 11 conseillers supplémentaires pour les droits de l'homme au sein d'équipes de pays (dont cinq financés en partie par le Programme mondial Action 2) ; les directives et principes relatifs aux opérations de maintien de la paix témoignent de la fonction d'appui du HCDH auprès des composantes droits de l'homme des missions intégrées.
- **Renforcement du partenariat avec la Banque mondiale** : la collaboration avec la Banque mondiale et avec le FMI a été renforcée, notamment en ce qui concerne les activités entreprises dans le cadre du programme de travail du Groupe de travail à composition non limitée sur le droit au développement et les consultations sur l'élaboration d'un cadre conceptuel et opérationnel d'intégration des droits de l'homme dans les stratégies de réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, ainsi que, dans le cas de la Banque mondiale, dans le cadre du programme de travail de l'Equipe spéciale pour les droits de l'homme du Réseau sur la gouvernance (CAD/OCDE) dans divers domaines, dont l'efficacité de l'aide et les droits de l'homme. L'institutionnalisation de relations plus étroites avec la Banque mondiale et le FMI dépendra, en partie, de l'issue des délibérations en cours au sein des Conseils des gouverneurs de ces deux entités.

iv) ORGANES DE DÉFENSE DES DROITS DE L'HOMME DES NATIONS UNIES

Réalisation escomptée : Développement des synergies entre le Haut-Commissariat et les divers organes de défense des droits de l'homme des Nations Unies pour combler les déficits de mise en œuvre

- **Harmonisation croissante des méthodes de travail des organes de suivi et des critères d'établissement des rapports qui leur sont destinés** : adoption de directives relatives au document de base commun ; nombre accru de documents de base communs et de rapports relatifs à des traités spécifiques soumis conformément aux nouvelles directives.
- **Appui plus stratégique et plus efficace aux organes de suivi des traités et intégration plus poussée de ces organes dans le travail du HCDH au niveau national** : notamment en dispensant des formations sur la mise en œuvre des recommandations des organes aux institutions nationales des droits de l'homme, ainsi que des formations sur la préparation des rapports destinés aux organes de suivi des traités à des fonctionnaires gouvernementaux de neuf pays.
- **Appui plus stratégique et plus efficace aux procédures spéciales et intégration plus poussée de ces procédures dans le travail du HCDH au niveau national** : participation plus active des bureaux de pays, des bureaux régionaux et des conseillers pour les droits de l'homme aux travaux des détenteurs de mandats au titre des procédures spéciales, notamment par un appui aux missions sur le terrain des détenteurs de mandat ; augmentation de 36 pour cent dans le nombre de visites effectuées par des détenteurs de mandat dans des pays ; efforts accrus du HCDH pour assurer le suivi des recommandations des détenteurs de mandats avec les gouvernements.
- **Appui à la mise en place et aux premières activités du Conseil des droits de l'homme** : par une assistance sur des questions de fond, ainsi que par des conseils juridiques et techniques, dispensés au Conseil pour faciliter l'édification institutionnelle, notamment en ce qui concerne les modalités de l'examen périodique universel.
- **Élaboration de propositions en vue de la rationalisation des mandats existants** : le HCDH a appuyé le travail d'examen et de rationalisation des mandats entrepris par le Conseil des droits de l'homme, notamment en fournissant des informations au Groupe de travail intergouvernemental sur l'examen des mandats, à différents détenteurs de mandats, au Comité de coordination et à la Présidence du Conseil. Le processus a abouti à la reconduction de tous les mandats thématiques examinés jusqu'alors et à la création de deux nouveaux mandats thématiques, portant sur les formes contemporaines d'esclavage, ainsi que sur l'accès à l'eau potable et à l'assainissement. L'un des mandats par pays examinés à ce jour, relatif à la République démocratique du Congo, n'a pas été reconduit ; deux autres mandats par pays, concernant le Bélarus et Cuba, ont été supprimés par le Conseil en juin 2007, avant le début du processus d'examen des mandats individuels.
- **Instauration de liens avec les Comités exécutifs, le Comité permanent interorganisations, le Conseil de sécurité, la Commission de consolidation de la paix et le Fonds pour la démocratie** : le Bureau de New York a intensifié son engagement auprès des Comités exécutifs de l'ONU, du Conseil de sécurité et de la Commission de consolidation de la paix, et participé aux travaux du Fonds pour la démocratie.

v) GESTION ET PLANIFICATION

Réalisation escomptée : Renforcement de la capacité de gestion et de planification du Haut-Commissariat pour combler les déficits de mise en œuvre

- **Délégation de pouvoir reçue** : pour la gestion des ressources extrabudgétaires et des biens, à compter du 1^{er} janvier 2008.
- **Approbation de treize procédures internes uniformisées** : dix procédures relatives aux opérations sur le terrain, deux procédures relatives aux affaires administratives et une procédure sur l'information des visiteurs.
- **Renforcement de la politique de ressources humaines** : notamment par l'introduction de nouvelles procédures destinées à assurer une plus grande diversité géographique pour les postes d'administrateurs et par la formation du personnel du HCDH à la gestion axée sur les résultats, à des questions administratives et à des questions de fond en rapport avec les droits de l'homme.

Indicateurs clefs 2006-2007	Progrès en 2007 par rapport aux indicateurs
<p>Augmentation du nombre de Plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) et de documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) intégrant une stratégie de développement axée sur les droits de l'homme.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Le HCDH a participé à la préparation de 11 PNUAD et DSRP intégrant une stratégie de développement axée sur les droits de l'homme (contre 18 en 2006). Des équipes de pays des Nations Unies ont bénéficié de conseils et de formations concernant l'intégration d'une méthodologie de développement axée sur les droits de l'homme, dispensés par des conseillers pour les droits de l'homme et des présences sur le terrain.
<p>Intégration accrue des droits de l'homme dans les activités des Nations Unies d'ordre humanitaire ou en faveur de la paix et de la sécurité.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Les messages du HCDH ont été pris en compte dans les discussions au sein du Comité des politiques, du Comité exécutif pour la paix et la sécurité et du Comité exécutif pour les affaires humanitaires. Le HCDH a participé activement aux travaux et aux réunions périodiques du Comité des politiques, du Comité permanent interorganisations, des quatre comités exécutifs de l'ONU et de 31 groupes interorganisations concernant des questions thématiques ou de pays. Le HCDH a pris part aux travaux de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social, du Conseil de sécurité et de la Commission de consolidation de la paix.
<p>Meilleure connaissance et utilisation plus fréquente des divers mécanismes et programmes de défense des droits de l'homme par les acteurs de la société civile.</p>	<ul style="list-style-type: none"> 179 ONG ont participé à la quatrième session du Conseil des droits de l'homme, 110 à la cinquième session, 151 à la première partie de la sixième session et 91 à la deuxième partie de la sixième session. 62 ONG ont régulièrement fourni des informations aux communications des procédures spéciales ; 530 ONG ont rencontré des détenteurs de mandats thématiques au titre des procédures spéciales et leur ont communiqué des informations à l'occasion de leurs 53 missions dans des pays. Plus de 350 représentants de la société civile ont bénéficié de formations sur les mécanismes de défense des droits de l'homme, l'application des traités, l'établissement de rapports et les procédures de suivi.
<p>Multiplication des initiatives communes des composantes du programme pour les droits de l'homme (exposés, références croisées, déclarations, missions, mise en œuvre des recommandations).</p>	<ul style="list-style-type: none"> Trois visites conjointement menées par des détenteurs de mandats au titre des procédures spéciales, contre une en 2006. 49 pour cent des communications des procédures spéciales publiées conjointement ; 20 pour cent des communiqués de presse diffusés conjointement, dont le premier communiqué de presse jamais publié au nom de tous les détenteurs de mandats. Au moins dix observations finales des organes de suivi des traités ont fait référence aux recommandations, aux conclusions et à d'autres aspects du travail des détenteurs de mandats au titre des procédures spéciales.
<p>Attention accrue aux dimensions « droits de l'homme » des questions débattues au sein des organes et institutions des Nations Unies.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Deux directives sur les droits de l'homme ont été élaborées par le HCDH et adoptées par ses partenaires des Nations Unies, ce qui porte à 11 le nombre total de directives adoptées pendant l'exercice (contre trois en 2004-2005). Dans le cadre du Programme mondial Action 2, 47 équipes de pays des Nations Unies ont bénéficié d'une assistance, notamment sous les formes suivantes : diffusion d'un module de formation commun sur la méthodologie de programmation axée sur les droits de l'homme, déploiement de cinq conseillers pour les droits de l'homme et mise de fonds initiale pour financer des activités conjointes de programmation et de renforcement des capacités.
<p>Allocation des ressources et élaboration des plans de travail en fonction de priorités et de politiques bien établies.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Allocation des ressources ordinaires et extrabudgétaires guidée par le PGS (2006-2007) et mandats attribués par des organes intergouvernementaux. Les examens de milieu et de fin d'année, réalisés par des cadres supérieurs, ont donné l'occasion de réévaluer les priorités et de les réviser si nécessaire. Un Conseil d'examen des programmes et des budgets, présidé par la Haut-Commissaire adjointe, a été créé pour examiner, approuver et le cas échéant réajuster les plans de coûts et les plans stratégiques. Un Comité de contrôle financier, présidé par la Haut-Commissaire adjointe, a été créé pour superviser l'application des plans de coûts, les recrutements et les flux de trésorerie.
<p>Réduction des délais de recrutement et de déploiement du personnel sur le terrain dans des conditions de sécurité et d'efficacité.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Le délai moyen de recrutement a été raccourci de 51 jours (par rapport à 2006).
<p>Réduction du taux de vacance des postes et renouvellement du personnel plus rapide.</p>	<ul style="list-style-type: none"> 143 procédures de recrutement menées à terme pour pourvoir des postes existants et de nouveaux postes, de sorte que 91 nouveaux collaborateurs ont été intégrés au personnel du HCDH. Taux de vacance de 14 pour cent pour les postes financés par le budget ordinaire et de 19 pour cent pour les postes financés par des ressources extrabudgétaires. Pas de données disponibles sur le taux de renouvellement du personnel.

Document établi par : la Section des relations extérieures et de la liaison avec les donateurs du Haut-Commissariat aux droits de l'homme

Conception et mise en page par : CIF OIT

Imprimé par : CIF OIT

Photographies : Michael Kamber (couverture), OHCHR (p. 8), UN Photo/Paulo Filgueiras (p. 10), UN/Robel Mockonen (pp. 12-13), UN Photo (p. 15), OHCHR/Nori Mahdi (p. 17), UN Photo/Jean-Marc Ferré (p. 20), OHCHR (p. 21), Reuters/Denis Balibouse (p. 22), UN Photo/Pierre Viot (pp. 24-25), Reuters/Bruno Domingos (p. 28), UN Photo/Tim McKulka (p. 34), OHCHR (p. 36), [www.ninemillion.org/UNHCR/H. Caux](http://www.ninemillion.org/UNHCR/H.Caux) (p. 38), EC/ECHO/François Goemans (p. 40), The Global Fund/Robert Bourgoing (p. 41), UNHCR/A. Rodríguez (p. 41), UN Photo/Martine Perret (p. 43), UNHCR/J. Redfern (p. 43), UNHCR/H. Caux (p. 45), OHCHR (pp. 46, 50-51), UN Photo/Mark Garten (p. 52), OHCHR/J. Turpin (p. 54), EC/ECHO/Thomas Pfeiffer (p. 60), OHCHR (pp. 70, 72), UNHCR/H.Caux (p. 73), EC/ECHO/Annie Raykov (p. 78), UN Photo/Eric Kanalstein (p. 83), OHCHR/Sabina Lauber (p. 84), OHCHR/J. Turpin (p. 88), OHCHR (p. 92), Reuters/Adrees Latif (p. 94), UN Photo/Fardin Wahezi (p. 97), UN Photo/Martine Perret (p. 99, 103), A. Ramella (pp. 105-106), UNHCR/B. Heger (pp. 116, 123), UN Photo/Logan Abassi (p. 126), UN Photo/Eskinder Debebe (p. 128), EC/ECHO/Denis Van Praet (p. 130), The Global Fund/Robert Bourgoing (p. 133), UNHCR/K. Brooks (p. 134), UNHCR/M. Bernard (p. 135), UN Photo/Martine Perret (p. 137), Reuters/Nasser Nuri (pp. 138-139), UN Photo/Ryan Brown (p. 141), Reuters/Chaiwat Subprasom (p. 142), UN Photo/Mark Garten (p. 160).

Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'implique aucune prise de position de la part du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.